

# Troisième trimestre de 2021



## Banque Royale du Canada – Résultats du troisième trimestre de 2021

Sauf indication contraire, tous les montants sont libellés en dollars canadiens et sont basés sur nos états financiers présentés selon la Norme comptable internationale 34 *Information financière intermédiaire*.

**Bénéfice net**  
**4,3 milliards**  
**de dollars**  
Hausse de 34 %  
d'un exercice à l'autre

**Bénéfice dilué**  
**par action**  
**2,97 \$**  
Hausse de 35 %  
d'un exercice à l'autre

**DPPC <sup>(1)</sup>**  
**(540) millions**  
**de dollars**  
Ratio de la DPPC liée aux  
prêts en baisse de 23 p.b. <sup>(2)</sup>  
d'un trimestre à l'autre

**RCP <sup>(3)</sup>**  
**19,6 %**  
Hausse par rapport à  
15,7 % à l'exercice  
précédent

**Ratio CET1**  
**13,6 %**  
Nettement supérieur  
au seuil réglementaire

**TORONTO, le 25 août 2021** — La Banque Royale du Canada (RY sur TSX et NYSE) a déclaré aujourd'hui un bénéfice net de 4,3 milliards de dollars pour le trimestre clos le 31 juillet 2021, soit une hausse de 1,1 milliard, ou 34 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Le bénéfice dilué par action s'est établi à 2,97 \$, ayant monté de 35 % en regard d'il y a un an. Nos résultats pour ce trimestre tiennent compte de reprises de dotations liées aux prêts productifs de 638 millions de dollars, lesquelles ont découlé surtout de l'amélioration de nos perspectives macroéconomiques et de celles concernant la qualité du crédit, alors que des dotations de 280 millions de dollars avaient été constituées au même trimestre de l'exercice précédent en raison de l'évolution des répercussions de la pandémie de COVID-19. Le bénéfice des secteurs Services bancaires aux particuliers et aux entreprises, Marchés des Capitaux et Gestion de patrimoine s'est renforcé sur un an, ce qui est attribuable en grande partie à l'incidence favorable de la diminution des dotations. L'amélioration des résultats des secteurs Assurances et Services aux investisseurs et de trésorerie a également contribué à cette hausse.

Le bénéfice avant dotations et impôts <sup>(4)</sup> s'est élevé à 5,0 milliards de dollars, en hausse de 6 % par rapport à il y a un an, ce qui est principalement attribuable à la forte croissance des volumes auprès de la clientèle et des actifs liés aux services tarifés des clients, à des marchés positifs, au montant record des revenus tirés des services de banque d'investissement et à des dépenses discrétionnaires gérées avec rigueur. Ces facteurs ont été atténués par l'incidence des faibles taux d'intérêt, le repli des revenus tirés des activités de négociation et la hausse de la rémunération variable découlant de résultats supérieurs.

Comparativement au trimestre précédent, le bénéfice net a grimpé de 281 millions de dollars du fait de l'amélioration des résultats des secteurs Services bancaires aux particuliers et aux entreprises, Marchés des Capitaux, Gestion de patrimoine et Assurances. Ces résultats ont été contrebalancés en partie par le recul du bénéfice du secteur Services aux investisseurs et de trésorerie.

Le ratio de la DPPC liée aux prêts s'est établi à (28) p.b., en baisse de 23 p.b. par rapport au trimestre précédent, en raison principalement du recul des dotations dans les secteurs Services bancaires aux particuliers et aux entreprises et Marchés des Capitaux. Le ratio de la DPPC liée aux prêts douteux s'est dégage à 8 p.b., en baisse de 3 p.b. par rapport au trimestre précédent.

Notre position de capital est demeurée solide, avec un ratio de fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires (CET1) de 13,6 %, ce qui a soutenu la forte croissance des volumes attribuable aux activités des clients et le versement d'un dividende de 1,5 milliard de dollars sur les actions ordinaires.

« Guidée par notre raison d'être, RBC a continué d'honorer son engagement d'offrir à nos clients, aux collectivités et à nos actionnaires une valeur durable à long terme. La diversification de nos activités et notre démarche disciplinée en matière de gestion des coûts et des risques constituent les bases de nos résultats, lesquels ont également été favorisés par les investissements importants que nous avons faits dans la technologie et notre personnel afin de maintenir notre élan et d'offrir une expérience unique à notre clientèle. Les perspectives macroéconomiques nous portent encore à un certain optimisme, et nous entendons toujours soutenir nos clients et les collectivités tout au long de la reprise économique qui est en cours. »

– Dave McKay, président et chef de la direction de RBC

### T3 2021 par rapport au T3 2020

• Bénéfice net de 4 296 millions de dollars	↑ 34 %
• Bénéfice dilué par action de 2,97 \$	↑ 35 %
• RCP de 19,6 %	↑ 390 p.b.
• Ratio CET1 de 13,6 %	↑ 160 p.b.

### T3 2021 par rapport au T2 2021

• Bénéfice net de 4 296 millions de dollars	↑ 7 %
• Bénéfice dilué par action de 2,97 \$	↑ 8 %
• RCP de 19,6 %	↑ 20 p.b.
• Ratio CET1 de 13,6 %	↑ 80 p.b.

### Cumul annuel 2021 par rapport au cumul annuel 2020

• Bénéfice net de 12 158 millions de dollars	↑ 48 %
• Bénéfice dilué par action de 8,39 \$	↑ 50 %
• RCP de 19,2 %	↑ 560 p.b.

(1) DPPC : Dotation à la provision pour pertes de crédit.

(2) p.b. : Points de base.

(3) RCP : Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires. Cette mesure n'a pas de sens normalisé en vertu des principes comptables généralement reconnus (PCGR). Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR du présent rapport aux actionnaires portant sur le troisième trimestre de 2021.

(4) Le bénéfice avant dotations et impôts correspond au bénéfice avant impôt et avant dotation à la provision pour pertes de crédit. Il s'agit d'une mesure hors PCGR. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR du présent rapport aux actionnaires portant sur le troisième trimestre de 2021.

## Table des matières

1	Faits saillants du troisième trimestre	16	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	52	Gestion des fonds propres
2	Rapport de gestion	18	Gestion de patrimoine	59	Questions en matière de comptabilité et de contrôle
2	Mise en garde au sujet des déclarations prospectives	20	Assurances	59	Résumé des méthodes comptables et estimations
3	Vue d'ensemble et perspectives	21	Services aux investisseurs et de trésorerie	59	Changements de méthodes comptables et des informations à fournir
3	A propos de la Banque Royale du Canada	22	Marchés des Capitaux	59	Contrôles et procédures
4	Faits saillants financiers et autres	24	Services de soutien généraux	59	Transactions entre parties liées
5	Examen de la conjoncture économique, des marchés et du contexte réglementaire et perspectives	25	<b>Analyse des résultats trimestriels et des tendances</b>	60	Index des recommandations du Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements
6	Incidence de la pandémie de COVID-19	27	<b>Situation financière</b>	61	États financiers consolidés intermédiaires résumés (non audité)
8	<b>Rendement financier</b>	27	Bilans résumés	67	Notes annexes (non audité)
8	Vue d'ensemble	28	Arrangements hors bilan	95	Renseignements à l'intention des actionnaires
13	<b>Résultats des secteurs d'exploitation</b>	29	<b>Gestion du risque</b>		
13	Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation	29	Risque de crédit		
14	Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR	37	Risque de marché		
		42	Risque de liquidité et de financement		

## Rapport de gestion

Le rapport de gestion a pour objectif de permettre au lecteur d'évaluer nos résultats d'exploitation et notre situation financière au 31 juillet 2021 et pour le trimestre et la période de neuf mois clos à cette date, par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent et au trimestre clos le 30 avril 2021. Le présent rapport de gestion, daté du 24 août 2021, doit être lu en parallèle avec nos états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités et les notes annexes pour le trimestre clos le 31 juillet 2021 (états financiers résumés), ainsi qu'avec notre rapport annuel 2020. Sauf indication contraire, tous les montants sont libellés en dollars canadiens et sont basés sur nos états financiers présentés conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS) publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB).

Des renseignements additionnels à notre sujet, y compris notre notice annuelle 2020, sont disponibles gratuitement sur notre site Web à l'adresse [rbc.com/investisseurs](http://rbc.com/investisseurs), sur le site Web des Autorités canadiennes en valeurs mobilières à l'adresse [sedar.com](http://sedar.com) et dans la section EDGAR du site Web de la Securities and Exchange Commission (SEC) des États-Unis à l'adresse [sec.gov](http://sec.gov).

L'information fournie dans les sites Web susmentionnés ou pouvant être obtenue par l'intermédiaire de ces sites ne fait pas partie du présent rapport. Tous les renvois à des sites Web contenus dans le présent rapport sont inactifs et ne sont indiqués qu'à titre informatif.

### Mise en garde au sujet des déclarations prospectives

À l'occasion, nous faisons des déclarations prospectives verbalement ou par écrit au sens de certaines lois sur les valeurs mobilières, y compris les règles d'exonération de la *Private Securities Litigation Reform Act of 1995* des États-Unis, et de toute loi sur les valeurs mobilières en vigueur au Canada. Nous pouvons faire des déclarations prospectives dans le présent rapport aux actionnaires portant sur le troisième trimestre de 2021, dans d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation canadiens ou de la SEC, dans d'autres rapports aux actionnaires et dans d'autres communications. Les déclarations prospectives dans le présent document comprennent, sans toutefois s'y limiter, les déclarations relatives à nos objectifs en matière de rendement financier, à notre vision et à nos objectifs stratégiques, à l'examen de la conjoncture économique, des marchés et du contexte réglementaire et aux perspectives concernant les économies canadienne, américaine, européenne et internationale, au contexte réglementaire au sein duquel nous exerçons nos activités, au contexte de gestion des risques, y compris notre risque de crédit et notre risque de liquidité et de financement et aux conséquences que la pandémie causée par le coronavirus (COVID-19) pourrait continuer d'avoir sur nos activités commerciales, nos résultats financiers, notre situation financière et nos objectifs financiers, ainsi que sur l'économie mondiale et la conjoncture des marchés financiers, et englobent les déclarations du président et chef de la direction. L'information prospective contenue dans le présent document est présentée afin d'aider les détenteurs de nos titres et les analystes financiers à comprendre notre situation financière et nos résultats d'exploitation aux dates présentées et pour les périodes closes à ces dates, ainsi que nos objectifs en matière de rendement financier, notre vision et nos objectifs stratégiques, et pourrait ne pas convenir à d'autres fins. Les mots « croire », « s'attendre à », « prévoir », « se proposer », « estimer », « planifier », « viser », « projeter », « devoir » et « pouvoir », de même que l'emploi du futur ou du conditionnel ainsi que de mots et d'expressions semblables dénotent généralement des déclarations prospectives.

De par leur nature même, les déclarations prospectives nous obligent à formuler des hypothèses et font l'objet d'incertitudes et de risques intrinsèques qui donnent lieu à la possibilité que nos prédictions, prévisions, projections, attentes et conclusions se révèlent inexactes, que nos hypothèses soient incorrectes, et que nos objectifs en matière de rendement financier, notre vision et nos objectifs stratégiques ne se matérialisent pas. Nous avertissons nos lecteurs de ne pas se fier indûment à ces déclarations étant donné que les résultats réels pourraient différer de façon significative des attentes exprimées dans ces déclarations prospectives, en raison d'un certain nombre de facteurs de risque. Ces facteurs, dont plusieurs sont indépendants de notre volonté et dont nous pouvons difficilement prévoir les répercussions, comprennent les risques de crédit, de marché, de liquidité et de financement, d'assurance et de non-conformité à la réglementation (ce qui pourrait faire en sorte que nous fassions l'objet de procédures juridiques et réglementaires dont l'issue potentielle pourrait notamment mener à des restrictions, sanctions et amendes réglementaires), le risque de réputation, les risques liés au cadre juridique et réglementaire et à la concurrence, ainsi que les risques opérationnel, stratégique et systémique et d'autres risques qui sont expliqués aux rubriques portant sur le risque et à la rubrique Faits nouveaux importants : la COVID-19 de notre rapport annuel 2020 ainsi qu'aux rubriques Gestion du risque et Incidence de la pandémie de COVID-19 du présent rapport aux actionnaires portant sur le troisième trimestre de 2021. Ces autres risques incluent ceux qui concernent le contexte commercial et la conjoncture économique, les technologies de l'information et les cyber-risques, le marché de l'immobilier canadien et l'endettement des ménages, l'incertitude géopolitique, les risques liés à la confidentialité, aux données et aux tierces parties, les changements de la réglementation, les risques environnementaux et sociaux (y compris les changements climatiques), les bouleversements numériques et l'innovation, la culture et la conduite, le contexte commercial et la conjoncture économique des secteurs géographiques où nous exerçons nos activités, l'incidence des modifications des politiques budgétaires, monétaires et autres de gouvernements, le risque fiscal et la transparence et l'émergence d'urgences sanitaires ou de crises de santé publique généralisées, telles que des épidémies et des pandémies, dont celle de COVID-19 et son incidence sur l'économie mondiale et la conjoncture des marchés financiers, ainsi que sur nos activités commerciales et sur nos résultats financiers, notre situation financière et nos objectifs financiers.

Nous avertissons nos lecteurs que la liste susmentionnée de facteurs de risque n'est pas exhaustive et que d'autres facteurs pourraient également avoir une incidence défavorable sur nos résultats. Les investisseurs et autres personnes qui se fient à nos déclarations prospectives pour prendre des décisions ayant trait à la Banque Royale du Canada doivent bien tenir compte de ces facteurs et d'autres incertitudes et événements potentiels. Les hypothèses économiques significatives qui sous-tendent les déclarations prospectives du présent rapport aux actionnaires portant sur le troisième trimestre de 2021 sont présentées à la rubrique Examen de la conjoncture économique, des marchés et du contexte réglementaire et perspectives et, pour chaque secteur d'exploitation, aux sections Priorités stratégiques et Perspectives de notre rapport annuel 2020, mises à jour aux rubriques Examen de la conjoncture économique, des marchés et du contexte réglementaire et perspectives et Incidence de la pandémie de COVID-19 du présent rapport aux actionnaires portant sur le troisième trimestre de 2021. Sauf si la loi l'exige, nous ne nous engageons pas à mettre à jour quelque déclaration prospective que ce soit, verbale ou écrite, que nous pouvons faire ou qui peut être faite pour notre compte à l'occasion.

Des renseignements complémentaires sur ces facteurs et d'autres sont fournis aux rubriques portant sur le risque et à la rubrique Faits nouveaux importants : la COVID-19 de notre rapport annuel 2020 ainsi qu'aux rubriques Gestion du risque et Incidence de la pandémie de COVID-19 du présent rapport aux actionnaires portant sur le troisième trimestre de 2021.

## Vue d'ensemble et perspectives

### À propos de la Banque Royale du Canada

La Banque Royale du Canada est une institution financière mondiale définie par sa raison d'être, guidée par des principes et orientée vers l'excellence en matière de rendement. Notre succès est attribuable aux quelque 88 000 employés qui mettent à profit leur créativité et leur savoir-faire pour concrétiser notre vision, nos valeurs et notre stratégie afin que nous puissions contribuer à la prospérité de nos clients et au dynamisme des collectivités. Selon la capitalisation boursière, nous sommes la plus importante banque du Canada et l'une des plus grandes banques du monde. Nous avons adopté un modèle d'affaires diversifié axé sur l'innovation et l'offre d'expériences exceptionnelles à nos 17 millions de clients au Canada, aux États-Unis et dans 27 autres pays. Pour en savoir plus, visitez le site [rbc.com](http://rbc.com).

## Faits saillants financiers et autres

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action, les nombres et les pourcentages)	Aux et pour les trimestres clos les			Aux et pour les périodes de neuf mois closes les	
	31 juillet 2021	30 avril 2021	31 juillet 2020	31 juillet 2021	31 juillet 2020
Total des revenus	12 756 \$	11 618 \$	12 920 \$	37 317 \$	36 089 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit	(540)	(96)	675	(526)	3 924
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	1 304	149	1 785	2 859	3 222
Frais autres que d'intérêt	6 420	6 379	6 380	19 341	18 700
Bénéfice avant impôt	5 572	5 186	4 080	15 643	10 243
<b>Bénéfice net</b>	<b>4 296 \$</b>	<b>4 015 \$</b>	<b>3 201 \$</b>	<b>12 158 \$</b>	<b>8 191 \$</b>
<b>Secteurs – bénéfice net</b>					
Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	2 113 \$	1 908 \$	1 367 \$	5 814 \$	3 585 \$
Gestion de patrimoine	738	691	562	2 078	1 609
Assurances	234	187	216	622	577
Services aux investisseurs et de trésorerie	88	120	76	331	445
Marchés des Capitaux	1 129	1 071	949	3 267	1 936
Services de soutien généraux	(6)	38	31	46	39
<b>Bénéfice net</b>	<b>4 296 \$</b>	<b>4 015 \$</b>	<b>3 201 \$</b>	<b>12 158 \$</b>	<b>8 191 \$</b>
<b>Données financières sommaires</b>					
Bénéfice par action – de base	2,97 \$	2,76 \$	2,20 \$	8,40 \$	5,61 \$
– dilué	2,97	2,76	2,20	8,39	5,60
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (1), (2)	19,6 %	19,4 %	15,7 %	19,2 %	13,6 %
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (1)	85 800 \$	83 450 \$	79 350 \$	83 300 \$	78 750 \$
Marge nette d'intérêt – selon la moyenne des actifs productifs, montant net	1,51 %	1,50 %	1,49 %	1,50 %	1,56 %
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	(0,28)%	(0,05)%	0,40 %	(0,09)%	0,77 %
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts productifs en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	(0,36)%	(0,16)%	0,17 %	(0,19)%	0,50 %
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	0,08 %	0,11 %	0,23 %	0,10 %	0,27 %
Montant brut des prêts douteux en pourcentage des prêts et acceptations	0,35 %	0,40 %	0,57 %	0,35 %	0,57 %
Ratio de liquidité à court terme (3)	125 %	133 %	154 %	125 %	154 %
Ratio de liquidité à long terme (4)	116 %	118 %	s.o.	116 %	s.o.
<b>Ratios de fonds propres et ratio de levier</b>					
Ratio de fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires (CET1)	13,6 %	12,8 %	12,0 %	13,6 %	12,0 %
Ratio de fonds propres de première catégorie	15,0 %	14,1 %	13,3 %	15,0 %	13,3 %
Ratio du total des fonds propres	16,7 %	15,8 %	15,3 %	16,7 %	15,3 %
Ratio de levier	5,0 %	5,0 %	4,8 %	5,0 %	4,8 %
<b>Principales données figurant au bilan et autres renseignements (5)</b>					
Total de l'actif	1 693 540 \$	1 615 316 \$	1 683 134 \$	1 693 540 \$	1 683 134 \$
Titres, déduction faite de la correction de valeur applicable	271 950	255 152	290 513	271 950	290 513
Prêts, déduction faite de la correction de valeur pour pertes sur prêts	698 041	673 511	655 941	698 041	655 941
Actifs liés aux dérivés	102 033	97 236	157 378	102 033	157 378
Dépôts	1 084 878	1 033 323	1 017 158	1 084 878	1 017 158
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	88 803	85 544	78 821	88 803	78 821
Total de l'actif pondéré en fonction des risques	543 047	555 607	551 421	543 047	551 421
Biens sous gestion	983 500	929 800	841 200	983 500	841 200
Biens administrés (6)	6 369 400	6 111 000	5 872 900	6 369 400	5 872 900
<b>Information sur les actions ordinaires</b>					
Actions en circulation (en milliers) – moyenne de base	1 424 614	1 424 889	1 422 705	1 424 278	1 424 364
– moyenne diluée	1 427 198	1 427 107	1 427 777	1 426 548	1 429 543
– à la fin de la période	1 424 463	1 424 727	1 422 200	1 424 463	1 422 200
Dividendes déclarés par action ordinaire	1,08 \$	1,08 \$	1,08 \$	3,24 \$	3,21 \$
Rendement de l'action (7)	3,5 %	3,9 %	4,8 %	3,9 %	4,7 %
Ratio de distribution	36 %	39 %	49 %	39 %	57 %
Cours de l'action ordinaire (RY sur TSX) (8)	126,18 \$	117,31 \$	92,40 \$	126,18 \$	92,40 \$
Capitalisation boursière (TSX) (8)	179 739	167 135	131 411	179 739	131 411
<b>Renseignements généraux liés aux activités</b>					
Nombre d'employés (équivalent temps plein)	85 887	83 709	83 734	85 887	83 734
Nombre de succursales	1 303	1 307	1 330	1 303	1 330
Nombre de guichets automatiques bancaires (GAB)	4 374	4 469	4 561	4 374	4 561
Moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en \$ US pour la période (9)	0,812	0,798	0,737	0,796	0,740
Équivalent de 1,00 \$ CA en \$ US à la fin de la période	0,801	0,813	0,747	0,801	0,747

- Les moyennes sont calculées à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période. Elles comprennent la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires utilisée pour calculer le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.
  - Cette mesure pourrait ne pas avoir de définition normalisée en vertu des principes comptables généralement reconnus (PCGR) et elle pourrait ne pas être comparable aux mesures analogues présentées par d'autres institutions financières. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.
  - Le ratio de liquidité à court terme correspond à la moyenne du trimestre compris dans chaque période et se calcule conformément à la ligne directrice sur les normes de liquidité du Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF) révisée pour tenir compte des lignes directrices réglementaires publiées au cours de l'exercice 2020. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique Risque de liquidité et de financement.
  - Depuis le premier trimestre de 2021, le BSIF exige que les banques canadiennes d'importance systémique intérieure présentent leur ratio de liquidité à long terme sur une base prospective. Le ratio de liquidité à long terme est calculé conformément à la ligne directrice sur les normes de liquidité du BSIF, laquelle reflète à son tour les normes de liquidité publiées par le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire (CBCB). Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique Risque de liquidité et de financement.
  - Représente les soldes au comptant à la fin de la période.
  - Les biens administrés comprennent des prêts hypothécaires résidentiels et des prêts sur cartes de crédit titrisés, respectivement, de 14,6 milliards de dollars et de 2,9 milliards (15,0 milliards et 2,9 milliards au 30 avril 2021; 16,2 milliards et 6,7 milliards au 31 juillet 2020).
  - Dividende par action ordinaire divisé par la moyenne des cours extrêmes pour la période visée.
  - Selon le cours de clôture à la TSX à la fin de la période.
  - Les moyennes sont calculées selon les cours du change au comptant à la fin du mois pour la période.
- s.o. sans objet

## Examen de la conjoncture économique, des marchés et du contexte réglementaire et perspectives – données au 24 août 2021

Les projections et prévisions de la présente rubrique sont fondées sur des informations et hypothèses fournies par des sources que nous considérons comme fiables. Si ces informations ou ces hypothèses se révèlent inexactes, les perspectives économiques réelles pourraient différer de façon significative des perspectives présentées dans la présente rubrique.

### Examen de la conjoncture économique et des marchés et perspectives

Même si la reprise économique s'intensifie à l'échelle mondiale, il y a fort à parier qu'elle demeurera inégale. La cadence de vaccination s'est accélérée dans de nombreux pays développés, mais demeure plus lente dans la plupart des pays émergents. Les autorités des régions où les taux de vaccination sont élevés ou dont le nombre de cas d'infection diminue assouplissent les mesures de confinement imposées en raison de la COVID-19, ce qui permet d'espérer une relance de l'activité économique dans ces régions à court terme. Bien que les secteurs du tourisme et de l'hébergement, qui ont été durement touchés, devraient poursuivre leur redressement dans la seconde moitié de l'année civile 2021, les perturbations de la chaîne d'approvisionnement nuisent fortement à la capacité de production de certaines industries. Les programmes de soutien gouvernementaux ont préservé le pouvoir d'achat des ménages et devraient continuer de favoriser une reprise de leurs dépenses. En dépit de facteurs positifs, il subsiste des incertitudes quant à l'efficacité des vaccins contre les nouveaux variants de la COVID-19, à l'incidence que pourrait avoir une certaine réticence, au sein de la population, à se faire vacciner, au calendrier de vaccination de certains groupes d'âge ainsi qu'à l'offre et à la disponibilité des vaccins à l'échelle mondiale, ce qui inclut un accès inégal à ceux-ci. Qui plus est, une hausse rapide des prix à la consommation dans certaines régions fait craindre des poussées inflationnistes, et le renforcement de la demande des consommateurs pourrait faire en sorte que les taux d'inflation plus élevés durent plus longtemps que ce à quoi s'attendent les banques centrales.

#### Canada

La vague d'infections qui a déferlé au printemps et la réimposition des mesures de confinement qu'elle a entraînée ont ralenti la reprise économique au Canada. De fait, après une croissance de 5,6 %<sup>1</sup> au premier trimestre civil de l'année, une hausse de 2,5 %<sup>1</sup> devrait s'être produite au trimestre suivant. Les taux de vaccination ont encore augmenté durant l'été, ce qui a permis un assouplissement des mesures de confinement et des restrictions sanitaires, et l'aide gouvernementale demeure substantielle. Nous prévoyons que la croissance du PIB s'accélérera dans la seconde moitié de l'année civile, les secteurs du tourisme et de l'hébergement poursuivant leur relance. Par contre, en ce qui concerne le secteur industriel, sa croissance devrait être freinée par des ratés dans la chaîne d'approvisionnement et par des limites de capacité, dont celles causées par une pénurie de main-d'œuvre. Le taux de chômage s'établissait à 7,5 % en juillet 2021, contre 8,1 % au mois d'avril 2021. Même si les emplois perdus en avril et mai 2021 ont été récupérés, le niveau de l'emploi demeure inférieur à ce qu'il était avant la pandémie, et ce sont les secteurs des services de proximité qui en sont les plus touchés. La Banque du Canada juge qu'en regard de l'inflation d'il y a un an, les récentes poussées inflationnistes sont temporaires. Cependant, en raison de l'amélioration des perspectives de croissance, elle a réduit, en juillet 2021, et ce, pour la deuxième fois cette année, ses achats hebdomadaires d'actifs. On s'attend à ce que la Banque du Canada commence à relever ses taux d'intérêt dans la seconde moitié de l'année civile 2022.

#### États-Unis

La reprise de l'économie américaine s'est raffermie à la faveur d'une distribution rapide de vaccins et d'imposants programmes de relance gouvernementaux. Le PIB a affiché une croissance de 6,3 %<sup>1</sup> au premier trimestre civil de 2021 et de 6,5 %<sup>1</sup> dans celui qui a suivi, ce qui a découlé surtout de l'accroissement des sommes que les ménages ont consacrées aux services au fil de la levée des mesures de confinement. Bien que le taux d'emploi ait augmenté grâce à la création de 2,5 millions d'emplois de mai à juillet 2021, il n'en demeure pas moins que 5,7 millions d'emplois restent à pourvoir pour revenir au niveau d'avant la pandémie. Le marché du travail devrait poursuivre sa reprise dans la seconde moitié de l'année civile 2021 et le PIB devrait encore s'accroître puisque le redressement des secteurs du tourisme et de l'hébergement, secteurs durement touchés par la pandémie de COVID-19, se maintient. La montée des prix à la consommation s'est intensifiée au rythme du redémarrage de l'économie, et ceux des véhicules d'occasion ont bondi en raison d'une très forte demande et du fait que des interruptions de la chaîne d'approvisionnement ont restreint la production de véhicules neufs. La Réserve fédérale considère que la flambée de l'inflation sera éphémère, et elle entend toujours offrir, par ses politiques, un soutien extraordinaire, maintenant à cette fin de faibles taux d'intérêt directeurs jusqu'à ce que le marché de l'emploi se soit rétabli.

#### Europe

Le rythme de vaccination s'y étant accéléré, l'économie des pays de la zone euro est en train de redémarrer. Les mesures de confinement y ayant été assouplies, le PIB de la zone euro a progressé de 2,0 % au deuxième trimestre civil de 2021 après avoir légèrement fléchi dans les deux trimestres civils précédents. L'économie du Royaume-Uni a affiché un élan encore plus marqué au printemps, la croissance du PIB ayant atteint 4,8 % au deuxième trimestre civil de 2021 grâce à une distribution plus rapide et hâtive des vaccins et à une baisse du nombre de cas d'infection. Même si la propagation du virus s'est de nouveau intensifiée au Royaume-Uni au cours de l'été, les taux d'hospitalisation sont demeurés relativement faibles et certaines contraintes qui freinaient l'activité économique ont été levées. La reprise économique dans la zone euro et au Royaume-Uni devrait se poursuivre durant la seconde moitié de l'année civile 2021. Selon les attentes, tant la Banque centrale européenne que la Banque d'Angleterre devraient maintenir leurs taux d'intérêt directeurs actuels jusqu'à la fin de 2022.

## Marchés financiers

Les rendements des obligations d'État demeurent à des creux historiques, mais devraient augmenter en raison de l'amélioration du contexte économique et des hausses de l'inflation attendues. Soutenus par de bonnes perspectives économiques, des mesures de relance monétaire et une aide massive aux revenus de la part de l'État, les grands indices boursiers ne cessent de fracasser des records. La politique monétaire devrait demeurer accommodante pendant encore longtemps.

## Contexte réglementaire

Nous continuons de surveiller de près l'évolution de la réglementation et de nous y préparer de manière à assurer le respect des nouvelles exigences qui pourraient nous être imposées, tout en atténuant les répercussions défavorables d'ordre commercial ou financier. Ces répercussions pourraient découler de l'application de lois et de règlements nouveaux ou modifiés ou des attentes de ceux qui les mettent en œuvre. Un sommaire des principaux changements de réglementation qui pourraient accroître ou réduire nos coûts et la complexité de nos activités est présenté à la rubrique Risque lié au cadre juridique et réglementaire de notre rapport annuel 2020, rubrique mise à jour ci-dessous. Les rubriques Faits nouveaux importants : la COVID-19, Risque de liquidité et de financement et Gestion des fonds propres de notre rapport annuel 2020, ainsi que les mises à jour fournies dans les rubriques Incidence de la pandémie de COVID-19, Risque de liquidité et de financement et Gestion des fonds propres du présent rapport aux actionnaires portant sur le troisième trimestre de 2021 présentent un résumé des autres modifications apportées à la réglementation et des programmes d'aide mis en place par les gouvernements du monde entier et le BSIF en 2020 en réponse à la pandémie de COVID-19.

## Incertitude à l'échelle mondiale

Le degré élevé d'incertitude concernant les conséquences de la pandémie de COVID-19, la politique commerciale et les tensions géopolitiques menacent toujours les perspectives économiques mondiales. En juillet 2021, le Fonds monétaire international (FMI) prévoyait une croissance de l'économie mondiale de 6,0 % en 2021, soit le même taux qu'en avril, et il a revu à la hausse ses prévisions pour les pays développés et à la baisse celles pour les pays en développement, ce qui rend surtout compte de l'évolution des conditions liées à la pandémie, dont un accès inégal aux vaccins et des changements dans le soutien par voie de politiques. Ces facteurs pourraient influencer sur le rythme de la reprise économique. En outre, il subsiste certains doutes quant à l'efficacité des vaccins contre les nouveaux variants de la COVID-19 ainsi qu'à l'incidence que pourrait avoir une certaine réticence, au sein de la population, à se faire vacciner. La politique commerciale demeure également une source d'incertitude à l'échelle mondiale étant donné que des pays cherchent des façons d'y intégrer leur politique climatique, comme en témoigne la taxe carbone sur les importations qu'a récemment proposée l'Union européenne, et que le Royaume-Uni en est encore à élaborer ses politiques de commerce international post-Brexit. Enfin, les marchés financiers du monde entier demeurent vulnérables aux tensions géopolitiques, telles celles qui règnent entre les États-Unis et la Chine, tensions dont plusieurs sont liées aux échanges commerciaux et à la technologie, ce qui englobe les cyberattaques survenues récemment. Notre modèle d'affaires diversifié, notre présence dans de nombreuses régions et notre offre de produits variés contribuent toujours à l'atténuation des risques qu'engendrent les incertitudes à l'échelle mondiale.

Pour une analyse des facteurs de risque, y compris notre cadre et nos activités de gestion des risques, et d'autres faits nouveaux en matière de réglementation qui pourraient se répercuter sur nos activités et nos résultats financiers, se reporter à la rubrique Faits nouveaux importants : la COVID-19, y compris la section Incidence du facteur de risque que représente la pandémie, ainsi qu'à la rubrique Gestion du risque – Risques connus et risques émergents et Risque lié au cadre juridique et réglementaire de notre rapport annuel 2020 ainsi qu'aux rubriques Incidence de la pandémie de COVID-19 et Gestion du risque et Gestion des fonds propres du présent rapport aux actionnaires portant sur le troisième trimestre de 2021.

## Incidence de la pandémie de COVID-19

Le 11 mars 2020, l'Organisation mondiale de la santé a classé au rang de pandémie l'éclosion de la nouvelle souche de maladie à coronavirus, la COVID-19. L'étendue et la gravité des conséquences de la pandémie de COVID-19 sur l'économie mondiale et les marchés financiers ont continué d'évoluer et d'avoir des effets perturbateurs dans les pays où nous menons des activités et ailleurs, en plus d'accentuer la volatilité des marchés et de bouleverser l'environnement macroéconomique. De plus, la pandémie de COVID-19 a toujours des répercussions sur nos employés, sur nos clients et sur nos collectivités, ce qui influe sur nos activités et nos résultats financiers et engendre des risques pour notre entreprise et en engendrera dans l'avenir.

Des mesures visant à freiner la propagation de la COVID-19, dont la fermeture d'entreprises, des protocoles de distanciation sociale, des restrictions de déplacement, la fermeture des écoles, des mises en quarantaine, des restrictions sur les rassemblements et l'annulation d'événements, ont été imposées à grande échelle. Ces mesures ont eu et continuent d'avoir de lourdes conséquences pour l'économie mondiale, influant entre autres sur le rythme et l'ampleur de la reprise, ainsi que pour les activités connexes des marchés, les taux de chômage, l'inflation et les politiques budgétaires et monétaires. Alors que la pandémie de COVID-19 perdure, notamment avec l'émergence et la propagation de nouveaux variants du virus dans diverses régions, les gouvernements continuent d'adapter leur réponse et leur approche à l'égard de la pandémie. Bien que la hausse des taux de vaccination ait favorisé la levée totale ou partielle des mesures de confinement dans certaines régions, les progrès accomplis en vue du redémarrage de l'économie ont été freinés par une résurgence des cas d'infection et par la réimposition de restrictions dans d'autres territoires. Par conséquent, l'ampleur des mesures de confinement et des progrès en vue de la relance varie et fluctue toujours d'une région à l'autre. En dépit des avancées réalisées sur le plan de la vaccination, il subsiste des incertitudes quant à l'efficacité des vaccins contre les nouveaux variants de la COVID-19, notamment à long terme, à l'incidence que pourrait avoir une certaine réticence, au sein de la population, à se faire vacciner, au calendrier de vaccination de certains groupes d'âge ainsi qu'à l'offre et à la disponibilité des vaccins partout dans le

monde, ce qui inclut un accès inégal à ceux-ci. Tous ces facteurs rendent incertain le moment d'une reprise complète. Qui plus est, la pandémie de COVID-19 ainsi que les mesures de confinement et l'approche de redémarrage progressif qui ont été instaurées dans bon nombre de régions pourraient avoir des répercussions à plus long terme sur l'activité économique et commerciale de même que sur le comportement des consommateurs une fois celle-ci endiguée et les mesures de confinement, pleinement levées. Parallèlement aux mesures de confinement prises en réponse à la pandémie de COVID-19, les gouvernements, les organismes de réglementation, les banques centrales et des organisations privées du monde entier ont offert et continuent d'offrir des programmes d'aide d'une ampleur sans précédent et de prendre des mesures temporaires afin de faciliter le bon fonctionnement de l'économie et des systèmes financiers à l'échelle mondiale et ainsi fournir un soutien aux particuliers et aux entreprises. Bien que certains de ces programmes aient pris fin, d'autres sont toujours en vigueur ou se sont ajoutés afin de soutenir l'ensemble de l'économie. Nous nous attendons à ce que les gouvernements, les organismes de réglementation, les banques centrales et des organisations privées continuent d'évaluer la nécessité de maintenir de tels programmes et mesures.

Outre ses nombreuses conséquences sur nos employés, nos clients, nos collectivités et nos activités, la pandémie de COVID-19 a influé et continuera d'influer sur nos résultats financiers. Les résultats de tous nos secteurs d'exploitation ont été et sont encore touchés, à divers degrés, par les conséquences en aval des perturbations du contexte macroéconomique, notamment le recul des taux d'intérêt, les changements dans les habitudes de consommation, la volatilité des marchés et les fluctuations des écarts de taux, ainsi que par d'autres répercussions, telles que les variations du risque de crédit, la hausse des volumes auprès de la clientèle et les variations des coûts d'exploitation. Nonobstant ces difficultés, nos résultats financiers et notre situation financière témoignent de la solidité de notre position en matière de capital et de liquidité, facteur auquel s'ajoute la position de force dans laquelle nous étions au moment où cette crise s'est amorcée et que nous avons maintenue tout au long de l'exercice 2020 et depuis le début de l'exercice 2021.

Nous surveillons de près les effets et conséquences soutenus potentiels de la pandémie de COVID-19. Compte tenu de l'incertitude concernant l'ampleur et la durée de celle-ci et de ses conséquences pour l'économie et la société en général, ainsi que le calendrier du redémarrage intégral de l'économie, on ne peut prévoir quelles en seront les conséquences pour nos secteurs, nos résultats financiers et notre situation financière dans l'avenir.

Pour plus de détails sur l'incidence de la pandémie de COVID-19, y compris les risques connexes, les programmes de soutien, les programmes de soutien aux liquidités et au financement et les autres mesures instaurées par les gouvernements, se reporter à la rubrique Faits nouveaux importants : la COVID-19, y compris la section Incidence du facteur de risque que représente la pandémie, et aux rubriques Gestion du risque et Gestion des fonds propres de notre rapport annuel 2020.

### **Programmes de soutien**

En réponse à la pandémie de COVID-19, les gouvernements ont élaboré plusieurs programmes visant à fournir une assistance financière aux particuliers et aux entreprises, dont le remplacement de revenus pour les particuliers, ainsi que des subventions salariales, de l'aide aux loyers et des programmes de prêts pour les entreprises, programmes que nous administrons pour notre clientèle. Afin de mieux soutenir nos clients aux prises avec des problèmes financiers, nous avons lancé divers programmes d'aide temporaires qui s'ajoutent à ceux offerts par l'État.

Un sommaire des programmes de soutien de RBC et des gouvernements est fourni à la rubrique Faits nouveaux importants : la COVID-19 de notre rapport annuel 2020, sommaire qui a été mis à jour ci-après.

### **Programmes d'aide de RBC**

Au cours du deuxième trimestre de 2020, nous avons annoncé le Programme de soutien aux clients RBC, lequel visait à fournir une aide immédiate et à long terme aux clients touchés par la pandémie de COVID-19. Le Programme de soutien aux clients RBC a pris fin le 30 juin 2020 dans le cas de la majeure partie des petites et moyennes entreprises clientes, et son volet reports de paiements s'est terminé le 30 septembre 2020 pour ce qui est des particuliers. À la fin du deuxième trimestre de 2021, les périodes de report de paiements des clients qui participaient à ces programmes avaient, pour la plupart, pris fin. Cependant, nous avons évalué les besoins de chacun des clients; et nous continuerons de le faire et de leur offrir un soutien au cas par cas.

### **Programmes gouvernementaux en réponse à la pandémie de COVID-19**

En réponse à la pandémie de COVID-19, les gouvernements fédéraux du Canada et des États-Unis ont mis sur pied des programmes dans le but de soutenir les entreprises éprouvant des problèmes de flux de trésorerie pendant cette période exceptionnelle, programmes auxquels les institutions financières canadiennes ont offert et continuent d'offrir leur soutien financier. Au Canada, ces programmes englobent le Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes (CUEC) et le Programme de crédit aux entreprises (PCE), lequel comprend la Garantie – PCE d'Exportation et développement Canada (EDC), le Programme de prêts conjoints de la Banque de développement du Canada (BDC), le Programme de financement pour les moyennes entreprises de la BDC et le Programme pour le marché intermédiaire – Financement et garanties d'EDC. Aux États-Unis, le gouvernement fédéral a mis sur pied le *Paycheck Protection Program* (PPP). Aucun changement important n'a été apporté à ces programmes depuis le 31 octobre 2020, exception faite des suivants :

- Le 22 mars 2021, le gouvernement fédéral canadien a annoncé que la date limite de production des demandes aux termes du CUEC était repoussée du 31 mars 2021 au 30 juin 2021. Depuis cette date, aucune demande en vertu de ce programme ne peut être présentée.
- En janvier 2021, la U.S. Small Business Administration (SBA), conjointement avec le département du Trésor des États-Unis, a, en vertu de l'*Economic Aid to Hard-Hit Small Businesses, Nonprofits, and Venues Act* (Economic Aid Act), relancé le PPP, le prolongeant jusqu'au 31 mars 2021, et annoncé un certain nombre de modifications au PPP pour les prêts existants et futurs. Le programme a été élargi de manière à inclure de nouvelles catégories de dépenses admissibles, y compris les dépenses d'exploitation, les coûts des dommages aux biens, les coûts liés aux fournisseurs

et les dépenses liées à la protection des employés, en plus des charges salariales, des frais de services publics et des intérêts sur les emprunts hypothécaires. Les emprunteurs se voient en outre offrir une plus grande souplesse, y compris la possibilité de fixer la durée de la période de couverture des dépenses admissibles à la remise sous réserve d'un minimum de 8 semaines et d'un maximum de 24 semaines. Certains emprunteurs ayant déjà obtenu un prêt PPP de premier tirage peuvent être admissibles à un prêt de troisième tirage et à une augmentation supplémentaire de leur premier prêt. Le 30 mars 2021, le projet de loi *PPP Extension Act* a été adopté, reportant de deux mois de plus, soit jusqu'au 31 mai 2021, l'abolition du PPP et accordant 30 jours de plus à la SBA pour traiter les demandes en instance. Aucune demande en vertu de ce programme ne peut être présentée depuis le 31 mai 2021.

- Le 26 janvier 2021, le gouvernement fédéral canadien a fait l'annonce de la Garantie du Programme de crédit pour les secteurs très touchés (PCSTT) de la BDC. Aux termes de ce programme, les banques canadiennes peuvent offrir des prêts à faible taux d'intérêt d'un montant allant de 25 000 \$ à 1 million de dollars aux entreprises fortement touchées par la pandémie de COVID-19 afin de combler leurs besoins en flux de trésorerie opérationnels. Les prêts offerts dans le cadre de ce programme sont entièrement garantis par la BDC. La date limite de production des demandes a été reportée du 30 juin 2021 au 31 décembre 2021.
- Le 2 juin 2021, la BDC et EDC ont annoncé que la date limite de production des demandes en vertu du Programme de prêts conjoints de la BDC, du Programme de financement pour les moyennes entreprises de la BDC, de la Garantie – PCE d'EDC et du Programme pour le marché intermédiaire – Financement et garanties d'EDC était repoussée du 30 juin 2021 au 31 décembre 2021.

Au 31 juillet 2021, nous avons fourni une aide financière à plus de 200 900 clients (194 000 au 30 avril 2021) participant aux programmes du gouvernement fédéral canadien, pour une exposition correspondante de 11,7 milliards de dollars (10,8 milliards au 30 avril 2021), dont une tranche de 10,9 milliards (10,2 milliards au 30 avril 2021) était financée. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la note 6 de nos états financiers consolidés annuels de 2020. Au 31 juillet 2021, nous avons octroyé 3,3 milliards de dollars (2,6 milliards de dollars américains) de financement (6,4 milliards de dollars au 30 avril 2021 (5,2 milliards de dollars américains)) à 12 220 clients (20 341 au 30 avril 2021) aux termes du PPP.

## Rendement financier

### Vue d'ensemble

#### Troisième trimestre de 2021 par rapport au troisième trimestre de 2020

Le bénéfice net s'est dégagé à 4 296 millions de dollars, en hausse de 1 095 millions, ou 34 %, par rapport à il y a un an. Le bénéfice dilué par action s'est situé à 2,97 \$, ayant progressé de 0,77 \$, ou 35 %, et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires a été de 19,6 %, contre 15,7 % un an plus tôt. Notre ratio des fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires (CET1) s'est établi à 13,6 %, ayant monté de 160 p.b. sur un an.

Nos résultats reflètent la croissance du bénéfice de tous nos secteurs d'exploitation. Les résultats des secteurs Services bancaires aux particuliers et aux entreprises, Marchés des Capitaux et Gestion de patrimoine rendent compte d'une diminution de la dotation à la provision pour pertes de crédit dans le trimestre à l'étude, ce qui inclut les contrepassations de dotations liées aux prêts productifs qui ont découlé surtout de l'amélioration de nos perspectives macroéconomiques et de celles concernant la qualité du crédit, alors que des dotations liées à de tels prêts avaient été constatées au même trimestre de l'exercice précédent à cause de l'évolution des répercussions de la pandémie de COVID-19.

#### Troisième trimestre de 2021 par rapport au deuxième trimestre de 2021

Le bénéfice net, au montant de 4 296 millions de dollars, s'est renforcé de 281 millions, ou 7 %, par rapport au dernier trimestre. Le bénéfice dilué par action s'est établi à 2,97 \$, ayant monté de 0,21 \$, ou 8 %, et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires a été de 19,6 %, en hausse par rapport à celui de 19,4 % du trimestre précédent. Notre ratio CET1 de 13,6 % s'est accru de 80 p.b. en regard du deuxième trimestre.

Nos résultats reflètent la hausse du bénéfice des secteurs Services bancaires aux particuliers et aux entreprises, Marchés des Capitaux, Gestion de patrimoine et Assurances, ce qui a été contrebalancé en partie par le repli de celui du secteur Services aux investisseurs et de trésorerie.

#### Troisième trimestre de 2021 par rapport au troisième trimestre de 2020 (résultats de la période de neuf mois)

Le bénéfice net s'est établi à 12 158 millions de dollars, ce qui signale une augmentation de 3 967 millions, ou 48 %, sur un an. Le bénéfice dilué par action s'est dégagé à 8,39 \$, s'étant amélioré de 2,79 \$, ou 50 %, et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires a été de 19,2 %, contre 13,6 % un an plus tôt.

Nos résultats reflètent la croissance du bénéfice des secteurs Services bancaires aux particuliers et aux entreprises, Marchés des Capitaux, Gestion de patrimoine et Assurances, ce qui a été contrebalancé en partie par la baisse de celui du secteur Services aux investisseurs et de trésorerie. Les résultats de la période correspondante de l'exercice précédent reflétaient le montant élevé des dotations liées aux prêts productifs en raison des répercussions de la pandémie de COVID-19, ce qui avait nui aux résultats des secteurs Services bancaires aux particuliers et aux entreprises, Marchés des Capitaux et Gestion de patrimoine à l'exercice précédent.

Pour plus de détails sur nos résultats des secteurs d'exploitation et le ratio CET1, se reporter respectivement aux rubriques Résultats des secteurs d'exploitation et Gestion des fonds propres.



## Incidence du change

Le tableau ci-après reflète l'incidence estimative du change sur les principaux postes de l'état du résultat net.

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)	Pour les trimestres clos		Pour les périodes de neuf mois closes
	T3 2021 par rapport au T3 2020	T3 2021 par rapport au T2 2021	T3 2021 par rapport au T3 2020
Augmentation (diminution) :			
Total des revenus	(347)\$	(63)\$	(777)\$
Dotation à la provision pour pertes de crédit	12	-	26
Frais autres que d'intérêt	(249)	(46)	(555)
Impôt sur le résultat	(20)	(3)	(45)
Bénéfice net	(90)	(14)	(203)
Incidence sur le bénéfice par action			
De base	(0,06)\$	(0,01)\$	(0,14)\$
Dilué	(0,06)	(0,01)	(0,14)

Le tableau ci-après présente les taux de change moyens pertinents qui influent sur nos activités.

(moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en devises) (1)	Pour les trimestres clos			Pour les périodes de neuf mois closes	
	le 31 juillet 2021	le 30 avril 2021	le 31 juillet 2020	le 31 juillet 2021	le 31 juillet 2020
Dollar américain	0,812	0,798	0,737	0,796	0,740
Livre sterling	0,581	0,577	0,585	0,577	0,579
Euro	0,678	0,669	0,648	0,663	0,663

(1) Les moyennes sont calculées selon les cours du change au comptant à la fin du mois pour la période.

## Total des revenus

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos			Pour les périodes de neuf mois closes	
	le 31 juillet 2021	le 30 avril 2021	le 31 juillet 2020	le 31 juillet 2021	le 31 juillet 2020
Revenu d'intérêt et de dividende	6 997 \$	6 898 \$	7 956 \$	21 131 \$	27 420 \$
Charge d'intérêt	1 945	2 044	2 817	6 190	11 595
<b>Revenu net d'intérêt</b>	<b>5 052</b>	<b>4 854</b>	<b>5 139</b>	<b>14 941</b>	<b>15 825</b>
<b>Marge nette d'intérêt</b>	<b>1,51 %</b>	<b>1,50 %</b>	<b>1,49 %</b>	<b>1,50 %</b>	<b>1,56 %</b>
Primes d'assurance, revenus de placement et honoraires	1 754	536	2 212	4 099	4 403
Revenus tirés des activités de négociation	179	377	623	1 080	1 015
Commissions de gestion de placements et de services de garde	1 830	1 711	1 489	5 244	4 524
Revenus tirés des fonds communs de placement	1 095	1 014	915	3 109	2 751
Commissions de courtage en valeurs mobilières	356	431	341	1 188	1 119
Frais bancaires	465	460	430	1 383	1 386
Commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils	700	747	570	2 037	1 741
Revenus de change, autres que ceux tirés des activités de négociation	246	292	246	827	779
Revenus sur cartes	278	281	259	831	758
Commissions de crédit	412	368	296	1 112	960
Profits nets sur les titres de placement	8	82	11	125	67
Quote-part des bénéfices des coentreprises et des entreprises associées	47	24	20	96	57
Autres	334	441	369	1 245	704
<b>Revenus autres que d'intérêt</b>	<b>7 704</b>	<b>6 764</b>	<b>7 781</b>	<b>22 376</b>	<b>20 264</b>
<b>Total des revenus</b>	<b>12 756 \$</b>	<b>11 618 \$</b>	<b>12 920 \$</b>	<b>37 317 \$</b>	<b>36 089 \$</b>
<b>Information supplémentaire sur les activités de négociation</b>					
Revenu net d'intérêt	623 \$	642 \$	967 \$	2 005 \$	2 731 \$
Revenus autres que d'intérêt	179	377	623	1 080	1 015
<b>Total des revenus tirés des activités de négociation</b>	<b>802 \$</b>	<b>1 019 \$</b>	<b>1 590 \$</b>	<b>3 085 \$</b>	<b>3 746 \$</b>

### Troisième trimestre de 2021 par rapport au troisième trimestre de 2020

Le total des revenus a diminué de 164 millions de dollars, ou 1 %, par rapport à un an plus tôt, et ce, en raison principalement de la baisse des primes d'assurance, des revenus de placement et honoraires d'assurance (revenus d'assurance) et de ceux tirés des activités de négociation. Le repli du revenu net d'intérêt a également accentué la diminution. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par la progression des commissions de gestion de placements et de services de garde, des revenus tirés des fonds communs de placement, des commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils ainsi que des commissions de crédit. L'incidence du change a réduit le total des revenus de 347 millions de dollars.

Le revenu net d'intérêt s'est replié de 87 millions de dollars, ou 2 %, en raison principalement de la baisse des revenus tirés des activités de négociation dans le secteur Marchés des Capitaux ainsi que du rétrécissement des écarts dans les secteurs Services bancaires canadiens et Gestion de patrimoine. L'incidence du change est également l'un des facteurs à l'origine de la diminution. Ces facteurs ont été compensés en partie par la croissance des volumes dans les secteurs Services bancaires canadiens et Gestion de patrimoine ainsi que par la hausse des revenus tirés des activités de financement et de gestion des liquidités de notre secteur Services aux investisseurs et de trésorerie.

La marge nette d'intérêt s'est élargie de 2 p.b. par rapport à il y a un an du fait principalement des résultats de notre secteur Services aux investisseurs et de trésorerie, lesquels ont reflété la baisse de la moyenne des actifs productifs étant donné qu'un an plus tôt, le niveau élevé des liquidités de l'entreprise avait eu de fortes répercussions, et aussi de la hausse des revenus tirés des activités de financement et de gestion des liquidités. Ces facteurs ont été atténués par le rétrécissement des écarts dans le secteur Gestion de patrimoine qui a résulté en grande partie de changements dans la composition de la moyenne des actifs productifs, notamment l'incidence de la croissance des dépôts.

Les revenus d'assurance ont fléchi de 458 millions de dollars, ou 21 %, ce qui tient essentiellement à la variation de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance, variation qui est compensée en grande partie dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance.

Les revenus tirés des activités de négociation ont diminué de 444 millions de dollars, ou 71 %, à cause principalement du ralentissement des activités de négociation de titres à revenu fixe aux États-Unis et en Europe puisque, dans le même trimestre de l'exercice précédent, les revenus avaient été soutenus par l'intensification des activités des clients du fait de la volatilité accrue des marchés. Les revenus du troisième trimestre de l'exercice précédent tenaient également compte de l'inversion de réductions des souscriptions de prêts, laquelle avait influé sur les activités de négociation de titres à revenu fixe aux États-Unis et en Europe. Le repli des activités de négociation de titres de participation, surtout aux États-Unis, qu'a engendré le ralentissement des activités des clients a également accentué la baisse précitée.

Les commissions de gestion de placements et de services de garde ont progressé de 341 millions de dollars, ou 23 %, ce qui témoigne principalement de la croissance de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients, croissance reflétant l'appréciation des marchés et les ventes nettes.

Les revenus tirés des fonds communs de placement ont grimpé de 180 millions de dollars, ou 20 %, en raison surtout de la croissance de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients, ce qui rend compte de l'appréciation des marchés et des ventes nettes dans le secteur Gestion de patrimoine, ainsi que du fait que l'augmentation de la moyenne des soldes a accru les frais de placement liés aux fonds communs de placement dans le secteur Services bancaires canadiens.

Les commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils ont progressé de 130 millions de dollars, ou 23 %, ce qui a découlé surtout de l'intensification des activités de fusion et acquisition dans la plupart des régions.

Les commissions de crédit ont monté de 116 millions de dollars, ou 39 %, ce qui s'explique principalement par l'intensification des activités de syndication de prêts dans la plupart des régions.

### Troisième trimestre de 2021 par rapport au deuxième trimestre de 2021

Le total des revenus a monté de 1 138 millions de dollars, ou 10 %, par rapport au trimestre précédent, et ce, en raison surtout de la hausse des revenus d'assurance. La hausse du revenu net d'intérêt et des commissions de gestion de placements et de services de garde a également contribué à l'augmentation. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par le repli des revenus tirés des activités de négociation et autres revenus. L'incidence du change a réduit le total des revenus de 63 millions de dollars.

Le revenu net d'intérêt s'est renforcé de 198 millions de dollars, ou 4 %, en raison surtout de la croissance des volumes dans les secteurs Services bancaires canadiens et Gestion de patrimoine ainsi que des conséquences des trois jours de plus qu'a comptés le trimestre à l'étude. Ces facteurs ont été atténués par le rétrécissement des écarts dans les secteurs Services bancaires canadiens et Gestion de patrimoine.

Les revenus d'assurance ont bondi de 1 218 millions de dollars, ce qui tient principalement à la variation de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance, à l'augmentation des ventes de rentes collectives et à l'expansion des activités du secteur Assurances – International, éléments qui sont tous compensés en grande partie dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance.

Les revenus tirés des activités de négociation se sont comprimés de 198 millions de dollars, ou 53 %, ce qui s'explique principalement par la dégradation des revenus tirés des activités de négociation de titres de participation et de titres à revenu fixe, et ce, surtout aux États-Unis et en Europe, par suite du ralentissement des activités des clients.

Les commissions de gestion de placements et de services de garde se sont raffermies de 119 millions de dollars, ou 7 %, ce qui a découlé surtout de la croissance de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients, laquelle reflète l'appréciation des marchés et les ventes nettes.

Les autres revenus se sont affaiblis de 107 millions de dollars, ou 24 %, ce qui s'explique en grande partie par les variations de la juste valeur des couvertures de nos régimes de rémunération fondée sur des actions aux États-Unis, lesquelles ont été pour l'essentiel compensées dans les frais autres que d'intérêt.

### Troisième trimestre de 2021 par rapport au troisième trimestre de 2020 (résultats de la période de neuf mois)

Le total des revenus a augmenté de 1 228 millions de dollars, ou 3 %, par rapport à un an plus tôt, en raison principalement de l'accroissement des commissions de gestion de placements et de services de garde, des autres revenus et de ceux tirés des fonds communs de placement. La hausse des commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils ainsi que des commissions de crédit a également contribué à l'augmentation. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par le recul du revenu net d'intérêt et des revenus d'assurance. L'incidence du change a fait reculer le total des revenus de 777 millions de dollars.

Le revenu net d'intérêt a diminué de 884 millions de dollars, ou 6 %, en raison principalement du rétrécissement des écarts dans les secteurs Services bancaires aux particuliers et aux entreprises et Gestion de patrimoine et du repli des revenus tirés des activités de négociation dans le secteur Marchés des Capitaux. L'incidence du change a également contribué à la diminution. Ces facteurs ont été compensés en partie par la croissance des volumes dans les secteurs Services bancaires canadiens et Gestion de patrimoine.

Les revenus d'assurance se sont contractés de 304 millions de dollars, ou 7 %, ce qui tient principalement à la variation de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance, variation qui est compensée en grande partie dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance.

Les commissions de gestion de placements et de services de garde ont progressé de 720 millions de dollars, ou 16 %, ce qui a découlé principalement de la croissance de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients par suite de l'appréciation des marchés et des ventes nettes, facteur neutralisé en partie par l'incidence du change.

Les revenus tirés des fonds communs de placement se sont améliorés de 358 millions de dollars, ou 13 %, en raison surtout de la croissance de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients, ce qui reflète l'appréciation des marchés et les ventes nettes dans le secteur Gestion de patrimoine, ainsi que du fait que l'augmentation de la moyenne des soldes a accru les frais de placement liés aux fonds communs de placement dans le secteur Services bancaires canadiens.

Les commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils se sont raffermis de 296 millions de dollars, ou 17 %, ce qui a découlé surtout de l'intensification des activités de fusion et acquisition et de celles d'origination de titres de participation et de prêts, et ce, surtout aux États-Unis. Ces facteurs ont été atténués par l'incidence du change.

Les commissions de crédit ont monté de 152 millions de dollars, ou 16 %, ce qui s'explique principalement par l'intensification des activités de syndication de prêts en Amérique du Nord.

Les autres revenus se sont raffermis de 541 millions de dollars, ou 77 %, ce qui provient en grande partie des variations de la juste valeur des couvertures de nos régimes de rémunération fondée sur des actions aux États-Unis, lesquelles ont été pour l'essentiel compensées dans les frais autres que d'intérêt, ainsi que de l'incidence des couvertures économiques.

### Dotation à la provision pour pertes de crédit

#### Troisième trimestre de 2021 par rapport au troisième trimestre de 2020

Le total de la dotation à la provision pour pertes de crédit a diminué de 1 215 millions de dollars sur un an.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts a été de (492) millions de dollars, en baisse de 1 170 millions, ce qui rend surtout compte des contrepassations de dotations qui ont été enregistrées dans le trimestre à l'étude en raison surtout de l'amélioration de nos perspectives concernant la qualité du crédit et de nos perspectives macroéconomiques, alors que des dotations avaient été constituées au même trimestre de l'exercice précédent à cause de l'évolution des répercussions de la pandémie de COVID-19. Le ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts s'est établi à (28) p.b., ayant reculé de 68 p.b.

#### Troisième trimestre de 2021 par rapport au deuxième trimestre de 2021

Le total de la dotation à la provision pour pertes de crédit s'est replié de 444 millions de dollars par rapport au trimestre précédent.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts, au montant de (492) millions de dollars, a diminué de 409 millions, ce qui rend surtout compte de la hausse des contrepassations de dotations dans le trimestre à l'étude, hausse qui a résulté principalement de l'amélioration continue de nos perspectives concernant la qualité du crédit et de nos perspectives macroéconomiques. Le ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts a diminué de 23 p.b.

### Troisième trimestre de 2021 par rapport au troisième trimestre de 2020 (résultats de la période de neuf mois)

Le total de la dotation à la provision pour pertes de crédit s'est comprimé de 4 450 millions de dollars sur un an.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts s'est chiffrée à (454) millions de dollars, en baisse de 4 287 millions en regard de la même période de l'exercice précédent, ce qui reflète principalement le montant élevé des dotations qui avaient alors été inscrites en raison des répercussions de la pandémie de COVID-19 ainsi que les contrepassations enregistrées au cours de l'exercice à l'étude attribuables à l'amélioration de nos perspectives macroéconomiques et de celles concernant la qualité du crédit. Le ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts s'est établi à (9) p.b., ayant reculé de 86 p.b.

Pour plus de détails sur la dotation à la provision pour pertes de crédit, se reporter à la section Rendement au chapitre de la qualité du crédit de la rubrique Risque de crédit.

### Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance

#### Troisième trimestre de 2021 par rapport au troisième trimestre de 2020

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont reculé de 481 millions de dollars, ou 27 %, sur un an, ce qui tient principalement à la variation de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des

polices d'assurance, élément compensé en grande partie dans les revenus. L'incidence des nouveaux contrats de réassurance du risque de longévité, la réduction des coûts des sinistres, et ce, principalement en ce qui concerne nos produits d'assurance voyage et d'assurance invalidité, ainsi que les ajustements actuariels ont également favorisé le recul précité. Ces facteurs ont été annulés en partie par l'expansion des activités du secteur Assurances – International.

### Troisième trimestre de 2021 par rapport au deuxième trimestre de 2021

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance se sont accrus de 1 155 millions de dollars par rapport au trimestre précédent, ce qui reflète principalement la variation de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance, la progression des ventes de rentes collectives et l'expansion des activités du secteur Assurances – International, éléments qui sont tous compensés en grande partie dans les revenus. Ces facteurs ont été atténués par l'incidence des nouveaux contrats de réassurance du risque de longévité.

### Troisième trimestre de 2021 par rapport au troisième trimestre de 2020 (résultats de la période de neuf mois)

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont baissé de 363 millions de dollars, ou 11 %, en regard d'il y a un an, ce qui rend essentiellement compte de la variation de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance, élément compensé en grande partie dans les revenus. La réduction des coûts des sinistres, et ce, principalement en ce qui concerne nos produits d'assurance voyage et d'assurance invalidité, et la diminution des ventes de rentes collectives ont également accentué la baisse. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par l'expansion des activités, soit essentiellement de celles concernant la réassurance du risque de longévité.

### Frais autres que d'intérêt

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos			Pour les périodes de neuf mois closes	
	le 31 juillet 2021	le 30 avril 2021	le 31 juillet 2020	le 31 juillet 2021	le 31 juillet 2020
Salaires	1 684 \$	1 641 \$	1 723 \$	4 980 \$	5 046 \$
Rémunération variable	1 816	1 874	1 653	5 494	4 669
Avantages du personnel et conservation du personnel	511	503	498	1 557	1 547
Rémunération fondée sur des actions	100	134	158	520	403
Ressources humaines	4 111	4 152	4 032	12 551	11 665
Matériel	492	487	469	1 472	1 399
Frais d'occupation	387	400	415	1 191	1 229
Communications	227	212	233	652	735
Honoraires	329	314	337	934	945
Amortissement des autres immobilisations incorporelles	320	318	325	957	943
Autres	554	496	569	1 584	1 784
<b>Frais autres que d'intérêt</b>	<b>6 420 \$</b>	<b>6 379 \$</b>	<b>6 380 \$</b>	<b>19 341 \$</b>	<b>18 700 \$</b>
<b>Ratio d'efficacité (1)</b>	<b>50,3 %</b>	<b>54,9 %</b>	<b>49,4 %</b>	<b>51,8 %</b>	<b>51,8 %</b>
<b>Ratio d'efficacité ajusté (2)</b>	<b>52,3 %</b>	<b>52,3 %</b>	<b>53,5 %</b>	<b>52,2 %</b>	<b>52,6 %</b>

(1) Le ratio d'efficacité représente les frais autres que d'intérêt divisés par le total des revenus.

(2) Cette mesure a été ajustée en excluant les fluctuations de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance. Il s'agit d'une mesure hors PCGR. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

### Troisième trimestre de 2021 par rapport au troisième trimestre de 2020

Les frais autres que d'intérêt sont demeurés relativement stables puisque la hausse de la rémunération variable ainsi que des coûts liés à la technologie et de ceux liés au personnel a été annulée en grande partie par l'incidence du change ainsi que par la variation de la juste valeur de nos régimes de rémunération fondée sur des actions aux États-Unis, laquelle a été compensée en grande partie dans les autres revenus. Les frais autres que d'intérêt constatés un an plus tôt tenaient également compte de l'impact de la rémunération supplémentaire versée à certains employés en raison de la pandémie de COVID-19, soit essentiellement ceux ayant un contact direct avec les clients.

Notre ratio d'efficacité s'est établi à 50,3 %, ayant augmenté de 90 p.b. en regard de celui de 49,4 % un an plus tôt. Compte non tenu de la variation de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance, notre ratio d'efficacité de 52,3 % s'est comprimé de 120 p.b. par rapport à celui de 53,5 % un an auparavant.

### Troisième trimestre de 2021 par rapport au deuxième trimestre de 2021

Les frais autres que d'intérêt n'ont que peu varié d'un trimestre à l'autre. L'augmentation des coûts liés à la technologie et de ceux liés au personnel, un ajustement favorable de la taxe de vente dans le trimestre précédent, et l'accroissement des sommes consacrées à la commercialisation et d'autres dépenses discrétionnaires ont été annulés en grande partie par la variation de la juste valeur de nos régimes de rémunération fondée sur des actions aux États-Unis, élément compensé en grande partie dans les autres revenus, par l'incidence du change et par la baisse de la rémunération variable.

Notre ratio d'efficacité s'est établi à 50,3 %, ayant reculé de 460 p.b. par rapport à celui de 54,9 % du trimestre précédent. Compte non tenu de la variation de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance, notre ratio d'efficacité a été de 52,3 %, soit le même qu'au trimestre précédent.

**Troisième trimestre de 2021 par rapport au troisième trimestre de 2020 (résultats de la période de neuf mois)**

Les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 641 millions de dollars, ou 3 %, sur un an, ce qui a découlé essentiellement de la hausse de la rémunération variable découlant de résultats supérieurs et de la variation de la juste valeur de nos régimes de rémunération fondée sur des actions aux États-Unis, élément compensé en grande partie dans les autres revenus. Ces facteurs ont été atténués par l'incidence du change.

Notre ratio d'efficacité a été de 51,8 %, ce qui correspond à celui enregistré un an plus tôt. Compte non tenu de la variation de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance, notre ratio d'efficacité de 52,2 % a baissé de 40 p.b. par rapport à celui de 52,6 % un an auparavant.

Le ratio d'efficacité excluant la variation de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance est une mesure hors PCGR. Pour plus de détails, y compris un rapprochement, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

**Impôt sur le résultat**

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos			Pour les périodes de neuf mois closes	
	le 31 juillet 2021	le 30 avril 2021	le 31 juillet 2020	le 31 juillet 2021	le 31 juillet 2020
<b>Impôt sur le résultat</b>	1 276 \$	1 171 \$	879 \$	3 485 \$	2 052 \$
<b>Bénéfice avant impôt</b>	5 572	5 186	4 080	15 643	10 243
<b>Taux d'imposition effectif</b>	22,9 %	22,6 %	21,5 %	22,3 %	20,0 %

**Troisième trimestre de 2021 par rapport au troisième trimestre de 2020**

La charge d'impôt a grimpé de 397 millions de dollars, ou 45 %, par rapport à il y a un an en raison d'abord et avant tout de la hausse du bénéfice avant impôt pour le trimestre à l'étude.

Le taux d'imposition effectif de 22,9 % s'est accru de 140 p.b., sous l'effet principalement de changements dans la composition du bénéfice.

**Troisième trimestre de 2021 par rapport au deuxième trimestre de 2021**

La charge d'impôt s'est alourdie de 105 millions de dollars, ou 9 %, par rapport au trimestre précédent, ce qui s'explique essentiellement par la progression du bénéfice avant impôt pour le trimestre considéré.

Le taux d'imposition effectif de 22,9 % a augmenté de 30 p.b., sous l'effet principalement de changements dans la composition du bénéfice.

**Troisième trimestre de 2021 par rapport au troisième trimestre de 2020 (résultats de la période de neuf mois)**

La charge d'impôt a bondi de 1 433 millions de dollars, ou 70 %, sur un an, et ce, en raison essentiellement de la hausse du bénéfice avant impôt.

Le taux d'imposition effectif de 22,3 % s'est accru de 230 p.b., puisque celui d'il y a un an reflétait le fait que, par rapport à la baisse du bénéfice survenue au deuxième trimestre de 2020, la portion de celui dégagé dans des territoires où les taux d'imposition sont moins élevés et du bénéfice exonéré d'impôt était plus importante. Les changements dans la composition du bénéfice ont également contribué à l'accroissement de ce taux.

**Résultats des secteurs d'exploitation****Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation**

La direction revoit périodiquement les principales méthodes et hypothèses utilisées aux fins de notre cadre d'information de gestion afin de s'assurer de leur validité, et celles-ci n'ont pas changé depuis le 31 octobre 2020.

Pour plus de détails sur les principales méthodes et hypothèses que nous utilisons aux fins de notre cadre d'information de gestion, se reporter à la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation de notre rapport annuel 2020.

## Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR

## Mesures de rendement

**Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires**

Nous mesurons et évaluons le rendement de nos activités consolidées et de chacun de nos secteurs d'exploitation en fonction d'un certain nombre de paramètres financiers, dont le bénéfice net et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires. Nous utilisons le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, tant sur une base consolidée que par secteur d'exploitation, à titre de mesure du rendement du total du capital investi dans nos secteurs. La direction considère la mesure du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires par secteur comme une mesure utile pour appuyer les prises de décisions relatives aux investissements et à l'attribution des ressources parce qu'elle permet d'effectuer des ajustements en fonction de certains éléments qui pourraient avoir une incidence sur la comparabilité entre nos secteurs d'exploitation et certains de nos concurrents. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires n'a pas de définition normalisée en vertu des PCGR et n'est pas nécessairement comparable à des mesures semblables présentées par d'autres institutions financières. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR de notre rapport annuel 2020.

Les tableaux ci-après présentent un sommaire des calculs du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires.

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos								le 30 avril 2021	le 31 juillet 2020
	le 31 juillet 2021							Total		
	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Services aux investisseurs et de trésorerie	Marchés des Capitaux	Services de soutien généraux	Total		Total	Total
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires	2 093 \$	728 \$	233 \$	86 \$	1 114 \$	(17) \$	4 237 \$	3 938 \$	3 132 \$	
Total de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (1), (2)	24 750	15 950	2 350	3 050	22 400	17 300	85 800	83 450	79 350	
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (3)	33,6 %	18,1 %	39,5 %	11,1 %	19,7 %	n.s.	19,6 %	19,4 %	15,7 %	

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les périodes de neuf mois closes								le 31 juillet 2020
	le 31 juillet 2021							Total	
	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Services aux investisseurs et de trésorerie	Marchés des Capitaux	Services de soutien généraux	Total		Total
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires	5 752 \$	2 041 \$	617 \$	324 \$	3 215 \$	13 \$	11 962 \$	7 991 \$	
Total de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (1), (2)	24 100	16 100	2 350	3 200	22 600	14 950	83 300	78 750	
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (3)	31,9 %	17,0 %	35,4 %	13,6 %	19,0 %	n.s.	19,2 %	13,6 %	

(1) Les chiffres ayant trait au total de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires sont arrondis.

(2) Les montants se rapportant aux différents secteurs d'exploitation sont désignés à titre de capital attribué.

(3) Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires est fondé sur les soldes réels de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires avant leur arrondissement.

n.s. non significatif

## Mesures hors PCGR

Nous sommes d'avis que certaines mesures hors PCGR décrites ci-dessous sont plus représentatives de nos résultats d'exploitation courants et permettent aux lecteurs de mieux comprendre le point de vue de la direction à l'égard de notre performance. Ces mesures accroissent la comparabilité de notre performance financière pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2021 par rapport aux résultats des périodes correspondantes de l'exercice précédent et du trimestre clos le 30 avril 2021. Les mesures hors PCGR n'ont pas de définition normalisée en vertu des PCGR et ne sont pas nécessairement comparables à des mesures semblables présentées par d'autres institutions financières.

L'analyse qui suit décrit les mesures hors PCGR que nous utilisons pour évaluer nos résultats d'exploitation.

### Ratio d'efficacité exclusion faite de la variation de la juste valeur des placements dans le secteur Assurances

Notre ratio d'efficacité est touché par la variation de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance, présentée dans les revenus et compensée en grande partie dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance.

Les tableaux suivants présentent les calculs de notre ratio d'efficacité consolidé, compte non tenu de la variation de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance.

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos								
	le 31 juillet 2021			le 30 avril 2021			le 31 juillet 2020		
	Élément exclu			Élément exclu			Élément exclu		
	Données présentées	Variation de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance	Données ajustées	Données présentées	Variation de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance	Données ajustées	Données présentées	Variation de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance	Données ajustées
Total des revenus	12 756 \$	(475)\$	12 281 \$	11 618 \$	568 \$	12 186 \$	12 920 \$	(997)\$	11 923 \$
Frais autres que d'intérêt	6 420	–	6 420	6 379	–	6 379	6 380	–	6 380
Ratio d'efficacité	50,3 %		52,3 %	54,9 %		52,3 %	49,4 %		53,5 %

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les périodes de neuf mois closes					
	le 31 juillet 2021			le 31 juillet 2020		
	Élément exclu			Élément exclu		
	Données présentées	Variation de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance	Données ajustées	Données présentées	Variation de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance	Données ajustées
Total des revenus	37 317 \$	(253)\$	37 064 \$	36 089 \$	(512)\$	35 577 \$
Frais autres que d'intérêt	19 341	–	19 341	18 700	–	18 700
Ratio d'efficacité	51,8 %		52,2 %	51,8 %		52,6 %

## Services bancaires aux particuliers et aux entreprises

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et sauf indication contraire)	Aux et pour les trimestres clos les			Aux et pour les périodes de neuf mois closes les	
	31 juillet 2021	30 avril 2021	31 juillet 2020	31 juillet 2021	31 juillet 2020
Revenu net d'intérêt	3 206 \$	3 085 \$	3 079 \$	9 452 \$	9 454 \$
Revenus autres que d'intérêt	1 445	1 442	1 269	4 289	3 904
<b>Total des revenus</b>	<b>4 651</b>	<b>4 527</b>	<b>4 348</b>	<b>13 741</b>	<b>13 358</b>
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux actifs productifs	(341)	(166)	247	(567)	1 683
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux actifs dépréciés	162	201	280	588	892
<b>Dotation à la provision pour pertes de crédit</b>	<b>(179)</b>	<b>35</b>	<b>527</b>	<b>21</b>	<b>2 575</b>
Frais autres que d'intérêt	1 998	1 915	1 985	5 891	5 916
<b>Bénéfice avant impôt</b>	<b>2 832</b>	<b>2 577</b>	<b>1 836</b>	<b>7 829</b>	<b>4 867</b>
<b>Bénéfice net</b>	<b>2 113 \$</b>	<b>1 908 \$</b>	<b>1 367 \$</b>	<b>5 814 \$</b>	<b>3 585 \$</b>
<b>Revenus par secteur d'activité</b>					
Services bancaires canadiens	4 463 \$	4 341 \$	4 135 \$	13 156 \$	12 673 \$
Services bancaires dans les Antilles et aux États-Unis	188	186	213	585	685
<b>Principales données figurant au bilan et autres renseignements</b>					
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	33,6 %	31,8 %	23,4 %	31,9 %	20,3 %
Marge nette d'intérêt	2,52 %	2,56 %	2,60 %	2,55 %	2,70 %
Ratio d'efficience	43,0 %	42,3 %	45,7 %	42,9 %	44,3 %
Levier d'exploitation	6,3 %	4,5 %	(5,7)%	3,3 %	(2,2)%
Moyenne du total des actifs productifs, montant net	505 600 \$	493 400 \$	470 300 \$	496 300 \$	467 400 \$
Moyenne des prêts et acceptations, montant net	509 300	497 400	473 400	500 100	470 500
Moyenne des dépôts	507 600	495 000	465 100	497 600	435 900
Biens administrés (1)	356 100	339 000	293 100	356 100	293 100
Moyenne des biens administrés	349 100	334 400	286 000	333 100	284 200
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	0,13 %	0,17 %	0,24 %	0,16 %	0,25 %
<b>Autres renseignements – Services bancaires canadiens</b>					
Bénéfice net	2 024 \$	1 872 \$	1 330 \$	5 650 \$	3 603 \$
Marge nette d'intérêt	2,51 %	2,55 %	2,58 %	2,53 %	2,66 %
Ratio d'efficience	41,4 %	40,8 %	43,9 %	41,4 %	42,6 %
Levier d'exploitation	6,1 %	4,7 %	(5,5)%	3,0 %	(2,2)%

(1) Les biens administrés représentent les soldes au comptant à la fin de la période et comprennent des prêts hypothécaires résidentiels et des prêts sur cartes de crédit titrisés, respectivement, de 14,6 milliards de dollars et de 2,9 milliards au 31 juillet 2021 (15,0 milliards et 2,9 milliards au 30 avril 2021; 16,2 milliards et 6,7 milliards au 31 juillet 2020).

## Rendement financier

## Troisième trimestre de 2021 par rapport au troisième trimestre de 2020

Le bénéfice net s'est accru de 746 millions de dollars, ou 55 %, sur un an en raison essentiellement de la baisse de la dotation à la provision pour pertes de crédit. Une croissance moyenne des volumes de 9 % dans le secteur Services bancaires canadiens et le fait que la progression de la moyenne des soldes a accru des frais de placement liés aux fonds communs de placement ont également favorisé cet accroissement. Ces facteurs ont été atténués par le rétrécissement des écarts dans ce même secteur.

Le total des revenus s'est renforcé de 303 millions de dollars, ou 7 %.

Les revenus du secteur Services bancaires canadiens ont monté de 328 millions de dollars, ou 8 %, ce qui reflète principalement une croissance moyenne des volumes de 10 % pour ce qui est des dépôts et de 8 % dans le cas des prêts, ainsi que le fait que l'augmentation de la moyenne des soldes a accru les frais de placement liés aux fonds communs de placement. L'intensification des activités des clients a favorisé la progression des frais bancaires et des revenus de change. Ces facteurs ont été atténués par le rétrécissement des écarts.

Les revenus du secteur Services bancaires dans les Antilles et aux États-Unis se sont affaiblis de 25 millions de dollars, ou 12 %, ce qui rend essentiellement compte de l'incidence du change et de la vente de nos activités dans les Caraïbes orientales, vente qui s'est conclue au deuxième trimestre de 2021.

La marge nette d'intérêt s'est repliée de 8 p.b. en raison surtout des répercussions du recul des taux d'intérêt.

La dotation à la provision pour pertes de crédit a diminué de 706 millions de dollars, ce qui rend essentiellement compte des contrepassations de dotations liées aux prêts productifs enregistrées dans le trimestre à l'étude par suite essentiellement de l'amélioration de nos perspectives concernant la qualité du crédit et de nos perspectives macroéconomiques, alors qu'un an plus tôt, des dotations avaient été constituées à cause de l'évolution des répercussions de la pandémie de COVID-19. Le recul des dotations liées aux prêts douteux a également contribué à la diminution, entraînant ainsi une baisse de 11 p.b. du ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux. Pour plus de détails, se reporter à la section Rendement au chapitre de la qualité du crédit de la rubrique Risque de crédit.



Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 13 millions de dollars, ou 1 %, ce qui est imputable en grande partie à la hausse des coûts liés au personnel, facteur atténué par l'impact, un an plus tôt, de la rémunération supplémentaire versée à certains employés en raison de la pandémie de COVID-19, soit essentiellement ceux ayant un contact direct avec les clients.

### **Troisième trimestre de 2021 par rapport au deuxième trimestre de 2021**

Le bénéfice net a augmenté de 205 millions de dollars, ou 11 %, par rapport au trimestre précédent, ce qui reflète essentiellement la baisse de la dotation à la provision pour pertes de crédit. L'incidence des trois jours de plus qu'a comptés le trimestre considéré et une croissance moyenne des volumes de 2 % dans le secteur Services bancaires canadiens ont également contribué à l'augmentation. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par le rétrécissement des écarts et la hausse des coûts liés au personnel.

La marge nette d'intérêt s'est comprimée de 4 p.b., ce qui rend surtout compte des répercussions des pressions concurrentielles sur les prix, vu la faiblesse persistante des taux d'intérêt, ainsi que des changements dans la composition des produits.

### **Troisième trimestre de 2021 par rapport au troisième trimestre de 2020 (résultats de la période de neuf mois)**

Le bénéfice net s'est accru de 2 229 millions de dollars, ou 62 %, sur un an en raison essentiellement de la baisse de la dotation à la provision pour pertes de crédit. Une croissance moyenne des volumes de 10 % dans le secteur Services bancaires canadiens a été annulée en grande partie par le rétrécissement des écarts.

Le total des revenus s'est renforcé de 383 millions de dollars, ou 3 %, ce qui provient surtout d'une croissance moyenne des volumes dans le secteur Services bancaires canadiens de 15 % pour ce qui est des dépôts et de 7 % dans le cas des prêts. Le fait que l'augmentation de la moyenne des soldes a accru les frais de placement liés aux fonds communs de placement ainsi que la montée des commissions de courtage en valeurs mobilières, des revenus sur cartes et des revenus de change, ce qui reflète l'intensification des activités des clients, ont également accentué la hausse. Ces facteurs ont été atténués par le rétrécissement des écarts attribuable à la faiblesse des taux d'intérêt.

La dotation à la provision pour pertes de crédit a reculé de 2 554 millions de dollars étant donné que celle constatée à la période correspondante de l'exercice précédent tenait compte d'un montant élevé de dotations liées aux prêts productifs en raison des répercussions de la pandémie de COVID-19 alors que, dans la période à l'étude, des contrepassations ont été enregistrées par suite essentiellement de l'amélioration de nos perspectives macroéconomiques et de celles concernant la qualité du crédit. Le recul des dotations liées aux prêts douteux a également contribué à la diminution, générant ainsi une baisse de 9 p.b. du ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux. Pour plus de détails, se reporter à la section Rendement au chapitre de la qualité du crédit de la rubrique Risque de crédit.

Les frais autres que d'intérêt se sont allégés de 25 millions de dollars puisque la hausse des coûts liés au personnel a été plus qu'annulée par l'incidence, un an plus tôt, de la rémunération supplémentaire versée à certains employés en raison de la pandémie de COVID-19, soit essentiellement ceux ayant un contact direct avec les clients, et par la diminution des frais de commercialisation et autres dépenses discrétionnaires ainsi que d'autres coûts d'exploitation.

## Gestion de patrimoine

(en millions de dollars canadiens, sauf les nombres et les pourcentages et sauf indication contraire)	Aux et pour les trimestres clos les			Aux et pour les périodes de neuf mois closes les	
	31 juillet 2021	30 avril 2021	31 juillet 2020	31 juillet 2021	31 juillet 2020
Revenu net d'intérêt	682 \$	666 \$	699 \$	2 014 \$	2 174 \$
Revenus autres que d'intérêt	2 742	2 728	2 465	8 191	6 978
<b>Total des revenus</b>	<b>3 424</b>	<b>3 394</b>	<b>3 164</b>	<b>10 205</b>	<b>9 152</b>
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux actifs productifs	(19)	(5)	31	(26)	106
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux actifs dépréciés	(2)	3	43	(26)	57
<b>Dotation à la provision pour pertes de crédit</b>	<b>(21)</b>	<b>(2)</b>	<b>74</b>	<b>(52)</b>	<b>163</b>
Frais autres que d'intérêt	2 493	2 495	2 361	7 551	6 900
<b>Bénéfice avant impôt</b>	<b>952</b>	<b>901</b>	<b>729</b>	<b>2 706</b>	<b>2 089</b>
<b>Bénéfice net</b>	<b>738 \$</b>	<b>691 \$</b>	<b>562 \$</b>	<b>2 078 \$</b>	<b>1 609 \$</b>
<b>Revenus par secteur d'activité</b>					
Gestion de patrimoine – Canada	1 012 \$	964 \$	806 \$	2 876 \$	2 484 \$
Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National)	1 643	1 700	1 659	5 045	4 667
Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National) (en millions de dollars américains)	1 334	1 358	1 222	4 018	3 459
Gestion mondiale d'actifs	692	628	606	2 015	1 700
Gestion de patrimoine – International	77	102	93	269	301
<b>Principales données figurant au bilan et autres renseignements</b>					
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	18,1 %	17,2 %	13,3 %	17,0 %	13,1 %
Marge nette d'intérêt	2,25 %	2,38 %	2,58 %	2,32 %	2,89 %
Marge avant impôt (1)	27,8 %	26,5 %	23,0 %	26,5 %	22,8 %
Nombre de conseillers (2)	5 522	5 459	5 376	5 522	5 376
Moyenne du total des actifs productifs, montant net	120 200 \$	114 800 \$	107 800 \$	116 000 \$	100 400 \$
Moyenne des prêts et acceptations, montant net	83 800	83 100	81 300	82 900	75 300
Moyenne des dépôts	142 800	139 700	131 100	140 100	118 600
Biens administrés (3)	1 292 800	1 227 000	1 097 100	1 292 800	1 097 100
Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National) (3)	690 400	651 300	584 500	690 400	584 500
Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National) (en millions de dollars américains) (3)	553 300	529 800	436 400	553 300	436 400
Biens sous gestion (3)	975 600	922 300	834 100	975 600	834 100
Moyenne des biens administrés	1 265 200	1 218 200	1 082 000	1 218 200	1 073 300
Moyenne des biens sous gestion	956 300	910 400	815 000	916 900	788 700
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	(0,01)%	0,02 %	0,21 %	(0,04)%	0,10 %

Incidence estimative, sur les principaux postes de l'état du résultat net, de la conversion de montants libellés en dollars américains, en livres sterling et en euros (en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos		Pour les périodes de neuf mois closes
	T3 2021 par rapport au T3 2020	T3 2021 par rapport au T2 2021	T3 2021 par rapport au T3 2020
<b>Augmentation (diminution) :</b>			
Total des revenus	(175)\$	(30)\$	(396)\$
Dotation à la provision pour pertes de crédit	2	–	3
Frais autres que d'intérêt	(142)	(25)	(322)
Bénéfice net	(28)	(4)	(63)
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains	10 %	2 %	8 %
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en livres sterling	(1)%	1 %	– %
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en euros	5 %	1 %	– %

(1) La marge avant impôt s'entend du bénéfice avant impôt, divisé par le total des revenus.

(2) Représente les conseillers en contact direct avec les clients au sein de tous nos services du secteur Gestion de patrimoine.

(3) Représente les soldes au comptant à la fin de la période.

## Rendement financier

### Troisième trimestre de 2021 par rapport au troisième trimestre de 2020

Le bénéfice net a bondi de 176 millions de dollars, ou 31 %, par rapport à il y a un an, et ce, en raison surtout de la progression de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients. La croissance moyenne des volumes et le recul de la dotation à la provision pour pertes de crédit ont également favorisé cette augmentation. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par l'accroissement de la rémunération variable ainsi que par les répercussions du rétrécissement des écarts.

Le total des revenus a augmenté de 260 millions de dollars, ou 8 %.

Les revenus du secteur Gestion de patrimoine – Canada se sont renforcés de 206 millions de dollars, ou 26 %, grâce principalement à la hausse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients, ce qui reflète l'appréciation des marchés et les ventes nettes.

Les revenus du secteur Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National) ont fléchi de 16 millions de dollars, ou 1 %, ce qui rend compte de l'incidence du change. En dollars américains, ils se sont améliorés de 112 millions de dollars, ou 9 %, ce qui s'explique surtout par la hausse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients, hausse reflétant l'appréciation des marchés et les ventes nettes, ainsi que par une croissance moyenne des volumes de 12 % pour ce qui est des prêts et de 22 % dans le cas des dépôts. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par les variations de la juste valeur des couvertures liées à nos régimes de rémunération fondée sur des actions aux États-Unis, ce qui a été pour l'essentiel compensé dans les frais autres que d'intérêt, ainsi que par les conséquences que le rétrécissement des écarts a eues sur le revenu net d'intérêt.

Les revenus du secteur Gestion mondiale d'actifs ont progressé de 86 millions de dollars, ou 14 %, ce qui a découlé en grande partie de la croissance de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients par suite de l'appréciation des marchés et des ventes nettes.

Les revenus du secteur Gestion de patrimoine – International se sont comprimés de 16 millions de dollars, ou 17 %, à cause essentiellement d'un recul du revenu net d'intérêt par suite du rétrécissement des écarts.

La dotation à la provision pour pertes de crédit du secteur Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National) a reculé de 95 millions de dollars, ce qui rend surtout compte des contrepassations de dotations liées aux prêts productifs réalisées dans le trimestre à l'étude, lesquelles ont résulté de l'amélioration de nos perspectives concernant la qualité du crédit et de nos perspectives macroéconomiques, alors qu'un an plus tôt, des dotations avaient été constituées à cause de l'évolution des répercussions de la pandémie de COVID-19. Les dotations liées aux prêts douteux qui avaient été constatées un an plus tôt, au lieu de recouvrements dans le trimestre considéré, ont également contribué à la diminution, entraînant une baisse de 22 p.b. du ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux. Pour plus de détails, se reporter à la section Rendement au chapitre de la qualité du crédit de la rubrique Risque de crédit.

Les frais autres que d'intérêt se sont alourdis de 132 millions de dollars, ou 6 %, sous l'effet surtout d'une hausse de la rémunération variable proportionnelle à la croissance des revenus. L'accroissement des coûts liés au personnel pour soutenir l'expansion des activités et la hausse de ceux liés à la technologie ont également accentué l'augmentation. Ces facteurs ont été atténués par l'incidence du change et par les variations de la juste valeur de nos régimes de rémunération fondée sur des actions aux États-Unis, ce qui a été pour l'essentiel compensé dans les revenus.

### Troisième trimestre de 2021 par rapport au deuxième trimestre de 2021

Le bénéfice net s'est renforcé de 47 millions de dollars, ou 7 %, par rapport au trimestre précédent, du fait principalement de l'augmentation de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients par suite de l'appréciation des marchés et des ventes nettes et de la croissance moyenne des volumes. Ces facteurs ont été atténués par l'accroissement de la rémunération variable, par la baisse des revenus tirés des transactions qui a découlé surtout des activités des clients, et par le rétrécissement des écarts.

### Troisième trimestre de 2021 par rapport au troisième trimestre de 2020 (résultats de la période de neuf mois)

Le bénéfice net a augmenté de 469 millions de dollars, ou 29 %, sur un an, et ce, en raison surtout de la progression de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients et de la croissance de la moyenne des volumes. Le recul de la dotation à la provision pour pertes de crédit a également favorisé l'augmentation. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par la hausse de la rémunération variable et par l'incidence du recul des taux d'intérêt.

Le total des revenus s'est renforcé de 1 053 millions de dollars, ou 12 %, en raison principalement de la progression de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients, ce qui reflète l'appréciation des marchés et les ventes nettes, et d'une croissance moyenne des volumes de 10 % pour ce qui est des prêts et de 18 % dans le cas des dépôts. Les variations de la juste valeur des couvertures liées à nos régimes de rémunération fondée sur des actions aux États-Unis, élément qui a été pour l'essentiel compensé dans les frais autres que d'intérêt, ont également contribué à la hausse. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par les répercussions du repli des taux d'intérêt sur le revenu net d'intérêt ainsi que par l'incidence du change.

La dotation à la provision pour pertes de crédit a diminué de 215 millions de dollars pour le secteur Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National), puisque celle inscrite un an plus tôt tenait compte d'un montant élevé de dotations liées aux prêts productifs en raison des répercussions de la pandémie de COVID-19 alors que, dans la période à l'étude, des contrepassations ont été enregistrées par suite de l'amélioration de nos perspectives macroéconomiques et de celles concernant la qualité du crédit. Les dotations liées aux prêts douteux qui avaient été inscrites un an plus tôt, au lieu de recouvrements dans la période considérée, ont également contribué à la diminution, ayant ainsi entraîné une baisse de 14 p.b. du ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux. Pour plus de détails, se reporter à la section Rendement au chapitre de la qualité du crédit de la rubrique Risque de crédit.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 651 millions de dollars, ou 9 %, sous l'effet surtout d'une hausse de la rémunération variable proportionnelle à la croissance des revenus et des variations de la juste valeur de nos régimes de rémunération fondée sur des actions aux États-Unis, élément qui a été pour l'essentiel compensé dans les revenus. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'incidence du change.

## Assurances

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et sauf indication contraire)	Aux et pour les trimestres clos les			Aux et pour les périodes de neuf mois closes les	
	31 juillet 2021	30 avril 2021	31 juillet 2020	31 juillet 2021	31 juillet 2020
Revenus autres que d'intérêt					
Primes acquises, montant net	1 094 \$	929 \$	974 \$	3 271 \$	3 281 \$
Revenus de placement, profits (pertes) sur les actifs liés aux obligations des détenteurs des polices (1)	613	(432)	1 196	705	1 009
Honoraires	47	39	42	123	113
<b>Total des revenus</b>	<b>1 754</b>	<b>536</b>	<b>2 212</b>	<b>4 099</b>	<b>4 403</b>
Dotation à la provision pour pertes de crédit	–	–	–	–	1
Indemnités et sinistres liés aux polices d'assurance (1)	1 218	59	1 715	2 608	2 993
Coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	86	90	70	251	229
Frais autres que d'intérêt	155	140	140	444	441
<b>Bénéfice avant impôt</b>	<b>295</b>	<b>247</b>	<b>287</b>	<b>796</b>	<b>739</b>
<b>Bénéfice net</b>	<b>234 \$</b>	<b>187 \$</b>	<b>216 \$</b>	<b>622 \$</b>	<b>577 \$</b>
<b>Revenus par secteur d'activité</b>					
Assurances – Canada	1 136 \$	(172)\$	1 636 \$	2 121 \$	2 675 \$
Assurances – International	618	708	576	1 978	1 728
<b>Principales données figurant au bilan et autres renseignements</b>					
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	39,5 %	32,1 %	35,9 %	35,4 %	33,9 %
Primes et dépôts (2)	1 321 \$	1 161 \$	1 131 \$	3 926 \$	3 821 \$
Variations de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance (1)	475	(568)	997	253	512

(1) Comprend les profits et pertes latents sur les placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance attribuables aux fluctuations des actifs désignés à la juste valeur par le biais du résultat net. Les placements à l'appui des provisions techniques sont principalement des actifs à revenu fixe désignés comme étant évalués à la juste valeur par le biais du résultat net. Par conséquent, les variations de la juste valeur de ces actifs sont comptabilisées dans l'état consolidé du résultat net au poste Primes d'assurance, revenus de placement et honoraires et sont en grande partie neutralisées par les variations de la juste valeur des provisions techniques, dont l'incidence est reflétée dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance.

(2) Le poste Primes et dépôts comprend les primes liées aux produits d'assurance et de rente fondés sur le risque, ainsi que les dépôts des fonds distincts individuels et collectifs, conformément aux pratiques du secteur des assurances.

## Rendement financier

### Troisième trimestre de 2021 par rapport au troisième trimestre de 2020

Le bénéfice net a progressé de 18 millions de dollars, ou 8 %, par rapport à il y a un an, ce qui s'explique surtout par l'incidence des nouveaux contrats de réassurance du risque de longévité, par la réduction des coûts des sinistres et par l'incidence favorable des ajustements actuariels. Ces facteurs ont été atténués par les répercussions des profits réalisés sur les placements un an plus tôt.

Le total des revenus a reculé de 458 millions de dollars, ou 21 %.

Les revenus du secteur Assurances – Canada ont diminué de 500 millions de dollars, ou 31 %, en raison surtout de la variation de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance, élément compensé en grande partie dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance, tel qu'il est indiqué ci-dessous. L'incidence des profits réalisés sur les placements dans la même période de l'exercice précédent a également contribué au recul précité.

Les revenus du secteur Assurances – International ont grimpé de 42 millions de dollars, ou 7 %, du fait surtout de l'expansion des activités associées à la réassurance du risque de longévité. Ce facteur a été atténué par la variation de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance, élément compensé en grande partie dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance, tel qu'il est indiqué ci-dessous.

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont diminué de 481 millions de dollars, ou 27 %, sous l'effet essentiellement de la variation de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance, élément compensé en grande partie dans les revenus. L'effet des nouveaux contrats de réassurance du risque de longévité, la baisse des coûts des sinistres, et ce, principalement en ce qui a trait à nos produits d'assurance voyage et d'assurance invalidité, ainsi que les ajustements actuariels ont également contribué à la diminution. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'expansion des activités du secteur Assurances – International.

Les frais autres que d'intérêt se sont alourdis de 15 millions de dollars, ou 11 %, ce qui témoigne surtout de la hausse des frais juridiques ainsi que des coûts associés aux initiatives en cours visant à rehausser l'efficacité.

### Troisième trimestre de 2021 par rapport au deuxième trimestre de 2021

Le bénéfice net s'est renforcé de 47 millions de dollars, ou 25 %, par rapport au trimestre précédent, ce qui provient surtout d'une augmentation des nouveaux contrats de réassurance du risque de longévité.

### Troisième trimestre de 2021 par rapport au troisième trimestre de 2020 (résultats de la période de neuf mois)

Le bénéfice net s'est amélioré de 45 millions de dollars, ou 8 %, sur un an, ce qui s'explique en grande partie par la réduction des coûts des sinistres, réduction atténuée par l'incidence des profits réalisés sur les placements un an plus tôt.

Le total des revenus s'est dégradé de 304 millions de dollars, ou 7 %, reflétant principalement la variation de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance et le recul des ventes de rentes collectives, facteurs qui, dans les deux cas, sont compensés en grande partie dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance, tel qu'il est indiqué ci-dessous. L'incidence des profits réalisés sur les placements un an plus tôt a également contribué à la baisse. Ces facteurs ont été annulés en partie par l'expansion des activités, et ce, surtout en ce qui concerne la réassurance du risque de longévité ainsi que les produits d'assurance vie et d'assurance collective du secteur Assurances – Canada.

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont reculé de 363 millions de dollars, ou 11 %, ce qui reflète principalement la variation de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance, élément compensé en grande partie dans les revenus. La réduction des coûts des sinistres, et ce, principalement en ce qui a trait à nos produits d'assurance voyage et d'assurance invalidité, et le recul des ventes de rentes collectives ont également contribué à la baisse. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'expansion des activités, soit surtout de celles concernant la réassurance du risque de longévité.

Les frais autres que d'intérêt se sont alourdis de 3 millions de dollars, ou 1 %, puisque l'augmentation des frais juridiques a été neutralisée en grande partie par l'effet positif des initiatives existantes visant à rehausser l'efficacité.

#### Services aux investisseurs et de trésorerie

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et sauf indication contraire)	Aux et pour les trimestres clos les			Aux et pour les périodes de neuf mois closes les	
	31 juillet 2021	30 avril 2021	31 juillet 2020	31 juillet 2021	31 juillet 2020
Revenu net d'intérêt	127 \$	87 \$	89 \$	305 \$	221 \$
Revenus autres que d'intérêt	390	447	395	1 311	1 569
<b>Total des revenus</b>	<b>517</b>	<b>534</b>	<b>484</b>	<b>1 616</b>	<b>1 790</b>
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux actifs productifs	(3)	(2)	(4)	(7)	10
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux actifs dépréciés	–	–	–	–	–
<b>Dotation à la provision pour pertes de crédit</b>	<b>(3)</b>	<b>(2)</b>	<b>(4)</b>	<b>(7)</b>	<b>10</b>
Frais autres que d'intérêt	401	375	388	1 177	1 182
<b>Bénéfice avant impôt</b>	<b>119</b>	<b>161</b>	<b>100</b>	<b>446</b>	<b>598</b>
<b>Bénéfice net</b>	<b>88 \$</b>	<b>120 \$</b>	<b>76 \$</b>	<b>331 \$</b>	<b>445 \$</b>
<b>Principales données figurant au bilan et autres renseignements</b>					
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	11,1 %	14,3 %	8,4 %	13,6 %	17,9 %
Moyenne des dépôts	221 100 \$	220 400 \$	195 700 \$	215 200 \$	188 300 \$
Moyenne des dépôts des clients	64 600	64 000	65 800	63 900	62 800
Moyenne des dépôts liés au financement de gros	156 500	156 400	129 900	151 300	125 500
Biens administrés (1)	4 704 400	4 530 100	4 468 100	4 704 400	4 468 100
Moyenne des biens administrés	4 584 300	4 579 400	4 375 800	4 597 700	4 318 400

(1) Représente les soldes au comptant à la fin de la période.

### Rendement financier

#### Troisième trimestre de 2021 par rapport au troisième trimestre de 2020

Le bénéfice net s'est renforcé de 12 millions de dollars, ou 16 %, par rapport à il y a un an, ce qui est essentiellement imputable à la hausse des revenus tirés des activités de financement et de gestion des liquidités, facteur contrebalancé en partie par le repli de ceux générés par les dépôts des clients et par la hausse des coûts liés à la technologie.

Le total des revenus s'est accru de 33 millions de dollars, ou 7 %, du fait surtout de la hausse des revenus tirés des activités de financement et de gestion des liquidités étant donné qu'au même trimestre de l'exercice précédent, les revenus reflétaient l'incidence défavorable des variations des taux d'intérêt et les conséquences accrues du niveau élevé des liquidités de l'entreprise. Ces facteurs ont été atténués par la baisse des revenus générés par les dépôts des clients, baisse découlant surtout de la compression des marges.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 13 millions de dollars, ou 3 %, en raison surtout de la hausse des coûts liés à la technologie.

**Troisième trimestre de 2021 par rapport au deuxième trimestre de 2021**

Le bénéfice net a reculé de 32 millions de dollars, ou 27 %, par rapport au trimestre précédent, et ce, en raison principalement du repli des revenus tirés des activités de financement et de gestion des liquidités, ce qui reflète la baisse des profits à la cession de titres de placement, de la hausse des coûts liés à la technologie et d'un ajustement favorable de la taxe de vente au trimestre précédent.

**Troisième trimestre de 2021 par rapport au troisième trimestre de 2020 (résultats de la période de neuf mois)**

Le bénéfice net s'est comprimé de 114 millions de dollars, ou 26 %, sur un an, ce qui est imputable en grande partie à la baisse des revenus tirés des activités de financement et de gestion des liquidités et de ceux générés par les dépôts des clients.

Le total des revenus a fléchi de 174 millions de dollars, ou 10 %, du fait essentiellement de la baisse des revenus tirés des activités de financement et de gestion des liquidités, ce qui rend compte de l'incidence nette favorable de la volatilité des marchés et des variations des taux d'intérêt dans la période correspondante de l'exercice précédent, ainsi que des répercussions de la réduction des taux d'intérêt. Ces facteurs ont été atténués par les conséquences accrues du niveau élevé des liquidités de l'entreprise un an plus tôt. Le repli des revenus générés par les dépôts des clients qui a découlé en grande partie de la faiblesse des taux d'intérêt a également contribué à la diminution.

Les frais autres que d'intérêt sont demeurés relativement inchangés.

**Marchés des Capitaux**

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et sauf indication contraire)	Aux et pour les trimestres clos les			Aux et pour les périodes de neuf mois closes les	
	31 juillet 2021	30 avril 2021	31 juillet 2020	31 juillet 2021	31 juillet 2020
Revenu net d'intérêt (1)	1 122 \$	1 121 \$	1 335 \$	3 442 \$	3 952 \$
Revenus autres que d'intérêt (1)	1 341	1 597	1 413	4 447	3 657
<b>Total des revenus (1)</b>	<b>2 463</b>	<b>2 718</b>	<b>2 748</b>	<b>7 889</b>	<b>7 609</b>
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux actifs productifs	(326)	(98)	12	(465)	753
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux actifs dépréciés	(11)	(29)	66	(22)	421
<b>Dotation à la provision pour pertes de crédit</b>	<b>(337)</b>	<b>(127)</b>	<b>78</b>	<b>(487)</b>	<b>1 174</b>
Frais autres que d'intérêt	1 363	1 468	1 471	4 272	4 197
<b>Bénéfice avant impôt</b>	<b>1 437</b>	<b>1 377</b>	<b>1 199</b>	<b>4 104</b>	<b>2 238</b>
<b>Bénéfice net</b>	<b>1 129 \$</b>	<b>1 071 \$</b>	<b>949 \$</b>	<b>3 267 \$</b>	<b>1 936 \$</b>
<b>Revenus par secteur d'activité</b>					
Grande entreprise et services de banque d'investissement	1 289 \$	1 197 \$	1 080 \$	3 598 \$	2 943 \$
Marchés mondiaux	1 232	1 562	1 774	4 420	4 918
Autres	(58)	(41)	(106)	(129)	(252)
<b>Principales données figurant au bilan et autres renseignements</b>					
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	19,7 %	18,9 %	15,7 %	19,0 %	10,8 %
Moyenne du total de l'actif	685 600 \$	694 600 \$	777 400 \$	707 900 \$	771 000 \$
Moyenne des titres détenus à des fins de transaction	120 100	120 900	102 700	122 100	108 900
Moyenne des prêts et acceptations, montant net	98 200	97 300	116 400	97 900	111 100
Moyenne des dépôts	74 100	72 600	77 200	73 500	77 700
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	(0,07)%	(0,13)%	0,25 %	(0,04)%	0,49 %

Incidence estimative, sur les principaux postes de l'état du résultat net, de la conversion de montants libellés en dollars américains, en livres sterling et en euros (en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos		Pour les périodes de neuf mois closes
	T3 2021 par rapport au T3 2020	T3 2021 par rapport au T2 2021	T3 2021 par rapport au T3 2020
<b>Augmentation (diminution) :</b>			
Total des revenus	(145)\$	(26)\$	(342)\$
Dotation à la provision pour pertes de crédit	9	-	23
Frais autres que d'intérêt	(78)	(15)	(181)
<b>Bénéfice net</b>	<b>(62)</b>	<b>(9)</b>	<b>(151)</b>
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains	10 %	2 %	8 %
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en livres sterling	(1)%	1 %	- %
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en euros	5 %	1 %	- %

(1) La majoration au montant imposable équivalent pour le trimestre clos le 31 juillet 2021 s'est élevée à 130 millions de dollars (135 millions au 30 avril 2021; 126 millions au 31 juillet 2020), et pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2021, elle a été de 393 millions (386 millions au 31 juillet 2020). Pour une analyse plus détaillée, se reporter à la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation du rapport annuel 2020.

## Rendement financier

### Troisième trimestre de 2021 par rapport au troisième trimestre de 2020

Le bénéfice net s'est accru de 180 millions de dollars, ou 19 %, sur un an, du fait essentiellement de la diminution de la dotation à la provision pour pertes de crédit et de l'augmentation des revenus du secteur Grande entreprise et services de banque d'investissement. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par le recul des revenus du secteur Marchés mondiaux.

Le total des revenus a baissé de 285 millions de dollars, ou 10 %.

Les revenus du secteur Grande entreprise et services de banque d'investissement ont augmenté de 209 millions de dollars, ou 19 %, ce qui a résulté surtout de l'intensification des activités de syndication de prêts ainsi que de fusion et acquisition dans la plupart des régions. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la baisse des revenus tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe aux États-Unis et en Europe, car les résultats constatés à la même période de l'exercice précédent tenaient compte de l'inversion des réductions des souscriptions de prêts, ce qui reflétait alors l'amélioration de la conjoncture de marché.

Les revenus du secteur Marchés mondiaux se sont contractés de 542 millions de dollars, ou 31 %, ce qui a résulté en grande partie de la diminution des revenus tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe dans toutes les régions puisque, à la même période de l'exercice précédent, l'intensification des activités des clients dans un contexte de forte volatilité des marchés avait eu une incidence positive sur ces revenus. Le repli des revenus tirés des activités de négociation de titres de participation, et ce, principalement aux États-Unis, par suite du ralentissement des activités des clients a également contribué à cette baisse.

Les autres revenus ont augmenté de 48 millions de dollars, ce qui rend principalement compte de la diminution des coûts de financement résiduels.

La dotation à la provision pour pertes de crédit a diminué de 415 millions de dollars, et ce, en raison surtout des contrepassations de dotations liées aux prêts productifs dans le trimestre considéré par suite principalement de l'amélioration de nos perspectives macroéconomiques et de celles concernant la qualité du crédit. Des recouvrements de prêts douteux dans le secteur immobilier et autres au cours du trimestre à l'étude comparativement à des dotations constituées à l'égard du secteur d'activité du pétrole et du gaz et du secteur immobilier et autres un an plus tôt ont également contribué à la diminution, faisant ainsi reculer de 32 p.b. le ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux. Pour plus de détails, se reporter à la section Rendement au chapitre de la qualité du crédit de la rubrique Risque de crédit.

Les frais autres que d'intérêt ont diminué de 108 millions de dollars, ou 7 %, et ce, essentiellement en raison de l'incidence du change et de la baisse de la rémunération par suite du recul des revenus. Ces facteurs ont été atténués par la hausse des coûts liés à la technologie.

### Troisième trimestre de 2021 par rapport au deuxième trimestre de 2021

Le bénéfice net s'est élargi de 58 millions de dollars, ou 5 %, par rapport à celui dégagé au trimestre précédent, ce qui a découlé principalement de la diminution de la dotation à la provision pour pertes de crédit et de la baisse de la rémunération par suite du recul des revenus. Ces facteurs ont été annulés en partie par la diminution des revenus tirés des activités de négociation de titres de participation et de titres à revenu fixe dans la plupart des régions, diminution résultant du ralentissement des activités des clients.

### Troisième trimestre de 2021 par rapport au troisième trimestre de 2020 (résultats de la période de neuf mois)

Le bénéfice net s'est renforcé de 1 331 millions de dollars, ou 69 %, sur un an, ce qui a résulté essentiellement de la diminution de la dotation à la provision pour pertes de crédit et de l'augmentation des revenus du secteur Grande entreprise et services de banque d'investissement. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par une hausse de l'impôt attribuable à une augmentation du bénéfice dégagé dans des territoires où les taux d'imposition sont plus élevés, par la baisse des revenus du secteur Marchés mondiaux, par la hausse de la rémunération découlant de résultats supérieurs et par l'incidence du change.

Le total des revenus s'est accru de 280 millions de dollars, ou 4 %, et ce, essentiellement grâce à la progression des revenus tirés des activités de négociation de titres de participation dans la plupart des régions et à l'intensification des activités de syndication de prêts en Amérique du Nord ainsi que de celles de fusion et acquisition et d'origination de titres de participation et de prêts, et ce, surtout aux États-Unis. L'incidence des coûts de financement résiduels et les profits à la cession de certains titres de placement ont également favorisé l'augmentation précitée. Ces facteurs ont été annulés en partie par le recul des revenus tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe dans toutes les régions par suite du ralentissement des activités des clients et par l'incidence du change.

La dotation à la provision pour pertes de crédit s'est allégée de 1 661 millions de dollars étant donné que celle constatée pour la même période un an plus tôt tenait compte d'un montant élevé de dotations liées aux prêts productifs en raison des répercussions de la pandémie de COVID-19 alors que, dans la période à l'étude, des contrepassations ont été enregistrées du fait essentiellement de l'amélioration de nos perspectives macroéconomiques et de celles concernant la qualité du crédit. Des recouvrements dans quelques secteurs d'activité, dont celui du pétrole et du gaz, ont été constatés dans la période considérée alors que des dotations liées aux prêts douteux avaient été inscrites un an plus tôt, ce qui a également contribué à la baisse et fait reculer de 53 p.b. le ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux. Pour plus de détails, se reporter à la section Rendement au chapitre de la qualité du crédit de la rubrique Risque de crédit.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 75 millions de dollars, ou 2 %, et ce, essentiellement à cause de la hausse de la rémunération découlant de résultats supérieurs, hausse neutralisée en partie par l'incidence du change.

## Services de soutien généraux

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos			Pour les périodes de neuf mois closes	
	le 31 juillet 2021	le 30 avril 2021	le 31 juillet 2020	le 31 juillet 2021	le 31 juillet 2020
Revenu net (perte nette) d'intérêt (1)	(85)\$	(105)\$	(63)\$	(272)\$	24 \$
Revenus (pertes) autres que d'intérêt (1)	32	14	27	39	(247)
<b>Total des revenus (1)</b>	<b>(53)</b>	<b>(91)</b>	<b>(36)</b>	<b>(233)</b>	<b>(223)</b>
Dotation à la provision pour pertes de crédit	–	–	–	(1)	1
Frais autres que d'intérêt	10	(14)	35	6	64
<b>Bénéfice (perte) avant impôt (1)</b>	<b>(63)</b>	<b>(77)</b>	<b>(71)</b>	<b>(238)</b>	<b>(288)</b>
Charge (économie) d'impôt (1)	(57)	(115)	(102)	(284)	(327)
<b>Bénéfice net (perte nette)</b>	<b>(6)\$</b>	<b>38 \$</b>	<b>31 \$</b>	<b>46 \$</b>	<b>39 \$</b>

(1) Majoration au montant imposable équivalent.

En raison de la nature des activités et des ajustements de consolidation présentés pour ce secteur, nous estimons qu'une analyse comparative des périodes n'est pas utile. Les renseignements qui suivent portent sur les éléments significatifs qui ont eu une incidence sur les résultats présentés pour chaque période.

Le total des revenus et la charge (l'économie) d'impôt de chaque période comptabilisés dans le secteur Services de soutien généraux tiennent compte de la déduction des ajustements liés à la majoration au montant imposable équivalent des revenus provenant des dividendes imposables de sociétés canadiennes et provenant des crédits d'impôt à l'investissement des États-Unis, qui est comptabilisée dans le secteur Marchés des Capitaux. Le montant porté en déduction des revenus a été compensé par une augmentation équivalente de la charge (l'économie) d'impôt.

Le montant de la majoration au montant imposable équivalent pour le trimestre clos le 31 juillet 2021 s'est établi à 130 millions de dollars, comparativement à 135 millions au trimestre précédent et à 126 millions au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2021, le montant de la majoration au montant imposable équivalent a été de 393 millions de dollars, contre 386 millions pour la même période de 2020.

Les renseignements qui suivent portent sur les éléments significatifs, outre l'incidence de la majoration au montant imposable équivalent déjà mentionnée, qui ont eu une incidence sur les résultats présentés pour chaque période.

### Troisième trimestre de 2021

La perte nette s'est chiffrée à 6 millions de dollars, ce qui rend surtout compte du montant net des ajustements fiscaux défavorables, facteur annulé en grande partie par les activités de gestion actif-passif et les coûts non affectés résiduels.

### Deuxième trimestre de 2021

Le bénéfice net a été de 38 millions de dollars, ce qui a découlé essentiellement des activités de gestion actif-passif.

### Troisième trimestre de 2020

Le bénéfice net s'est chiffré à 31 millions de dollars, ce qui témoigne essentiellement des activités de gestion actif-passif, facteur atténué par le montant net des ajustements fiscaux défavorables et les coûts non affectés résiduels.

### Troisième trimestre de 2021 (résultats de la période de neuf mois)

Le bénéfice net s'est établi à 46 millions de dollars, en raison principalement des activités de gestion actif-passif et des coûts non affectés résiduels, ce qui a été neutralisé en partie par le montant net des ajustements fiscaux défavorables.

### Troisième trimestre de 2020 (résultats de la période de neuf mois)

Le bénéfice net a atteint 39 millions de dollars, ce qui s'explique principalement par les activités de gestion actif-passif, facteur neutralisé en partie par le montant net des ajustements fiscaux défavorables et les coûts non affectés résiduels.



## Analyse des résultats trimestriels et des tendances

Nos résultats trimestriels subissent l'action de tendances et de facteurs récurrents divers, qui comprennent le caractère saisonnier de certaines activités, la conjoncture générale et les conditions du marché, de même que les fluctuations du taux de change du dollar canadien par rapport aux devises. Le tableau ci-après présente un sommaire de nos résultats pour les huit derniers trimestres (la période).

Résultats trimestriels <sup>(1)</sup>

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action et les pourcentages)	2021				2020			
	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1	T4
Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	4 651 \$	4 527 \$	4 563 \$	4 373 \$	4 348 \$	4 400 \$	4 610 \$	4 568 \$
Gestion de patrimoine	3 424	3 394	3 387	3 068	3 164	2 822	3 166	3 187
Assurances	1 754	536	1 809	958	2 212	197	1 994	1 153
Services aux investisseurs et de trésorerie	517	534	565	521	484	709	597	566
Marchés des Capitaux <sup>(2)</sup>	2 463	2 718	2 708	2 275	2 748	2 313	2 548	1 987
Services de soutien généraux <sup>(2)</sup>	(53)	(91)	(89)	(103)	(36)	(108)	(79)	(91)
<b>Total des revenus</b>	<b>12 756</b>	<b>11 618</b>	<b>12 943</b>	<b>11 092</b>	<b>12 920</b>	<b>10 333</b>	<b>12 836</b>	<b>11 370</b>
Dotation à la provision pour pertes de crédit	(540)	(96)	110	427	675	2 830	419	499
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	1 304	149	1 406	461	1 785	(177)	1 614	654
Frais autres que d'intérêt	6 420	6 379	6 542	6 058	6 380	5 942	6 378	6 319
<b>Bénéfice avant impôt</b>	<b>5 572</b>	<b>5 186</b>	<b>4 885</b>	<b>4 146</b>	<b>4 080</b>	<b>1 738</b>	<b>4 425</b>	<b>3 898</b>
Impôt sur le résultat	1 276	1 171	1 038	900	879	257	916	692
<b>Bénéfice net</b>	<b>4 296 \$</b>	<b>4 015 \$</b>	<b>3 847 \$</b>	<b>3 246 \$</b>	<b>3 201 \$</b>	<b>1 481 \$</b>	<b>3 509 \$</b>	<b>3 206 \$</b>
Bénéfice par action – de base	2,97 \$	2,76 \$	2,66 \$	2,23 \$	2,20 \$	1,00 \$	2,41 \$	2,19 \$
– dilué	2,97	2,76	2,66	2,23	2,20	1,00	2,40	2,18
Taux d'imposition effectif	22,9 %	22,6 %	21,2 %	21,7 %	21,5 %	14,8 %	20,7 %	17,8 %
Moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en \$ US pour la période	0,812 \$	0,798 \$	0,779 \$	0,756 \$	0,737 \$	0,725 \$	0,760 \$	0,755 \$

(1) Les fluctuations du dollar canadien par rapport aux devises ont eu une incidence sur nos résultats consolidés pour la période.

(2) Majoration au montant imposable équivalent. Pour une analyse plus détaillée, se reporter à la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation du rapport annuel 2020.

## Fluctuations saisonnières

Des facteurs saisonniers pourraient se répercuter sur les résultats de certains trimestres. Le premier trimestre a été historiquement celui au cours duquel le secteur Marchés des Capitaux a affiché ses meilleurs résultats. Le deuxième trimestre compte quelques jours de moins que les autres, ce qui donne généralement lieu à une diminution du revenu net d'intérêt et de certains éléments de charges. Les troisième et quatrième trimestres comprennent les mois estivaux au cours desquels les activités des clients ralentissent habituellement, ce qui peut affaiblir les résultats des activités de négociation du secteur Marchés des Capitaux.

## Analyse des tendances

Le bénéfice a, de façon générale, été à la hausse au cours de la période. Cependant, le bénéfice du deuxième trimestre de 2020 reflétait les premières retombées de la pandémie de COVID-19 dans tous nos secteurs d'exploitation, ce qui s'est traduit par une augmentation importante de la dotation à la provision pour pertes de crédit et des fluctuations des revenus en raison de la volatilité des marchés, y compris les taux d'intérêt et les écarts de taux, ainsi que par une intensification des activités des clients. Les conditions de marché se sont améliorées par la suite et même si les répercussions de la pandémie de COVID-19 et ses conséquences en aval perdurent, le bénéfice s'est renforcé depuis le deuxième trimestre de 2020. L'incidence du change influe également sur le bénéfice trimestriel.

Une forte croissance des volumes pendant la période a accru les revenus du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises. Dans la majeure partie de la période, la marge nette d'intérêt a subi le contrecoup du rétrécissement des marges attribuable à des taux d'intérêt moins élevés, y compris les réductions cumulatives de taux pratiquées par la Banque du Canada au deuxième trimestre de 2020, lesquelles ont totalisé 150 p.b.

Les revenus du secteur Gestion de patrimoine ont été favorisés par la croissance de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients et des prêts au cours de la période. La faiblesse des taux d'intérêt, qui reflète principalement les baisses de taux pratiquées par la Réserve fédérale des États-Unis, baisses qui ont totalisé 150 p.b. au deuxième trimestre de 2020, a toutefois eu une incidence négative dans la majeure partie de la période. Les variations de la juste valeur des couvertures liées à nos régimes de rémunération fondée sur des actions aux États-Unis, qui sont compensées en grande partie dans les frais autres que d'intérêt, ont également accentué les fluctuations des revenus enregistrées dans la période. Le quatrième trimestre de 2019 reflétait un profit à la vente des activités de BlueBay dans le secteur de la dette privée.

Les revenus du secteur Assurances ont fluctué tout au long de la période, et ce, en raison surtout de l'incidence des variations de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance et du calendrier des ventes de rentes collectives, éléments qui sont tous deux compensés en grande partie dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance. Les revenus des premiers trimestres de 2020 et de 2021 reflètent également la hausse des ventes de rentes collectives.

Les revenus du secteur Services aux investisseurs et de trésorerie ont, tout au long de la période, été touchés par les fluctuations des taux d'intérêt, la volatilité des marchés et les activités des clients, ce qui a entraîné des fluctuations plus prononcées aux deuxième et troisième trimestres de 2020, après que la pandémie de COVID-19 se soit déclarée.

Les revenus du secteur Marchés des Capitaux dépendent fortement des conditions de marché qui influent sur les activités des clients, et les résultats du premier trimestre sont généralement meilleurs que ceux des autres. Les marchés ont été fort volatils après l'écllosion de la pandémie de COVID-19, ce qui a mené à l'intensification des activités des clients et à des fluctuations des revenus tirés des activités de négociation, notamment à une hausse de ces revenus au troisième trimestre de 2020 et au premier trimestre de 2021. La volatilité accrue des marchés au deuxième trimestre de 2020 a également engendré des réductions des souscriptions de prêts, lesquelles ont été inversées dans la deuxième moitié de 2020. Les activités d'origination de titres de participation et de prêts et les activités de fusion et acquisition ont été vigoureuses aux deuxième et troisième trimestres de 2021.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux actifs est composée de dotations constituées à l'égard des actifs productifs et des actifs dépréciés. La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux actifs productifs a varié au cours de la période puisqu'elle est touchée par les conditions macroéconomiques, les fluctuations des expositions et de la qualité du crédit, ainsi que les changements apportés aux modèles. L'incidence de la pandémie de COVID-19 s'est également soldée par un accroissement considérable des dotations en 2020, plus particulièrement au deuxième trimestre. Depuis le début de 2021 et bien qu'il subsiste des incertitudes quant aux effets de la pandémie de COVID-19, nos perspectives macroéconomiques et celles concernant la qualité du crédit n'ont cessé de s'améliorer, ce qui a mené à la contrepassation de dotations liées aux actifs productifs. Les dotations à la provision pour pertes de crédit liées aux actifs dépréciés reflétaient des niveaux de pertes de crédit plus habituels vers la fin de 2019, mais au premier trimestre de 2020, les dotations liées aux prêts douteux ont diminué dans le secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises. Dans le reste de l'exercice 2020, les dotations liées aux prêts douteux du secteur Marchés des Capitaux ont augmenté, principalement dans le secteur du pétrole et du gaz. L'incidence de l'aide publique et des programmes de report de paiements a contribué à la baisse des dotations liées aux prêts douteux dans nos portefeuilles de prêts de détail du secteur Services bancaires canadiens depuis la deuxième moitié de 2020. Dans les trois premiers trimestres de 2021, les dotations liées aux prêts douteux ont diminué dans le secteur Marchés des Capitaux, et ce, en raison principalement de recouvrements dans le secteur du pétrole et du gaz.

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont subi des fluctuations au cours de la période puisqu'ils reflètent l'incidence de la variation de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance et l'incidence des ventes de rentes collectives, facteurs qui sont en grande partie compensés dans les revenus. L'évolution des conditions de marché a une incidence sur la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance. Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont également fluctué du fait de l'incidence de la sinistralité liée aux placements et des coûts des sinistres au cours de la période. Les ajustements actuariels, qui surviennent habituellement au quatrième trimestre de l'exercice, ont également influé sur les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance.

Dans l'ensemble, les frais autres que d'intérêt ont affiché une tendance à la hausse durant la période. La rémunération variable a fluctué au cours de celle-ci, en phase avec les fluctuations des revenus et des bénéfices, y compris l'incidence des résultats inférieurs du deuxième trimestre de 2020. Les variations de la juste valeur de nos régimes de rémunération fondée sur des actions aux États-Unis, lesquelles sont largement compensées dans les revenus, ont également entraîné des fluctuations des coûts liés au personnel et sont touchées par la conjoncture de marché. Même si nous continuons de porter une attention soutenue à nos activités de gestion de l'efficacité, les frais de la période reflètent généralement l'accroissement des coûts engagés pour soutenir l'expansion des activités, y compris les coûts liés au personnel, ainsi que nos investissements continus dans la technologie et coûts connexes, notamment le numérique. Les résultats du quatrième trimestre de 2019 reflètent les indemnités de départ et coûts connexes associés au repositionnement de notre secteur Services aux investisseurs et de trésorerie. Depuis le deuxième trimestre de 2020, les frais autres que d'intérêt reflètent également les coûts supplémentaires associés à la pandémie de COVID-19, et ce, même si ceux-ci ont diminué dans la dernière partie de la période.

Notre taux d'imposition effectif a fluctué au cours de la période, et ce, en raison surtout de niveaux d'ajustements fiscaux variables et des changements dans la composition du bénéfice. Au deuxième trimestre de 2020, ce taux avait diminué, ce qui s'explique essentiellement par le fait que, par rapport à la baisse des bénéfices, une plus grande partie du bénéfice exonéré d'impôts et du bénéfice a été dérogée dans des territoires où les taux d'imposition sont moins élevés pour ce trimestre.

## Situation financière

## Bilans résumés

(en millions de dollars canadiens)	Aux	
	31 juillet 2021	31 octobre 2020
<b>Actif</b>		
Trésorerie et montants à recevoir de banques	115 407 \$	118 888 \$
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	80 389	39 013
Titres, déduction faite de la correction de valeur applicable (1)	271 950	275 814
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	319 896	313 015
Prêts		
Prêts de détail	491 890	457 976
Prêts de gros	210 739	208 655
Correction de valeur pour pertes sur prêts	(4 588)	(5 639)
Autres – Dérivés	102 033	113 488
– Autres (2)	105 824	103 338
<b>Total de l'actif</b>	<b>1 693 540 \$</b>	<b>1 624 548 \$</b>
<b>Passif</b>		
Dépôts	1 084 878 \$	1 011 885 \$
Autres – Dérivés	97 150	109 927
– Autres (2)	406 152	406 102
Débitures subordonnées	9 050	9 867
<b>Total du passif</b>	<b>1 597 230</b>	<b>1 537 781</b>
<b>Capitaux propres attribuables aux actionnaires</b>	<b>96 219</b>	<b>86 664</b>
Participations ne donnant pas le contrôle	91	103
<b>Total des capitaux propres</b>	<b>96 310</b>	<b>86 767</b>
<b>Total du passif et des capitaux propres</b>	<b>1 693 540 \$</b>	<b>1 624 548 \$</b>

(1) Inclut les titres de placement et les titres détenus à des fins de transaction.

(2) Les postes Autres – Autres dans les actifs et passifs comprennent respectivement l'actif net des fonds distincts ou le passif net des fonds distincts.

## Troisième trimestre de 2021 par rapport au quatrième trimestre de 2020

Le total de l'actif a augmenté de 69,0 milliards de dollars, ou 4 %, par rapport au 31 octobre 2020. L'incidence du change a réduit le total de l'actif de 67,6 milliards de dollars.

La trésorerie et les montants à recevoir de banques ont reculé de 3,5 milliards de dollars, ou 3 %, en raison principalement de la baisse des dépôts auprès de banques centrales, ce qui reflète nos activités de gestion de la trésorerie à court terme. L'incidence du change a également accentué la diminution.

Les dépôts productifs d'intérêts auprès de banques ont bondi de 41,4 milliards de dollars, sous l'effet principalement de l'augmentation des dépôts auprès de banques centrales, ce qui rend compte de nos activités de gestion de la trésorerie et des liquidités à court terme.

Les titres, déduction faite de la correction de valeur applicable, ont reculé de 3,9 milliards de dollars, ou 1 %, en raison surtout de la baisse des titres d'emprunt d'État, laquelle a découlé principalement des conditions de marché, de nos activités de gestion de la trésorerie à court terme et de l'incidence du change. Ces facteurs ont été compensés en grande partie par la hausse des titres de participation détenus à des fins de transaction.

Les actifs achetés en vertu de conventions de revente et les titres empruntés ont monté de 6,9 milliards de dollars, ou 2 %, en raison principalement de l'accroissement de la demande des clients, ce qui a été atténué par l'incidence du change et nos activités de gestion des liquidités.

Les prêts (déduction faite de la correction de valeur pour pertes sur prêts) se sont accrus de 37,0 milliards de dollars, ou 6 %, en raison surtout de la croissance des volumes des prêts hypothécaires résidentiels et des prêts de gros. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'incidence du change.

Les actifs dérivés ont reculé de 11,5 milliards de dollars, ou 10 %, du fait principalement de l'incidence du change et de la baisse de la juste valeur des contrats de taux d'intérêt. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par l'augmentation de la juste valeur des contrats de change.

Les autres actifs ont augmenté de 2,5 milliards de dollars, ou 2 %, ce qui reflète surtout la hausse des créances sur les activités de négociation de marchandises et des actifs associés aux avantages du personnel. Ces facteurs ont été contrebalancés en grande partie par l'incidence du change.

Le total du passif a augmenté de 59,4 milliards de dollars, ou 4 %. L'incidence du change a réduit le total du passif de 67,6 milliards de dollars.

Les dépôts se sont accrus de 73,0 milliards de dollars, ou 7 %, du fait essentiellement de la hausse des dépôts des entreprises et de ceux de détail qui a résulté des activités des clients ainsi que du fait que nos clients ont opté pour la sécurité que leur procuraient des soldes de trésorerie plus élevés dans le contexte de la pandémie de COVID-19 et de la réduction des dépenses des clients. L'accroissement des émissions de billets à terme fixe en raison des besoins de financement a également contribué à la hausse. Ces facteurs ont été atténués par l'incidence du change.

Les passifs dérivés ont diminué de 12,8 milliards de dollars, ou 12 %, en raison principalement de l'incidence du change et de la baisse de la juste valeur des contrats de taux d'intérêt. Ces facteurs ont été atténués par la hausse de la juste valeur des contrats de change.

Les autres passifs n'ont que peu varié puisque l'augmentation des engagements liés aux conventions de rachat et aux titres vendus à découvert a été entièrement annulée par l'incidence du change.

Le total des capitaux propres a augmenté de 9,5 milliards de dollars, ou 11 %, ce qui est attribuable au bénéfice, déduction faite des dividendes, et de l'émission de billets de capital à recours limité.

### Arrangements hors bilan

Nous nous livrons, dans le cours normal de nos activités, à diverses transactions financières qui, aux fins comptables, ne sont pas inscrites dans nos bilans consolidés. Les transactions hors bilan sont généralement effectuées aux fins de gestion des risques, des fonds propres et du financement, à la fois pour notre propre compte et pour celui des clients. Il peut s'agir en l'occurrence de transactions avec des entités structurées et de l'émission de garanties. Ces transactions donnent lieu à des risques divers tels que les risques de marché, de crédit, et de liquidité et de financement, à l'égard desquels une analyse est présentée à la rubrique Gestion du risque du présent rapport aux actionnaires portant sur le troisième trimestre de 2021. Nos transactions hors bilan importantes sont décrites aux pages 56 à 58 de notre rapport annuel 2020.

## Gestion du risque

## Risque de crédit

Le risque de crédit correspond au risque de perte causée par l'incapacité possible ou la réticence d'un débiteur à s'acquitter de ses obligations contractuelles au moment opportun et il peut découler directement du risque de défaillance d'un débiteur principal (p. ex., émetteur, débiteur, contrepartie, emprunteur ou titulaire de police), être indirect et associé à un débiteur secondaire (p. ex., garant ou réassureur) et relever d'un risque hors bilan, d'un risque de crédit éventuel, d'un risque de crédit connexe ou d'un risque transactionnel. Le risque de crédit comprend le risque de contrepartie qui découle des activités de négociation et des activités autres que de négociation.

Notre cadre de gestion du risque de crédit ainsi que les politiques qui le sous-tendent ont pour objet de définir clairement les rôles et les responsabilités, les pratiques acceptables, les limites et les contrôles clés. Aucun changement important n'a été apporté à notre cadre de gestion du risque de crédit, tel qu'il est décrit dans notre rapport annuel 2020.

**Prêts hypothécaires résidentiels et marges de crédit sur valeur nette (assurés et non assurés)**

Les prêts hypothécaires résidentiels et les marges de crédit sur valeur nette sont garantis par des immeubles résidentiels. Les tableaux ci-après présentent la répartition par secteur géographique.

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Au 31 juillet 2021					Marges de crédit sur valeur nette
	Prêts hypothécaires résidentiels			Total	Total	
	Assurés (1)		Non assurés			
<b>Secteur géographique (2)</b>						
Canada						
Provinces de l'Atlantique	8 405 \$	49 %	8 674 \$	51 %	17 079 \$	1 589 \$
Québec	12 922	33	26 800	67	39 722	3 040
Ontario	35 006	21	129 528	79	164 534	15 611
Alberta	20 868	50	20 537	50	41 405	5 425
Saskatchewan et Manitoba	9 224	47	10 597	53	19 821	1 995
Colombie-Britannique et territoires	13 620	21	49 783	79	63 403	7 437
Total – Canada (3)	100 045	29	245 919	71	345 964	35 097
États-Unis (4)	–	–	21 974	100	21 974	1 442
Autres pays (4)	–	–	2 772	100	2 772	1 325
Total – Autres pays	–	–	24 746	100	24 746	2 767
<b>Total</b>	<b>100 045 \$</b>	<b>27 %</b>	<b>270 665 \$</b>	<b>73 %</b>	<b>370 710 \$</b>	<b>37 864 \$</b>

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Au 30 avril 2021					Marges de crédit sur valeur nette
	Prêts hypothécaires résidentiels			Total	Total	
	Assurés (1)		Non assurés			
<b>Secteur géographique (2)</b>						
Canada						
Provinces de l'Atlantique	8 387 \$	50 %	8 365 \$	50 %	16 752 \$	1 603 \$
Québec	12 902	33	25 617	67	38 519	3 066
Ontario	36 033	23	121 729	77	157 762	15 525
Alberta	20 978	51	20 033	49	41 011	5 556
Saskatchewan et Manitoba	9 243	47	10 438	53	19 681	2 008
Colombie-Britannique et territoires	14 006	23	47 249	77	61 255	7 535
Total – Canada (3)	101 549	30	233 431	70	334 980	35 293
États-Unis (4)	–	–	20 279	100	20 279	1 419
Autres pays (4)	–	–	2 744	100	2 744	1 315
Total – Autres pays	–	–	23 023	100	23 023	2 734
<b>Total</b>	<b>101 549 \$</b>	<b>28 %</b>	<b>256 454 \$</b>	<b>72 %</b>	<b>358 003 \$</b>	<b>38 027 \$</b>

- (1) Les prêts hypothécaires résidentiels assurés sont des prêts hypothécaires pour lesquels le risque de défaillance auquel nous sommes exposés est atténué par l'assurance souscrite auprès de la SCHL ou d'autres sociétés d'assurance indépendantes.
- (2) Le secteur géographique est déterminé selon l'adresse où se trouve la propriété grevée d'un prêt hypothécaire. Les provinces de l'Atlantique comprennent Terre-Neuve-et-Labrador, l'Île-du-Prince-Édouard, la Nouvelle-Écosse et le Nouveau-Brunswick; la Colombie-Britannique et les territoires comprennent la Colombie-Britannique, le Nunavut, les Territoires du Nord-Ouest et le Yukon.
- (3) Le total consolidé des prêts hypothécaires résidentiels au Canada de 346,0 milliards de dollars (335,0 milliards au 30 avril 2021) comprend des prêts hypothécaires commerciaux de 11,2 milliards (11,1 milliards au 30 avril 2021) dans le secteur Services bancaires canadiens, dont une tranche de 7,8 milliards (7,7 milliards au 30 avril 2021) est garantie, ainsi que des prêts hypothécaires résidentiels de 18,2 milliards (18,4 milliards au 30 avril 2021) détenus à des fins de titrisation dans le secteur Marchés des Capitaux. Tous les prêts hypothécaires résidentiels détenus à des fins de titrisation sont assurés (tous assurés au 30 avril 2021).
- (4) Les marges de crédit sur valeur nette comprennent les prêts à terme garantis par des prêts hypothécaires résidentiels.

Les marges de crédit sur valeur nette ne sont pas assurées et sont présentées dans les prêts aux particuliers.

## Prêts hypothécaires résidentiels par période d'amortissement

Le tableau ci-après présente un sommaire du pourcentage des prêts hypothécaires résidentiels qui sont classés dans les périodes d'amortissement restantes selon les paiements effectués par les clients, qui comprennent des paiements plus élevés que le montant contractuel minimal ou des paiements plus fréquents.

Période d'amortissement	Aux					
	31 juillet 2021			30 avril 2021		
	Canada	États-Unis et autres pays	Total	Canada	États-Unis et autres pays (1)	Total
25 ans ou moins	76 %	27 %	72 %	77 %	27 %	73 %
De 25 à 30 ans	24	71	27	23	70	26
De 30 à 35 ans	–	2	1	–	3	1
<b>Total</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>

(1) Les pourcentages des prêts hypothécaires résidentiels par période d'amortissement restante ont été révisés par rapport à ceux présentés précédemment.

## Ratio prêt-valeur moyen

Le tableau ci-après présente un sommaire de nos ratios prêt-valeur moyens des nouveaux prêts hypothécaires résidentiels, des prêts hypothécaires résidentiels non assurés acquis et des produits de la gamme Marge Proprio RBC® par secteur géographique.

Secteur géographique (3)	Pour les trimestres clos				Pour la période de neuf mois close	
	le 31 juillet 2021		le 30 avril 2021		le 31 juillet 2021	
	Non assurés		Non assurés		Non assurés	
	Prêts hypothécaires résidentiels (1)	Produits de la gamme Marge Proprio RBC® (2)	Prêts hypothécaires résidentiels (1)	Produits de la gamme Marge Proprio RBC® (2)	Prêts hypothécaires résidentiels (1)	Produits de la gamme Marge Proprio RBC® (2)
Provinces de l'Atlantique	74 %	75 %	75 %	75 %	75 %	75 %
Québec	73	74	72	74	73	74
Ontario	72	68	71	69	71	68
Alberta	73	73	73	73	73	73
Saskatchewan et Manitoba	74	75	74	75	74	75
Colombie-Britannique et territoires	69	67	70	67	70	67
États-Unis	75	n.s.	72	n.s.	74	n.s.
Autres pays	74	n.s.	71	n.s.	72	n.s.
Moyenne des nouveaux prêts et des prêts acquis pour la période (4), (5)	72 %	69 %	72 %	69 %	72 %	69 %
<b>Total du portefeuille de prêts hypothécaires résidentiels du secteur Services bancaires canadiens (6)</b>	<b>53 %</b>	<b>46 %</b>	<b>55 %</b>	<b>48 %</b>	<b>53 %</b>	<b>46 %</b>

(1) Les prêts hypothécaires résidentiels excluent les prêts hypothécaires résidentiels faisant partie des produits de la gamme Marge Proprio RBC®.

(2) Les produits de la gamme Marge Proprio RBC® comprennent des prêts hypothécaires résidentiels et des marges de crédit sur valeur nette.

(3) Le secteur géographique est déterminé selon l'adresse où se trouve la propriété grevée d'un prêt hypothécaire. Les provinces de l'Atlantique comprennent Terre-Neuve-et-Labrador, l'Île-du-Prince-Édouard, la Nouvelle-Écosse et le Nouveau-Brunswick; la Colombie-Britannique et les territoires comprennent la Colombie-Britannique, le Nunavut, les Territoires du Nord-Ouest et le Yukon.

(4) Nous calculons le ratio prêt-valeur moyen concernant les nouveaux prêts hypothécaires résidentiels, les prêts hypothécaires résidentiels non assurés acquis et les produits de la gamme Marge Proprio RBC® sur une base pondérée, selon le montant du prêt hypothécaire lors de l'origination.

(5) En ce qui a trait aux nouveaux prêts hypothécaires et aux produits de la gamme Marge Proprio RBC®, le ratio prêt-valeur est calculé en fonction du montant total de la facilité aux fins des prêts hypothécaires résidentiels et des produits de la gamme Marge Proprio RBC® divisé par la valeur des propriétés résidentielles connexes.

(6) Pondéré selon les soldes des prêts hypothécaires et ajusté pour tenir compte des valeurs des propriétés basées sur l'indice composite de prix des maisons Teranet – Banque Nationale.

n.s. non significatif

## Risque net lié à l'Europe par pays, par type d'actif et par type de client (1), (2)

(en millions de dollars canadiens)	Aux								30 avril 2021
	31 juillet 2021								
	Type d'actif				Type de client				
Prêts en cours	Titres (3)	Mise en pension de titres	Dérivés	Institutions financières	Organismes souverains	Grandes entreprises	Total	Total	
Royaume-Uni	10 054 \$	19 009 \$	507 \$	4 523 \$	12 862 \$	11 214 \$	10 017 \$	34 093 \$	32 914 \$
Allemagne	1 295	8 599	1	123	5 444	2 882	1 692	10 018	9 769
France	1 583	11 551	17	282	1 791	10 629	1 013	13 433	10 495
<b>Total – Royaume-Uni, Allemagne, France</b>	<b>12 932</b>	<b>39 159</b>	<b>525</b>	<b>4 928</b>	<b>20 097</b>	<b>24 725</b>	<b>12 722</b>	<b>57 544</b>	<b>53 178</b>
Irlande	1 059	659	319	51	851	1	1 236	2 088	1 724
Italie	85	306	–	5	175	71	150	396	337
Portugal	–	13	–	–	11	–	2	13	26
Espagne	379	289	30	22	285	–	435	720	570
<b>Total – Pays périphériques</b>	<b>1 523</b>	<b>1 267</b>	<b>349</b>	<b>78</b>	<b>1 322</b>	<b>72</b>	<b>1 823</b>	<b>3 217</b>	<b>2 657</b>
Luxembourg	3 697	4 882	51	66	2 643	4 361	1 692	8 696	7 663
Pays-Bas	950	883	53	112	718	1	1 279	1 998	1 850
Norvège	165	1 334	–	27	812	519	195	1 526	1 373
Suède	401	1 329	14	22	752	809	205	1 766	1 849
Suisse	982	12 662	215	47	968	12 156	782	13 906	13 322
Autres	2 250	2 438	74	186	1 888	1 095	1 965	4 948	4 312
<b>Total – Autres pays d'Europe</b>	<b>8 445</b>	<b>23 528</b>	<b>407</b>	<b>460</b>	<b>7 781</b>	<b>18 941</b>	<b>6 118</b>	<b>32 840</b>	<b>30 369</b>
<b>Risque net lié à l'Europe (4), (5)</b>	<b>22 900 \$</b>	<b>63 954 \$</b>	<b>1 281 \$</b>	<b>5 466 \$</b>	<b>29 200 \$</b>	<b>43 738 \$</b>	<b>20 663 \$</b>	<b>93 601 \$</b>	<b>86 204 \$</b>

- (1) Le profil géographique est basé sur le pays où survient le risque, ce qui reflète notre évaluation du risque géographique associé à un risque donné. Il s'agit en général du lieu de résidence de l'emprunteur.
- (2) Les risques sont calculés selon la juste valeur, déduction faite de la valeur des sûretés, lesquelles représentent 152,2 milliards de dollars donnés en garantie à l'égard des mises en pension de titres (151,3 milliards au 30 avril 2021) et 9,6 milliards à l'égard des dérivés (10,0 milliards au 30 avril 2021).
- (3) Les titres comprennent des titres détenus à des fins de transaction de 11,4 milliards de dollars (11,1 milliards au 30 avril 2021), des dépôts de 39,3 milliards (34,6 milliards au 30 avril 2021) et des titres de placement de 13,3 milliards (13,5 milliards au 30 avril 2021).
- (4) Exclut un risque de 1,8 milliard de dollars (2,2 milliards au 30 avril 2021) lié aux organismes supranationaux, surtout au Luxembourg.
- (5) Reflète une tranche de 1,0 milliard de dollars au titre de l'atténuation des risques au moyen de swaps sur défaillance, qui sont généralement utilisés pour couvrir les risques liés à une seule entreprise et le risque de marché (1,5 milliard au 30 avril 2021).

**Rendement au chapitre de la qualité du crédit**

Les tableaux et analyses suivants, qui portent sur le rendement au chapitre de la qualité du crédit, fournissent de l'information sur les prêts, lesquels englobent les prêts, les acceptations et les engagements, ainsi que sur les autres actifs financiers.

**Dotation à la provision pour pertes de crédit**

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos			Pour les périodes de neuf mois closes	
	le 31 juillet 2021	le 30 avril 2021	le 31 juillet 2020	le 31 juillet 2021	le 31 juillet 2020
Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	(171)\$	39 \$	526 \$	36 \$	2 556 \$
Gestion de patrimoine	(21)	(2)	76	(51)	161
Marchés des Capitaux	(300)	(116)	80	(435)	1 110
Services de soutien généraux et autres	–	(4)	(4)	(4)	6
<b>Dotation à la provision pour pertes de crédit – prêts</b>	<b>(492)</b>	<b>(83)</b>	<b>678</b>	<b>(454)</b>	<b>3 833</b>
<b>Dotation à la provision pour pertes de crédit – autres actifs financiers</b>	<b>(48)</b>	<b>(13)</b>	<b>(3)</b>	<b>(72)</b>	<b>91</b>
<b>Total de la dotation à la provision pour pertes de crédit</b>	<b>(540)\$</b>	<b>(96)\$</b>	<b>675 \$</b>	<b>(526)\$</b>	<b>3 924 \$</b>
La dotation à la provision pour pertes de crédit comprend ce qui suit :					
Prêts de détail	(307)\$	(104)\$	252 \$	(474)\$	1 011 \$
Prêts de gros	(331)	(156)	28	(521)	1 473
<b>Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts productifs</b>	<b>(638)</b>	<b>(260)</b>	<b>280</b>	<b>(995)</b>	<b>2 484</b>
Prêts de détail	139	166	227	485	779
Prêts de gros	7	11	171	56	570
<b>Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux</b>	<b>146</b>	<b>177</b>	<b>398</b>	<b>541</b>	<b>1 349</b>
<b>Dotation à la provision pour pertes de crédit – prêts</b>	<b>(492)\$</b>	<b>(83)\$</b>	<b>678 \$</b>	<b>(454)\$</b>	<b>3 833 \$</b>
<b>Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations</b>	<b>(0,28)%</b>	<b>(0,05)%</b>	<b>0,40 %</b>	<b>(0,09)%</b>	<b>0,77 %</b>
<b>Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations</b>	<b>0,08 %</b>	<b>0,11 %</b>	<b>0,23 %</b>	<b>0,10 %</b>	<b>0,27 %</b>

**Information supplémentaire par secteur géographique (1)**

Canada					
Prêts hypothécaires résidentiels	5 \$	5 \$	6 \$	25 \$	25 \$
Prêts aux particuliers	50	69	84	204	351
Prêts sur cartes de crédit	77	79	106	223	382
Prêts aux petites entreprises	4	8	14	21	40
Prêts de détail	136	161	210	473	798
Prêts de gros	8	29	70	71	152
<b>Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux</b>	<b>144</b>	<b>190</b>	<b>280</b>	<b>544</b>	<b>950</b>
États-Unis					
Prêts de détail	2	2	3	3	3
Prêts de gros	(3)	7	92	(17)	325
<b>Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux</b>	<b>(1)</b>	<b>9</b>	<b>95</b>	<b>(14)</b>	<b>328</b>
Autres pays					
Prêts de détail	1	3	14	9	(22)
Prêts de gros	2	(25)	9	2	93
<b>Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux</b>	<b>3</b>	<b>(22)</b>	<b>23</b>	<b>11</b>	<b>71</b>
<b>Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux</b>	<b>146 \$</b>	<b>177 \$</b>	<b>398 \$</b>	<b>541 \$</b>	<b>1 349 \$</b>

(1) Les données d'ordre géographique s'appuient sur le lieu de résidence de l'emprunteur.



### Troisième trimestre de 2021 par rapport au troisième trimestre de 2020

Le total de la dotation à la provision pour pertes de crédit s'est chiffré à (540) millions de dollars. La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts a été de (492) millions de dollars, en baisse de 1 170 millions par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, en raison de la diminution des dotations dans les secteurs Services bancaires aux particuliers et aux entreprises, Marchés des Capitaux et Gestion de patrimoine. Le ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts s'est chiffré à (28) p.b., en baisse de 68 p.b.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts productifs s'est établie à (638) millions de dollars, contre 280 millions pour la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui tient principalement de la contrepassation de dotations dans les secteurs Services bancaires aux particuliers et aux entreprises, Marchés des Capitaux et Gestion de patrimoine pour le trimestre considéré attribuable surtout à l'amélioration de nos perspectives concernant la qualité du crédit et de nos perspectives macroéconomiques, les dotations pour l'exercice précédent ayant été constituées pour tenir compte de l'évolution des répercussions de la pandémie de COVID-19.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux s'est établie à 146 millions de dollars, soit un recul de 252 millions attribuable principalement à une réduction des dotations du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises. La diminution s'explique également par le contraste entre les dotations constituées dans les secteurs Marchés des Capitaux et Gestion de patrimoine à l'exercice précédent et les recouvrements du trimestre considéré.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises a diminué de 697 millions de dollars, reflétant principalement la contrepassation de dotations liées aux prêts productifs au cours du trimestre considéré, surtout dans nos portefeuilles de prêts de détail du secteur Services bancaires canadiens, par opposition aux dotations constituées au cours de la période correspondante de l'exercice précédent, tel qu'il est décrit plus haut. La diminution des dotations liées aux prêts douteux de nos portefeuilles de prêts de détail du secteur Services bancaires canadiens a également contribué à la baisse.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts du secteur Gestion de patrimoine a diminué de 97 millions de dollars dans le secteur Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National), ce qui reflète principalement la contrepassation de dotations liées aux prêts productifs au cours du trimestre considéré par rapport aux dotations constituées au cours de la période correspondante de l'exercice précédent, comme il est décrit plus haut. La diminution s'explique également par le contraste entre les dotations liées aux prêts douteux pour l'exercice précédent, essentiellement dans le secteur des produits industriels, et les recouvrements pour le trimestre considéré.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts du secteur Marchés des Capitaux a diminué de 380 millions de dollars, ce qui s'explique principalement par la contrepassation de dotations liées aux prêts productifs au cours du trimestre considéré, comme il est décrit plus haut. La diminution s'explique également par le contraste entre les recouvrements de prêts douteux dans le secteur de l'immobilier et autres au cours du trimestre considéré et les dotations constituées dans les secteurs du pétrole et du gaz et de l'immobilier et autres au cours de la période correspondante de l'exercice précédent.

### Troisième trimestre de 2021 par rapport au deuxième trimestre de 2021

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts s'est chiffrée à (492) millions de dollars, en baisse de 409 millions par rapport au trimestre précédent, ce qui a découlé essentiellement de la diminution des dotations des secteurs Services bancaires aux particuliers et aux entreprises et Marchés des Capitaux. Le ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts s'est chiffré à (28) p.b., en baisse de 23 p.b.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts productifs s'est établie à (638) millions de dollars, en baisse de 378 millions, en raison principalement de l'augmentation de la contrepassation de dotations dans les secteurs Marchés des Capitaux et Services bancaires aux particuliers et aux entreprises du fait surtout de l'amélioration continue de nos perspectives en matière de qualité du crédit et nos perspectives macroéconomiques.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux s'est chiffrée à 146 millions de dollars, en baisse de 31 millions, en raison principalement de la réduction des dotations dans le secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises, facteur contrebalancé en partie par une diminution des recouvrements dans le secteur Marchés des Capitaux par rapport au trimestre précédent.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises a diminué de 210 millions de dollars, en raison principalement de l'augmentation de la contrepassation de dotations liées aux prêts productifs dans nos portefeuilles de prêts de détail du secteur Services bancaires canadiens, comme il est décrit plus haut. La baisse s'explique également par la diminution des dotations liées aux prêts douteux pour les portefeuilles de prêts de détail de notre secteur Services bancaires canadiens.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts du secteur Marchés des Capitaux a diminué de 184 millions de dollars, ce qui s'explique principalement par l'augmentation de la contrepassation de dotations liées aux prêts productifs au cours du trimestre considéré, comme il est décrit plus haut, qui a été annulée en partie par la réduction des recouvrements de prêts douteux pour le trimestre considéré.

**Troisième trimestre de 2021 par rapport au troisième trimestre de 2020 (résultats de la période de neuf mois)**

Le total de la dotation à la provision pour pertes de crédit s'est établi à (526) millions de dollars. La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts s'est chiffrée à (454) millions de dollars, en baisse de 4 287 millions par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, en raison de la diminution des dotations dans les secteurs Services bancaires aux particuliers et aux entreprises, Marchés des Capitaux et Gestion de patrimoine. Le ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts s'est établi à (9) p.b., en baisse de 86 p.b.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts productifs s'est chiffrée à (995) millions de dollars, contre 2 484 millions pour la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui tient aux dotations élevées inscrites dans les secteurs Services bancaires aux particuliers et aux entreprises, Marchés des Capitaux et Gestion de patrimoine au cours de la période correspondante de l'exercice précédent en raison des effets de la pandémie de COVID-19 et aux contrepassations de la période considérée découlant des améliorations de nos perspectives en matière de qualité du crédit et nos perspectives macroéconomiques.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux s'est établie à 541 millions de dollars, en baisse de 808 millions, en raison principalement des dotations constituées dans les secteurs Marchés des Capitaux et Gestion de patrimoine pour la période correspondante de l'exercice précédent, qui contrastent avec les recouvrements de l'exercice considéré. La baisse s'explique également par la diminution des dotations dans le secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises a diminué de 2 520 millions de dollars, reflétant principalement le contraste entre les dotations liées aux prêts productifs de nos portefeuilles du secteur Services bancaires canadiens au cours de la période correspondante de l'exercice précédent et les contrepassations inscrites au cours de l'exercice considéré, comme il est décrit plus haut. Cette diminution est également attribuable aux dotations moins élevées liées aux prêts douteux dans nos portefeuilles de prêts de détail du secteur Services bancaires canadiens, facteur qui a été contrebalancé en partie par les dotations dans nos portefeuilles du secteur Services bancaires dans les Antilles au cours de l'exercice considéré, comparativement aux recouvrements inscrits pour la période correspondante de l'exercice précédent.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts du secteur Gestion de patrimoine a diminué de 212 millions de dollars, pour le secteur Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National), ce qui reflète principalement les dotations liées aux prêts productifs au cours de la période correspondante de l'exercice précédent par rapport aux contrepassations au cours de l'exercice considéré, comme il est décrit plus haut. Les dotations liées aux prêts douteux dans quelques secteurs, notamment ceux des produits industriels et des placements, au cours de la période correspondante de l'exercice précédent et les recouvrements dans certains secteurs, dont ceux de la consommation discrétionnaire et des biens de consommation de base, au cours de l'exercice considéré, ont aussi contribué à la baisse.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts du secteur Marchés des Capitaux a diminué de 1 545 millions de dollars, ce qui reflète principalement les dotations liées aux prêts productifs au cours de la période correspondante de l'exercice précédent par rapport aux contrepassations au cours de l'exercice considéré, comme il est décrit plus haut. La diminution s'explique également par le contraste entre les dotations liées aux prêts douteux au cours de la période correspondante de l'exercice précédent et les recouvrements dans certains secteurs, dont celui du pétrole et du gaz, au cours de l'exercice considéré.

**Montant brut des prêts douteux**

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Aux et pour les trimestres clos les		
	31 juillet 2021	30 avril 2021	31 juillet 2020
Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	1 635 \$	1 739 \$	1 746 \$
Gestion de patrimoine	320	338	487
Marchés des Capitaux	606	700	1 624
<b>Total du montant brut des prêts douteux</b>	<b>2 561 \$</b>	<b>2 777 \$</b>	<b>3 857 \$</b>
Canada (1)			
Prêts de détail	740 \$	822 \$	850 \$
Prêts de gros	566	613	754
Montant brut des prêts douteux	1 306	1 435	1 604
États-Unis (1)			
Prêts de détail	23	22	27
Prêts de gros	585	651	1 570
Montant brut des prêts douteux	608	673	1 597
Autres pays (1)			
Prêts de détail	226	226	206
Prêts de gros	421	443	450
Montant brut des prêts douteux	647	669	656
<b>Total du montant brut des prêts douteux</b>	<b>2 561 \$</b>	<b>2 777 \$</b>	<b>3 857 \$</b>
Prêts douteux, solde au début de la période	2 777 \$	2 872 \$	3 529 \$
Classés comme douteux au cours de la période (nouveaux prêts douteux) (2)	293	605	1 265
Remboursements nets (2)	(124)	(285)	(381)
Montants sortis du bilan	(268)	(301)	(465)
Autres (2), (3)	(117)	(114)	(91)
Prêts douteux, solde à la fin de la période	2 561 \$	2 777 \$	3 857 \$
<b>Montant brut des prêts douteux en pourcentage des prêts et acceptations</b>			
Total du montant brut des prêts douteux en pourcentage des prêts et acceptations	0,35 %	0,40 %	0,57 %
Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	0,31 %	0,34 %	0,36 %
Services bancaires canadiens	0,25 %	0,28 %	0,30 %
Services bancaires dans les Antilles	4,98 %	4,98 %	4,04 %
Gestion de patrimoine	0,37 %	0,40 %	0,60 %
Marchés des Capitaux	0,58 %	0,73 %	1,51 %

(1) Les données d'ordre géographique s'appuient sur le lieu de résidence de l'emprunteur.

(2) Certaines variations du montant brut des prêts douteux liées aux portefeuilles de prêts de détail et de prêts de gros du secteur Services bancaires canadiens sont généralement attribuées aux nouveaux prêts douteux, car les montants relatifs aux remboursements nets et à certaines autres variations ne peuvent pas être raisonnablement déterminés. Certaines variations du montant brut des prêts douteux liées aux portefeuilles de prêts de détail et de prêts de gros du secteur Services bancaires dans les Antilles sont généralement attribuées aux remboursements nets et aux nouveaux prêts douteux, car les montants relatifs aux remboursements nets et à certaines autres variations ne peuvent pas être raisonnablement déterminés.

(3) Tient compte des prêts de nouveau productifs pour la période, des recouvrements au titre des prêts et avances sortis du bilan précédemment, des prêts vendus et des écarts de change et autres variations.

**Troisième trimestre de 2021 par rapport au troisième trimestre de 2020**

Le total du montant brut des prêts douteux s'est chiffré à 2 561 millions de dollars, en baisse de 1 296 millions, ou 34 %, par rapport à il y a un an, et le ratio total du montant brut des prêts douteux de 35 p.b. a fléchi de 22 p.b., ce qui rend compte de la diminution des prêts douteux dans les secteurs Marchés des Capitaux, Gestion de patrimoine et Services bancaires aux particuliers et aux entreprises.

Le montant brut des prêts douteux du secteur des Services bancaires aux particuliers et aux entreprises a reculé de 111 millions de dollars, ou 6 %, en raison principalement de la diminution des prêts douteux dans la plupart de nos portefeuilles de prêts de détail du secteur Services bancaires canadiens. Le recul des prêts douteux dans nos portefeuilles de prêts aux entreprises du secteur Services bancaires canadiens explique également la baisse, mais a été en grande partie annulé par l'augmentation des prêts douteux dans notre portefeuille de prêts du secteur Services bancaires dans les Antilles.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Gestion de patrimoine a diminué de 167 millions de dollars, ou 34 %, en raison de la diminution des prêts douteux dans les secteurs Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National) et Gestion de patrimoine – International, principalement dans le secteur d'activité des placements.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Marchés des Capitaux a diminué de 1 018 millions de dollars, ou 63 %, en raison principalement de la diminution des prêts douteux dans certains secteurs d'activité, notamment ceux du pétrole et du gaz et de la consommation discrétionnaire.

**Troisième trimestre de 2021 par rapport au deuxième trimestre de 2021**

Le total du montant brut des prêts douteux a fléchi de 216 millions de dollars, ou 8 %, par rapport au trimestre précédent, et le ratio total du montant brut des prêts douteux de 35 p.b. a diminué de 5 p.b., ce qui rend compte essentiellement de la diminution des prêts douteux dans les secteurs Services bancaires aux particuliers et aux entreprises et Marchés des Capitaux.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises a reculé de 104 millions de dollars, ou 6 %, en raison principalement de la diminution des prêts douteux dans nos portefeuilles de prêts de détail et de prêts aux entreprises du secteur Services bancaires canadiens.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Marchés des Capitaux a reculé de 94 millions de dollars, ou 13 %, en raison principalement de la diminution des prêts douteux dans certains secteurs d'activité, dont celui de l'immobilier et autres, facteur contrebalancé en partie par l'augmentation des prêts douteux dans le secteur d'activité des autres services.

### Correction de valeur pour pertes de crédit

(en millions de dollars canadiens)	Aux		
	31 juillet 2021	30 avril 2021	31 juillet 2020
Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	3 859 \$	4 204 \$	4 321 \$
Gestion de patrimoine	343	353	365
Marchés des Capitaux	664	966	1 371
Services de soutien généraux et autres	1	2	8
<b>Correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts</b>	<b>4 867</b>	<b>5 525</b>	<b>6 065</b>
<b>Correction de valeur pour pertes de crédit liée aux autres actifs financiers</b>	<b>62</b>	<b>114</b>	<b>118</b>
<b>Total de la correction de valeur pour pertes de crédit</b>	<b>4 929 \$</b>	<b>5 639 \$</b>	<b>6 183 \$</b>
La correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts comprend ce qui suit :			
Prêts de détail	2 495 \$	2 798 \$	2 878 \$
Prêts de gros	1 590	1 908	2 154
<b>Correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts productifs</b>	<b>4 085 \$</b>	<b>4 706 \$</b>	<b>5 032 \$</b>
<b>Correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts douteux</b>	<b>782</b>	<b>819</b>	<b>1 033</b>

### Information supplémentaire par secteur géographique (1)

Canada			
Prêts de détail	163 \$	183 \$	190 \$
Prêts de gros	199	216	236
Correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts douteux	362	399	426
États-Unis			
Prêts de détail	1	1	2
Prêts de gros	143	150	325
Correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts douteux	144	151	327
Autres pays			
Prêts de détail	116	112	118
Prêts de gros	160	157	162
Correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts douteux	276	269	280
<b>Correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts douteux</b>	<b>782 \$</b>	<b>819 \$</b>	<b>1 033 \$</b>

(1) Les données d'ordre géographique s'appuient sur le lieu de résidence de l'emprunteur.

### Troisième trimestre de 2021 par rapport au troisième trimestre de 2020

Le total de la correction de valeur pour pertes de crédit s'est établi à 4 929 millions de dollars, en baisse de 1 254 millions, ou 20 %, par rapport à il y a un an, ce qui reflète essentiellement une diminution de 1 198 millions de la correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts.

La correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts productifs s'est établie à 4 085 millions de dollars, en baisse de 947 millions, ce qui rend compte de la diminution de la correction de valeur pour pertes de crédit des secteurs Marchés des Capitaux et Services bancaires aux particuliers et aux entreprises. Même si des incertitudes subsistent quant au temps nécessaire pour une reprise complète après la pandémie de COVID-19, la diminution s'explique par une amélioration soutenue de nos perspectives en matière de qualité du crédit et de nos perspectives macroéconomiques au cours du trimestre considéré.

La correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts douteux s'est établie à 782 millions de dollars, un recul de 251 millions, en raison de la baisse de la correction de valeur pour pertes de crédit des secteurs Marchés des Capitaux, Gestion de patrimoine et Services bancaires aux particuliers et aux entreprises.

### Troisième trimestre de 2021 par rapport au deuxième trimestre de 2021

Le total de la correction de valeur pour pertes de crédit s'est établi à 4 929 millions de dollars, en baisse de 710 millions, ou 13 %, par rapport au trimestre précédent, ce qui reflète principalement une diminution de la correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts de 658 millions.

La correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts productifs s'est établie à 4 085 millions de dollars, en baisse de 621 millions, ce qui rend essentiellement compte de la diminution de la correction de valeur pour pertes de crédit des secteurs Services bancaires aux particuliers et aux entreprises et Marchés des Capitaux. Même si des incertitudes subsistent quant au temps nécessaire pour une reprise complète après la pandémie de COVID-19, la diminution s'explique surtout par une amélioration soutenue de nos perspectives en matière de qualité du crédit et de nos perspectives macroéconomiques pour le trimestre considéré.

La correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts douteux s'est établie à 782 millions de dollars, en baisse de 37 millions, en raison principalement de la diminution de la correction de valeur pour pertes de crédit des secteurs Marchés des Capitaux et Services bancaires aux particuliers et aux entreprises.

Pour plus de détails, se reporter à la note 5 de nos états financiers résumés.

## Risque de marché

Le risque de marché s'entend de l'incidence des prix du marché sur notre situation financière, notamment les profits ou les pertes potentiels découlant des fluctuations de variables déterminées par le marché telles que les taux d'intérêt, les écarts de taux, le cours des actions, les prix des marchandises, les taux de change et les volatilités implicites. Il n'y a eu aucun changement significatif touchant notre cadre de gestion du risque de marché depuis celui décrit dans notre rapport annuel 2020. Nous continuons de gérer les contrôles et les procédures de gouvernance qui servent à nous assurer que les risques de marché auxquels nous sommes exposés cadrent avec les contraintes relatives à l'appétit pour le risque établies par le Conseil d'administration. Ces contrôles prévoient des plafonds relatifs aux mesures fondées sur des probabilités utilisées pour déterminer les pertes potentielles des positions liées aux activités de négociation, telles que la valeur à risque (VAR), la valeur à risque en période de tensions (VAR en période de tensions) et les exigences supplémentaires liées au risque.

Des contrôles du risque de marché sont aussi mis en place pour gérer le risque de taux d'intérêt dans le portefeuille bancaire (RTIPB) qui découle principalement de produits bancaires traditionnels dont l'origine est le client, comme les dépôts et les prêts, et tiennent compte également des couvertures connexes ainsi que du risque de taux d'intérêt lié aux titres détenus aux fins de la gestion des liquidités. Les facteurs engendrant le RTIPB incluent la non-concordance entre la date de modification des taux des actifs et celle des passifs, les modifications des taux des actifs en regard de ceux des passifs en réponse à des scénarios touchant les taux du marché, et les autres caractéristiques des produits qui pourraient influencer sur le calendrier prévu des flux de trésorerie, comme les options de remboursement anticipé de prêts ou de remboursement des dépôts à terme avant l'échéance contractuelle. Afin d'assurer la surveillance et le contrôle du RTIPB, nous évaluons deux principaux paramètres, soit le risque lié au revenu net d'intérêt et le risque lié à la valeur économique des capitaux propres, en fonction d'une variété de chocs sur les marchés, de scénarios et d'horizons temporels. Il n'y a eu aucun changement important à la méthodologie de mesure du RTIPB ni aux contrôles et limites relatifs à cette mesure, depuis ceux décrits dans notre rapport annuel 2020. Pour plus de détails sur notre approche de gestion du risque de marché, se reporter à la rubrique Risque de marché de notre rapport annuel 2020.

## Évaluations du risque de marché – Positions évaluées à la juste valeur par le biais du résultat net

### VAR et VAR en période de tensions

Les tableaux ci-après présentent les données ayant trait à la VAR liée à la gestion du risque de marché et la VAR en période de tensions liée à la gestion du risque de marché.

(en millions de dollars canadiens)	31 juillet 2021				30 avril 2021		31 juillet 2020	
	Pour le trimestre clos à cette date				Pour le trimestre clos à cette date		Pour le trimestre clos à cette date	
	Au	Moyenne	Haut	Bas	Au	Moyenne	Au	Moyenne
Titres de participation	20 \$	19 \$	33 \$	12 \$	20 \$	18 \$	28 \$	43 \$
Change	4	5	6	3	5	4	4	3
Marchandises	4	3	4	2	2	2	5	5
Taux d'intérêt (1)	39	49	64	35	48	44	44	95
Risque de crédit spécifique (2)	7	9	11	7	9	8	6	7
Effet de diversification (3)	(30)	(41)	n.s.	n.s.	(30)	(34)	(25)	(30)
<b>VAR liée à la gestion du risque de marché</b>	<b>44 \$</b>	<b>44 \$</b>	<b>62 \$</b>	<b>30 \$</b>	<b>54 \$</b>	<b>42 \$</b>	<b>62 \$</b>	<b>123 \$</b>
<b>VAR en période de tensions liée à la gestion du risque de marché</b>	<b>50 \$</b>	<b>50 \$</b>	<b>66 \$</b>	<b>32 \$</b>	<b>58 \$</b>	<b>53 \$</b>	<b>65 \$</b>	<b>130 \$</b>

(en millions de dollars canadiens)	31 juillet 2021				31 juillet 2020	
	Pour la période de neuf mois close à cette date				Pour la période de neuf mois close à cette date	
	Au	Moyenne	Haut	Bas	Au	Moyenne
Titres de participation	20 \$	18 \$	33 \$	12 \$	28 \$	34 \$
Change	4	4	6	2	4	3
Marchandises	4	3	4	2	5	3
Taux d'intérêt (1)	39	44	64	21	44	57
Risque de crédit spécifique (2)	7	8	11	6	6	6
Effet de diversification (3)	(30)	(35)	n.s.	n.s.	(25)	(23)
<b>VAR liée à la gestion du risque de marché</b>	<b>44 \$</b>	<b>42 \$</b>	<b>72 \$</b>	<b>23 \$</b>	<b>62 \$</b>	<b>80 \$</b>
<b>VAR en période de tensions liée à la gestion du risque de marché</b>	<b>50 \$</b>	<b>52 \$</b>	<b>101 \$</b>	<b>30 \$</b>	<b>65 \$</b>	<b>120 \$</b>

(1) Le risque lié à l'écart de taux général et le risque lié à l'écart de financement associé aux dérivés non garantis sont inclus dans la VAR liée aux taux d'intérêt.

(2) Le risque spécifique de crédit tient compte de la volatilité de l'écart de taux lié à chaque émetteur.

(3) La VAR liée à la gestion du risque de marché est inférieure à la somme des VAR individuelles par facteur de risque, en raison de la diversification du portefeuille.  
n.s. non significatif

### Troisième trimestre de 2021 par rapport au troisième trimestre de 2020

La moyenne de la VAR liée à la gestion du risque de marché s'est établie à 44 millions de dollars, en baisse de 79 millions, et la moyenne de la VAR en période de tensions s'est établie à 50 millions, en baisse de 80 millions par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Au troisième trimestre de 2020, la volatilité des marchés et les écarts de taux s'étaient en général améliorés en regard du trimestre précédent, période où les marchés avaient connu de fortes turbulences, mais étaient quand même plus élevés que ceux observés au trimestre considéré. Cette situation avait eu une incidence tant sur les engagements de souscription de prêts que sur les portefeuilles de titres à revenu fixe et de titres de participation un an plus tôt. Depuis le troisième trimestre de 2020, les niveaux de la VAR sont demeurés relativement stables et reflètent la plus grande diversification de nos activités de négociation.

### Troisième trimestre de 2021 par rapport au deuxième trimestre de 2021

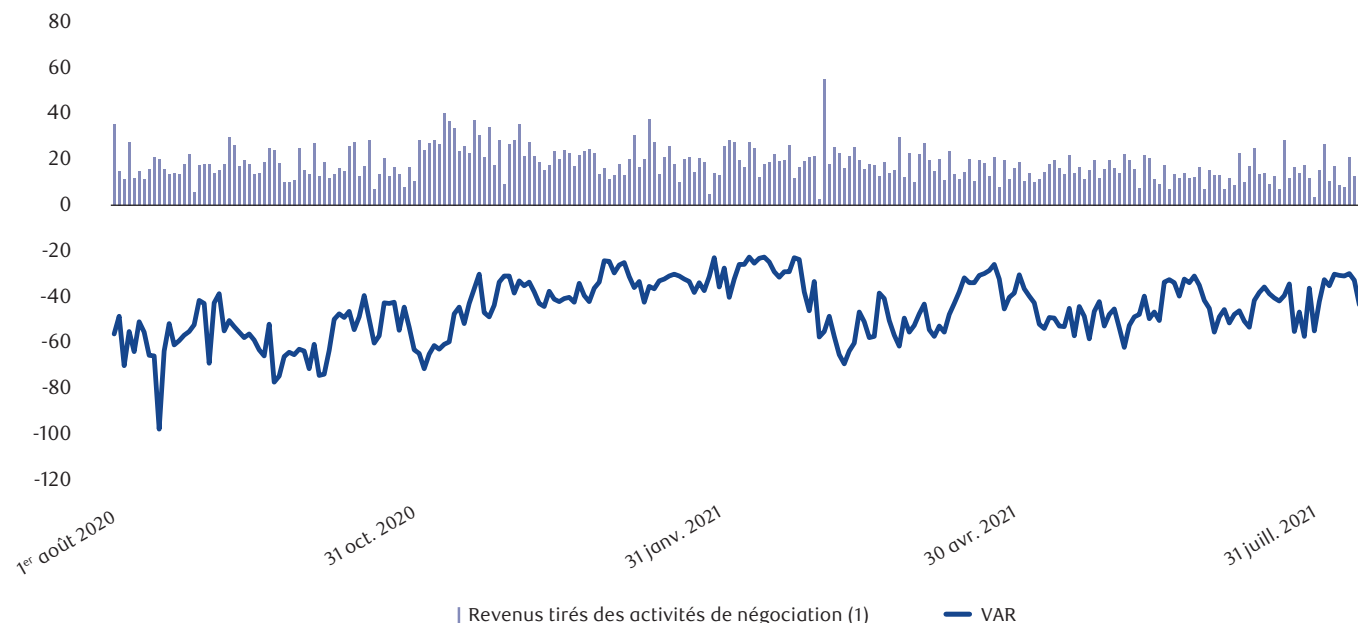
La moyenne de la VAR liée à la gestion du risque de marché s'est établie à 44 millions de dollars et la moyenne de la VAR en période de tensions s'est établie à 50 millions, la situation étant demeurée stable dans les deux cas.

### Troisième trimestre de 2021 par rapport au troisième trimestre de 2020 (résultats de la période de neuf mois)

La moyenne de la VAR liée à la gestion de risque de marché s'est établie à 42 millions de dollars, en baisse de 38 millions, et la moyenne de la VAR en période de tensions s'est établie à 52 millions, en baisse de 68 millions par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui, dans les deux cas, vient principalement des facteurs indiqués ci-dessus.

Le graphique ci-après illustre nos profits et pertes de négociation quotidiens (graphique à barres), ainsi que notre VAR quotidienne liée à la gestion du risque de marché (graphique linéaire). Pour les trimestres clos le 31 juillet 2021 et le 30 avril 2021, nous n'avons subi aucune perte de négociation nette.

#### Revenus tirés des activités de négociation (1) et VAR (en millions de dollars canadiens)



| Revenus tirés des activités de négociation (1) — VAR

(1) Tient compte des engagements de souscription de prêts.

#### Évaluations du risque de marché – Actifs et passifs de RBC Assurances®

Nous offrons une vaste gamme de produits d'assurance à nos clients et détenons des placements afin de pouvoir respecter nos obligations futures au titre des polices d'assurance. Les placements à l'appui des provisions techniques sont principalement des actifs à revenu fixe désignés comme étant évalués à la juste valeur par le biais du résultat net. Par conséquent, les variations de la juste valeur de ces actifs sont comptabilisées dans l'état consolidé du résultat net et sont en grande partie neutralisées par les variations de la juste valeur des provisions techniques, dont l'incidence est reflétée dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance. Au 31 juillet 2021, nous détenons des actifs à l'appui de passifs d'assurance de 12,4 milliards de dollars (12,1 milliards au 30 avril 2021).

#### Évaluations du risque de marché – Sensibilités au RTIPB

Le tableau suivant présente l'incidence potentielle avant impôt d'une augmentation ou d'une diminution immédiate et soutenue de 100 p.b. des taux d'intérêt sur le revenu net d'intérêt et sur la valeur économique des capitaux propres prévus sur une période de 12 mois, en présumant qu'aucune opération de couverture supplémentaire n'est effectuée. Dans le cas de scénarios de baisse des taux, des taux planchers sont appliqués, ce qui évite que l'évaluation de la valeur économique des capitaux propres et les niveaux des taux des simulations du revenu net d'intérêt ne tombent sous un seuil moyen minimal de moins de 25 p.b. pour toutes les principales monnaies. Les mesures du risque de taux d'intérêt sont fondées sur les risques de taux d'intérêt à un moment donné, lesquels peuvent changer avec le temps en réaction aux activités commerciales et aux mesures prises par la direction.

(en millions de dollars canadiens)	31 juillet 2021						30 avril 2021		31 juillet 2020	
	Risque lié à la valeur économique des capitaux propres			Risque lié au revenu net d'intérêt (1)			Risque lié à la valeur économique des capitaux propres	Risque lié au revenu net d'intérêt (1)	Risque lié à la valeur économique des capitaux propres	Risque lié au revenu net d'intérêt (1)
	Incidence – dollar canadien	Incidence – dollar américain	Total	Incidence – dollar canadien	Incidence – dollar américain	Total				
<b>Incidence avant impôt d'une :</b>										
augmentation des taux de 100 p.b. (2)	(1 656)\$	(279)\$	(1 935)\$	635 \$	367 \$	1 002 \$	(2 064)\$	858 \$	(1 763)\$	782 \$
diminution des taux de 100 p.b. (2)	1 467	67	1 534	(616)	(236)	(852)	1 771	(858)	1 380	(570)

(1) Représente le risque lié au revenu net d'intérêt sur 12 mois découlant d'une variation instantanée et soutenue des taux d'intérêt.

(2) Depuis le quatrième trimestre de 2020, les scénarios d'augmentation et de diminution de 100 p.b. des taux sur l'évaluation du risque de taux d'intérêt dans le portefeuille bancaire ont été révisés sur une base prospective, conformément à la ligne directrice B-12 Gestion du risque de taux d'intérêt du BSIF. En conséquence, ils intègrent le risque lié à la valeur économique des capitaux propres et le risque lié au revenu net d'intérêt découlant des activités du portefeuille bancaire du secteur Marchés des Capitaux et de la portion des services de trésorerie du secteur Services aux investisseurs et de trésorerie depuis le quatrième trimestre de 2020.

Au 31 juillet 2021, un choc immédiat et soutenu constituant une diminution de 100 p.b. aurait eu une incidence négative de 852 millions de dollars sur notre revenu net d'intérêt, en baisse par rapport à 858 millions au trimestre précédent, et un choc immédiat et soutenu constituant une augmentation de 100 p.b. aurait eu une incidence positive de 1 002 millions de dollars sur notre revenu net d'intérêt, en hausse par rapport à 858 millions au trimestre précédent. Un choc immédiat et soutenu constituant une augmentation de 100 p.b. au 31 juillet 2021 aurait eu une incidence négative de 1 935 millions de dollars sur la valeur économique des capitaux propres de la banque, en baisse par rapport à 2 064 millions au trimestre précédent. D'un trimestre à l'autre, la variation de la sensibilité du revenu net d'intérêt est attribuable en grande partie au fait que la croissance des dépôts, survenue principalement au Canada, a influé essentiellement sur l'incidence du choc constituant une augmentation de 100 p.b., alors que celle du choc constituant une diminution de 100 p.b. n'a que peu varié, ce qui rend compte des faibles taux d'intérêt en vigueur. La sensibilité de la valeur économique des capitaux propres d'un trimestre à l'autre a diminué en raison du recul du montant net des actifs assortis de taux fixes. Pendant le troisième trimestre de 2021, le risque lié au revenu net d'intérêt et celui lié à la valeur économique des capitaux propres sont demeurés dans les limites approuvées.

### **Évaluations du risque de marché concernant les autres portefeuilles d'activités autres que de négociation significatifs**

#### ***Titres de placement comptabilisés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global***

Les titres de placement comptabilisés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global que nous détenons s'établissaient à 71,5 milliards de dollars au 31 juillet 2021, comparativement à 63,1 milliards à la clôture du trimestre précédent. Nous détenons des titres d'emprunt comptabilisés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global principalement à des fins de placement, ainsi que de gestion du risque de liquidité et de couverture du risque de taux d'intérêt liés à nos activités bancaires autres que de négociation dans notre bilan. Au 31 juillet 2021, notre portefeuille de titres de placement comptabilisés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global était sensible aux fluctuations des taux d'intérêt, les autres éléments du résultat global pourraient ainsi subir l'incidence d'une variation de valeur avant impôt de 7 millions de dollars, ce qui correspondait à la variation de la valeur des titres découlant d'une augmentation parallèle d'un (1) point de base des rendements. Le portefeuille nous exposait également au risque lié à l'écart de taux, lequel représentait une variation de valeur avant impôt de 18 millions de dollars, ce qui correspondait à la variation de la valeur découlant de l'élargissement d'un (1) point de base des écarts de taux. La valeur des titres de placement comptabilisés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global pris en compte dans l'évaluation du RTIPB au 31 juillet 2021 s'établissait à 68,8 milliards de dollars. Nos titres de placement comptabilisés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global comprenaient également des positions en capitaux propres de 0,5 milliard de dollars au 31 juillet 2021, soit le même montant qu'au trimestre précédent.

#### ***Risque de change lié aux activités autres que de négociation***

Le risque de change correspond à l'incidence défavorable possible des fluctuations des taux de change sur le bénéfice et la valeur économique. Nos revenus, nos charges et notre bénéfice libellés en devises autres que le dollar canadien sont assujettis aux fluctuations de la moyenne du dollar canadien par rapport à la moyenne de chacune de ces devises. Notre exposition la plus importante concerne le dollar américain, en raison des activités que nous exerçons aux États-Unis et de nos autres opérations conclues en dollars américains. Nous sommes également considérablement exposés à la livre sterling et à l'euro, du fait de nos activités dans ces monnaies à l'échelle mondiale. L'appréciation ou la dépréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain, à la livre sterling ou à l'euro pourrait accroître ou contracter, selon le cas, la valeur convertie de nos revenus, charges et bénéfices libellés en devises et avoir une incidence importante sur nos résultats d'exploitation. Nous sommes aussi exposés au risque de change découlant de nos placements dans des établissements étrangers. Dans le cas des placements en titres de participation qui ne font pas l'objet d'une opération de couverture, lorsque le dollar canadien s'apprécie par rapport à d'autres monnaies, les pertes de change latentes sur les placements étrangers nets donnent lieu à une diminution de nos capitaux propres, par l'entremise des autres composantes des capitaux propres, et à une réduction de la valeur convertie de l'actif pondéré en fonction des risques relativement aux actifs libellés en devises. La situation inverse se produit lorsque le dollar canadien se déprécie par rapport à d'autres devises. Nous tenons donc compte de ces répercussions lorsque nous déterminons le niveau approprié de nos placements dans des établissements étrangers qui doivent faire l'objet d'une opération de couverture.

#### ***Dérivés liés aux activités autres que de négociation***

Nous avons aussi recours à des dérivés pour couvrir les risques de marché non liés à nos activités de négociation. Le cas échéant, nous choisissons d'appliquer à leur égard la comptabilité de couverture. Ces dérivés sont pris en compte dans notre évaluation du RTIPB et dans d'autres évaluations du risque de marché concernant les activités internes autres que de négociation. Nous avons recours à des swaps de taux d'intérêt pour gérer notre RTIPB ainsi que pour les activités de financement et d'investissement. Nous avons aussi recours à des swaps de taux d'intérêt pour couvrir la variation de la juste valeur de certains instruments à taux fixe. Nous utilisons également des dérivés de change pour gérer le risque relativement aux placements en titres de capitaux propres dans des filiales qui sont libellés en devises, particulièrement ceux qui sont libellés en dollars américains, en livres sterling et en euros.

Pour plus de détails sur l'application de la comptabilité de couverture et l'utilisation de dérivés aux fins des activités de couverture, se reporter aux notes 2 et 8 de nos états financiers consolidés annuels de 2020.



## Lien entre le risque de marché et les principales données figurant au bilan

Les tableaux ci-après illustrent le lien entre les principales données figurant au bilan et les positions incluses dans les informations fournies à l'égard du risque de marché lié aux activités de négociation et du risque de marché lié aux activités autres que de négociation, ce qui illustre la façon dont nous gérons le risque de marché lié à nos actifs et passifs à l'aide de différentes évaluations du risque.

	Au 31 juillet 2021			
	Montant figurant au bilan	Évaluation du risque de marché		Risque principal lié aux activités autres que de négociation
		Risque lié aux activités de négociation (1)	Risque lié aux activités autres que de négociation (2)	
(en millions de dollars canadiens)				
<b>Actifs exposés au risque de marché</b>				
Trésorerie et montants à recevoir de banques	115 407 \$	– \$	115 407 \$	Taux d'intérêt
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	80 389	53 500	26 889	Taux d'intérêt
Titres				
Titres détenus à des fins de transaction	133 894	122 183	11 711	Taux d'intérêt, écart de taux
Titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable	138 056	–	138 056	Taux d'intérêt, écart de taux, cours des actions
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	319 896	278 378	41 518	Taux d'intérêt
Prêts				
Prêts de détail	491 890	8 983	482 907	Taux d'intérêt
Prêts de gros	210 739	9 089	201 650	Taux d'intérêt
Correction de valeur pour pertes sur prêts	(4 588)	–	(4 588)	Taux d'intérêt
Actif net des fonds distincts	2 526	–	2 526	Taux d'intérêt
Autres				
Dérivés	102 033	98 732	3 301	Taux d'intérêt, écart de change
Autres actifs	91 476	8 866	82 610	Taux d'intérêt
<b>Actifs non exposés au risque de marché (3)</b>	<b>11 822</b>			
<b>Total de l'actif</b>	<b>1 693 540 \$</b>	<b>579 731 \$</b>	<b>1 101 987 \$</b>	
<b>Passifs exposés au risque de marché</b>				
Dépôts	1 084 878 \$	127 182 \$	957 696 \$	Taux d'intérêt
Passif des fonds distincts	2 526	–	2 526	Taux d'intérêt
Autres				
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	34 760	34 760	–	
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	271 165	248 196	22 969	Taux d'intérêt
Dérivés	97 150	95 404	1 746	Taux d'intérêt, écart de change
Autres passifs	81 802	8 536	73 266	Taux d'intérêt
Débitures subordonnées	9 050	–	9 050	Taux d'intérêt
<b>Passifs non exposés au risque de marché (4)</b>	<b>15 899</b>			
<b>Total du passif</b>	<b>1 597 230 \$</b>	<b>514 078 \$</b>	<b>1 067 253 \$</b>	
<b>Total des capitaux propres</b>	<b>96 310</b>			
<b>Total du passif et des capitaux propres</b>	<b>1 693 540 \$</b>			

- (1) Le risque lié aux activités de négociation comprend les positions qui sont classées ou désignées à la juste valeur par le biais du résultat net et les positions pour lesquelles les profits et pertes de réévaluation sont comptabilisés dans les revenus. Les évaluations du risque de marché liées à la VAR et à la VAR en période de tensions et les simulations de crise servent de contrôles des risques pour le risque lié aux activités de négociation.
- (2) Le risque lié aux activités autres que de négociation comprend les positions utilisées aux fins de la gestion du RTIPB et d'autres portefeuilles d'activités autres que de négociation. Les autres portefeuilles d'activités autres que de négociation significatifs comprennent les positions liées à RBC Assurances® et les titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable, non pris en compte dans le RTIPB.
- (3) Les actifs non exposés au risque de marché comprennent des immobilisations corporelles et d'autres actifs.
- (4) Les passifs non exposés au risque de marché comprennent des passifs liés à la paie et d'autres passifs.

(en millions de dollars canadiens)	Au 30 avril 2021			
	Montant figurant au bilan	Évaluation du risque de marché		Risque principal lié aux activités autres que de négociation
		Risque lié aux activités de négociation (1)	Risque lié aux activités autres que de négociation (2)	
<b>Actifs exposés au risque de marché</b>				
Trésorerie et montants à recevoir de banques	114 307 \$	– \$	114 307 \$	Taux d'intérêt
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	63 438	41 380	22 058	Taux d'intérêt
Titres				
Titres détenus à des fins de transaction	125 733	114 777	10 956	Taux d'intérêt, écart de taux
Titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable	129 419	–	129 419	Taux d'intérêt, écart de taux, cours des actions
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	308 031	265 880	42 151	Taux d'intérêt
Prêts				
Prêts de détail	476 230	8 147	468 083	Taux d'intérêt
Prêts de gros	202 427	7 107	195 320	Taux d'intérêt
Correction de valeur pour pertes sur prêts	(5 146)	–	(5 146)	Taux d'intérêt
Actif net des fonds distincts	2 338	–	2 338	Taux d'intérêt
Autres				
Dérivés	97 236	93 285	3 951	Taux d'intérêt, écart de change
Autres actifs	90 223	8 513	81 710	Taux d'intérêt
<b>Actifs non exposés au risque de marché (3)</b>	11 080			
<b>Total de l'actif</b>	<b>1 615 316 \$</b>	<b>539 089 \$</b>	<b>1 065 147 \$</b>	
<b>Passifs exposés au risque de marché</b>				
Dépôts	1 033 323 \$	125 786 \$	907 537 \$	Taux d'intérêt
Passif des fonds distincts	2 338	–	2 338	Taux d'intérêt
Autres				
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	31 817	31 817	–	
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	257 049	235 509	21 540	Taux d'intérêt
Dérivés	92 402	90 309	2 093	Taux d'intérêt, écart de change
Autres passifs	81 235	8 234	73 001	Taux d'intérêt
Débitures subordonnées	9 014	–	9 014	Taux d'intérêt
<b>Passifs non exposés au risque de marché (4)</b>	15 316			
<b>Total du passif</b>	<b>1 522 494 \$</b>	<b>491 655 \$</b>	<b>1 015 523 \$</b>	
<b>Total des capitaux propres</b>	92 822			
<b>Total du passif et des capitaux propres</b>	<b>1 615 316 \$</b>			

- (1) Le risque lié aux activités de négociation comprend les positions qui sont classées ou désignées à la juste valeur par le biais du résultat net et les positions pour lesquelles les profits et pertes de réévaluation sont comptabilisés dans les revenus. Les évaluations du risque de marché liées à la VAR et à la VAR en période de tensions et les simulations de crise servent de contrôles des risques pour le risque lié aux activités de négociation.
- (2) Le risque lié aux activités autres que de négociation comprend les positions utilisées aux fins de la gestion du RTIPB et d'autres portefeuilles d'activités autres que de négociation. Les autres portefeuilles d'activités autres que de négociation significatifs comprennent les positions liées à RBC Assurances® et les titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable, non pris en compte dans le RTIPB.
- (3) Les actifs non exposés au risque de marché comprennent des immobilisations corporelles et d'autres actifs.
- (4) Les passifs non exposés au risque de marché comprennent des passifs liés à la paie et d'autres passifs.

## Risque de liquidité et de financement

Le risque de liquidité et de financement (risque de liquidité) est le risque que nous ne soyons pas en mesure de générer en temps opportun et de façon rentable la trésorerie et les équivalents de trésorerie nécessaires pour satisfaire à nos engagements. Le risque de liquidité résulte de la non-concordance de l'échéancier et de la valeur des flux de trésorerie, en ce qui concerne tant les éléments figurant au bilan que ceux hors bilan.

Notre cadre de gestion du risque de liquidité est structuré de manière à nous procurer les liquidités suffisantes pour satisfaire aux engagements courants et éventuels en temps normal et en période de crise. Il n'y a eu aucun changement significatif touchant notre cadre de gestion du risque de liquidité décrit dans notre rapport annuel 2020.

Nous maintenons toujours une position de liquidité et de financement qui est appropriée aux fins de l'exécution de notre stratégie. Le risque de liquidité auquel nous sommes exposés demeure largement dans les limites de notre appétit pour le risque.

À compter du deuxième trimestre de 2020, le BSIF a annoncé un ensemble de mesures réglementaires et fourni des indications supplémentaires afin de permettre aux banques de se concentrer sur leurs efforts de résilience et améliorer la stabilité du système financier. Ces mesures comprennent des modifications temporaires de limites, y compris la limite régissant les obligations sécurisées. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la section Risque de liquidité et de financement du rapport annuel 2020. Le 6 avril 2021, le BSIF a annoncé que l'augmentation temporaire de la limite régissant les obligations sécurisées prenait fin immédiatement.

## Réserve de liquidités

Notre réserve de liquidités est constituée d'actifs liquides non grevés disponibles. Notre capacité inutilisée en matière de financement de gros, laquelle est évaluée régulièrement, pourrait constituer une autre source de liquidités pour atténuer des périodes de tensions, mais nous ne la prenons pas en considération pour le calcul de la réserve de liquidités. De même, sont également exclus du calcul de la réserve de liquidités les facilités de crédit non engagées et inutilisées consenties par des banques centrales auxquelles nous pouvons accéder sous réserve de certaines conditions préalables établies par les diverses banques centrales (p. ex., la Banque du Canada, la Réserve fédérale, la Banque d'Angleterre et la Banque de France), ainsi que les montants admissibles à titre de garanties auprès de la Federal Reserve Bank of New York (FRBNY) et d'une Federal Home Loan Bank (FHLB).

	Au 31 juillet 2021				
	Actifs liquides détenus par la banque	Titres reçus en garantie dans le cadre des transactions de financement de titres et des transactions sur dérivés	Total des actifs liquides	Actifs liquides grevés	Actifs liquides non grevés
(en millions de dollars canadiens)					
Trésorerie et montants à recevoir de banques	115 407 \$	– \$	115 407 \$	3 621 \$	111 786 \$
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	80 389	–	80 389	–	80 389
Titres émis ou garantis par des organismes souverains, des banques centrales ou des banques multilatérales de développement (1)	204 533	319 501	524 034	364 813	159 221
Autres titres	109 601	118 946	228 547	120 888	107 659
Autres actifs liquides (2)	28 078	–	28 078	26 134	1 944
<b>Total des actifs liquides</b>	<b>538 008 \$</b>	<b>438 447 \$</b>	<b>976 455 \$</b>	<b>515 456 \$</b>	<b>460 999 \$</b>

	Au 30 avril 2021				
	Actifs liquides détenus par la banque	Titres reçus en garantie dans le cadre des transactions de financement de titres et des transactions sur dérivés	Total des actifs liquides	Actifs liquides grevés	Actifs liquides non grevés
(en millions de dollars canadiens)					
Trésorerie et montants à recevoir de banques	114 307 \$	– \$	114 307 \$	3 369 \$	110 938 \$
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	63 438	–	63 438	–	63 438
Titres émis ou garantis par des organismes souverains, des banques centrales ou des banques multilatérales de développement (1)	200 981	305 131	506 112	346 565	159 547
Autres titres	98 467	122 165	220 632	124 822	95 810
Autres actifs liquides (2)	27 227	–	27 227	25 335	1 892
<b>Total des actifs liquides</b>	<b>504 420 \$</b>	<b>427 296 \$</b>	<b>931 716 \$</b>	<b>500 091 \$</b>	<b>431 625 \$</b>

	Aux	
	31 juillet 2021	30 avril 2021
(en millions de dollars canadiens)		
Banque Royale du Canada	236 148 \$	240 130 \$
Succursales à l'étranger	64 957	55 895
Filiales	159 894	135 600
<b>Total des actifs liquides non grevés</b>	<b>460 999 \$</b>	<b>431 625 \$</b>

(1) Inclut les titres liquides émis par des gouvernements provinciaux et des entités parrainées par le gouvernement américain et dont le gouvernement fédéral des États-Unis est le curateur (p. ex., la Federal National Mortgage Association et la Federal Home Loan Mortgage Corporation).

(2) Le montant des actifs liquides grevés représente les garanties en espèces et les dépôts de garantie obligatoires en espèces qui ont été fournis en lien avec des transactions visant des dérivés négociés hors cote et en Bourse.

D'ordinaire, la réserve de liquidités reflète surtout l'activité bancaire courante des clients, alors que les portefeuilles d'actifs liquides s'ajustent aux fluctuations des soldes de trésorerie, mais elle dépend aussi de l'activité des marchés financiers; en effet, les stratégies d'entreprises et les entrées-sorties de clients peuvent également modifier l'ajout ou la soustraction d'actifs liquides utilisés dans le calcul global de la réserve de liquidités. La réserve de liquidités est également tributaire de la Trésorerie générale puisque, dans le cadre des activités de gestion d'émission de titres d'emprunt, ce sont les réserves qui permettent d'absorber les écarts entre l'émission de titres d'emprunt et le déploiement d'activités.

## Troisième trimestre de 2021 par rapport au deuxième trimestre de 2021

Le total des actifs liquides a augmenté de 44,7 milliards de dollars, ou 5 %, et le total des actifs liquides non grevés a progressé de 29,4 milliards, ou 7 %, par rapport au trimestre précédent sous l'effet essentiellement de l'augmentation des dépôts auprès de banques centrales et des titres figurant au bilan, ce qui reflète la hausse des niveaux du financement de gros et des dépôts.

## Charges grevant les actifs

Le tableau ci-dessous présente un aperçu des montants figurant au bilan et des montants hors bilan au titre de la trésorerie, des titres et des autres actifs et indique ceux qui sont grevés ainsi que ceux qui sont disponibles à la vente ou qui peuvent être donnés à titre de garantie dans le cadre de transactions de financement garanti. Les autres actifs, tels que les prêts hypothécaires et les créances sur cartes de crédit, peuvent aussi être monétisés, mais cela nécessite un plus long délai d'exécution que pour les titres négociables. Au 31 juillet 2021, nos actifs non grevés et pouvant être donnés en garantie représentaient 27 % du total de l'actif (26 % au 30 avril 2021).

(en millions de dollars canadiens)	Aux									
	31 juillet 2021					30 avril 2021				
	Actifs grevés		Actifs non grevés			Actifs grevés		Actifs non grevés		
	Donnés en garantie	Autres (1)	Pouvant être donnés en garantie (2)	Autres (3)	Total	Donnés en garantie	Autres (1)	Pouvant être donnés en garantie (2)	Autres (3)	Total
Trésorerie et montants à recevoir de banques	- \$	3 621 \$	111 786 \$	- \$	115 407 \$	- \$	3 369 \$	110 938 \$	- \$	114 307 \$
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	-	-	80 389	-	80 389	-	-	63 438	-	63 438
Titres										
Titres détenus à des fins de transaction	53 451	-	85 346	3 803	142 600	50 179	-	80 271	3 817	134 267
Titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable	12 096	-	125 907	53	138 056	12 075	-	117 291	53	129 419
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés (4)	435 819	17 953	28 265	6 338	488 375	420 370	17 663	29 668	5 899	473 600
Prêts										
Prêts de détail										
Titres hypothécaires	28 801	-	33 100	-	61 901	30 803	-	34 337	-	65 140
Prêts hypothécaires	42 176	-	29 232	237 401	308 809	44 423	-	26 936	221 504	292 863
Prêts autres qu'hypothécaires	2 652	-	8 172	110 356	121 180	3 165	-	9 139	105 923	118 227
Prêts de gros	-	-	-	210 739	210 739	-	-	-	202 427	202 427
Correction de valeur pour pertes sur prêts	-	-	-	(4 588)	(4 588)	-	-	-	(5 146)	(5 146)
Actif net des fonds distincts	-	-	-	2 526	2 526	-	-	-	2 338	2 338
Autres										
Dérivés	-	-	-	102 033	102 033	-	-	-	97 236	97 236
Autres (5)	26 134	-	1 944	75 220	103 298	25 335	-	1 892	74 076	101 303
<b>Total de l'actif</b>	<b>601 129 \$</b>	<b>21 574 \$</b>	<b>504 141 \$</b>	<b>743 881 \$</b>	<b>1 870 725 \$</b>	<b>586 350 \$</b>	<b>21 032 \$</b>	<b>473 910 \$</b>	<b>708 127 \$</b>	<b>1 789 419 \$</b>

- (1) Inclut les actifs qui ne peuvent pas être utilisés pour obtenir un financement garanti en raison de restrictions juridiques ou d'autre nature.
- (2) Représente les actifs qui peuvent être facilement donnés en garantie, dont les titres adossés à des créances hypothécaires dans le cadre de la *Loi nationale sur l'habitation*, nos prêts hypothécaires non grevés qui sont admissibles à titre de garantie auprès d'une FHLB, ainsi que les prêts qui sont admissibles à titre de garantie au titre de la facilité d'escompte dont nous disposons et que nous avons déposés en garantie auprès de la FRBNY.
- (3) Les autres actifs non grevés ne sont assujettis à aucune restriction en ce qui a trait à leur recours pour obtenir du financement ou à leur utilisation à titre de garantie, mais ils ne seront pas considérés comme facilement disponibles. De plus, ils comprennent des prêts qui pourraient être utilisés afin de garantir les avances consenties par les banques centrales, y compris ceux mis en gage à la Banque du Canada conformément aux nouveaux critères d'admissibilité annoncés au deuxième trimestre de 2020. Pour plus de détails sur les programmes de soutien aux liquidités et au financement annoncés au cours de l'exercice 2020, se reporter à la rubrique Faits nouveaux importants : la COVID-19 de notre rapport annuel 2020.
- (4) Inclut les actifs liquides détenus par la banque et les titres reçus en garantie dans le cadre de financement de titres hors bilan, de transactions sur dérivés et de prêts sur marges. Comprend des garanties de 18,0 milliards de dollars (17,7 milliards au 30 avril 2021) reçues dans le cadre d'opérations de revente qui ne peuvent pas être redonnées en garantie dans leur forme juridique actuelle.
- (5) Le montant des actifs donnés en garantie représente les garanties en espèces et les dépôts de garantie obligatoires qui ont été fournis en lien avec des transactions visant des dérivés négociés hors cote et en Bourse.

## Financement

### Stratégie de financement

Le financement de base, qui inclut le capital, les passifs liés au financement de gros à long terme et un portefeuille diversifié de dépôts de particuliers et, dans une moindre mesure, de dépôts d'entreprises et de dépôts institutionnels, constitue l'assise de notre position de liquidité structurelle.

### Profil des dépôts et du financement

Au 31 juillet 2021, les dépôts fondés sur les relations, qui constituent la principale source de financement des prêts de détail et des prêts hypothécaires, s'établissaient à 755,4 milliards de dollars, ou 54 % du total du financement (732,0 milliards, ou 55 %, au 30 avril 2021). La tranche restante est composée de financement de gros à court terme et à long terme.

Le financement des actifs très liquides se compose principalement d'un financement de gros à court terme qui reflète la période de monétisation de ces actifs. Le financement de gros à long terme sert principalement à financer les actifs de gros qui sont moins liquides et à soutenir des réserves d'actifs liquides.

La dette à long terme de premier rang émise par la banque depuis le 23 septembre 2018, inclusivement, ayant une échéance initiale supérieure à 400 jours et étant négociable, sous réserve de certaines exceptions, est assujettie au régime de recapitalisation interne des banques canadiennes. Aux termes de ce régime, si le surintendant des institutions financières détermine qu'une banque pourrait ne plus être viable, le gouverneur en conseil peut, sur recommandation du ministre des Finances, lorsque ce dernier juge qu'il en va de l'intérêt du public, ordonner que la Société d'assurance-dépôts du

Canada (SADC) convertisse une partie ou la totalité de certaines actions et de certains passifs de cette banque en actions ordinaires. Au 31 juillet 2021, la valeur nominale des titres d'emprunt à long terme émis et en cours qui étaient assujettis à la conversion en vertu du régime de recapitalisation interne s'élevait à 46,8 milliards de dollars (41,8 milliards au 30 avril 2021).

Pour plus de détails sur le financement de gros, se reporter au tableau de la composition du financement de gros ci-dessous.

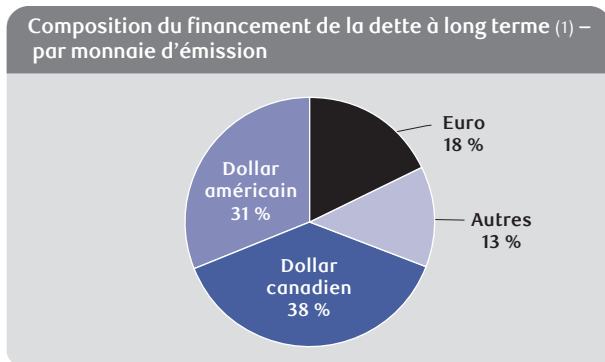
### Émission de titres d'emprunt à long terme

Nos activités de financement de gros sont bien diversifiées tant sur le plan géographique que sur le plan des secteurs d'investissement, des instruments, des devises, de la structure et des échéances. Nous maintenons notre présence dans différents marchés de financement, ce qui nous permet de surveiller continuellement les faits nouveaux et les tendances qui se manifestent, de manière à cibler les opportunités ou les risques et à prendre sans délai les mesures qui s'imposent. Nous avons recours à des programmes enregistrés d'émission de titres d'emprunt à long terme. Le tableau ci-après présente un sommaire de ces programmes et des plafonds autorisés, par secteur géographique.

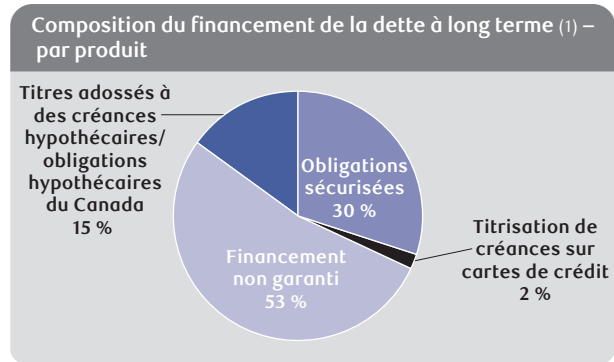
#### Programmes par secteur géographique

Canada	États-Unis	Europe/Asie
<ul style="list-style-type: none"> <li>Prospectus préalable de base au Canada – 25 milliards de dollars</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Prospectus préalable de base aux États-Unis – 40 milliards de dollars US</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Programme européen d'émission de titres d'emprunt – 40 milliards de dollars US</li> <li>Programme mondial d'obligations sécurisées – 60 milliards d'euros</li> <li>Programmes d'émission au Japon – 1 billion de yens</li> </ul>

Nous obtenons également du financement à long terme à l'aide de billets de premier rang canadiens, de titres adossés à des créances hypothécaires aux termes du Programme des titres hypothécaires en vertu de la *Loi nationale sur l'habitation* (Canada), d'obligations hypothécaires du Canada, de titres adossés à des créances sur cartes de crédit, d'obligations kangourou (émises sur le marché australien par des firmes étrangères) et de certificats de dépôt Yankee (émis sur le marché américain par des firmes étrangères). Nous évaluons continuellement les possibilités de percer de nouveaux marchés et des secteurs d'investissement inexploités, car la diversification nous donne une plus grande souplesse de financement de gros, elle réduit la concentration du financement et la dépendance envers ce dernier, et donne généralement lieu à des réductions des coûts de financement. Comme l'indiquent les graphiques ci-dessous, notre profil actuel de la dette à long terme est bien diversifié en ce qui concerne chaque monnaie et chaque produit. Le maintien de notations concurrentielles est aussi un élément essentiel du financement rentable.



(1) Selon une durée à l'échéance initiale supérieure à un an.



(1) Selon une durée à l'échéance initiale supérieure à un an.

Les tableaux ci-après montrent la composition de notre financement de gros selon la durée à courir jusqu'à l'échéance.

### Composition du financement de gros <sup>(1)</sup>

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 juillet 2021							Total
	Moins de 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 12 mois	Moins de 1 an Sous-total	De 1 à 2 ans	2 ans et plus	
Dépôts provenant de banques (2)	8 625 \$	– \$	– \$	– \$	8 625 \$	– \$	– \$	8 625 \$
Certificats de dépôt et papier commercial	5 142	15 963	23 226	22 873	67 204	225	–	67 429
Papier commercial adossé à des actifs (3)	3 082	2 899	4 094	2 906	12 981	–	–	12 981
Billets à moyen terme non garantis de premier rang (4)	950	2 440	978	9 057	13 425	9 842	38 882	62 149
Obligations structurées non garanties de premier rang (5)	62	246	940	1 286	2 534	2 072	6 754	11 360
Titrisation de prêts hypothécaires	–	435	355	1 789	2 579	2 699	11 250	16 528
Obligations sécurisées/titres adossés à des actifs (6)	–	3 043	867	3 884	7 794	7 279	21 260	36 333
Passif subordonné	–	998	–	190	1 188	165	7 547	8 900
Autres (7)	6 433	1 345	428	1 172	9 378	7 550	559	17 487
<b>Total</b>	<b>24 294 \$</b>	<b>27 369 \$</b>	<b>30 888 \$</b>	<b>43 157 \$</b>	<b>125 708 \$</b>	<b>29 832 \$</b>	<b>86 252 \$</b>	<b>241 792 \$</b>
Comprend :								
– Financement garanti	9 167 \$	6 618 \$	5 637 \$	8 579 \$	30 001 \$	9 978 \$	33 048 \$	73 027 \$
– Financement non garanti	15 127	20 751	25 251	34 578	95 707	19 854	53 204	168 765

(en millions de dollars canadiens)	Au 30 avril 2021							Total
	Moins de 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 12 mois	Moins de 1 an Sous-total	De 1 à 2 ans	2 ans et plus	
Dépôts provenant de banques (2)	5 820 \$	12 \$	– \$	– \$	5 832 \$	– \$	– \$	5 832 \$
Certificats de dépôt et papier commercial	4 397	11 634	21 417	24 782	62 230	31	–	62 261
Papier commercial adossé à des actifs (3)	2 578	3 107	4 459	2 568	12 712	–	–	12 712
Billets à moyen terme non garantis de premier rang (4)	198	3 575	3 356	9 851	16 980	7 070	36 259	60 309
Obligations structurées non garanties de premier rang (5)	162	338	289	1 461	2 250	1 678	7 423	11 351
Titrisation de prêts hypothécaires	–	1 728	437	1 662	3 827	2 568	11 532	17 927
Obligations sécurisées/titres adossés à des actifs (6)	553	1 274	2 997	1 341	6 165	8 453	20 954	35 572
Passif subordonné	–	–	999	–	999	242	7 642	8 883
Autres (7)	6 445	569	370	640	8 024	8 070	443	16 537
<b>Total</b>	<b>20 153 \$</b>	<b>22 237 \$</b>	<b>34 324 \$</b>	<b>42 305 \$</b>	<b>119 019 \$</b>	<b>28 112 \$</b>	<b>84 253 \$</b>	<b>231 384 \$</b>
Comprend :								
– Financement garanti	9 223 \$	6 376 \$	8 126 \$	5 571 \$	29 296 \$	11 021 \$	32 909 \$	73 226 \$
– Financement non garanti	10 930	15 861	26 198	36 734	89 723	17 091	51 344	158 158

(1) Ne tient pas compte des acceptations bancaires ni des conventions de rachat.

(2) Ne tient pas compte des dépôts liés aux services que nous fournissons aux banques (p. ex., services de garde, gestion de la trésorerie).

(3) Inclut seulement le passif consolidé, y compris notre programme de papier commercial garanti par des créances.

(4) Inclut les billets de dépôt.

(5) Inclut les billets pour lesquels le résultat est fonction des fluctuations du taux de change, des marchandises et des titres de participation.

(6) Inclut les prêts sur cartes de crédit et les prêts hypothécaires.

(7) Inclut les obligations encaissables par anticipation (garanties) de 7 185 millions de dollars (7 008 millions au 30 avril 2021), les billets de dépôt au porteur (non garantis) de 2 000 millions (1 259 millions au 30 avril 2021), d'autres dépôts structurés à long terme (non garantis) de 8 302 millions (8 264 millions au 30 avril 2021) et des avances de FHLB (garanties) de néant (6 millions au 30 avril 2021).

## Notations

Notre capacité à accéder aux marchés du financement non garanti et à mener, de façon rentable, certaines activités de titrisation dépend principalement du maintien de notations concurrentielles. Les notations et les perspectives fournies par les agences de notation reflètent le point de vue de ces dernières et leurs méthodes. Les notations font l'objet de modifications, en raison de facteurs comprenant, notamment, notre solidité financière, notre situation concurrentielle, nos liquidités ainsi que d'autres facteurs qui sont en partie indépendants de notre volonté.

Hormis ce qui est indiqué ci-après, il n'y a eu aucun changement touchant nos principales notations, tel qu'il est indiqué dans notre rapport annuel 2020.

### Notations (1)

	Au 24 août 2021			
	Dettes à court terme	Dettes à long terme de premier rang existante (2)	Dettes à long terme de premier rang (3)	Perspective
Moody's (4)	P-1	Aa2	A2	stable
Standard & Poor's (5)	A-1+	AA-	A	stable
Fitch Ratings (6)	F1+	AA	AA-	stable
DBRS (7)	R-1 (élevée)	AA (élevée)	AA	stable

- (1) Les notations ne constituent pas des recommandations visant l'achat, la vente ou la détention d'une obligation financière, car elles ne fournissent pas de commentaires sur le cours du marché ni sur la pertinence pour un investisseur en particulier. Les notations sont déterminées par les agences de notation en fonction des critères que celles-ci établissent à l'occasion et elles peuvent faire l'objet d'une révision ou d'un retrait par une agence de notation en tout temps.
- (2) Comprend la dette à long terme de premier rang émise avant le 23 septembre 2018 ainsi que celle émise à cette date ou par la suite, laquelle est ignorée aux fins du régime de recapitalisation interne.
- (3) Comprend la dette à long terme de premier rang émise le 23 septembre 2018 ou après cette date, laquelle peut être convertie aux termes du régime de recapitalisation interne.
- (4) Le 18 novembre 2020, Moody's a confirmé nos notations et une perspective stable.
- (5) Le 28 octobre 2020, Standard & Poor's a confirmé nos notations et une perspective stable.
- (6) Le 15 juillet 2021, Fitch Ratings a revu à la baisse la notation de notre dette à long terme de premier rang existante, la faisant passer de AA+ à AA, celle de notre dette à long terme de premier rang, de AA à AA- et a rehaussé nos perspectives de négatives à stables.
- (7) Le 14 mai 2021, DBRS a confirmé nos notations avec une perspective stable.

### Obligations contractuelles supplémentaires découlant de révisions à la baisse des notations

Nous sommes tenus de donner des biens en garantie à certaines contreparties dans l'éventualité où nos notations actuelles baisseraient. Le tableau ci-après présente les obligations additionnelles au titre des garanties susceptibles d'être requises à la date de clôture advenant une révision à la baisse d'un cran, de deux crans ou de trois crans de nos notations. Ces obligations additionnelles au titre des garanties constituent des exigences supplémentaires pour chaque révision à la baisse consécutive et elles ne représentent pas l'incidence cumulative de multiples révisions à la baisse. Les montants présentés varient périodiquement en raison de plusieurs facteurs, dont le transfert d'activités de négociation à des infrastructures du marché financier ayant fait l'objet d'une compensation centrale et à des Bourses, l'expiration de transactions mettant en jeu des événements susceptibles de déclencher des révisions à la baisse, l'application de limites internes aux nouveaux accords afin d'exclure les événements susceptibles de déclencher des révisions à la baisse, ainsi que les positions évaluées à la valeur de marché dans le cours normal des activités. Aucun titre d'emprunt de premier rang en circulation sur le marché ne comporte de modalités faisant en sorte qu'une révision des notations déclencherait un remboursement anticipé du capital.

	Aux					
	31 juillet 2021			30 avril 2021		
(en millions de dollars canadiens)	Révision à la baisse de 1 cran	Révision à la baisse de 2 crans	Révision à la baisse de 3 crans	Révision à la baisse de 1 cran	Révision à la baisse de 2 crans	Révision à la baisse de 3 crans
Exigences contractuelles liées au financement des dérivés ou aux marges	368 \$	92 \$	152 \$	404 \$	89 \$	124 \$
Autres exigences contractuelles liées au financement ou aux marges (1)	162	41	–	153	–	3

- (1) Inclut les certificats de placement garanti (CPG) émis dans le cadre de nos activités sur les marchés des obligations municipales à New York.

### Ratio de liquidité à court terme

Le ratio de liquidité à court terme est une mesure prévue par l'accord de Bâle III utilisée pour évaluer la suffisance des actifs liquides de haute qualité disponibles pour satisfaire aux besoins de liquidités sur une période de 30 jours advenant une grave crise de liquidité. Le ratio de liquidité à court terme minimal exigé par le CBCB et le BSIF est de 100 %.

Le BSIF exige que les banques canadiennes communiquent le ratio de liquidité à court terme selon le modèle de déclaration prévu par l'accord de Bâle, calculé à partir de la moyenne des positions quotidiennes liées au ratio de liquidité à court terme enregistrées au cours du trimestre.

## Modèle commun de déclaration du ratio de liquidité à court terme (1)

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos	
	le 31 juillet 2021	
	Valeur non pondérée totale (moyenne) (2)	Valeur pondérée totale (moyenne)
<b>Actifs liquides de haute qualité</b>		
Total des actifs liquides de haute qualité		341 167 \$
<b>Sorties de trésorerie</b>		
<b>Dépôts de détail et dépôts de petites entreprises, dont :</b>		
<i>Dépôts stables</i> (3)	355 512 \$	32 855 \$
<i>Dépôts moins stables</i>	125 276	3 758
<b>Financement de gros non garanti, dont :</b>		
<i>Dépôts opérationnels (toutes contreparties) et dépôts dans les réseaux de banques coopératives</i> (4)	230 236	29 097
<i>Dépôts non opérationnels</i>	419 878	192 352
<i>Dettes non garanties</i>	182 802	43 292
	208 707	120 691
	28 369	28 369
<b>Financement de gros garanti</b>		26 501
<b>Exigences supplémentaires, dont :</b>	263 062	62 148
<i>Sorties associées aux expositions sur dérivés et autres sûretés exigées</i>	41 010	16 509
<i>Sorties associées à une perte de financement sur produits de dette</i>	8 160	8 160
<i>Facilités de crédit et de liquidité</i>	213 892	37 479
<b>Autres obligations de financement contractuelles</b> (5)	24 246	24 246
<b>Autres obligations de financement conditionnelles</b> (6)	599 062	9 669
<b>Total des sorties de trésorerie</b>		347 771 \$
<b>Entrées de trésorerie</b>		
Prêts garantis (p. ex., conventions de revente)	258 284 \$	40 891 \$
Entrées liées aux expositions parfaitement productives	13 532	8 210
Autres entrées de trésorerie	26 732	26 732
<b>Total des entrées de trésorerie</b>		75 833 \$
		Total de la valeur ajustée
Total des actifs liquides de haute qualité		341 167 \$
Total des sorties de trésorerie nettes		271 938
<b>Ratio de liquidité à court terme</b>		125 %

le 30 avril 2021

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)

	Total de la valeur ajustée
Total des actifs liquides de haute qualité	364 160 \$
Total des sorties de trésorerie nettes	274 546
<b>Ratio de liquidité à court terme</b>	133 %

- (1) Le ratio de liquidité à court terme est calculé conformément à la ligne directrice sur les normes de liquidité du BSIF, laquelle reflète à son tour les normes de liquidité publiées par le CBCB, révisées pour tenir compte des lignes directrices publiées au deuxième trimestre de 2020. Le ratio de liquidité à court terme pour le trimestre clos le 31 juillet 2021 correspond à une moyenne de 63 positions quotidiennes.
- (2) À l'exception des autres obligations de financement conditionnelles, les entrées et sorties non pondérées représentent des éléments venant à échéance ou remboursables par anticipation dans 30 jours tout au plus. Les autres obligations de financement conditionnelles comprennent aussi les titres d'emprunt dont la durée restante jusqu'à l'échéance dépasse 30 jours.
- (3) Selon la définition du CBCB, les dépôts stables de détail et de petites entreprises constituent des dépôts qui sont assurés et qui sont soit détenus dans des comptes courants, soit ceux de clients avec lesquels la banque entretient des relations durables, ce qui rend les retraits improbables.
- (4) Les dépôts opérationnels de clients qui ne sont pas des dépôts de détail ou des dépôts de petites ou moyennes entreprises constituent des dépôts que les clients doivent laisser à la banque afin d'y accéder plus aisément et d'être en mesure d'utiliser les systèmes de paiement et de règlement, principalement pour la compensation, la garde et la gestion de trésorerie.
- (5) Les autres obligations de financement contractuelles comprennent principalement les sorties liées aux opérations sur valeur non réglées et les sorties liées aux engagements afférents à des titres vendus à découvert.
- (6) Les autres obligations de financement conditionnelles comprennent les sorties liées à d'autres facilités hors bilan dont le facteur de retrait du ratio de liquidité à court terme est faible (de 0 % à 5 %).

Nous gérons notre position liée au ratio de liquidité à court terme en fonction d'une fourchette cible qui reflète notre tolérance à l'égard du risque de liquidité et qui tient compte de la composition des activités et des actifs ainsi que des capacités en matière de financement. Cette fourchette est revue périodiquement à la lumière des modifications apportées aux exigences internes et des faits nouveaux externes.

Nous détenons des actifs liquides de haute qualité libellés dans les principales monnaies, dont l'étendue du marché et l'envergure sont fiables. Nos pratiques de gestion de la trésorerie permettent de nous assurer que les différents niveaux d'actifs liquides de haute qualité sont gérés activement, de manière à atteindre les objectifs cibles en matière de ratio de liquidité à court terme. Nos actifs de niveau 1, calculés en respectant la ligne directrice sur les normes de liquidité du BSIF et les exigences du CBCB concernant le ratio de liquidité à court terme, représentent 89 % du total des actifs liquides de haute qualité. Ces actifs comprennent la trésorerie, les placements auprès de banques centrales et les titres assortis de notations élevées émis ou garantis par des gouvernements, des banques centrales ou des entités supranationales.



Le ratio de liquidité à court terme tient compte des flux de trésorerie provenant des activités au bilan et hors bilan qui sont prévus ou qui pourraient être enregistrés dans un délai de 30 jours advenant une sévère crise de liquidité. Les sorties de trésorerie découlent de l'application de facteurs de retrait et de non-renouvellement aux dépôts à terme et à vue, et sont classées par type de client (prêts de gros, prêts de détail et petites et moyennes entreprises). Les sorties de trésorerie découlent aussi des activités commerciales qui donnent lieu à des exigences en matière de financement conditionnel et de garanties, comme le financement de rachat, les dérivés, la vente de titres à découvert et la prorogation des engagements de crédit et de liquidité consentis aux clients. Les entrées de trésorerie résultent principalement de l'arrivée à échéance de prêts garantis, de prêts interbancaires et de titres qui ne font pas partie des actifs liquides de haute qualité.

Le ratio de liquidité à court terme ne reflète pas la capacité de financement sur le marché qui, à notre avis, pourrait être disponible advenant une crise. Un taux de sortie de 100 % est appliqué à tous les titres d'emprunt de gros arrivant à échéance aux fins du calcul du ratio de liquidité à court terme.

### Troisième trimestre de 2021 par rapport au deuxième trimestre de 2021

La moyenne du ratio de liquidité à court terme du trimestre clos le 31 juillet 2021 s'est établie à 125 %, ce qui représente un excédent d'environ 69,2 milliards de dollars, comparativement au taux de 133 % et à un excédent d'environ 89,6 milliards au trimestre précédent. La moyenne du ratio de liquidité à court terme a diminué par rapport au trimestre précédent en raison principalement de l'accroissement des prêts de détail et de ceux de gros, ce qui a été atténué par la croissance soutenue des dépôts des clients. Nous nous attendons à ce que les politiques et les mesures adoptées par les banques centrales continuent d'influer sur les niveaux de liquidité, et nous continuerons de gérer notre ratio de liquidité à court terme en fonction de l'évolution de ces politiques et d'autres pans du secteur.

### Ratio de liquidité à long terme

Le ratio de liquidité à long terme est une mesure prévue par l'accord de Bâle III utilisée pour évaluer la suffisance des liquidités à long terme disponibles par rapport au montant des liquidités à long terme requises. Le ratio de liquidité à long terme minimal exigé par le CBCB et le BSIF est de 100 %.

Le montant du financement stable disponible désigne la part des fonds propres et des passifs censée être fiable à l'horizon temporel pris en compte aux fins du ratio de liquidité à long terme, à savoir un an. Le montant du financement stable requis est fonction des caractéristiques de liquidité et de la durée résiduelle des actifs détenus par la banque et de celles de ses positions hors bilan.

À compter du premier trimestre de 2021, le BSIF exige que les banques canadiennes d'importance systémique intérieure communiquent leur ratio de liquidité à long terme selon le modèle de déclaration prévu par l'accord de Bâle. Les montants indiqués dans le présent modèle de déclaration sont déterminés conformément à la ligne directrice sur les normes de liquidité du BSIF et ne sont pas nécessairement conformes aux exigences de classement des IFRS.

## Modèle de déclaration courant du ratio de liquidité à long terme (1)

	Au 31 juillet 2021				
	Valeur non pondérée par échéance résiduelle (2)				
	Sans échéance	Moins de 6 mois	De 6 mois à moins de 1 an	1 an et plus	Valeur pondérée
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)					
<b>Élément de financement stable disponible</b>					
Fonds propres :	96 209 \$	– \$	– \$	9 518 \$	105 727 \$
Fonds propres réglementaires	96 209	–	–	9 518	105 727
Autres instruments de fonds propres	–	–	–	–	–
Dépôts de détail et dépôts de petites entreprises :	332 888	51 835	22 617	21 536	396 296
Dépôts stables (3)	112 583	25 055	13 225	8 619	151 939
Dépôts moins stables	220 305	26 780	9 392	12 917	244 357
Financement de gros :	317 382	394 399	52 791	91 392	291 114
Dépôts opérationnels (4)	197 542	–	–	–	98 771
Autres financements de gros	119 840	394 399	52 791	91 392	192 343
Passifs et leurs actifs interdépendants correspondants (5)	–	1 562	3 559	25 648	–
Autres passifs :	38 048	–	180 085	–	12 667
Passifs dérivés du ratio de liquidité à long terme	–	–	13 809	–	–
Tous autres passifs et fonds propres non couverts par les catégories ci-dessus	38 048	153 233	751	12 292	12 667
<b>Total du financement stable disponible</b>					<b>805 804 \$</b>
<b>Élément de financement stable exigé</b>					
Total des actifs liquides de haute qualité du ratio de liquidité à long terme					38 284 \$
Dépôts détenus auprès d'autres institutions financières à des fins opérationnelles	–	1 864	–	–	932
Prêts et titres productifs :	170 127	269 988	116 734	408 255	565 393
Prêts productifs à des institutions financières garantis par des actifs liquides de haute qualité de niveau 1	–	117 760	19 497	2	17 290
Prêts productifs à des institutions financières garantis par des actifs liquides de haute qualité autres que de niveau 1	3 909	60 864	29 126	15 874	42 991
Prêts productifs à des entreprises non financières, prêts de détail et prêts aux petites entreprises, et prêts à des entités souveraines, des banques centrales et des organismes publics, y compris :	99 251	73 879	38 511	123 202	242 899
Prêts présentant un risque pondéré inférieur ou égal à 35 % dans l'approche standard de Bâle II pour le risque de crédit	–	1 359	1 032	4 057	3 833
Prêts hypothécaires résidentiels productifs, dont :	37 022	16 082	29 183	249 630	219 245
Prêts présentant un risque pondéré inférieur ou égal à 35 % dans l'approche standard de Bâle II pour le risque de crédit	37 022	16 008	29 085	247 759	217 569
Titres qui ne sont pas en défaut et qui ne remplissent pas les critères définissant les actifs liquides de haute qualité, y compris les titres de participation négociés en Bourse	29 945	1 403	417	19 547	42 968
Actifs et leurs passifs interdépendants correspondants (5)	–	1 562	3 559	25 648	–
Autres actifs :	1 783	–	234 974	–	67 674
Produits de base physiques, y compris l'or	1 783	–	–	–	1 515
Actifs versés en tant que marge initiale dans le cadre de contrats dérivés et apports aux fonds de garantie de contrepartie centrale	–	–	14 965	–	12 720
Actifs dérivés du ratio de liquidité à long terme	–	–	17 046	–	3 237
Passifs dérivés du ratio de liquidité à long terme avant déduction de la marge de variation versée	–	–	33 315	–	1 666
Tous autres actifs non couverts par les catégories ci-dessus	–	122 196	240	47 212	48 536
<b>Éléments hors bilan</b>			<b>635 652</b>		<b>23 085</b>
<b>Total du financement stable exigé</b>					<b>695 368 \$</b>
<b>Ratio de liquidité à long terme (%)</b>					<b>116 %</b>

Au 30 avril 2021

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)

	Valeur pondérée
<b>Total du financement stable disponible</b>	<b>782 628 \$</b>
<b>Total du financement stable exigé</b>	<b>663 644</b>
<b>Ratio de liquidité à long terme (%)</b>	<b>118 %</b>

- (1) Le ratio de liquidité à long terme est calculé conformément à la ligne directrice sur les normes de liquidité du BSIF, laquelle reflète à son tour les normes de liquidité publiées par le CBCB, révisées pour tenir compte des lignes directrices publiées au cours de l'exercice 2020.
- (2) Les totaux des rangées suivantes englobent les catégories d'échéances résiduelles de moins de 6 mois, de 6 mois à moins de 1 an et de 1 an et plus, conformément aux exigences du modèle de déclaration courant prescrit par le BSIF : Autres passifs, Passifs d'instruments dérivés du ratio de liquidité à court terme, Autres actifs, Actifs versés en tant que marge initiale dans le cadre de contrats dérivés et apports aux fonds de garantie de contrepartie centrale, Actifs dérivés du ratio de liquidité à long terme et Passifs dérivés du ratio de liquidité à long terme avant déduction de la marge de variation versée et Éléments hors bilan.
- (3) Selon la définition du CBCB, les dépôts stables de détail et de petites entreprises constituent des dépôts qui sont assurés et qui sont soit détenus dans des comptes courants, soit ceux de clients avec lesquels la banque entretient des relations durables, ce qui rend les retraits improbables.
- (4) Les dépôts opérationnels de clients qui ne sont pas des dépôts de détail ou des dépôts de petites ou moyennes entreprises constituent des dépôts que les clients doivent laisser à la banque afin d'y accéder plus aisément et d'être en mesure d'utiliser les systèmes de paiement et de règlement, principalement pour la compensation, la garde et la gestion de trésorerie.
- (5) Les actifs et passifs interdépendants représentent le passif des titres hypothécaires garantis par la Loi nationale sur l'habitation, y compris les passifs découlant des opérations relatives au programme des obligations hypothécaires du Canada et des prêts hypothécaires grevés correspondants.

Le financement stable disponible est composé principalement d'un portefeuille diversifié de dépôts de détail et de dépôts d'entreprises, de fonds propres, ainsi que de passifs liés au financement de gros à long terme. Le financement stable exigé est principalement lié au portefeuille de prêts hypothécaires et de prêts de la banque, aux prêts à des institutions financières garantis et, dans une moindre mesure, à d'autres actifs moins liquides. Le ratio de liquidité à long terme ne tient pas compte de la capacité de financement inutilisée sur le marché présumément disponible pour la banque.

Le volume et la composition du financement stable disponible font l'objet d'une gestion active visant à optimiser notre position de financement structurel et à atteindre les objectifs en matière de ratio de liquidité à long terme. Notre ratio de liquidité à long terme est géré conformément à notre cadre de gestion du risque de liquidité exhaustif.

### Troisième trimestre de 2021 par rapport au deuxième trimestre de 2021

Au 31 juillet 2021, le ratio de liquidité à long terme s'établissait à 116 %, ce qui se traduit par un excédent d'environ 110,4 milliards de dollars, comparativement à 118 % et à un excédent d'environ 119,0 milliards au trimestre précédent. Le ratio de liquidité à long terme a diminué par rapport au trimestre précédent en raison principalement de la croissance des prêts de détail et de ceux de gros ainsi que de la hausse des titres figurant au bilan, facteurs atténués par la croissance soutenue des dépôts des clients.

### Échéances contractuelles des actifs financiers, des passifs financiers et des éléments hors bilan

Les tableaux ci-après présentent le profil des échéances contractuelles résiduelles liées à tous nos actifs, passifs et éléments hors bilan, en fonction de leur valeur comptable (p. ex., le coût amorti ou la juste valeur), à la date de clôture. Les éléments hors bilan sont répartis selon la date d'échéance du contrat.

Les renseignements détaillés sur les échéances contractuelles et les engagements de financement constituent une source d'information aux fins de la gestion du risque de liquidité. Ces renseignements détaillés servent notamment à modéliser un bilan préparé selon l'approche de la comptabilité behavioriste et qui est basé sur les échéances réelles, de manière à calculer les mesures du risque de liquidité. Pour plus de détails, se reporter à la section Évaluation du risque qui se trouve dans la rubrique Risque de liquidité et de financement de notre rapport annuel 2020.

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 juillet 2021									
	Moins de 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 à 2 ans	De 2 à 5 ans	5 ans et plus	Sans échéance précise	Total
<b>Actif</b>										
Trésorerie et dépôts auprès de banques	193 487 \$	2 \$	12 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	2 295 \$	195 796 \$
Titres										
Titres détenus à des fins de transaction (1)	63 457	52	26	18	6	27	167	9 748	60 393	133 894
Titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable	5 005	7 334	4 540	6 261	5 896	20 942	31 634	55 964	480	138 056
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés (2)	147 465	66 001	34 950	28 488	18 426	98	–	–	24 468	319 896
Prêts, déduction faite de la correction de valeur applicable	25 944	21 817	25 516	28 659	32 363	136 351	289 018	58 357	80 016	698 041
Autres										
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	12 821	6 558	2	6	–	5	–	–	(67)	19 325
Dérivés	4 316	6 425	8 241	3 565	3 928	9 878	19 018	46 657	5	102 033
Autres actifs financiers	32 929	1 599	1 261	462	139	244	232	2 030	3 220	42 116
<b>Total des actifs financiers</b>	<b>485 424</b>	<b>109 788</b>	<b>74 548</b>	<b>67 459</b>	<b>60 758</b>	<b>167 545</b>	<b>340 069</b>	<b>172 756</b>	<b>170 810</b>	<b>1 649 157</b>
Autres actifs non financiers	6 374	1 606	178	113	405	1 946	2 227	5 733	25 801	44 383
<b>Total de l'actif</b>	<b>491 798</b>	<b>\$ 111 394</b>	<b>\$ 74 726</b>	<b>\$ 67 572</b>	<b>\$ 61 163</b>	<b>\$ 169 491</b>	<b>\$ 342 296</b>	<b>\$ 178 489</b>	<b>\$ 196 611</b>	<b>\$ 1 693 540</b>
<b>Passif et capitaux propres</b>										
Dépôts (3)										
Emprunts non garantis	95 709 \$	40 390 \$	47 992 \$	43 325 \$	34 473 \$	23 035 \$	51 974 \$	14 731 \$	647 322 \$	998 951 \$
Emprunts garantis	3 151	4 841	5 255	5 799	3 063	5 792	17 281	6 398	–	51 580
Obligations sécurisées	–	2 309	869	–	2 748	5 413	16 402	6 606	–	34 347
Autres										
Acceptations	12 821	6 557	2	6	–	5	–	–	1	19 392
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	34 760	–	–	–	–	–	–	–	–	34 760
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés (2)	208 825	32 280	2 064	2 309	4 747	314	–	–	20 626	271 165
Dérivés	4 267	6 195	6 644	3 565	3 158	9 746	19 934	43 640	1	97 150
Autres passifs financiers	31 270	790	1 009	471	471	838	2 096	10 294	706	47 945
Débitures subordonnées	–	–	–	–	190	110	1 966	6 784	–	9 050
<b>Total des passifs financiers</b>	<b>390 803</b>	<b>93 362</b>	<b>63 835</b>	<b>55 475</b>	<b>48 850</b>	<b>45 253</b>	<b>109 653</b>	<b>88 453</b>	<b>668 656</b>	<b>1 564 340</b>
Autres passifs non financiers	1 323	952	5 378	308	210	1 074	1 101	12 908	9 636	32 890
Titres de participation	–	–	–	–	–	–	–	–	96 310	96 310
<b>Total du passif et des capitaux propres</b>	<b>392 126</b>	<b>\$ 94 314</b>	<b>\$ 69 213</b>	<b>\$ 55 783</b>	<b>\$ 49 060</b>	<b>\$ 46 327</b>	<b>\$ 110 754</b>	<b>\$ 101 361</b>	<b>\$ 774 602</b>	<b>\$ 1 693 540</b>
<b>Éléments hors bilan</b>										
Garanties financières	625 \$	1 496 \$	2 397 \$	3 051 \$	2 994 \$	1 975 \$	3 121 \$	1 048 \$	47 \$	16 754 \$
Engagements de crédit	3 184	4 677	11 696	12 505	23 595	55 029	157 562	15 313	4 127	287 688
Autres engagements liés au crédit	791	958	1 639	1 570	1 671	329	716	39	91 551	99 264
Autres engagements	10	11	18	20	21	72	167	307	607	1 233
<b>Total des éléments hors bilan</b>	<b>4 610</b>	<b>\$ 7 142</b>	<b>\$ 15 750</b>	<b>\$ 17 146</b>	<b>\$ 28 281</b>	<b>\$ 57 405</b>	<b>\$ 161 566</b>	<b>\$ 16 707</b>	<b>\$ 96 332</b>	<b>\$ 404 939</b>

- (1) Les titres d'emprunt détenus à des fins de transaction et classés à la juste valeur par le biais du résultat net sont pris en compte dans la catégorie Moins de 1 mois, car nous ne prévoyons pas détenir ces actifs jusqu'à leur échéance contractuelle.
- (2) Les conventions de revente et les transactions de mise en pension de titre en cours, qui n'ont pas de date d'échéance établie et qui sont généralement à court terme, ont été incluses dans la catégorie Sans échéance précise.
- (3) Une grande partie des dépôts basés sur les relations sont remboursables à vue ou moyennant un court préavis selon les conditions du contrat; toutefois, dans les faits, ces soldes de clients procurent les fonds de base nous permettant de répondre à nos besoins en matière d'exploitation et de liquidité comme il est expliqué à la section Profil des dépôts et du financement plus haut.

(en millions de dollars canadiens)	Au 30 avril 2021									
	Moins de 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 à 2 ans	De 2 à 5 ans	5 ans et plus	Sans échéance précise	Total
<b>Actif</b>										
Trésorerie et dépôts auprès de banques	175 499 \$	1 \$	– \$	11 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	2 234 \$	177 745 \$
<b>Titres</b>										
Titres détenus à des fins de transaction (1)	65 080	19	119	26	17	33	123	9 124	51 192	125 733
Titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable	3 912	8 150	3 775	6 419	6 658	18 326	30 174	51 528	477	129 419
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés (2)	146 475	67 298	26 165	26 156	23 732	98	–	–	18 107	308 031
Prêts, déduction faite de la correction de valeur applicable	25 055	19 390	24 518	26 872	30 801	129 541	283 080	56 331	77 923	673 511
<b>Autres</b>										
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	13 047	5 867	–	2	9	5	–	–	(113)	18 817
Dérivés	6 051	7 294	4 211	6 625	2 667	10 055	17 942	42 384	7	97 236
Autres actifs financiers	32 147	1 097	1 277	275	354	209	218	2 014	3 247	40 838
<b>Total des actifs financiers</b>	<b>467 266</b>	<b>109 116</b>	<b>60 065</b>	<b>66 386</b>	<b>64 238</b>	<b>158 267</b>	<b>331 537</b>	<b>161 381</b>	<b>153 074</b>	<b>1 571 330</b>
Autres actifs non financiers	6 225	1 544	(52)	181	430	2 523	2 107	5 695	25 333	43 986
<b>Total de l'actif</b>	<b>473 491 \$</b>	<b>110 660 \$</b>	<b>60 013 \$</b>	<b>66 567 \$</b>	<b>64 668 \$</b>	<b>160 790 \$</b>	<b>333 644 \$</b>	<b>167 076 \$</b>	<b>178 407 \$</b>	<b>1 615 316 \$</b>
<b>Passif et capitaux propres</b>										
<b>Dépôts (3)</b>										
Emprunts non garantis	75 344 \$	43 258 \$	41 162 \$	37 211 \$	41 639 \$	20 250 \$	50 477 \$	13 782 \$	623 949 \$	947 072 \$
Emprunts garantis	3 218	6 422	6 478	2 817	4 307	6 068	17 603	6 408	–	53 321
Obligations sécurisées	–	1 274	2 289	852	–	5 986	14 416	8 113	–	32 930
<b>Autres</b>										
Acceptations	13 056	5 868	–	–	9	–	–	–	9	18 942
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	31 817	–	–	–	–	–	–	–	–	31 817
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés (2)	203 947	26 430	9 171	171	1 992	2 956	–	–	12 382	257 049
Dérivés	5 904	7 208	4 290	5 433	3 282	8 789	18 616	38 879	1	92 402
Autres passifs financiers	32 815	997	813	425	546	843	2 044	10 069	679	49 231
Débitures subordonnées	–	–	–	–	–	188	2 042	6 784	–	9 014
<b>Total des passifs financiers</b>	<b>366 101</b>	<b>91 457</b>	<b>64 203</b>	<b>46 909</b>	<b>51 775</b>	<b>45 080</b>	<b>105 198</b>	<b>84 035</b>	<b>637 020</b>	<b>1 491 778</b>
Autres passifs non financiers	1 089	1 088	103	3 604	1 148	991	966	12 348	9 379	30 716
Titres de participation	–	–	–	–	–	–	–	–	92 822	92 822
<b>Total du passif et des capitaux propres</b>	<b>367 190 \$</b>	<b>92 545 \$</b>	<b>64 306 \$</b>	<b>50 513 \$</b>	<b>52 923 \$</b>	<b>46 071 \$</b>	<b>106 164 \$</b>	<b>96 383 \$</b>	<b>739 221 \$</b>	<b>1 615 316 \$</b>
<b>Éléments hors bilan</b>										
Garanties financières	590 \$	2 171 \$	2 093 \$	2 430 \$	3 086 \$	1 297 \$	3 744 \$	673 \$	72 \$	16 156 \$
Engagements de crédit	7 562	8 277	8 427	12 091	19 606	51 777	150 273	16 844	3 190	278 047
Autres engagements liés au crédit	2 178	1 104	1 366	1 648	1 529	169	843	4	91 266	100 107
Autres engagements	15	11	17	18	18	64	180	350	557	1 230
<b>Total des éléments hors bilan</b>	<b>10 345 \$</b>	<b>11 563 \$</b>	<b>11 903 \$</b>	<b>16 187 \$</b>	<b>24 239 \$</b>	<b>53 307 \$</b>	<b>155 040 \$</b>	<b>17 871 \$</b>	<b>95 085 \$</b>	<b>395 540 \$</b>

- (1) Les titres d'emprunt détenus à des fins de transaction et classés à la juste valeur par le biais du résultat net sont pris en compte dans la catégorie Moins de 1 mois, car nous ne prévoyons pas détenir ces actifs jusqu'à leur échéance contractuelle.
- (2) Les conventions de revente et les transactions de mise en pension de titre en cours, qui n'ont pas de date d'échéance établie et qui sont généralement à court terme, ont été incluses dans la catégorie Sans échéance précise.
- (3) Une grande partie des dépôts basés sur les relations sont remboursables à vue ou moyennant un court préavis selon les conditions du contrat; toutefois, dans les faits, ces soldes de clients procurent les fonds de base nous permettant de répondre à nos besoins en matière d'exploitation et de liquidité comme il est expliqué à la section Profil des dépôts et du financement plus haut.

## Gestion des fonds propres

Nous continuons de gérer nos fonds propres conformément à notre cadre de gestion des fonds propres tel qu'il est décrit dans notre rapport annuel 2020. En outre, nous continuons de surveiller les faits nouveaux en matière de fonds propres réglementaires, notamment les lignes directrices du BSIF liées aux réformes de Bâle III du CBCB et les lignes directrices publiées en réponse à la pandémie de COVID-19, afin d'assurer le respect intégral et opportun de ces exigences, tel qu'il est présenté à la rubrique Gestion des fonds propres de notre rapport annuel 2020, mise à jour ci-après.

Le BSIF s'attend à ce que les banques canadiennes se conforment aux ratios cibles de Bâle III en ce qui concerne le ratio CET1, le ratio de fonds propres de première catégorie et le ratio du total des fonds propres. En vertu de l'accord de Bâle III, les banques doivent choisir l'une des deux approches principales suivantes pour calculer les fonds propres réglementaires minimaux nécessaires pour couvrir le risque de crédit, le risque de marché et le risque opérationnel : l'approche standard et l'approche fondée sur les notations internes.

Le Conseil de stabilité financière (CSF) nous a désignés de nouveau en tant que banque d'importance systémique mondiale. Cette désignation exige que nous respections une exigence plus élevée en matière d'absorption des pertes (capitaux propres attribuables aux actionnaires en pourcentage de l'actif pondéré en fonction des risques), soit 1 %, conformément à l'exigence applicable aux banques d'importance systémique intérieure.

Le 13 mars 2020, en réponse aux bouleversements entraînés par la pandémie de COVID-19, et pour aider les banques canadiennes d'importance systémique intérieure à soutenir l'économie en fournissant davantage de crédit, le BSIF a annoncé une diminution de la réserve pour stabilité intérieure, qui passerait de 2,25 % à 1,0 % du total de l'actif pondéré en fonction des risques. À cette date, le BSIF s'est également engagé à ne pas accroître cette réserve pour une période de 18 mois. Le 17 juin 2021, le BSIF a annoncé que, le 31 octobre 2021, la réserve pour stabilité intérieure passera de 1,0 % à 2,5 % du total de l'actif pondéré en fonction des risques. Le taux de 2,5 % correspond à l'exigence la plus élevée en matière de réserve pour stabilité intérieure imposable par le BSIF. Le 14 décembre 2020, le BSIF a confirmé qu'il s'attendait, tel qu'il l'avait annoncé initialement en mars 2020, à ce que toutes les banques interrompent tout processus d'augmentation des dividendes ou de rachat d'actions et précisé que certaines exceptions pourraient être acceptables en ce qui a trait aux dividendes spéciaux non récurrents, sous réserve de l'obtention des approbations requises. Le BSIF a jusqu'ici maintenu cette restriction.

Le BSIF a annoncé une série d'ajustements réglementaires et de directives au deuxième trimestre de 2020 et continue, lorsque nécessaire, de publier des règlements visant à mettre en œuvre, à clarifier ou à réviser certains aspects ou exigences pour soutenir la résilience financière et opérationnelle du secteur bancaire dans le contexte actuel de la pandémie de COVID-19. Les mesures et directives en place à ce jour comprennent notamment :

- Ajustements réglementaires ayant trait à l'actif pondéré en fonction des risques, y compris des mesures temporaires qui visent à réduire les multiplicateurs de la VAR en période de tensions qui passent de trois à un, et l'exclusion permanente des couvertures des ajustements de l'évaluation liés au financement du calcul du risque de marché.
  - Avec prise d'effet le 1<sup>er</sup> mai 2021, le BSIF a aboli les mesures temporaires visant à réduire les multiplicateurs de la VAR en période de tensions, exigeant que les banques reviennent aux niveaux qui étaient en vigueur avant la pandémie.
- Modifications pour les augmentations de dotations à la provision pour pertes de crédit attendues liées aux fonds propres CET1 consistant à appliquer un montant majoré, ajusté en fonction des incidences fiscales et multiplié par un taux d'exclusion de 70 % pour les provisions de stade 1 et de stade 2 entre le premier trimestre de 2020 et les trimestres correspondants de l'exercice 2020. Le taux d'exclusion a été ramené au taux actuel de 50 % pour l'exercice 2021 et sera ramené à 25 % pour l'exercice 2022. Ces modifications ne s'appliquent pas aux portefeuilles d'une institution financière qui sont calculés selon l'approche fondée sur les notations internes pour les trimestres au cours desquels l'institution affiche un déficit au titre des provisions.
- Exclusion des montants de l'exposition du ratio de levier des réserves auprès de la banque centrale et les titres d'émetteurs souverains qui sont admissibles en tant qu'actifs liquides de haute qualité jusqu'au 31 décembre 2021.
  - Le 12 août 2021, le BSIF a annoncé que l'exclusion des titres d'émetteurs souverains qui sont admissibles en tant qu'actifs liquides de haute qualité de la mesure de l'exposition aux fins du ratio de levier ne se prolongera pas au-delà du 31 décembre 2021 et que les réserves de la banque centrale demeureront exclues de la mesure de l'exposition aux fins du ratio de levier.
- Abaissement du plancher de fonds propres réglementaire actuel pour les institutions financières qui utilisent l'approche fondée sur les notations internes, ce plancher étant ramené de 75 % à 70 % de l'actif pondéré en fonction des risques aux termes de l'approche standard. Le plancher réduit restera en vigueur jusqu'à l'adoption des réformes de Bâle III au premier trimestre de 2023.
- Clarification du traitement des ratios de fonds propres et de levier applicables à certains programmes d'aide publique. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Gestion du capital de notre rapport annuel 2020, rubrique mise à jour ci-dessous.
  - Le 27 janvier 2021, le BSIF a fourni des indications sur le traitement, au regard des normes de fonds propres, des prêts octroyés dans le cadre du Programme de crédit pour les secteurs très touchés de la BDC, soulignant que la pondération du risque applicable doit se faire conformément aux directives réglementaires actuelles. De plus, le montant total des prêts doit être inclus dans le calcul du ratio de levier.

Le BSIF a évalué la nécessité de ces mesures d'assouplissement et continuera de le faire. Au besoin, nous avons tenu compte des ajustements et directives en vigueur dans nos résultats et nos activités continues de planification des fonds propres.

Le tableau ci-après présente un sommaire des ratios cibles réglementaires actuels établis par le BSIF et des ratios à venir qu'il a annoncés, au titre de Bâle III ainsi que des exigences relatives au deuxième pilier. Nous respectons toutes les exigences en matière de fonds propres et de levier que nous impose le BSIF.

Ratios de fonds propres et de levier au titre de Bâle III	Exigences de ratios cibles des fonds propres réglementaires du BSIF applicables aux grandes banques au titre de Bâle III					Ratios de fonds propres et de levier de RBC au 31 juillet 2021	Réserve pour stabilité intérieure (3)	Ratio minimal, y compris les réserves de fonds propres, le supplément s'appliquant aux banques d'importance systémique intérieure et mondiale et la réserve pour stabilité intérieure au 31 juillet 2021	Ratio minimal, y compris les réserves de fonds propres, le supplément s'appliquant aux banques d'importance systémique intérieure et mondiale et la réserve pour stabilité intérieure au 31 octobre 2021 (3)
	Ratio minimal	Réserves de fonds propres (1)	Ratio minimal, y compris les réserves de fonds propres	Supplément s'appliquant aux banques d'importance systémique intérieure et mondiale (2)	Ratio minimal, y compris les réserves de fonds propres et le supplément s'appliquant aux banques d'importance systémique intérieure et mondiale (2)				
Fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires	4,5 %	2,5 %	7,0 %	1,0 %	8,0 %	13,6 %	1,0 %	9,0 %	10,5 %
Fonds propres de première catégorie	6,0 %	2,5 %	8,5 %	1,0 %	9,5 %	15,0 %	1,0 %	10,5 %	12,0 %
Total des fonds propres	8,0 %	2,5 %	10,5 %	1,0 %	11,5 %	16,7 %	1,0 %	12,5 %	14,0 %
Ratio de levier	3,0 %	s.o.	3,0 %	s.o.	3,0 %	5,0 %	s.o.	3,0 %	3,0 %

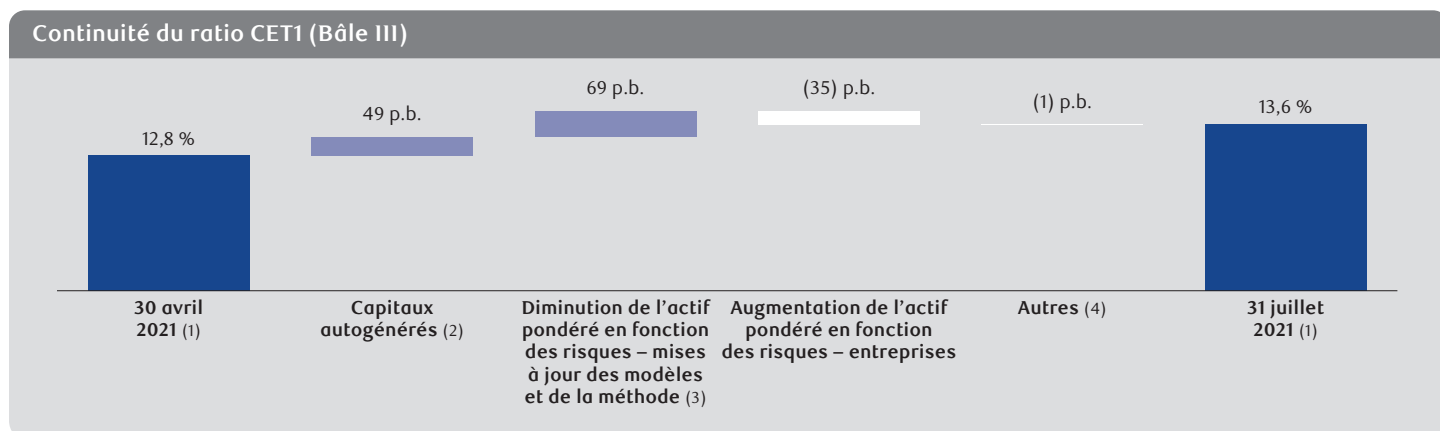
- (1) Les réserves de fonds propres comprennent la réserve de conservation des fonds propres et la réserve de fonds propres anticyclique, comme le BSIF le prescrit.
- (2) Un supplément de fonds propres équivalent à notre supplément applicable aux banques d'importance systémique intérieure et au supplément du CBCB applicable aux banques d'importance systémique mondiale, selon le plus élevé des deux montants, s'applique aux fonds propres pondérés en fonction des risques.
- (3) En date du 13 mars 2020, conformément aux directives modifiées énoncées précédemment, le BSIF a fait passer la réserve pour stabilité intérieure de 2,25 % à 1,0 % du total de l'actif pondéré en fonction des risques. Le 8 décembre 2020, le BSIF a confirmé que cette réserve serait maintenue à 1,0 % du total de l'actif pondéré en fonction des risques. Le 31 octobre 2021, la réserve pour stabilité intérieure passera de 1,0 % à 2,5 % du total de l'actif pondéré en fonction des risques. Nous ne prévoyons avoir aucune difficulté à nous conformer à cette hausse de la réserve pour stabilité intérieure.
- s.o. sans objet

Le tableau qui suit présente des informations détaillées sur nos fonds propres réglementaires, notre actif pondéré en fonction des risques et nos ratios de fonds propres et de levier. Notre position de capital demeure solide, et nos ratios de fonds propres et de levier restent bien supérieurs aux cibles de fonds propres réglementaires fixées par le BSIF.

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et sauf indication contraire)	Aux		
	31 juillet 2021	30 avril 2021	31 octobre 2020
<b>Fonds propres (1)</b>			
Fonds propres CET1	73 822 \$	70 970 \$	68 082 \$
Fonds propres de première catégorie	81 218	78 139	74 005
Total des fonds propres	90 736	87 636	84 928
<b>Actif pondéré en fonction des risques aux fins du calcul des ratios de fonds propres (1)</b>			
Risque de crédit	436 070 \$	452 857 \$	448 821 \$
Risque de marché	34 149	30 617	27 374
Risque opérationnel	72 828	72 133	70 047
<b>Total de l'actif pondéré en fonction des risques</b>	<b>543 047 \$</b>	<b>555 607 \$</b>	<b>546 242 \$</b>
<b>Ratios de fonds propres et ratio de levier (1)</b>			
Ratio CET1	13,6 %	12,8 %	12,5 %
Ratio de fonds propres de première catégorie	15,0 %	14,1 %	13,5 %
Ratio du total des fonds propres	16,7 %	15,8 %	15,5 %
Ratio de levier	5,0 %	5,0 %	4,8 %
Exposition du ratio de levier (en milliards)	1 633,2 \$	1 576,3 \$	1 552,9 \$

- (1) Les fonds propres, l'actif pondéré en fonction des risques et les ratios de fonds propres sont calculés conformément à la ligne directrice sur les normes de fonds propres du BSIF et le ratio de levier est calculé conformément aux exigences de levier du BSIF, révisées pour tenir compte des lignes directrices publiées par le BSIF en réponse à la pandémie de COVID-19. Les lignes directrices sur les normes de fonds propres et les exigences de levier sont établies d'après le cadre de l'accord de Bâle III.

## Troisième trimestre de 2021 par rapport au deuxième trimestre de 2021



(1) Représente des chiffres arrondis.

(2) Capitaux autogénérés d'un montant de 2,7 milliards de dollars qui représente le bénéfice net disponible pour les actionnaires, moins les dividendes sur les actions ordinaires et privilégiées et les distributions sur les autres instruments de capitaux propres.

(3) Comprend 80 p.b. liés aux mises à jour des paramètres du modèle présentées ci-dessous, 3 p.b. liés à des changements au modèle des autres risques de marché et (14) p.b. liés à l'augmentation des multiplicateurs de la VAR en période de tensions.

(4) Comprend (5) p.b. liés aux modifications des fonds propres liées aux provisions de stades 1 et 2 et une baisse de 4 p.b. de l'actif pondéré en fonction des risques par suite de révisions nettes à la hausse des notations.

Notre ratio CET1 s'est établi à 13,6 %, en hausse de 80 p.b. par rapport au trimestre précédent, en raison principalement d'une diminution de l'actif pondéré en fonction des risques, ce qui rend compte de l'incidence des mises à jour des paramètres des modèles, ainsi que des capitaux autogénérés, facteurs atténués par les hausses de l'actif pondéré en fonction des risques qui ont résulté en grande partie de l'expansion des activités.

L'actif pondéré en fonction des risques a diminué de 12,6 milliards de dollars, du fait surtout de l'incidence des mises à jour des paramètres du modèle afin d'accroître le seuil utilisé pour identifier les petites entreprises clientes assujetties au traitement applicable à la clientèle de détail, tel que permis en vertu des exigences en matière de fonds propres réglementaires, et recalibrer les paramètres relatifs à la probabilité de défaillance pour le reste des emprunteurs de notre portefeuille de prêts de gros. Ces facteurs ont été compensés en partie par l'expansion des activités, principalement en ce qui concerne les prêts de gros, ce qui inclut les engagements de souscription de prêts, les prêts hypothécaires résidentiels et les prêts aux particuliers, et par une hausse des multiplicateurs de la VAR en période de tensions suivant la levée des mesures temporaires instaurées par le BSIF en réaction à la pandémie de COVID-19 dont il est question précédemment.

Notre ratio de fonds propres de première catégorie, soit 15,0 %, a progressé de 90 p.b., en raison des facteurs énoncés ci-dessus en ce qui a trait au ratio CET1 et de l'incidence favorable de l'émission des billets LRCN, qui ont été atténués par les rachats d'actions privilégiées.

Notre ratio du total des fonds propres s'est chiffré à 16,7 %, en hausse de 90 p.b., en raison des facteurs énoncés ci-dessus en ce qui a trait au ratio de fonds propres de première catégorie.

Notre ratio de levier reste inchangé à 5,0 %, les capitaux autogénérés ayant été neutralisés par l'augmentation de l'exposition au ratio de levier.

La progression de 56,9 milliards de dollars des positions de levier découle surtout de l'expansion des activités, principalement en ce qui concerne les prêts, les dépôts productifs d'intérêts auprès de banques et les titres, et l'incidence du change, facteurs en partie annulés par l'accroissement des modifications réglementaires concernant les réserves des banques centrales et l'admissibilité des titres d'émetteurs souverains en tant qu'actifs liquides de haute qualité.

## Principales activités de gestion des fonds propres

Le tableau suivant présente nos principales activités de gestion des fonds propres.

(en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions)	Pour le trimestre clos le 31 juillet 2021			Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2021	
	Date d'émission ou de rachat	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Nombre d'actions (en milliers)	Montant
<b>Fonds propres de première catégorie</b>					
Activités liées aux actions ordinaires					
Actions émises dans le cadre des régimes de rémunération fondée sur des actions (1)					
		311	24 \$	1 131	85 \$
Émission de billets LRCN de série 2 (2), (3), (4)	2 novembre 2020	–	–	1 250	1 250
Rachat d'actions privilégiées de série BK (3)	24 mai 2021	(29 000)	(725)	(29 000)	(725)
Émission de billets LRCN de série 3 (2), (3), (4)	8 juin 2021	1 000	1 000	1 000	1 000
<b>Fonds propres de deuxième catégorie</b>					
Rachat de débetures subordonnées échéant le 20 janvier 2026 (3), (4)					
	20 janvier 2021		– \$		(1 500)\$
Émission de débetures subordonnées échéant le 28 janvier 2033 (3), (4)					
	28 janvier 2021		–		1 000

(1) Les montants comprennent la trésorerie reçue au titre des options sur actions exercées au cours de la période et les ajustements de la juste valeur des options sur actions.

(2) En ce qui concerne les billets LRCN, le nombre d'actions correspond au nombre de billets émis.

(3) Pour plus de détails, se reporter à la note 9 de nos états financiers résumés.

(4) Instruments de fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité (FPUNV).

Le 27 février 2020, nous avons annoncé une offre publique de rachat dans le cours normal des activités visant le rachat d'au plus 20 millions de nos actions ordinaires. Cette offre a expiré le 1<sup>er</sup> mars 2021 et a permis de racheter pour annulation 0,4 million d'actions au coût de 39 millions de dollars. Conformément à l'annonce par le BSIF de son intention d'imposer un arrêt des rachats d'actions, nous avons cessé le rachat de nos actions ordinaires à compter du 13 mars 2020.

Au 31 juillet 2021, nous n'avons pas d'offre publique de rachat dans le cours normal des activités en cours.

Nous déterminons le montant et le calendrier des rachats dans le cadre d'une offre publique de rachat dans le cours normal des activités après consultation du BSIF. Les rachats peuvent être effectués par l'intermédiaire de la Bourse de Toronto, de la Bourse de New York et d'autres Bourses ou systèmes canadiens de négociation désignés. Le prix payé pour les actions rachetées correspond au cours en vigueur à la date du rachat.

Le 2 novembre 2020, nous avons émis 1 250 millions de dollars de billets LRCN de série 2 au prix de 1 000 \$ chacun. Les billets LRCN de série 2 portent intérêt à un taux fixe de 4,0 % par année jusqu'au 24 février 2026 et, par la suite, à un taux annuel rajusté tous les cinq ans correspondant au rendement des obligations du gouvernement du Canada à 5 ans majoré de 3,617 % jusqu'à l'échéance, le 24 février 2081.

Le 20 janvier 2021, nous avons racheté la totalité des 1 500 millions de dollars de nos débetures subordonnées relatives aux FPUNV à 3,31 % en circulation échéant le 20 janvier 2026 pour la totalité de leur capital, majoré des intérêts courus jusqu'à la date de rachat, sans compter cette date.

Le 28 janvier 2021, nous avons émis 1 000 millions de dollars de débetures subordonnées relatives aux FPUNV. Ces débetures portent intérêt au taux fixe de 1,67 % par année jusqu'au 28 janvier 2028, puis au taux CDOR (Canadian Dollar Offered Rate) à trois mois majoré de 0,55 % jusqu'à leur échéance, le 28 janvier 2033.

Le 24 mai 2021, nous avons racheté la totalité des 29 millions de nos actions privilégiées de premier rang à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif de série BK émises et en circulation au prix de 25 \$ l'action.

Le 8 juin 2021, nous avons émis 1 000 millions de dollars de billets LRCN de série 3 au prix de 1 000 \$ le billet. Les billets LRCN de série 3 portent intérêt à un taux fixe de 3,65 % par année jusqu'au 24 novembre 2026 et, par la suite, à un taux annuel rajusté tous les cinq ans correspondant au rendement des obligations du gouvernement du Canada à 5 ans majoré de 2,665 % jusqu'à l'échéance, le 24 novembre 2081.

Le 24 août 2021, nous avons racheté la totalité de nos 30 millions d'actions privilégiées de premier rang à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif de série BM au prix de 25 \$ l'action.



## Principales données concernant les actions (1)

(en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions et sauf indication contraire)	Au 31 juillet 2021		
	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Dividendes déclarés par action
Actions ordinaires émises	1 424 992	17 713 \$	1,08 \$
Actions propres – actions ordinaires	(529)	(57)	
Actions ordinaires en circulation	1 424 463	17 656 \$	
Options sur actions et attribution d'actions			
En cours	7 861		
Exercçables	3 460		
Actions privilégiées de premier rang émises			
À dividende non cumulatif, série AZ (2), (3)	20 000	500 \$	0,23 \$
À dividende non cumulatif, série BB (2), (3)	20 000	500	0,23
À dividende non cumulatif, série BD (2), (3)	24 000	600	0,20
À dividende non cumulatif, série BF (2), (3)	12 000	300	0,19
À dividende non cumulatif, série BH (3)	6 000	150	0,31
À dividende non cumulatif, série BI (3)	6 000	150	0,31
À dividende non cumulatif, série BJ (3)	6 000	150	0,33
À dividende non cumulatif, série BM (2), (3)	30 000	750	0,34
À dividende non cumulatif, série BO (2), (3)	14 000	350	0,30
À dividende non cumulatif, série C-2 (4)	15	23	16,88 \$ US
Autres instruments de capitaux propres émis			
Billets de capital à recours limité de série 1 (2), (3), (5), (6)	1 750	1 750	4,50 %
Billets de capital à recours limité de série 2 (2), (3), (5), (6)	1 250	1 250	4,00 %
Billets de capital à recours limité de série 3 (2), (3), (5), (6)	1 000	1 000	3,65 %
Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres émis	142 015	7 473	
Instruments en propre – actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres	(440)	(57)	
Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres en circulation	141 575	7 416 \$	
Dividendes sur actions ordinaires		1 539 \$	
Dividendes sur actions privilégiées et distributions sur les autres instruments de capitaux propres (7)		55	

- (1) Pour plus de détails au sujet de nos activités de gestion des fonds propres, se reporter à la note 9 de nos états financiers résumés.
- (2) Le taux de dividende est révisé tous les cinq ans.
- (3) Instruments relatifs aux FPUNV.
- (4) Représente 615 400 actions représentatives d'actions étrangères relatives aux actions privilégiées de série C-2. Chaque action représentative d'action étrangère représente un quarantième de droit sur une action de série C-2.
- (5) En ce qui concerne les billets LRCN, le nombre d'actions correspond au nombre de billets émis, et les dividendes déclarés par action correspondent au taux d'intérêt annuel applicable aux billets émis à la date de clôture.
- (6) Dans le cadre de l'émission des billets LRCN de série 1, le 28 juillet 2020, nous avons émis 1 750 millions de dollars d'actions privilégiées de premier rang de série BQ (série BQ). En lien avec l'émission des billets LRCN de série 2, le 2 novembre 2020, nous avons émis 1 250 millions de dollars d'actions privilégiées de premier rang de série BR (série BR). Aux termes de l'émission des billets LRCN de série 3, le 8 juin 2021, nous avons émis 1 000 millions de dollars d'actions privilégiées de premier rang de série BS (série BS). Les actions privilégiées des séries BQ, BR et BS ont été émises au prix de 1 000 \$ chacune et en faveur d'une fiducie consolidée afin d'y être détenues en tant qu'actifs en fiducie en lien avec la structure des billets LRCN. Pour plus de détails, se reporter à la note 20 de nos états financiers consolidés annuels de 2020 et à la note 9 de nos états financiers résumés.
- (7) Compte non tenu des distributions versées aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle.

Le 20 août 2021, le nombre d'actions ordinaires en circulation s'établissait à 1 424 719 142, déduction faite des 316 431 actions propres détenues, et le nombre d'options sur actions et d'attributions d'actions en cours était de 7 817 954.

Les clauses relatives aux FPUNV exigent la conversion des instruments de fonds propres en un nombre variable d'actions ordinaires dès lors que le BSIF considère une banque comme non viable ou que le gouvernement fédéral ou un gouvernement provincial au Canada annonce publiquement qu'une banque a accepté ou a convenu d'accepter une injection de capitaux. Si un événement déclencheur faisant intervenir les FPUNV devait se produire, les actions privilégiées de séries AZ, BB, BD, BF, BH, BI, BJ, BM, BO, les billets LRCN de séries 1, 2 et 3 et les débetures subordonnées échéant le 29 septembre 2026, le 27 janvier 2026, le 25 juillet 2029, le 23 décembre 2029, le 30 juin 2030 et le 28 janvier 2033, qui sont des instruments de fonds propres relatifs aux FPUNV au 31 juillet 2021, seraient convertis en actions ordinaires selon une formule de conversion automatique, à un prix de conversion correspondant au plus élevé des montants suivants : i) un prix plancher contractuel de 5,00 \$; et ii) le cours de nos actions ordinaires à la date de l'événement déclencheur (cours moyen pondéré sur 10 jours). Selon un prix plancher de 5,00 \$ et en tenant compte des dividendes et intérêts cumulés estimés, ces instruments de fonds propres relatifs aux FPUNV se convertiraient au total en un maximum de 3 988 millions d'actions ordinaires, d'où un effet dilutif de 73,68 % selon le nombre d'actions ordinaires en circulation au 31 juillet 2021.

### Capacité totale d'absorption des pertes

Le 18 avril 2018, le BSIF a publié sa ligne directrice sur la capacité totale d'absorption des pertes qui s'applique aux banques canadiennes d'importance systémique intérieure dans le cadre du régime de recapitalisation interne mis en place par le gouvernement fédéral. Cette ligne directrice s'inscrit dans la même veine que la norme sur la capacité totale d'absorption des pertes publiée le 9 novembre 2015 par le Conseil de stabilité financière à l'intention des institutions désignées en tant que banques d'importance systémique mondiale, si ce n'est qu'elle a été adaptée pour le contexte canadien. L'exigence vise à assurer une capacité suffisante d'absorption des pertes d'une banque d'importance systémique de manière à permettre sa recapitalisation interne dans l'éventualité d'une défaillance. On entend par « capacité totale d'absorption des pertes » l'ensemble des fonds propres de première catégorie, des fonds propres de deuxième catégorie et des autres instruments liés à la capacité totale d'absorption des pertes qui permettent leur conversion, en tout ou en partie, en actions ordinaires en vertu de la *Loi sur la SADC* et moyennant satisfaction de tous les critères d'admissibilité de la directive.

Les exigences relatives à la capacité totale d'absorption des pertes établissaient deux normes minimales qui doivent être appliquées d'ici le 1<sup>er</sup> novembre 2021 : le ratio de la capacité totale d'absorption des pertes fondé sur les risques, qui s'appuie sur les ratios de fonds propres fondés sur les risques décrits dans la ligne directrice sur les normes de fonds propres et le ratio de levier de la capacité totale d'absorption des pertes, qui s'appuie sur le ratio de levier décrit dans la ligne directrice sur les exigences de levier du BSIF. Le 16 avril 2020, le BSIF a informé les banques d'importance systémique de leur obligation de maintenir un ratio de la capacité totale d'absorption des pertes minimal de 22,5 %. Ce ratio inclut la réserve pour stabilité intérieure, qui s'établit actuellement à 1,0 %. Nous nous attendons à ce que le ratio de la capacité totale d'absorption des pertes minimal passe à 24 %, le 1<sup>er</sup> novembre 2021, reflétant ainsi le rehaussement récemment annoncé des exigences de réserve pour stabilité intérieure dont il est question précédemment. Le BSIF continue d'exiger un ratio de levier de la capacité totale d'absorption des pertes de 6,75 %. Nous avons commencé à émettre des titres de créance admissibles au régime de recapitalisation interne au quatrième trimestre de 2018, ce qui a contribué à l'accroissement de notre ratio de la capacité totale d'absorption des pertes. Selon nos prévisions, ce ratio devrait augmenter grâce au refinancement, dans le cours normal de nos activités, des titres de créance à terme non garantis arrivant à échéance.

### Faits nouveaux en matière de réglementation

#### *Réformes de Bâle III*

Le 18 juin 2021, le BSIF a lancé une consultation ciblée sur les modifications réglementaires proposées qu'il a apportées au traitement des rajustements de la valeur de crédit et de la couverture du risque de marché d'autres ajustements de valorisation visant les dérivés hors cote, collectivement désignés AVX. Les modifications proposées s'inscrivent dans la foulée de la consultation ciblée du BSIF annoncée en mars 2021 visant à intégrer la plus récente et dernière série de réformes de Bâle III à ses lignes directrices en matière de *fonds propres* et de levier, et de communication pour les banques. Nous prévoyons poursuivre nos discussions avec le BSIF au sujet de la mise en œuvre des réformes de Bâle III au pays et prenons les mesures nécessaires pour nous assurer d'être prêts pour l'adoption à la lumière des lignes directrices fournies à ce jour. Les lignes directrices modifiées susmentionnées entreront en vigueur au premier trimestre de 2024.

#### *Banques d'importance systémique mondiale*

Le 13 août 2021, le BSIF a publié une révision des obligations redditionnelles pour les banques d'importance systémique mondiale qui tiennent compte de la version révisée de la méthode d'évaluation des banques d'importance systémique mondiale de 2022, laquelle intègre un nouvel indicateur sur le volume de transactions et l'inclusion des activités d'assurance dans certains indicateurs existants. En ce qui nous concerne, ces nouvelles obligations redditionnelles entreront en vigueur au premier trimestre de l'exercice 2022 et nous prévoyons être en mesure de nous y conformer. En outre, nous évaluons actuellement les répercussions de la révision du cadre de gestion des banques d'importance systémique mondiale, et nous prévoyons qu'il n'aura aucune incidence importante sur l'exigence en matière d'absorption des pertes de 1 % du supplément s'appliquant aux banques d'importance systémique mondiale que nous devons actuellement respecter.

## Questions en matière de comptabilité et de contrôle

### Résumé des méthodes comptables et estimations

Nos états financiers résumés sont présentés conformément à la Norme comptable internationale (IAS) 34 *Information financière intermédiaire*. Nos principales méthodes comptables sont décrites à la note 2 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2020 et de nos états financiers résumés du troisième trimestre de 2021.

#### Mise en application des méthodes, jugements, estimations et hypothèses comptables critiques

La pandémie de COVID-19 continue d'évoluer et le contexte économique dans lequel nous exerçons nos activités risque d'être marqué par une volatilité persistante, ce qui pourrait continuer d'avoir une incidence sur nos résultats financiers, puisque la durée de la pandémie de COVID-19, l'efficacité des mesures prises par les gouvernements et les banques centrales en réponse à la pandémie de COVID-19, l'incidence potentielle de la réticence, chez certains, à se faire vacciner, l'efficacité des vaccins contre les nouveaux variants du virus et l'offre et la disponibilité des vaccins dans le monde demeurent encore incertaines. Certains jugements critiques sont particulièrement complexes dans le contexte actuel d'incertitude, et des montants sensiblement différents pourraient être présentés dans des conditions ou des hypothèses différentes. Nous continuons à surveiller et à évaluer les effets de la pandémie de COVID-19 sur nos jugements, estimations et hypothèses comptables critiques, qui sont décrits dans la note 2 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2020.

### Changements de méthodes comptables et des informations à fournir

#### Changements de méthodes comptables

Au cours du premier trimestre de 2021, nous avons adopté le *Cadre conceptuel* révisé. Les modifications n'ont pas eu d'incidence significative sur nos états financiers consolidés.

Au cours du premier trimestre de 2021, nous avons adopté par anticipation les modifications de la phase 2 à IFRS 9 *Instruments financiers*, à IAS 39 *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*, à IFRS 7 *Instruments financiers : Informations à fournir*, à IFRS 4 *Contrats d'assurance* et à IFRS 16 *Contrats de location* (les Modifications). Pour plus de détails sur ces changements, se reporter à la note 2 de nos états financiers résumés.

#### Changements futurs de méthodes comptables et des informations à fournir

Les changements futurs de méthodes comptables et d'informations à fournir qui, en ce qui nous concerne, ne sont pas encore en vigueur, sont décrits à la note 2 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2020.

### Contrôles et procédures

#### Contrôles et procédures de présentation de l'information

Au 31 juillet 2021, la direction a évalué l'efficacité de nos contrôles et procédures de présentation de l'information conformément aux règles adoptées par la SEC des États-Unis. Cette évaluation a été faite sous la supervision et avec le concours du président et chef de la direction et du chef des finances, qui ont conclu que nos contrôles et procédures de présentation de l'information étaient efficaces au 31 juillet 2021.

#### Contrôle interne à l'égard de l'information financière

Au cours du trimestre clos le 31 juillet 2021, nous n'avons effectué aucune modification de notre contrôle interne à l'égard de l'information financière ayant eu une incidence significative, ou étant raisonnablement susceptible d'avoir une incidence significative, sur notre contrôle interne à l'égard de l'information financière.

### Transactions entre parties liées

Dans le cours normal de nos activités, nous offrons des services bancaires et des services d'exploitation habituels, et concluons d'autres transactions avec des sociétés affiliées ou avec d'autres sociétés liées, y compris avec nos coentreprises, selon des modalités semblables à celles des parties non liées. Nous consentons des prêts à des administrateurs, à des dirigeants et à d'autres employés à des taux normalement consentis à nos clients privilégiés. Nous offrons en outre des régimes d'attribution d'actions différées et d'autres régimes aux administrateurs qui ne sont pas nos employés, aux dirigeants et à certains autres employés clés. Pour plus de détails, se reporter aux notes 12 et 26 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2020.

## Index des recommandations du Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements

La publication de notre rapport annuel 2020, de notre rapport aux actionnaires portant sur le troisième trimestre de 2021, du document d'information financière complémentaire (IFC) et du rapport portant sur le troisième pilier a pour objectif la présentation de renseignements transparents et de grande qualité concernant les risques, conformément aux recommandations du Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements du conseil de la stabilité financière (CSF). L'information figurant dans l'IFC et le rapport portant sur le troisième pilier n'est pas et ne doit pas être considérée comme étant intégrée par renvoi à notre rapport aux actionnaires portant sur le troisième trimestre de 2021.

L'index qui suit présente un sommaire de nos renseignements à fournir selon les recommandations du Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements.

Catégorie de risque	Recommandation	Information à fournir	Référence		
			Page du rapport aux actionnaires	Page du rapport annuel	Page de l'IFC
Généralités	1	Table des matières sur les informations relatives aux risques à fournir conformément aux recommandations du Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements	60	132	1
	2	Définir la terminologie et les mesures relatives aux risques		61-67, 253-254	–
	3	Risques connus et risques émergents		58-61	–
	4	Nouveaux ratios réglementaires	52-55	108-114	–
Gouvernance, gestion du risque et modèle d'affaires	5	Structure de gestion des risques	54	61-67	–
	6	Culture à l'égard du risque		63-67	–
	7	Risques relatifs au contexte dans lequel nous exerçons nos activités		118	–
	8	Simulation de crise		65, 81	–
Adéquation des fonds propres et actif pondéré en fonction des risques	9	Ratios de fonds propres minimaux en vertu de l'accord de Bâle III et supplément s'appliquant aux banques d'importance systémique intérieure		108-114	–
	10	Composition des fonds propres et rapprochement du bilan comptable et du bilan réglementaire		–	*
	11	État de l'évolution des fonds propres réglementaires		–	20
	12	Planification stratégique en matière de fonds propres		108-114	–
	13	Actif pondéré en fonction des risques par secteur d'activité		–	21
	14	Analyse des exigences en matière de fonds propres et renseignements sur le modèle d'évaluation connexe		68-72	*
	15	Information relative au risque de crédit lié à l'actif pondéré en fonction des risques et mesures de risque connexes		–	*
	16	Évolution de l'actif pondéré en fonction des risques par catégorie de risque		–	21
	17	Information relative au contrôle ex post en vertu de l'accord de Bâle		65, 81	32
Liquidités	18	Analyse quantitative et qualitative de notre réserve de liquidités	43	89-90, 94-96	–
Financement	19	Actifs grevés et non grevés par catégorie du bilan, et obligations contractuelles découlant de révisions des notations	44, 47	91, 94	–
	20	Analyse de l'ensemble des actifs, passifs et engagements hors bilan consolidés en fonction de la durée contractuelle résiduelle à la date du bilan	51-52	96-97	–
	21	Sources de financement et stratégie de financement	44-46	91-93	–
Risque de marché	22	Liens entre les postes du bilan et les mesures de risque de marché relatives aux portefeuilles de négociation et aux portefeuilles autres que de négociation	41-42	86-87	–
	23	Ventilation des facteurs de risque de marché	37-40	80-85	–
	24	Informations relatives à la validation et au contrôle ex post des mesures de risque de marché		81	–
	25	Principales techniques de gestion des risques au-delà des mesures et paramètres de risque présentés		80-85	–
Risque de crédit	26	Profil de risque de crédit de la Banque Sommaire quantitatif de l'ensemble des expositions au risque de crédit en rapprochement avec le bilan	29-37 80-87	68-80, 188-196 126-131	22-23, * *
	27	Politiques de détermination des prêts douteux		69-72, 121, 154-158	–
	28	Rapprochement des soldes d'ouverture et de clôture des prêts douteux et des provisions pour dépréciation au cours de l'exercice		–	24, 29
	29	Quantification de l'exposition notionnelle brute aux dérivés négociés hors cote ou en Bourse		73	33
	30	Mesures d'atténuation du risque de crédit, y compris les garanties détenues pour toutes les sources de risque de crédit		71-72	*
Autres	31	Autres types de risque		99-107	–
	32	Événements publics comportant des risques		102-103, 239-241	–

\* Ces exigences de communication sont remplies en totalité ou en partie grâce aux informations incluses dans le rapport portant sur le troisième pilier pour le trimestre clos le 31 juillet 2021 et l'exercice clos le 31 octobre 2020.

## États financiers consolidés intermédiaires résumés (non audité)

## Bilans consolidés intermédiaires résumés (non audité)

(en millions de dollars canadiens)	Aux	
	31 juillet 2021	31 octobre 2020
<b>Actif</b>		
Trésorerie et montants à recevoir de banques	115 407 \$	118 888 \$
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	80 389	39 013
<b>Titres</b>		
Titres détenus à des fins de transaction	133 894	136 071
Titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable (note 4)	138 056	139 743
	271 950	275 814
<b>Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés</b>	<b>319 896</b>	<b>313 015</b>
<b>Prêts (note 5)</b>		
Prêts de détail	491 890	457 976
Prêts de gros	210 739	208 655
	702 629	666 631
Correction de valeur pour pertes sur prêts (note 5)	(4 588)	(5 639)
	698 041	660 992
<b>Actif net des fonds distincts</b>	<b>2 526</b>	<b>1 922</b>
<b>Autres</b>		
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	19 325	18 507
Dérivés	102 033	113 488
Locaux et matériel	7 576	7 934
Goodwill	10 925	11 302
Autres immobilisations incorporelles	4 490	4 752
Autres actifs	60 982	58 921
	205 331	214 904
<b>Total de l'actif</b>	<b>1 693 540 \$</b>	<b>1 624 548 \$</b>
<b>Passif et capitaux propres</b>		
<b>Dépôts (note 6)</b>		
Particuliers	358 500 \$	343 052 \$
Entreprises et gouvernements	680 413	624 311
Banques	45 965	44 522
	1 084 878	1 011 885
<b>Passif net des fonds distincts</b>	<b>2 526</b>	<b>1 922</b>
<b>Autres</b>		
Acceptations	19 392	18 618
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	34 760	29 285
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	271 165	274 231
Dérivés	97 150	109 927
Sinistres et obligations liées aux indemnités d'assurance	12 496	12 215
Autres passifs	65 813	69 831
	500 776	514 107
<b>Débitures subordonnées (note 9)</b>	<b>9 050</b>	<b>9 867</b>
<b>Total du passif</b>	<b>1 597 230</b>	<b>1 537 781</b>
<b>Capitaux propres attribuables aux actionnaires</b>		
Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres (note 9)	7 416	5 945
Actions ordinaires (note 9)	17 656	17 499
Bénéfices non distribués	68 951	59 806
Autres composantes des capitaux propres	2 196	3 414
	96 219	86 664
<b>Participations ne donnant pas le contrôle</b>	<b>91</b>	<b>103</b>
<b>Total des capitaux propres</b>	<b>96 310</b>	<b>86 767</b>
<b>Total du passif et des capitaux propres</b>	<b>1 693 540 \$</b>	<b>1 624 548 \$</b>

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés.

## États consolidés intermédiaires résumés du résultat net (non audité)

	Pour les trimestres clos		Pour les périodes de neuf mois closes	
	le 31 juillet 2021	le 31 juillet 2020	le 31 juillet 2021	le 31 juillet 2020
(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)				
<b>Revenu d'intérêt et de dividende</b> (note 3)				
Prêts	5 439 \$	5 603 \$	16 242 \$	17 898 \$
Titres	1 184	1 681	3 677	5 153
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	291	617	1 002	4 118
Dépôts et autres	83	55	210	251
	6 997	7 956	21 131	27 420
<b>Charge d'intérêt</b> (note 3)				
Dépôts et autres	1 278	1 838	4 178	7 195
Autres passifs	625	917	1 875	4 174
Débiteures subordonnées	42	62	137	226
	1 945	2 817	6 190	11 595
<b>Revenu net d'intérêt</b>	5 052	5 139	14 941	15 825
<b>Revenus autres que d'intérêt</b>				
Primes d'assurance, revenus de placement et honoraires	1 754	2 212	4 099	4 403
Revenus tirés des activités de négociation	179	623	1 080	1 015
Commissions de gestion de placements et de services de garde	1 830	1 489	5 244	4 524
Revenus tirés des fonds communs de placement	1 095	915	3 109	2 751
Commissions de courtage en valeurs mobilières	356	341	1 188	1 119
Frais bancaires	465	430	1 383	1 386
Commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils	700	570	2 037	1 741
Revenus de change, autres que ceux tirés des activités de négociation	246	246	827	779
Revenus sur cartes	278	259	831	758
Commissions de crédit	412	296	1 112	960
Profits nets sur les titres de placement	8	11	125	67
Quote-part des bénéfices des coentreprises et des entreprises associées	47	20	96	57
Autres	334	369	1 245	704
	7 704	7 781	22 376	20 264
<b>Total des revenus</b>	12 756	12 920	37 317	36 089
<b>Dotation à la provision pour pertes de crédit</b> (notes 4 et 5)	(540)	675	(526)	3 924
<b>Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance</b>	1 304	1 785	2 859	3 222
<b>Frais autres que d'intérêt</b>				
Ressources humaines (note 7)	4 111	4 032	12 551	11 665
Matériel	492	469	1 472	1 399
Frais d'occupation	387	415	1 191	1 229
Communications	227	233	652	735
Honoraires	329	337	934	945
Amortissement des autres immobilisations incorporelles	320	325	957	943
Autres	554	569	1 584	1 784
	6 420	6 380	19 341	18 700
<b>Bénéfice avant impôt</b>	5 572	4 080	15 643	10 243
Impôt sur le résultat	1 276	879	3 485	2 052
<b>Bénéfice net</b>	4 296 \$	3 201 \$	12 158 \$	8 191 \$
<b>Bénéfice net attribuable aux :</b>				
Actionnaires	4 292 \$	3 197 \$	12 151 \$	8 185 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	4	4	7	6
	4 296 \$	3 201 \$	12 158 \$	8 191 \$
<b>Bénéfice de base par action</b> (en dollars) (note 10)	2,97 \$	2,20 \$	8,40 \$	5,61 \$
<b>Bénéfice dilué par action</b> (en dollars) (note 10)	2,97	2,20	8,39	5,60
<b>Dividendes par action ordinaire</b> (en dollars)	1,08	1,08	3,24	3,21

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés.

## États consolidés intermédiaires résumés du résultat global (non audité)

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos		Pour les périodes de neuf mois closes	
	le 31 juillet 2021	le 31 juillet 2020	le 31 juillet 2021	le 31 juillet 2020
<b>Bénéfice net</b>	<b>4 296 \$</b>	<b>3 201 \$</b>	<b>12 158 \$</b>	<b>8 191 \$</b>
<b>Autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt</b>				
<b>Éléments qui seront reclassés en résultat dans une période future :</b>				
<b>Variation nette des profits (pertes) latents sur les titres d'emprunt et les prêts évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global</b>				
Profits nets (pertes nettes) latents sur les titres d'emprunt et les prêts évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	70	749	360	(57)
Dotations à la provision pour pertes de crédit comptabilisée en résultat	(21)	(1)	(8)	22
Reclassement en résultat de pertes nettes (profits nets) sur les titres d'emprunt et les prêts évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	(4)	(48)	(106)	(121)
	45	700	246	(156)
<b>Écarts de change</b>				
Profits (pertes) de change latents	931	(2 112)	(3 703)	1 236
Profits nets (pertes nettes) de change liés aux activités de couverture	(367)	716	1 460	(588)
Reclassement en résultat de pertes (profits) de change	2	(21)	(5)	(21)
Reclassement en résultat de pertes (profits) liés aux activités de couverture de l'investissement net	(1)	21	(1)	21
	565	(1 396)	(2 249)	648
<b>Variation nette des couvertures de flux de trésorerie</b>				
Profits nets (pertes nettes) sur les dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie	(190)	88	606	(1 189)
Reclassement en résultat de pertes (profits) sur les dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie	95	(113)	173	(13)
	(95)	(25)	779	(1 202)
<b>Éléments qui ne seront pas reclassés en résultat dans une période future :</b>				
Réévaluations des régimes d'avantages du personnel (note 7)	76	(554)	1 795	(566)
Variation nette de la juste valeur attribuable au risque de crédit lié aux passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net	24	(664)	(12)	(111)
Profits nets (pertes nettes) sur les titres de participation désignés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	(1)	3	(2)	24
	99	(1 215)	1 781	(653)
<b>Total des autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt</b>	<b>614</b>	<b>(1 936)</b>	<b>557</b>	<b>(1 363)</b>
<b>Total du résultat global</b>	<b>4 910 \$</b>	<b>1 265 \$</b>	<b>12 715 \$</b>	<b>6 828 \$</b>
<b>Total du résultat global attribuable aux :</b>				
Actionnaires	4 904 \$	1 264 \$	12 714 \$	6 819 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	6	1	1	9
	4 910 \$	1 265 \$	12 715 \$	6 828 \$

L'incidence de l'impôt sur le résultat sur les états consolidés intermédiaires résumés du résultat global est présentée dans le tableau suivant.

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos		Pour les périodes de neuf mois closes	
	le 31 juillet 2021	le 31 juillet 2020	le 31 juillet 2021	le 31 juillet 2020
<b>Impôt sur les autres éléments du résultat global</b>				
Profits nets (pertes nettes) latents sur les titres d'emprunt et les prêts évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	30 \$	164 \$	28 \$	72 \$
Dotations à la provision pour pertes de crédit comptabilisée en résultat	(7)	2	(1)	5
Reclassement en résultat de pertes nettes (profits nets) sur les titres d'emprunt et les prêts évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	(2)	(16)	(25)	(42)
Profits (pertes) de change latents	–	4	2	5
Profits nets (pertes nettes) de change liés aux activités de couverture	(126)	241	494	(205)
Reclassement en résultat de pertes (profits) liés aux activités de couverture de l'investissement net	–	7	–	7
Profits nets (pertes nettes) sur les dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie	(66)	31	217	(426)
Reclassement en résultat de pertes (profits) sur les dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie	34	(40)	62	(4)
Réévaluations des régimes d'avantages du personnel	29	(196)	637	(198)
Variation nette de la juste valeur attribuable au risque de crédit lié aux passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net	9	(237)	(4)	(39)
Profits nets (pertes nettes) sur les titres de participation désignés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	3	4	2	9
<b>Total de la charge (l'économie) d'impôt</b>	<b>(96)\$</b>	<b>(36)\$</b>	<b>1 412 \$</b>	<b>(816)\$</b>

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés.





Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2021												
Autres composantes des capitaux propres												
	Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres	Actions ordinaires	Instruments en propre – actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres	Actions propres – ordinaires	Bénéfices non distribués	Titres et prêts évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Écart de change	Couverture de flux de trésorerie	Total des autres composantes des capitaux propres	Total des capitaux propres attribuables aux actionnaires	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
(en millions de dollars canadiens)	5 948 \$	17 628 \$	(3) \$	(129) \$	59 806 \$	(139) \$	4 632 \$	(1 079) \$	3 414 \$	86 664 \$	103 \$	86 767 \$
<b>Solde au début de la période</b>												
Variation des capitaux propres												
Capital social et autres instruments de capitaux propres émis	2 250	85	-	-	(5)	-	-	-	-	2 330	-	2 330
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Rachat d'actions privilégiées et d'autres instruments de capitaux propres	(725)	-	-	-	-	-	-	-	-	(725)	-	(725)
Actions propres et autres instruments de capitaux propres – vente	-	-	442	3 122	-	-	-	-	-	3 564	-	3 564
Actions propres et autres instruments de capitaux propres – achat	-	-	(496)	(3 050)	-	-	-	-	-	(3 546)	-	(3 546)
Attributions de rémunération fondée sur des actions	-	-	-	-	(4)	-	-	-	-	(4)	-	(4)
Dividendes sur actions ordinaires	-	-	-	-	(189)	-	-	-	-	(189)	(3)	(192)
Dividendes sur actions privilégiées et distributions sur les autres instruments de capitaux propres	-	-	-	-	29	-	-	-	-	29	(10)	19
Autres	-	-	-	-	12 151	-	-	-	-	12 151	7	12 158
Bénéfice net	-	-	-	-	1 781	246	(2 243)	779	(1 218)	563	(6)	557
Total des autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Solde à la fin de la période</b>	<b>7 473 \$</b>	<b>17 713 \$</b>	<b>(57) \$</b>	<b>(57) \$</b>	<b>68 951 \$</b>	<b>107 \$</b>	<b>2 389 \$</b>	<b>(300) \$</b>	<b>2 196 \$</b>	<b>96 219 \$</b>	<b>91 \$</b>	<b>96 310 \$</b>

Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2020

Autres composantes des capitaux propres												
	Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres	Actions ordinaires	Instruments en propre – actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres	Actions propres – ordinaires	Bénéfices non distribués	Titres et prêts évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Écart de change	Couverture de flux de trésorerie	Total des autres composantes des capitaux propres	Total des capitaux propres attribuables aux actionnaires	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
(en millions de dollars canadiens)	5 706 \$	17 645 \$	1 \$	(58) \$	55 874 \$	33 \$	4 221 \$	(6) \$	4 248 \$	83 416 \$	102 \$	83 518 \$
<b>Solde ajusté au début de la période</b>												
Variation des capitaux propres												
Capital social et autres instruments de capitaux propres émis	1 750	62	-	-	(4)	-	-	-	-	1 808	-	1 808
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation	-	(97)	-	-	(717)	-	-	-	-	(814)	-	(814)
Rachat d'actions privilégiées et d'autres instruments de capitaux propres	(8)	-	-	-	-	-	-	-	-	(8)	-	(8)
Actions propres et autres instruments de capitaux propres – vente	-	-	88	4 010	-	-	-	-	-	4 098	-	4 098
Actions propres et autres instruments de capitaux propres – achat	-	-	(90)	(4 081)	-	-	-	-	-	(4 171)	-	(4 171)
Attributions de rémunération fondée sur des actions	-	-	-	-	(1)	-	-	-	-	(1)	-	(1)
Dividendes sur actions ordinaires	-	-	-	-	(4 572)	-	-	-	-	(4 572)	-	(4 572)
Dividendes sur actions privilégiées et distributions sur les autres instruments de capitaux propres	-	-	-	-	(194)	-	-	-	-	(194)	(4)	(198)
Autres	-	-	-	-	(113)	-	-	-	-	(113)	(1)	(114)
Bénéfice net	-	-	-	-	8 185	-	-	-	-	8 185	6	8 191
Total des autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt	-	-	-	-	(653)	(156)	645	(1 202)	(713)	(1 366)	3	(1 363)
<b>Solde à la fin de la période</b>	<b>7 448 \$</b>	<b>17 610 \$</b>	<b>(1) \$</b>	<b>(129) \$</b>	<b>57 805 \$</b>	<b>(123) \$</b>	<b>4 866 \$</b>	<b>(1 208) \$</b>	<b>3 535 \$</b>	<b>86 268 \$</b>	<b>106 \$</b>	<b>86 374 \$</b>

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés.

## Tableaux consolidés intermédiaires résumés des flux de trésorerie (non audité)

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos		Pour les périodes de neuf mois closes	
	le 31 juillet 2021	le 31 juillet 2020	le 31 juillet 2021	le 31 juillet 2020
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation</b>				
Bénéfice net	4 296 \$	3 201 \$	12 158 \$	8 191 \$
Ajustements liés aux éléments sans effet sur la trésorerie et autres				
Dotation à la provision pour pertes de crédit	(540)	675	(526)	3 924
Amortissement	323	326	955	985
Impôt différé	31	(266)	817	(680)
Amortissement et perte de valeur des autres immobilisations incorporelles	333	326	972	953
Variations nettes des participations dans des coentreprises et des entreprises associées	(45)	(19)	(93)	(54)
Pertes (profits) sur les titres de placement	(8)	(65)	(131)	(163)
Pertes (profits) à la cession d'activités	-	-	(26)	8
Ajustements liés à la variation nette des actifs et passifs d'exploitation				
Sinistres et obligations liées aux indemnités d'assurance	387	1 038	281	1 020
Variation nette des intérêts courus à recevoir et à payer	(173)	301	(532)	(28)
Impôt exigible	197	484	870	(470)
Actifs dérivés	(4 797)	(16 571)	11 455	(55 818)
Passifs dérivés	4 748	10 769	(12 777)	56 936
Titres détenus à des fins de transaction	(8 161)	(9 377)	2 182	915
Prêts, déduction faite de la titrisation	(23 972)	17 258	(35 952)	(40 469)
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	(11 865)	17 319	(6 881)	(1 254)
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	14 116	(4 837)	(3 066)	47 182
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	2 943	(3 506)	5 475	1 772
Dépôts, déduction faite de la titrisation	51 555	7 692	72 923	132 148
Montants à payer aux courtiers ou à recevoir de courtiers	315	188	(383)	2 541
Autres	(2 775)	3 836	3 445	(16 962)
<b>Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'exploitation</b>	<b>26 908</b>	<b>28 772</b>	<b>51 166</b>	<b>140 677</b>
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement</b>				
Variation des dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	(16 951)	7 749	(41 369)	(2 303)
Produit de la vente et de l'arrivée à échéance de titres de placement	23 799	27 712	87 109	80 293
Achat de titres de placement	(30 930)	(41 642)	(92 695)	(120 375)
Acquisitions nettes de locaux, de matériel et d'autres immobilisations incorporelles	(614)	(540)	(1 539)	(2 043)
Produit de cessions	-	-	78	-
<b>Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'investissement</b>	<b>(24 696)</b>	<b>(6 721)</b>	<b>(48 416)</b>	<b>(44 428)</b>
<b>Flux de trésorerie liés aux activités de financement</b>				
Émission de débentures subordonnées	-	1 250	1 000	2 750
Remboursement de débentures subordonnées	-	(1 000)	(1 500)	(3 000)
Émission d'actions ordinaires, déduction faite des frais d'émission	23	16	76	55
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation	-	-	-	(814)
Émission d'actions privilégiées et d'autres instruments de capitaux propres, déduction faite des frais d'émission	998	1 746	2 245	1 746
Rachat d'actions privilégiées et d'autres instruments de capitaux propres	(725)	-	(725)	(8)
Actions propres et autres instruments de capitaux propres – vente	1 423	864	3 564	4 098
Actions propres et autres instruments de capitaux propres – achat	(1 539)	(920)	(3 546)	(4 171)
Dividendes versés sur les actions et distributions versées sur les autres instruments de capitaux propres	(1 616)	(1 602)	(4 826)	(4 730)
Dividendes/distributions versés aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle	(1)	-	(3)	(4)
Variation des emprunts à court terme des filiales	(6)	(1 518)	(14)	13
Remboursement d'obligations locatives	(160)	(142)	(458)	(438)
<b>Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités de financement</b>	<b>(1 603)</b>	<b>(1 306)</b>	<b>(4 187)</b>	<b>(4 503)</b>
Incidence de la variation des taux de change sur la trésorerie et les montants à recevoir de banques	491	(341)	(2 044)	1 125
<b>Variation nette de la trésorerie et des montants à recevoir de banques</b>	<b>1 100</b>	<b>20 404</b>	<b>(3 481)</b>	<b>92 871</b>
Trésorerie et montants à recevoir de banques au début de la période (1)	114 307	98 777	118 888	26 310
<b>Trésorerie et montants à recevoir de banques à la fin de la période (1)</b>	<b>115 407 \$</b>	<b>119 181 \$</b>	<b>115 407 \$</b>	<b>119 181 \$</b>
<b>Les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation comprennent les éléments suivants :</b>				
Intérêts versés	1 826 \$	2 303 \$	6 121 \$	10 871 \$
Intérêts reçus	6 581	7 634	20 052	26 288
Dividendes reçus	582	831	1 933	2 135
Impôt sur le résultat payé	927	655	3 201	2 372

(1) Nous sommes tenus de maintenir des soldes auprès des banques centrales et d'autres organismes de réglementation. Le total des soldes était de 2,2 milliards de dollars au 31 juillet 2021 (2,2 milliards au 30 avril 2021; 2,5 milliards au 31 octobre 2020; 2,7 milliards au 31 juillet 2020; 2,6 milliards au 31 octobre 2019).

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés.

## Note 1 Informations générales

Nos états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités (les états financiers résumés) sont préparés conformément à la Norme comptable internationale (IAS) 34 *Information financière intermédiaire*. Les états financiers résumés ne comprennent pas toutes les informations qui doivent être fournies dans les états financiers annuels et ils doivent être lus en parallèle avec nos états financiers consolidés annuels audités de 2020 et les notes annexes présentés aux pages 144 à 251 de notre rapport annuel 2020. Sauf indication contraire, tous les montants sont en dollars canadiens. Le 24 août 2021, le Conseil d'administration a autorisé la publication des états financiers résumés.

## Note 2 Sommaire des principales méthodes comptables, estimations et jugements

Sauf indication contraire ci-après, les états financiers résumés ont été préparés selon les mêmes méthodes comptables que celles utilisées pour préparer nos états financiers consolidés annuels audités de 2020. Nos principales méthodes comptables et les changements futurs de méthodes comptables et d'informations à fournir non encore entrés en vigueur pour nous sont décrits à la note 2 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2020.

### Changements de méthodes comptables

#### Cadre conceptuel de l'information financière (Cadre conceptuel)

Au cours du premier trimestre de 2021, nous avons adopté le Cadre conceptuel révisé, qui remplace le Cadre conceptuel publié en 2010. Le Cadre conceptuel n'est pas une norme et ne remplace en aucun cas les concepts et les exigences des normes. Il peut être utilisé pour élaborer des méthodes comptables uniformes lorsqu'aucune norme n'existe. Les révisions comprennent quelques nouveaux concepts, des définitions et des critères de comptabilisation des actifs et passifs mis à jour ainsi qu'une clarification de certains concepts importants. Ces modifications n'ont eu aucune incidence importante sur nos états financiers consolidés.

#### Réforme des taux d'intérêt de référence

Au cours du premier trimestre de 2021, nous avons adopté par anticipation les modifications de la phase 2 à IFRS 9 *Instruments financiers*, à IAS 39 *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*, à IFRS 7 *Instruments financiers : Informations à fournir*, à IFRS 4 *Contrats d'assurance* et à IFRS 16 *Contrats de location* (les Modifications). Les Modifications instaurent deux principaux allègements, qui s'appliquent aux changements apportés par suite directe de la réforme des taux d'intérêt de référence (la Réforme) et lorsque la transition des taux interbancaires offerts (les taux interbancaires offerts) aux taux de référence de remplacement se fait sur une base d'équivalent économique :

- Pour les modifications d'instruments financiers comptabilisés au coût amorti résultant de la Réforme qui sont négociées selon l'équivalent économique, les Modifications permettent de comptabiliser le remplacement du taux de référence prospectivement dans le taux d'intérêt effectif de l'instrument plutôt qu'en tant que profit ou perte immédiat;
- Les relations de couverture directement touchées par la Réforme qui satisfont aux critères de sélection pourront continuer d'appliquer la comptabilité de couverture après la transition vers les taux d'intérêt alternatifs.

#### Comptabilité de couverture

Nos méthodes comptables relatives à la comptabilité de couverture sont décrites aux notes 2 et 8 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2020. Nous utilisons la comptabilité de couverture lorsque nous nous attendons à ce que la couverture, dès sa mise en place et au cours des périodes ultérieures, soit hautement efficace pour compenser les variations de la juste valeur ou des flux de trésorerie attribuables au risque couvert. Si la comptabilité de couverture est appropriée, la relation de couverture est désignée et documentée dès sa mise en place pour déterminer l'objectif précis de gestion du risque ainsi que la stratégie de couverture. Pour ce qui est des changements associés à la Réforme, la documentation sur la couverture sera modifiée pour traiter du risque lié au taux d'intérêt de référence alternatif, ce qui inclut les modifications connexes à la description des instruments de couverture et des éléments couverts ainsi qu'à la méthode d'évaluation de l'efficacité de la couverture sans mettre fin à la relation de couverture si les exigences relatives au champ d'application sont satisfaites.

#### Couvertures de la juste valeur

La comptabilité de couverture s'applique lorsque le taux d'intérêt de référence désigné comme le risque couvert peut être identifié séparément comme une composante du risque de taux d'intérêt inhérent à l'instrument à taux fixe. En général, cette exigence est respectée lorsque le taux d'intérêt de référence ayant une incidence sur les variations de la juste valeur de l'instrument est largement accepté et utilisé. Pour que d'autres taux de référence soient admissibles à la comptabilité de couverture de juste valeur, l'exigence relative à l'identification distincte doit être respectée dans les 24 mois suivant la désignation initiale de ce taux dans une relation de couverture. Si, par la suite, nous pouvons raisonnablement nous attendre à ce que le taux d'intérêt de référence alternatif ne puisse être identifié séparément dans ce délai, nous cesserons d'appliquer la comptabilité de couverture de façon prospective.

#### Couvertures de flux de trésorerie

Nous appliquons la comptabilité de couverture à des groupes d'actifs ou de passifs similaires lorsque des éléments individuels du groupe possèdent des caractéristiques de risque similaires et traitons ces éléments et les dérivés connexes comme une seule relation de couverture. Lorsque les flux de trésorerie couverts de certains éléments du groupe sont modifiés pour se rapporter à un taux d'intérêt de référence alternatif avant que les autres éléments du groupe ne soient modifiés, les

**Note 2 Sommaire des principales méthodes comptables, estimations et jugements (suite)**

éléments couverts du groupe sont attribués à des sous-groupes en fonction du taux d'intérêt de référence couvert. Chaque sous-groupe est évalué séparément pour déterminer s'il satisfait aux critères d'admissibilité. Si un sous-groupe ne satisfait pas aux critères, nous mettrons fin à la comptabilité de couverture de façon prospective pour l'ensemble de la relation de couverture.

***Progress et risques découlant de la transition vers des taux d'intérêt de référence alternatifs***

La transition des taux interbancaires offerts (IBOR) aux taux d'intérêt de référence alternatifs aura une incidence sur les instruments financiers indexés sur les IBOR ayant une échéance postérieure au 31 décembre 2021.

Le 5 mars 2021, la Financial Conduct Authority (la FCA), l'autorité de réglementation de la ICE Benchmark Administration (l'IBA), qui administre le LIBOR, a fait une annonce quant à la cessation permanente et à la perte de représentativité des 35 taux LIBOR actuellement publiés par l'IBA. Voici des précisions sur certains taux établis auxquels nous sommes exposés :

- La publication des taux LIBOR en dollar américain à 1 semaine et à 2 mois cessera immédiatement après le 31 décembre 2021. La publication des taux LIBOR en dollar américain à 1 jour et à 12 mois cessera immédiatement après le 30 juin 2023, tandis que les taux LIBOR en dollar américain à 1, 3 et 6 mois ne seront plus représentatifs du marché sous-jacent et de la réalité économique qu'ils sont censés mesurer, après le 30 juin 2023. La FCA pourrait tenir des consultations sur la possibilité d'obliger l'IBA à publier les taux LIBOR en dollar américain à 1, 3 et 6 mois après la fin de juin 2023 sur une base « synthétique » non représentative.
- La publication des taux LIBOR en livre sterling à 1 jour, 1 semaine, 2 mois et 12 mois cessera immédiatement après le 31 décembre 2021, tandis que les taux LIBOR en livre sterling à 1, 3 et 6 mois ne seront plus représentatifs du marché sous-jacent et de la réalité économique qu'ils sont censés mesurer après le 31 décembre 2021. La FCA tiendra des consultations sur la possibilité d'obliger l'IBA à publier les taux LIBOR en livre sterling à 1, 3 et 6 mois après la fin de 2021 pendant une période non précisée, sur une base « synthétique » non représentative.

L'annonce de la FCA a entraîné le déclenchement des clauses de repli relatives à nos produits liés au LIBOR, notamment certains prêts, obligations et dérivés, et ainsi défini les dates de passage de ces produits aux taux de référence alternatifs. Cette annonce a également permis d'établir les écarts fixes à utiliser lors du passage au taux de référence alternatif pertinent pour chaque taux LIBOR.

Se reporter à la note 2 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2020 pour plus d'information sur notre programme de transition en lien avec la Réforme. Les mesures prises dans le cadre de la transition se concentrent sur deux axes de travail généraux : i) concevoir de nouveaux produits liés aux taux d'intérêt alternatifs sans risque et ii) convertir les contrats existants fondés sur le LIBOR en contrats fondés sur les taux alternatifs sans risque. Les principales mesures prises dans le cadre de la transition sont les suivantes :

- l'intégration continue de dispositions contractuelles dans les nouveaux produits fondés sur les IBOR qui nous permettent de déterminer de nouveaux taux de référence alternatifs à la cessation des IBOR (clauses de substitution);
- la mise au point de nouveaux produits pour les clients, y compris des dérivés sur taux d'intérêt et des prêts indexés sur les taux d'intérêt de référence alternatifs pertinents.

Le calendrier de notre programme dépend essentiellement de l'acceptation, dans l'ensemble des marchés, de produits liés aux nouveaux taux alternatifs sans risque, ainsi que de la volonté de nos clients d'adopter ces produits de remplacement et leur capacité à le faire. Les questions importantes que nous continuons d'évaluer comprennent notre offre de produits à nos clients, nos stratégies de financement à court et à long terme et nos programmes de couverture. Nous respectons les dates cibles recommandées par les organismes de réglementation pertinents pour l'abandon des produits fondés sur le LIBOR.

***Instruments financiers n'ayant pas encore été indexés sur un taux de référence alternatif***

Le 5 mars 2021, la date de cessation permanente des taux LIBOR en dollar américain a été révisée, passant du 31 décembre 2021 au 30 juin 2023. Par suite de ce changement, nos expositions importantes aux taux LIBOR en dollar américain au 1<sup>er</sup> novembre 2020 pour ce qui concerne les actifs financiers non dérivés, les passifs financiers non dérivés, le notionnel des dérivés et les soldes inutilisés de nos engagements de prêts touchés par la Réforme, qui n'ont pas encore réalisé le passage aux taux alternatifs et qui viennent à échéance après le 30 juin 2023, s'établissent respectivement à 57 432 millions de dollars, 941 millions, 3 368 307 millions et 82 054 millions.

Le tableau ci-dessous présente, en date du 1<sup>er</sup> novembre 2020, nos expositions importantes à des instruments financiers indexés sur des taux d'intérêt de référence visés par la Réforme qui n'ont pas encore été remplacés par des taux d'intérêt de référence alternatifs et qui viennent à échéance après le 31 décembre 2021, ce qui représente nos soldes d'ouverture de l'exercice se terminant le 31 octobre 2021. Les changements apportés à nos expositions au cours du trimestre n'ont pas entraîné de changements importants aux risques liés à la transition depuis le 1<sup>er</sup> novembre 2020. Dans le cours normal des activités, le capital nominal de nos dérivés peut fluctuer en ayant une incidence minime sur nos plans de conversion des IBOR.

(en millions de dollars canadiens)	Au 1 <sup>er</sup> novembre 2020		
	Actifs financiers non dérivés (1)	Passifs financiers non dérivés (2)	Capital nominal des dérivés (3)
LIBOR en dollar américain	79 123 \$	5 135 \$	4 894 150 \$
LIBOR en livre sterling	7 518	1 227	1 773 893
IBOR en autres devises	324	2 456	263 299
	<b>86 965 \$</b>	<b>8 818 \$</b>	<b>6 931 342 \$</b>
<b>Swaps sur devises</b>			
LIBOR en dollar américain – LIBOR en livre sterling	s.o.	s.o.	384 263 \$
Autres combinaisons	s.o.	s.o.	52 875
	<b>s.o.</b>	<b>s.o.</b>	<b>437 138 \$</b>
	<b>86 965 \$</b>	<b>8 818 \$</b>	<b>7 368 480 \$</b>

(1) Les actifs non dérivés représentent l'encours des prêts et la juste valeur des titres.

(2) Les passifs non dérivés représentent les dépôts.

(3) Le capital nominal des dérivés exclut les swaps sur devises indexés sur de multiples taux LIBOR, qui sont présentés séparément dans la section Swaps sur devises du tableau.  
s.o. sans objet

Le tableau ci-dessous présente les engagements de prêt inutilisés indexés sur des taux d'intérêt de référence visés par la Réforme.

(en millions de dollars canadiens)	Au 1 <sup>er</sup> novembre 2020
<b>Engagements inutilisés autorisés et engagés</b>	
LIBOR en dollar américain	136 725 \$
LIBOR en livre sterling	7 533
IBOR en autres devises	1 370
	<b>145 628 \$</b>

Nous continuons de gérer des expositions importantes aux taux de référence qui n'ont pas annoncé de plans de cessation ou de réforme, notamment le CDOR (Canadian Dollar Offered Rate), le taux interbancaire offert en euro et le BBSW (Australian Bank Bill Swap Rate), qui sont exclus des tableaux ci-dessus.

### Note 3 Juste valeur des instruments financiers

#### Valeur comptable et juste valeur des instruments financiers

Les tableaux suivants présentent une comparaison de la valeur comptable et de la juste valeur des instruments financiers classés ou désignés à la juste valeur par le biais du résultat net avec la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global. Les dérivés incorporés sont présentés sur une base combinée avec les contrats hôtes. Pour une description des techniques d'évaluation et des données utilisées pour déterminer la juste valeur de nos instruments financiers, se reporter aux notes 2 et 3 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2020. Aucun changement important n'a été apporté à nos méthodes d'évaluation de la juste valeur au cours du trimestre.

	Au 31 juillet 2021							
	Valeur comptable et juste valeur				Valeur comptable		Juste valeur	
	Instruments financiers classés à la juste valeur par le biais du résultat net	Instruments financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net	Instruments financiers classés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Instruments financiers désignés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Instruments financiers évalués au coût amorti	Instruments financiers évalués au coût amorti	Total de la valeur comptable	Total de la juste valeur
(en millions de dollars canadiens)								
<b>Actifs financiers</b>								
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	– \$	53 500 \$	– \$	– \$	26 889 \$	26 889 \$	80 389 \$	80 389 \$
Titres								
Titres détenus à des fins de transaction	123 809	10 085	–	–	–	–	133 894	133 894
Titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable	–	–	71 038	505	66 513	66 979	138 056	138 522
	123 809	10 085	71 038	505	66 513	66 979	271 950	272 416
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	278 378	–	–	–	41 518	41 518	319 896	319 896
Prêts, déduction faite de la correction de valeur applicable								
Prêts de détail	–	252	270	–	488 721	493 629	489 243	494 151
Prêts de gros	8 559	2 074	836	–	197 329	199 006	208 798	210 475
	8 559	2 326	1 106	–	686 050	692 635	698 041	704 626
Autres								
Dérivés	102 033	–	–	–	–	–	102 033	102 033
Autres actifs (1)	4 230	–	–	–	57 170	57 170	61 400	61 400
<b>Passifs financiers</b>								
Dépôts								
Particuliers	291 \$	18 392 \$			339 817 \$	340 072 \$	358 500 \$	358 755 \$
Entreprises et gouvernements (2)	883	125 163			554 367	556 063	680 413	682 109
Banques (3)	–	12 721			33 244	33 249	45 965	45 970
	1 174	156 276			927 428	929 384	1 084 878	1 086 834
Autres								
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	34 760	–			–	–	34 760	34 760
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	–	248 196			22 969	22 969	271 165	271 165
Dérivés	97 150	–			–	–	97 150	97 150
Autres passifs (4)	24	155			61 920	61 921	62 099	62 100
Débitures subordonnées	–	–			9 050	9 274	9 050	9 274

	Au 31 octobre 2020							
	Valeur comptable et juste valeur				Valeur comptable		Juste valeur	
	Instruments financiers classés à la juste valeur par le biais du résultat net	Instruments financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net	Instruments financiers classés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Instruments financiers désignés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Instruments financiers évalués au coût amorti	Instruments financiers évalués au coût amorti	Total de la valeur comptable	Total de la juste valeur
(en millions de dollars canadiens)								
<b>Actifs financiers</b>								
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	- \$	21 603 \$	- \$	- \$	17 410 \$	17 410 \$	39 013 \$	39 013 \$
<b>Titres</b>								
Titres détenus à des fins de transaction	126 027	10 044	-	-	-	-	136 071	136 071
Titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable	-	-	81 395	525	57 823	58 627	139 743	140 547
	126 027	10 044	81 395	525	57 823	58 627	275 814	276 618
<b>Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés</b>								
	264 394	-	-	-	48 621	48 621	313 015	313 015
<b>Prêts, déduction faite de la correction de valeur applicable</b>								
Prêts de détail	-	253	260	-	454 429	462 884	454 942	463 397
Prêts de gros	6 197	2 363	744	-	196 746	198 753	206 050	208 057
	6 197	2 616	1 004	-	651 175	661 637	660 992	671 454
<b>Autres</b>								
Dérivés	113 488	-	-	-	-	-	113 488	113 488
Autres actifs (1)	3 414	-	-	-	57 065	57 065	60 479	60 479
<b>Passifs financiers</b>								
<b>Dépôts</b>								
Particuliers	104 \$	17 096 \$			325 852 \$	324 804 \$	343 052 \$	342 004 \$
Entreprises et gouvernements (2)	389	107 466			516 456	518 501	624 311	626 356
Banques (3)	-	18 015			26 507	26 518	44 522	44 533
	493	142 577			868 815	869 823	1 011 885	1 012 893
<b>Autres</b>								
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	29 285	-			-	-	29 285	29 285
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	-	255 922			18 309	18 309	274 231	274 231
Dérivés	109 927	-			-	-	109 927	109 927
Autres passifs (4)	80	86			65 712	65 719	65 878	65 885
Débitures subordonnées	-	-			9 867	10 071	9 867	10 071

(1) Comprend les engagements de clients en contrepartie d'acceptations et les instruments financiers comptabilisés dans les autres actifs.

(2) Les dépôts des entreprises et des gouvernements comprennent les dépôts provenant d'institutions de dépôt réglementées qui ne sont pas des banques.

(3) Les dépôts de banques correspondent aux dépôts venant de banques réglementées et de banques centrales.

(4) Comprend les acceptations et les instruments financiers comptabilisés dans les autres passifs.

## Note 3 Juste valeur des instruments financiers (suite)

## Juste valeur des actifs et des passifs évalués à la juste valeur de façon récurrente et classés selon la hiérarchie des évaluations à la juste valeur

(en millions de dollars canadiens)	Aux									
	31 juillet 2021					31 octobre 2020				
	Évaluation à la juste valeur selon le			Ajustements de compensation	Juste valeur	Évaluation à la juste valeur selon le			Ajustements de compensation	Juste valeur
Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 1			Niveau 2	Niveau 3			
<b>Actifs financiers</b>										
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	– \$	53 500 \$	– \$		\$ 53 500 \$	– \$	21 603 \$	– \$		\$ 21 603 \$
<b>Titres</b>										
<b>Titres détenus à des fins de transaction</b>										
Titres d'emprunt émis ou garantis par :										
Gouvernement canadien (1)										
Gouvernement fédéral	9 075	2 399	–		11 474	12 773	3 012	–		15 785
Provinces et municipalités	–	11 634	–		11 634	–	11 562	–		11 562
Gouvernement fédéral, États, municipalités et organismes américains (1)	192	21 145	29		21 366	1 508	35 029	44		36 581
Entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE (2)	2 863	3 285	–		6 148	3 085	3 380	–		6 465
Titres adossés à des créances hypothécaires (1)	–	7	–		7	–	39	–		39
Titres adossés à des actifs	–	711	2		713	–	526	2		528
Titres non garantis par des créances	–	22 135	24		22 159	–	21 464	30		21 494
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	–	2 917	1 458		60 393	39 795	2 561	1 261		43 617
Titres de participation	56 018	2 917	1 458		60 393	39 795	2 561	1 261		43 617
	68 148	64 233	1 513		133 894	57 161	77 573	1 337		136 071
<b>Titres de placement</b>										
Titres d'emprunt émis ou garantis par :										
Gouvernement canadien (1)										
Gouvernement fédéral	829	1 429	–		2 258	647	1 894	–		2 541
Provinces et municipalités	–	3 154	–		3 154	–	3 233	–		3 233
Gouvernement fédéral, États, municipalités et organismes américains (1)	–	31 433	–		31 433	160	38 364	–		38 524
Entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	–	5 811	–		5 811	–	7 345	–		7 345
Titres adossés à des créances hypothécaires (1)	–	2 414	21		2 435	–	2 343	27		2 370
Titres adossés à des actifs	–	7 331	–		7 331	–	7 414	–		7 414
TGC (3)	–	615	–		615	–	854	–		854
Titres non garantis par des créances	–	17 847	154		18 001	–	18 954	160		19 114
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	–	144	319		505	38	152	335		525
Titres de participation	42	144	319		505	38	152	335		525
	871	70 178	494		71 543	845	80 553	522		81 920
<b>Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés</b>	–	278 378	–		278 378	–	264 394	–		264 394
Prêts	–	10 936	1 055		11 991	–	8 747	1 070		9 817
<b>Autres</b>										
<b>Dérivés</b>										
Contrats de taux d'intérêt	–	39 287	392		39 679	1	53 720	501		54 222
Contrats de change	–	43 614	66		43 680	–	39 246	57		39 303
Dérivés de crédit	–	496	–		496	–	463	–		463
Autres contrats	2 388	17 003	14		19 405	4 458	16 767	36		21 261
Ajustements d'évaluation	–	(795)	8		(787)	–	(1 112)	8		(1 104)
Total des dérivés, montant brut	2 388	99 605	480		102 473	4 459	109 084	602		114 145
Ajustements de compensation	–	–	–	(440)	(440)	–	–	–	(657)	(657)
Total des dérivés	2 388	99 605	480	(440)	102 033	4 459	109 084	602	(657)	113 488
Autres actifs	1 437	2 793	–		4 230	1 154	2 207	53		3 414
	72 844 \$	579 623 \$	3 542 \$	(440) \$	655 569 \$	63 619 \$	564 161 \$	3 584 \$	(657) \$	630 707 \$
<b>Passifs financiers</b>										
<b>Dépôts</b>										
Particuliers	– \$	18 572 \$	111 \$		\$ 18 683 \$	– \$	17 061 \$	139 \$		\$ 17 200 \$
Entreprises et gouvernements	–	126 046	–		126 046	–	107 855	–		107 855
Banques	–	12 721	–		12 721	–	18 015	–		18 015
<b>Autres</b>										
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	14 572	20 188	–		34 760	12 484	16 801	–		29 285
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	–	248 196	–		248 196	–	255 922	–		255 922
<b>Dérivés</b>										
Contrats de taux d'intérêt	–	33 623	1 015		34 638	–	46 723	1 089		47 812
Contrats de change	–	42 131	31		42 162	–	38 210	35		38 245
Dérivés de crédit	–	742	–		742	–	531	–		531
Autres contrats	2 687	16 912	398		19 997	5 734	18 041	337		24 112
Ajustements d'évaluation	–	58	(7)		51	–	(84)	(32)		(116)
Total des dérivés, montant brut	2 687	93 466	1 437		97 590	5 734	103 421	1 429		110 584
Ajustements de compensation	–	–	–	(440)	(440)	–	–	–	(657)	(657)
Total des dérivés	2 687	93 466	1 437	(440)	97 150	5 734	103 421	1 429	(657)	109 927
Autres passifs	186	(14)	7		179	118	10	38		166
	17 445 \$	519 175 \$	1 555 \$	(440) \$	537 735 \$	18 336 \$	519 085 \$	1 606 \$	(657) \$	538 370 \$

(1) Au 31 juillet 2021, la valeur des titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles et commerciales inclus dans tous les niveaux de la juste valeur des titres détenus à des fins de transaction s'établissait respectivement à 12 914 millions de dollars et à néant (20 520 millions et néant au 31 octobre 2020), et la valeur de ceux inclus dans tous les niveaux de la juste valeur des titres de placement se chiffrait respectivement à 9 538 millions et à 2 268 millions (9 487 millions et 2 137 millions au 31 octobre 2020).

(2) Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

(3) Titres garantis par des créances (TGC).



### Évaluations de la juste valeur à l'aide de données non observables importantes (instruments de niveau 3)

Un instrument financier est classé au niveau 3 de la hiérarchie des évaluations à la juste valeur si une ou plusieurs de ses données non observables peuvent avoir une incidence importante sur l'évaluation de sa juste valeur. Dans le cadre de l'établissement des états financiers, les niveaux appropriés de ces données non observables sont choisis de manière à tenir compte des indications actuelles du marché et du jugement de la direction. En raison de la nature non observable des cours ou des taux, il peut y avoir une incertitude quant à l'évaluation de ces instruments financiers de niveau 3.

Au cours du trimestre clos le 31 juillet 2021, aucun changement important n'est intervenu dans les techniques et fourchettes d'évaluation et les moyennes pondérées des données non observables utilisées pour déterminer la juste valeur des instruments financiers de niveau 3. Au 31 juillet 2021, l'incidence de l'ajustement d'une ou plusieurs données non observables par d'autres hypothèses raisonnablement possibles n'a pas varié de façon importante par rapport à l'incidence indiquée dans nos états financiers consolidés annuels de 2020.

### Variations de l'évaluation de la juste valeur des instruments évalués de façon récurrente et classés au niveau 3

	Pour le trimestre clos le 31 juillet 2021								
	Juste valeur au début de la période	Profits (pertes) compris dans le résultat	Profits (pertes) compris dans les autres éléments du résultat global (1)	Achats d'actifs (émissions de passifs)	Règlements de passifs (ventes d'actifs) et autres (2)	Transferts vers le niveau 3	Transferts hors du niveau 3	Juste valeur à la fin de la période	Profits (pertes) compris dans le résultat relativement aux actifs et passifs encore détenus
(en millions de dollars canadiens)									
<b>Actif</b>									
<b>Titres</b>									
<b>Titres détenus à des fins de transaction</b>									
Titres d'emprunt émis ou garantis par :									
États, municipalités et organismes américains	33 \$	– \$	1 \$	– \$	(5)\$	– \$	– \$	29 \$	– \$
Titres adossés à des actifs									
Titres non garantis par des créances	2	–	–	–	–	–	–	2	–
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	18	–	–	5	1	–	–	24	–
Titres de participation	1 366	27	13	84	(32)	–	–	1 458	71
	1 419	27	14	89	(36)	–	–	1 513	71
<b>Titres de placement</b>									
Titres adossés à des créances hypothécaires	20	–	1	–	–	–	–	21	s.o.
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	146	–	7	–	1	–	–	154	s.o.
Titres de participation	322	–	(3)	4	(4)	–	–	319	s.o.
	488	–	5	4	(3)	–	–	494	s.o.
<b>Prêts</b>	1 145	13	11	44	(5)	–	(153)	1 055	(15)
<b>Autres</b>									
Soldes nets des dérivés (3)									
Contrats de taux d'intérêt	(666)	48	1	(6)	(4)	6	(2)	(623)	47
Contrats de change	46	5	–	(1)	(13)	–	(2)	35	5
Autres contrats	(341)	2	(5)	–	–	(50)	10	(384)	(13)
Ajustements d'évaluation	21	–	–	–	(6)	–	–	15	–
Autres actifs	2	–	–	–	(2)	–	–	–	–
	2 114 \$	95 \$	26 \$	130 \$	(69)\$	(44)\$	(147)\$	2 105 \$	95 \$
<b>Passif</b>									
<b>Dépôts</b>	(70)\$	(7)\$	– \$	(37)\$	3 \$	(36)\$	36 \$	(111)\$	(5)\$
<b>Autres</b>									
Autres passifs	(11)	–	–	–	4	–	–	(7)	–
	(81)\$	(7)\$	– \$	(37)\$	7 \$	(36)\$	36 \$	(118)\$	(5)\$

## Note 3 Juste valeur des instruments financiers (suite)

Pour le trimestre clos le 31 juillet 2020

(en millions de dollars canadiens)	Juste valeur au début de la période	Profits (pertes) compris dans le résultat	Profits (pertes) compris dans les autres éléments du résultat global (1)	Achats d'actifs (émissions de passifs)	Règlements de passifs (ventes d'actifs) et autres (2)	Transferts vers le niveau 3	Transferts hors du niveau 3	Juste valeur à la fin de la période	Profits (pertes) compris dans le résultat relativement aux actifs et passifs encore détenus
<b>Actif</b>									
<b>Titres</b>									
<b>Titres détenus à des fins de transaction</b>									
Titres d'emprunt émis ou garantis par :									
États, municipalités et organismes américains	54 \$	– \$	(2)\$	– \$	(6)\$	– \$	– \$	46 \$	– \$
Titres adossés à des actifs									
Titres non garantis par des créances	2	–	–	–	–	–	–	2	–
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	19	–	–	–	–	12	–	31	–
Titres de participation	1 256	(23)	(32)	55	(21)	2	1	1 238	(2)
	1 331	(23)	(34)	55	(27)	14	1	1 317	(2)
<b>Titres de placement</b>									
Titres adossés à des créances hypothécaires	28	–	(4)	–	–	–	–	24	s.o.
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	165	–	(3)	–	–	–	–	162	s.o.
Titres de participation	333	–	4	–	–	–	–	337	s.o.
	526	–	(3)	–	–	–	–	523	s.o.
<b>Prêts</b>	994	58	9	62	(11)	176	(73)	1 215	21
<b>Autres</b>									
Soldes nets des dérivés (3)									
Contrats de taux d'intérêt	(596)	23	(1)	11	–	–	(2)	(565)	21
Contrats de change	66	(23)	–	6	–	(3)	(1)	45	(22)
Autres contrats	(326)	58	5	(53)	14	(25)	98	(229)	89
Ajustements d'évaluation	10	–	–	–	2	–	–	12	–
Autres actifs	49	9	(2)	–	(4)	–	–	52	9
	2 054 \$	102 \$	(26)\$	81 \$	(26)\$	162 \$	23 \$	2 370 \$	116 \$
<b>Passif</b>									
<b>Dépôts</b>	(163)\$	(17)\$	2 \$	(40)\$	4 \$	(28)\$	50 \$	(192)\$	(16)\$
<b>Autres</b>									
Autres passifs	(36)	(5)	1	–	2	–	–	(38)	(5)
	(199)\$	(22)\$	3 \$	(40)\$	6 \$	(28)\$	50 \$	(230)\$	(21)\$

	Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2021								
	Juste valeur au début de la période	Profits (pertes) compris dans le résultat	Profits (pertes) compris dans les autres éléments du résultat global (1)	Achats d'actifs (émissions de passifs)	Règlements de passifs (ventes d'actifs) et autres (2)	Transferts vers le niveau 3	Transferts hors du niveau 3	Juste valeur à la fin de la période	Profits (pertes) compris dans le résultat relativement aux actifs et passifs encore détenus
(en millions de dollars canadiens)									
<b>Actif</b>									
<b>Titres</b>									
<b>Titres détenus à des fins de transaction</b>									
Titres d'emprunt émis ou garantis par :									
États, municipalités et organismes américains	44 \$	– \$	(2)\$	– \$	(13)\$	– \$	– \$	29 \$	1 \$
Titres adossés à des actifs									
Titres non garantis par des créances	2	–	–	–	–	–	–	2	–
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	30	(1)	–	8	(3)	14	(24)	24	–
Titres de participation	1 261	75	(53)	248	(98)	25	–	1 458	79
	1 337	74	(55)	256	(114)	39	(24)	1 513	80
<b>Titres de placement</b>									
Titres adossés à des créances hypothécaires	27	–	(6)	–	–	–	–	21	s.o.
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	160	–	(9)	–	3	–	–	154	s.o.
Titres de participation	335	–	(18)	4	(2)	–	–	319	s.o.
	522	–	(33)	4	1	–	–	494	s.o.
<b>Prêts</b>	1 070	(10)	2	177	(5)	70	(249)	1 055	20
<b>Autres</b>									
Soldes nets des dérivés (3)									
Contrats de taux d'intérêt	(588)	17	(1)	6	(44)	(3)	(10)	(623)	(18)
Contrats de change	22	30	1	14	(27)	7	(12)	35	(29)
Autres contrats	(301)	5	8	(56)	47	(274)	187	(384)	15
Ajustements d'évaluation	40	–	–	–	(25)	–	–	15	–
Autres actifs	53	(39)	(2)	–	(12)	–	–	–	–
	2 155 \$	77 \$	(80)\$	401 \$	(179)\$	(161)\$	(108)\$	2 105 \$	68 \$
<b>Passif</b>									
<b>Dépôts</b>	(139)\$	(62)\$	5 \$	(129)\$	50 \$	(113)\$	277 \$	(111)\$	6 \$
<b>Autres</b>									
Autres passifs	(38)	22	1	–	8	–	–	(7)	23
	(177)\$	(40)\$	6 \$	(129)\$	58 \$	(113)\$	277 \$	(118)\$	29 \$

## Note 3 Juste valeur des instruments financiers (suite)

Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2020									
(en millions de dollars canadiens)	Juste valeur au début de la période	Profits (pertes) compris dans le résultat	Profits (pertes) compris dans les autres éléments du résultat global (1)	Achats d'actifs (émissions de passifs)	Règlements de passifs (ventes d'actifs) et autres (2)	Transferts vers le niveau 3	Transferts hors du niveau 3	Juste valeur à la fin de la période	Profits (pertes) compris dans le résultat relativement aux actifs et passifs encore détenus
<b>Actif</b>									
<b>Titres</b>									
<b>Titres détenus à des fins de transaction</b>									
Titres d'emprunt émis ou garantis par :									
États, municipalités et organismes américains	58 \$	– \$	2 \$	– \$	(14)\$	– \$	– \$	46 \$	– \$
Titres adossés à des actifs									
Titres non garantis par des créances	2	–	–	–	–	–	–	2	–
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	21	(1)	–	–	(1)	12	–	31	–
Titres de participation	1 219	(101)	15	173	(68)	2	(2)	1 238	(41)
	1 300	(102)	17	173	(83)	14	(2)	1 317	(41)
<b>Titres de placement</b>									
Titres adossés à des créances hypothécaires	27	–	(3)	–	–	–	–	24	s.o.
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	153	–	8	1	–	–	–	162	s.o.
Titres de participation	294	–	40	4	(1)	–	–	337	s.o.
	474	–	45	5	(1)	–	–	523	s.o.
<b>Prêts</b>	680	77	9	552	(510)	516	(109)	1 215	(46)
<b>Autres</b>									
Soldes nets des dérivés (3)									
Contrats de taux d'intérêt	(585)	(87)	(3)	(28)	8	34	96	(565)	(30)
Contrats de change	21	17	1	22	–	(8)	(8)	45	9
Autres contrats	(195)	(36)	(2)	(127)	21	(58)	168	(229)	12
Ajustements d'évaluation	22	–	–	–	(10)	–	–	12	–
Autres actifs	77	(10)	2	–	(17)	–	–	52	(11)
	1 794 \$	(141)\$	69 \$	597 \$	(592)\$	498 \$	145 \$	2 370 \$	(107)\$
<b>Passif</b>									
Dépôts	(156)\$	69 \$	(2)\$	(253)\$	22 \$	(110)\$	238 \$	(192)\$	67 \$
<b>Autres</b>									
Autres passifs	(60)	7	(2)	4	13	–	–	(38)	7
	(216)\$	76 \$	(4)\$	(249)\$	35 \$	(110)\$	238 \$	(230)\$	74 \$

(1) Ces montants comprennent les profits et les pertes de change découlant de la consolidation des filiales étrangères à l'égard des instruments de niveau 3, s'il y a lieu. Les profits latents sur les titres de placement comptabilisés dans les autres éléments du résultat global ont été de 1 million de dollars pour le trimestre clos le 31 juillet 2021 (profits de 1 million au 31 juillet 2020) et des pertes de 10 millions pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2021 (profits de 30 millions au 31 juillet 2020), exclusion faite des profits ou des pertes de change découlant de la consolidation.

(2) Comprend l'amortissement des primes ou des escomptes comptabilisés dans le bénéfice net.

(3) Le montant net des dérivés au 31 juillet 2021 comprenait des actifs dérivés de 480 millions de dollars (736 millions au 31 juillet 2020) et des passifs dérivés de 1 437 millions (1 473 millions au 31 juillet 2020).

s.o. sans objet

### Transferts entre les niveaux de la hiérarchie des évaluations de la juste valeur pour les instruments inscrits à la juste valeur de façon récurrente

Les transferts entre les niveaux 1 et 2 et les transferts d'instruments vers le niveau 3 et hors de ce niveau sont présumés avoir eu lieu à la fin de la période. Pour un actif ou un passif transféré vers le niveau 3 au cours de la période, la variation totale de la juste valeur pour la période est exclue de la colonne Profits (pertes) compris dans le résultat relativement aux actifs et passifs encore détenus du tableau de rapprochement ci-dessus, alors que pour les transferts hors du niveau 3 effectués au cours de la période, la variation totale de la juste valeur pour la période est comprise dans cette même colonne.

Les transferts entre les niveaux 1 et 2 sont effectués selon que la juste valeur est obtenue au moyen des cours des marchés actifs (niveau 1).

Au cours du trimestre clos le 31 juillet 2021, aucun transfert important n'a été effectué depuis le niveau 1 vers le niveau 2.

Au cours du trimestre clos le 31 juillet 2021, aucun transfert important n'a été effectué depuis le niveau 2 vers le niveau 1.

Les transferts entre le niveau 2 et le niveau 3 sont principalement attribuables à un changement dans l'observabilité d'une donnée sur le marché ou à un changement dans l'importance de l'incidence d'une donnée non observable sur la juste valeur d'un instrument financier.

Au cours du trimestre clos le 31 juillet 2021, les transferts depuis le niveau 3 vers le niveau 2 comprenaient ce qui suit :

- des prêts de 153 millions de dollars attribuables à des changements dans l'importance des données non observables.

### Revenu net d'intérêt tiré des instruments financiers

Le revenu d'intérêt et le revenu de dividende découlant des actifs financiers et passifs financiers et les coûts de financement connexes sont inclus dans le revenu net d'intérêt.

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos		Pour les périodes de neuf mois closes	
	le 31 juillet 2021	le 31 juillet 2020	le 31 juillet 2021	le 31 juillet 2020
<b>Revenu d'intérêt et de dividende</b> (1), (2)				
Instruments financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net	1 125 \$	1 663 \$	3 377 \$	7 084 \$
Instruments financiers évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	85	213	279	827
Instruments financiers évalués au coût amorti	5 787	6 080	17 475	19 509
	<b>6 997</b>	<b>7 956</b>	<b>21 131</b>	<b>27 420</b>
<b>Charge d'intérêt</b> (1)				
Instruments financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net	706 \$	1 112 \$	2 145 \$	5 107 \$
Instruments financiers évalués au coût amorti	1 239	1 705	4 045	6 488
	<b>1 945</b>	<b>2 817</b>	<b>6 190</b>	<b>11 595</b>
<b>Revenu net d'intérêt</b>	<b>5 052 \$</b>	<b>5 139 \$</b>	<b>14 941 \$</b>	<b>15 825 \$</b>

(1) Exclut les montants suivants qui ont trait à nos activités d'assurance et qui sont inscrits au poste Primes d'assurance, revenus de placement et honoraires de l'état consolidé intermédiaire du résultat net : pour le trimestre clos le 31 juillet 2021, revenu d'intérêt de 146 millions de dollars (133 millions au 31 juillet 2020) et charge d'intérêt de 1 million (2 millions au 31 juillet 2020); pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2021, revenu d'intérêt de 434 millions (388 millions au 31 juillet 2020) et charge d'intérêt de 3 millions (5 millions au 31 juillet 2020).

(2) Inclut un revenu de dividende de 606 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 juillet 2021 (811 millions au 31 juillet 2020) et un revenu de dividende de 1 823 millions pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2021 (2 033 millions au 31 juillet 2020), présenté à titre de revenu d'intérêt et de dividende dans l'état consolidé intermédiaire du résultat net.

## Note 4 Titres

### Profits et pertes latents sur les titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global (1), (2)

(en millions de dollars canadiens)	31 juillet 2021				31 octobre 2020			
	Coût/coût amorti	Profits bruts latents	Pertes brutes latentes	Juste valeur	Coût/coût amorti	Profits bruts latents	Pertes brutes latentes	Juste valeur
<b>Titres d'emprunt émis ou garantis par :</b>								
Gouvernement canadien								
Gouvernement fédéral (3)	2 339 \$	1 \$	(82)\$	2 258 \$	2 562 \$	1 \$	(22)\$	2 541 \$
Provinces et municipalités	3 286	4	(136)	3 154	3 237	27	(31)	3 233
Gouvernement fédéral, États, municipalités et organismes américains (3)	31 157	418	(142)	31 433	38 523	323	(322)	38 524
Entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	5 805	7	(1)	5 811	7 336	11	(2)	7 345
Titres adossés à des créances hypothécaires (3)	2 443	3	(11)	2 435	2 418	5	(53)	2 370
Titres adossés à des actifs								
TGC	7 332	1	(2)	7 331	7 504	–	(90)	7 414
Titres non garantis par des créances	609	6	–	615	859	2	(7)	854
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	17 941	64	(4)	18 001	19 041	76	(3)	19 114
Titres de participation	266	239	–	505	276	253	(4)	525
	<b>71 178 \$</b>	<b>743 \$</b>	<b>(378)\$</b>	<b>71 543 \$</b>	<b>81 756 \$</b>	<b>698 \$</b>	<b>(534)\$</b>	<b>81 920 \$</b>

(1) Compte non tenu de titres détenus afin d'en percevoir les flux de trésorerie de 66 513 millions de dollars au 31 juillet 2021 qui sont comptabilisés au coût amorti, déduction faite d'une correction de valeur pour pertes de crédit (57 823 millions au 31 octobre 2020).

(2) Les profits et les pertes bruts latents comprennent une correction de valeur pour pertes de crédit de (4) millions de dollars liée à des titres d'emprunt évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global au 31 juillet 2021 (8 millions au 31 octobre 2020) comptabilisée en résultat et dans les autres composantes des capitaux propres.

(3) La plupart des titres adossés à des créances hypothécaires se rapportent à des prêts hypothécaires résidentiels. Le coût/coût amorti, les profits bruts latents, les pertes brutes latentes et la juste valeur liés aux titres adossés à des créances hypothécaires commerciales se chiffraient respectivement à 2 278 millions de dollars, 1 million, 11 millions et 2 268 millions au 31 juillet 2021 (2 185 millions, néant, 48 millions et 2 137 millions au 31 octobre 2020, respectivement).

## Note 4 Titres (suite)

**Correction de valeur pour pertes de crédit sur les titres de placement**

Les tableaux qui suivent présentent le rapprochement du solde d'ouverture et du solde de clôture de la correction de valeur, par stade, pour les titres d'emprunt évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global et au coût amorti. Les éléments de rapprochement sont les suivants :

- Changements de modèle – Ils reflètent généralement l'incidence des changements importants apportés aux modèles quantitatifs utilisés pour faire l'estimation des pertes de crédit attendues, ainsi que toute incidence connexe ayant trait aux stades.
- Transferts entre les stades – On présume qu'ils surviennent avant toute réévaluation correspondante de la correction de valeur.
- Achats – Ils reflètent la correction de valeur établie pour les actifs nouvellement comptabilisés durant la période, y compris les actifs décomptabilisés à la suite d'une modification des conditions.
- Ventes et arrivées à échéance – Elles reflètent la correction de valeur établie pour les actifs décomptabilisés durant la période sans qu'une perte de crédit ait été subie, y compris les actifs décomptabilisés à la suite d'une modification des conditions.
- Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition – Ils reflètent les faits suivants : l'incidence des variations des données ou hypothèses relatives aux modèles, y compris les changements dans les conditions macroéconomiques prospectives, les remboursements partiels, les changements d'évaluation à la suite d'un transfert entre les stades et la désactualisation de la valeur temps de l'argent du fait du passage du temps.

**Correction de valeur pour pertes de crédit – titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global <sup>(1)</sup>**

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos							
	le 31 juillet 2021				le 31 juillet 2020			
	Productifs		Dépréciés		Productifs		Dépréciés	
	Stade 1	Stade 2	Stade 3 (2)	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3 (2)	Total
Solde au début de la période	7 \$	1 \$	(7)\$	1 \$	23 \$	– \$	– \$	23 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Changements de modèle	(4)	–	–	(4)	–	–	–	–
Transferts vers le stade 1	–	–	–	–	–	–	–	–
Transferts vers le stade 2	–	–	–	–	–	–	–	–
Transferts vers le stade 3	–	–	–	–	–	–	–	–
Achats	2	–	–	2	4	–	–	4
Ventes et arrivées à échéance	(1)	–	–	(1)	(7)	–	–	(7)
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(1)	–	(2)	(3)	(1)	1	(2)	(2)
Écart de change et autres	1	1	(1)	1	(1)	–	–	(1)
Solde à la fin de la période	4 \$	2 \$	(10)\$	(4)\$	18 \$	1 \$	(2)\$	17 \$

(en millions de dollars canadiens)	Pour les périodes de neuf mois closes							
	le 31 juillet 2021				le 31 juillet 2020			
	Productifs		Dépréciés		Productifs		Dépréciés	
	Stade 1	Stade 2	Stade 3 (2)	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3 (2)	Total
Solde au début de la période	12 \$	– \$	(4)\$	8 \$	4 \$	– \$	(7)\$	(3)\$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Changements de modèle	(4)	–	–	(4)	–	–	–	–
Transferts vers le stade 1	–	–	–	–	–	–	–	–
Transferts vers le stade 2	–	–	–	–	–	–	–	–
Transferts vers le stade 3	–	–	–	–	–	–	–	–
Achats	7	–	–	7	15	–	–	15
Ventes et arrivées à échéance	(8)	(1)	–	(9)	(9)	–	–	(9)
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(3)	3	(6)	(6)	8	1	6	15
Écart de change et autres	–	–	–	–	–	–	(1)	(1)
Solde à la fin de la période	4 \$	2 \$	(10)\$	(4)\$	18 \$	1 \$	(2)\$	17 \$

(1) Les pertes de crédit attendues sur les titres d'emprunt évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ne sont pas comptabilisées séparément dans le bilan, car les titres visés sont inscrits à la juste valeur. Le cumul des pertes de crédit comptabilisé en résultat est présenté dans les autres composantes des capitaux propres.

(2) Comprend les variations de la correction de valeur sur les titres dépréciés acquis.

## Correction de valeur pour pertes de crédit – titres au coût amorti

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos							
	le 31 juillet 2021				le 31 juillet 2020			
	Productifs		Dépréciés		Productifs		Dépréciés	
	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total
Solde au début de la période	11 \$	17 \$	– \$	28 \$	9 \$	20 \$	– \$	29 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Changements de modèle	(4)	–	–	(4)	–	–	–	–
Transferts vers le stade 1	–	–	–	–	–	–	–	–
Transferts vers le stade 2	–	–	–	–	–	–	–	–
Transferts vers le stade 3	–	–	–	–	–	–	–	–
Achats	1	–	–	1	1	–	–	1
Ventes et arrivées à échéance	–	–	–	–	(1)	–	–	(1)
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	–	–	–	–	1	–	–	1
Écart de change et autres	–	–	–	–	–	(1)	–	(1)
Solde à la fin de la période	8 \$	17 \$	– \$	25 \$	10 \$	19 \$	– \$	29 \$

(en millions de dollars canadiens)	Pour les périodes de neuf mois closes							
	le 31 juillet 2021				le 31 juillet 2020			
	Productifs		Dépréciés		Productifs		Dépréciés	
	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total
Solde au début de la période	10 \$	19 \$	– \$	29 \$	5 \$	19 \$	– \$	24 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Changements de modèle	(4)	–	–	(4)	–	–	–	–
Transferts vers le stade 1	–	–	–	–	–	–	–	–
Transferts vers le stade 2	–	–	–	–	–	–	–	–
Transferts vers le stade 3	–	–	–	–	–	–	–	–
Achats	8	–	–	8	6	–	–	6
Ventes et arrivées à échéance	(1)	–	–	(1)	(2)	–	–	(2)
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(5)	–	–	(5)	1	1	–	2
Écart de change et autres	–	(2)	–	(2)	–	(1)	–	(1)
Solde à la fin de la période	8 \$	17 \$	– \$	25 \$	10 \$	19 \$	– \$	29 \$

## Exposition au risque de crédit selon la notation interne du risque

Le tableau suivant présente la juste valeur des titres d'emprunt évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ainsi que la valeur comptable brute des titres évalués au coût amorti. Les notations du risque sont basées sur les évaluations internes utilisées pour l'évaluation des pertes de crédit attendues à la date de clôture, telles qu'elles figurent dans les grilles de notations internes de la rubrique Risque de crédit de notre rapport annuel 2020.

(en millions de dollars canadiens)	Aux							
	31 juillet 2021				31 octobre 2020			
	Productifs		Dépréciés		Productifs		Dépréciés	
	Stade 1	Stade 2	Stade 3 (1)	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3 (1)	Total
<b>Titres de placement</b>								
<b>Titres évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global</b>								
Qualité investissement	70 338 \$	114 \$	– \$	70 452 \$	80 719 \$	87 \$	– \$	80 806 \$
Qualité inférieure	435	–	–	435	431	1	–	432
Titres dépréciés	–	–	151	151	–	–	157	157
	70 773	114	151	71 038	81 150	88	157	81 395
Éléments non soumis à des tests de dépréciation (2)				505				525
				71 543 \$				81 920 \$
<b>Titres au coût amorti</b>								
Qualité investissement	65 409 \$	– \$	– \$	65 409 \$	56 885 \$	– \$	– \$	56 885 \$
Qualité inférieure	907	222	–	1 129	647	320	–	967
Titres dépréciés	–	–	–	–	–	–	–	–
	66 316	222	–	66 538	57 532	320	–	57 852
Correction de valeur pour pertes de crédit	8	17	–	25	10	19	–	29
Coût amorti	66 308 \$	205 \$	– \$	66 513 \$	57 522 \$	301 \$	– \$	57 823 \$

(1) Rend compte des titres dépréciés acquis de 151 millions de dollars (157 millions au 31 octobre 2020).

(2) Les titres de placement évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global qui ne sont pas soumis à des tests de dépréciation sont des titres de participation désignés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global.

## Note 5 Prêts et correction de valeur pour pertes de crédit

### Correction de valeur pour pertes de crédit

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos									
	le 31 juillet 2021					le 31 juillet 2020				
	Solde au début de la période	Dotation à la provision pour pertes de crédit	Sorties du bilan, montant net	Écart de change et autres	Solde à la fin de la période	Solde au début de la période	Dotation à la provision pour pertes de crédit	Sorties du bilan, montant net	Écart de change et autres	Solde à la fin de la période
Prêts de détail										
Prêts hypothécaires résidentiels	495 \$	(40)\$	(6)\$	– \$	449 \$	484 \$	62 \$	(7)\$	(8)\$	531 \$
Prêts aux particuliers	1 275	(33)	(57)	(2)	1 183	1 258	166	(111)	(12)	1 301
Prêts sur cartes de crédit	1 135	(94)	(80)	1	962	1 121	238	(111)	(1)	1 247
Prêts aux petites entreprises	189	(1)	(5)	(2)	181	107	13	(7)	(4)	109
Prêts de gros	2 311	(273)	(16)	3	2 025	2 790	200	(151)	(66)	2 773
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	120	(51)	–	(2)	67	105	(1)	–	–	104
	5 525 \$	(492)\$	(164)\$	(2)\$	4 867 \$	5 865 \$	678 \$	(387)\$	(91)\$	6 065 \$
Présentation ventilée :										
Correction de valeur pour pertes sur prêts	5 146 \$				4 588 \$	5 230 \$				5 509 \$
Autres passifs – Dotations	227				203	529				445
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	120				67	105				104
Autres composantes des capitaux propres	32				9	1				7

(en millions de dollars canadiens)	Pour les périodes de neuf mois closes									
	le 31 juillet 2021					le 31 juillet 2020				
	Solde au début de la période	Dotation à la provision pour pertes de crédit	Sorties du bilan, montant net	Écart de change et autres	Solde à la fin de la période	Solde au début de la période	Dotation à la provision pour pertes de crédit	Sorties du bilan, montant net	Écart de change et autres	Solde à la fin de la période
Prêts de détail										
Prêts hypothécaires résidentiels	518 \$	(23)\$	(20)\$	(26)\$	449 \$	402 \$	181 \$	(23)\$	(29)\$	531 \$
Prêts aux particuliers	1 309	78	(195)	(9)	1 183	935	724	(341)	(17)	1 301
Prêts sur cartes de crédit	1 246	(52)	(230)	(2)	962	832	808	(392)	(1)	1 247
Prêts aux petites entreprises	140	8	(15)	48	181	61	77	(24)	(5)	109
Prêts de gros	2 795	(427)	(138)	(205)	2 025	1 165	1 962	(259)	(95)	2 773
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	107	(38)	–	(2)	67	24	81	–	(1)	104
	6 115 \$	(454)\$	(598)\$	(196)\$	4 867 \$	3 419 \$	3 833 \$	(1 039)\$	(148)\$	6 065 \$
Présentation ventilée :										
Correction de valeur pour pertes sur prêts	5 639 \$				4 588 \$	3 100 \$				5 509 \$
Autres passifs – Dotations	363				203	295				445
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	107				67	24				104
Autres composantes des capitaux propres	6				9	–				7



Le tableau qui suit présente le rapprochement du solde d'ouverture et du solde de clôture pour chaque grande catégorie de produits de prêts et d'engagements tels qu'ils ont été déterminés dans notre modèle de correction de valeur pondéré en fonction des scénarios et de l'application d'un jugement expert en matière de crédit, le cas échéant. Les éléments de rapprochement sont les suivants :

- Changements de modèle – Ils reflètent généralement l'incidence des changements importants apportés aux modèles quantitatifs utilisés pour faire l'estimation des pertes de crédit attendues, ainsi que toute incidence connexe ayant trait aux stades.
- Transferts entre les stades – On présume qu'ils surviennent avant toute réévaluation correspondante de la correction de valeur.
- Originations – Elles reflètent la correction de valeur établie pour les actifs nouvellement comptabilisés durant la période, y compris les actifs décomptabilisés à la suite d'une modification des conditions.
- Arrivées à échéance – Elles reflètent la correction de valeur établie pour les actifs décomptabilisés durant la période sans qu'une perte de crédit ait été subie, y compris les actifs décomptabilisés à la suite d'une modification des conditions.
- Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition – Ils reflètent les faits suivants : l'incidence des variations des données ou hypothèses relatives aux modèles, y compris les changements dans les conditions macroéconomiques prospectives; les remboursements partiels et les prélèvements supplémentaires sur les facilités existantes; les changements d'évaluation à la suite d'un transfert entre les stades et la désactualisation de la valeur temps de l'argent du fait du passage du temps au stade 1 et au stade 2.

## Note 5 Prêts et correction de valeur pour pertes de crédit (suite)

## Correction de valeur pour pertes de crédit – prêts de détail et prêts de gros

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos							
	le 31 juillet 2021				le 31 juillet 2020			
	Productifs		Dépréciés		Productifs		Dépréciés	
	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total
<b>Prêts hypothécaires résidentiels</b>								
Solde au début de la période	192 \$	148 \$	155 \$	495 \$	114 \$	223 \$	147 \$	484 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Changements de modèle	(6)	(5)	–	(11)	–	–	–	–
Transferts vers le stade 1	41	(36)	(5)	–	56	(50)	(6)	–
Transferts vers le stade 2	(2)	3	(1)	–	(5)	8	(3)	–
Transferts vers le stade 3	(1)	(11)	12	–	–	(11)	11	–
Originations	31	–	–	31	24	–	–	24
Arrivées à échéance	(7)	(3)	–	(10)	(4)	(4)	–	(8)
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(64)	9	5	(50)	(26)	61	11	46
Sorties du bilan	–	–	(9)	(9)	–	–	(9)	(9)
Recouvrements	–	–	3	3	–	–	2	2
Écart de change et autres	2	2	(4)	–	(2)	(4)	(2)	(8)
Solde à la fin de la période	186 \$	107 \$	156 \$	449 \$	157 \$	223 \$	151 \$	531 \$
<b>Prêts aux particuliers</b>								
Solde au début de la période	491 \$	680 \$	104 \$	1 275 \$	343 \$	757 \$	158 \$	1 258 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Changements de modèle	(1)	–	–	(1)	–	–	–	–
Transferts vers le stade 1	204	(202)	(2)	–	110	(109)	(1)	–
Transferts vers le stade 2	(19)	19	–	–	(25)	25	–	–
Transferts vers le stade 3	(1)	(13)	14	–	–	(16)	16	–
Originations	35	–	–	35	27	–	–	27
Arrivées à échéance	(22)	(34)	–	(56)	(12)	(26)	–	(38)
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(195)	151	33	(11)	(43)	146	74	177
Sorties du bilan	–	–	(95)	(95)	–	–	(141)	(141)
Recouvrements	–	–	38	38	–	–	30	30
Écart de change et autres	–	–	(2)	(2)	1	(1)	(12)	(12)
Solde à la fin de la période	492 \$	601 \$	90 \$	1 183 \$	401 \$	776 \$	124 \$	1 301 \$
<b>Prêts sur cartes de crédit</b>								
Solde au début de la période	326 \$	809 \$	– \$	1 135 \$	246 \$	875 \$	– \$	1 121 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Transferts vers le stade 1	197	(197)	–	–	84	(84)	–	–
Transferts vers le stade 2	(22)	22	–	–	(23)	23	–	–
Transferts vers le stade 3	(1)	(94)	95	–	(1)	(101)	102	–
Originations	1	–	–	1	1	–	–	1
Arrivées à échéance	(1)	(9)	–	(10)	(2)	(8)	–	(10)
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(220)	151	(16)	(85)	26	212	9	247
Sorties du bilan	–	–	(123)	(123)	–	–	(143)	(143)
Recouvrements	–	–	43	43	–	–	32	32
Écart de change et autres	(1)	1	1	1	(1)	–	–	(1)
Solde à la fin de la période	279 \$	683 \$	– \$	962 \$	330 \$	917 \$	– \$	1 247 \$
<b>Prêts aux petites entreprises</b>								
Solde au début de la période	81 \$	71 \$	37 \$	189 \$	56 \$	21 \$	30 \$	107 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Changements de modèle	3	1	–	4	–	–	–	–
Transferts vers le stade 1	10	(10)	–	–	5	(5)	–	–
Transferts vers le stade 2	(1)	1	–	–	(2)	2	–	–
Transferts vers le stade 3	–	(1)	1	–	(1)	–	1	–
Originations	11	–	–	11	4	–	–	4
Arrivées à échéance	(5)	(11)	–	(16)	(2)	(3)	–	(5)
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(8)	5	3	–	(6)	7	13	14
Sorties du bilan	–	–	(7)	(7)	–	–	(9)	(9)
Recouvrements	–	–	2	2	–	–	2	2
Écart de change et autres	–	–	(2)	(2)	(1)	(1)	(2)	(4)
Solde à la fin de la période	91 \$	56 \$	34 \$	181 \$	53 \$	21 \$	35 \$	109 \$
<b>Prêts de gros</b>								
Solde au début de la période	764 \$	1 024 \$	523 \$	2 311 \$	1 246 \$	807 \$	737 \$	2 790 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Changements de modèle	1	24	–	25	–	–	–	–
Transferts vers le stade 1	194	(193)	(1)	–	6	(5)	(1)	–
Transferts vers le stade 2	(20)	21	(1)	–	(111)	112	(1)	–
Transferts vers le stade 3	(2)	(17)	19	–	(11)	(47)	58	–
Originations	129	–	–	129	206	–	–	206
Arrivées à échéance	(116)	(129)	–	(245)	(233)	(100)	–	(333)
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(346)	174	(10)	(182)	(38)	250	115	327
Sorties du bilan	–	–	(34)	(34)	–	–	(163)	(163)
Recouvrements	–	–	18	18	–	–	12	12
Écart de change et autres	6	9	(12)	3	(19)	(13)	(34)	(66)
Solde à la fin de la période	610 \$	913 \$	502 \$	2 025 \$	1 046 \$	1 004 \$	723 \$	2 773 \$

(en millions de dollars canadiens)	Pour les périodes de neuf mois closes							
	le 31 juillet 2021				le 31 juillet 2020			
	Productifs		Dépréciés		Productifs		Dépréciés	
Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total	
<b>Prêts hypothécaires résidentiels</b>								
Solde au début de la période	206 \$	160 \$	152 \$	518 \$	146 \$	77 \$	179 \$	402 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Changements de modèle	(6)	(5)	–	(11)	–	–	–	–
Transferts vers le stade 1	161	(146)	(15)	–	116	(89)	(27)	–
Transferts vers le stade 2	(12)	15	(3)	–	(31)	37	(6)	–
Transferts vers le stade 3	(2)	(38)	40	–	(2)	(26)	28	–
Originations	84	–	–	84	51	–	–	51
Arrivées à échéance	(23)	(21)	–	(44)	(11)	(11)	–	(22)
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(220)	150	18	(52)	(110)	249	13	152
Sorties du bilan	–	–	(28)	(28)	–	–	(31)	(31)
Recouvrements	–	–	8	8	–	–	8	8
Écart de change et autres	(2)	(8)	(16)	(26)	(2)	(14)	(13)	(29)
Solde à la fin de la période	186 \$	107 \$	156 \$	449 \$	157 \$	223 \$	151 \$	531 \$
<b>Prêts aux particuliers</b>								
Solde au début de la période	480 \$	733 \$	96 \$	1 309 \$	272 \$	520 \$	143 \$	935 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Changements de modèle	(1)	–	–	(1)	–	–	–	–
Transferts vers le stade 1	546	(542)	(4)	–	339	(335)	(4)	–
Transferts vers le stade 2	(71)	71	–	–	(81)	82	(1)	–
Transferts vers le stade 3	(2)	(45)	47	–	(2)	(55)	57	–
Originations	96	–	–	96	80	–	–	80
Arrivées à échéance	(69)	(103)	–	(172)	(35)	(73)	–	(108)
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(485)	489	151	155	(174)	639	287	752
Sorties du bilan	–	–	(301)	(301)	–	–	(438)	(438)
Recouvrements	–	–	106	106	–	–	97	97
Écart de change et autres	(2)	(2)	(5)	(9)	2	(2)	(17)	(17)
Solde à la fin de la période	492 \$	601 \$	90 \$	1 183 \$	401 \$	776 \$	124 \$	1 301 \$
<b>Prêts sur cartes de crédit</b>								
Solde au début de la période	364 \$	882 \$	– \$	1 246 \$	173 \$	659 \$	– \$	832 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Transferts vers le stade 1	575	(575)	–	–	319	(319)	–	–
Transferts vers le stade 2	(80)	80	–	–	(70)	70	–	–
Transferts vers le stade 3	(3)	(230)	233	–	(2)	(283)	285	–
Originations	4	–	–	4	6	–	–	6
Arrivées à échéance	(5)	(24)	–	(29)	(7)	(22)	–	(29)
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(574)	550	(3)	(27)	(88)	812	107	831
Sorties du bilan	–	–	(350)	(350)	–	–	(490)	(490)
Recouvrements	–	–	120	120	–	–	98	98
Écart de change et autres	(2)	–	–	(2)	(1)	–	–	(1)
Solde à la fin de la période	279 \$	683 \$	– \$	962 \$	330 \$	917 \$	– \$	1 247 \$
<b>Prêts aux petites entreprises</b>								
Solde au début de la période	78 \$	29 \$	33 \$	140 \$	29 \$	10 \$	22 \$	61 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Changements de modèle	3	1	–	4	–	–	–	–
Transferts vers le stade 1	49	(49)	–	–	10	(10)	–	–
Transferts vers le stade 2	(7)	7	–	–	(5)	5	–	–
Transferts vers le stade 3	–	(2)	2	–	(1)	(1)	2	–
Originations	28	–	–	28	12	–	–	12
Arrivées à échéance	(16)	(17)	–	(33)	(5)	(4)	–	(9)
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(67)	57	19	9	14	22	38	74
Sorties du bilan	–	–	(21)	(21)	–	–	(29)	(29)
Recouvrements	–	–	6	6	–	–	5	5
Écart de change et autres	23	30	(5)	48	(1)	(1)	(3)	(5)
Solde à la fin de la période	91 \$	56 \$	34 \$	181 \$	53 \$	21 \$	35 \$	109 \$
<b>Prêts de gros</b>								
Solde au début de la période	995 \$	1 132 \$	668 \$	2 795 \$	281 \$	396 \$	488 \$	1 165 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Changements de modèle	1	24	–	25	–	–	–	–
Transferts vers le stade 1	449	(445)	(4)	–	72	(69)	(3)	–
Transferts vers le stade 2	(107)	134	(27)	–	(156)	158	(2)	–
Transferts vers le stade 3	(4)	(54)	58	–	(13)	(92)	105	–
Originations	489	–	–	489	685	–	–	685
Arrivées à échéance	(414)	(403)	–	(817)	(310)	(195)	–	(505)
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(747)	594	29	(124)	500	812	470	1 782
Sorties du bilan	–	–	(183)	(183)	–	–	(299)	(299)
Recouvrements	–	–	45	45	–	–	40	40
Écart de change et autres	(52)	(69)	(84)	(205)	(13)	(6)	(76)	(95)
Solde à la fin de la période	610 \$	913 \$	502 \$	2 025 \$	1 046 \$	1 004 \$	723 \$	2 773 \$

**Note 5 Prêts et correction de valeur pour pertes de crédit (suite)****Données et hypothèses clés**

Les paragraphes qui suivent font le point sur les données et hypothèses clés utilisées pour faire l'évaluation des pertes de crédit attendues. Pour de plus amples renseignements, se reporter aux notes 2 et 5 de nos états financiers consolidés annuels de 2020.

La pandémie de COVID-19 a eu une incidence importante sur la détermination de la correction de valeur pour pertes de crédit et a exigé l'exercice d'un jugement accru. La cadence de vaccination s'est accélérée dans de nombreux pays développés, mais est toujours plus lente dans la plupart des pays émergents. Les autorités des régions où les taux de vaccination sont élevés ou dont le nombre de cas d'infection diminue ont assoupli les mesures de confinement qu'elles avaient imposées en raison de la COVID-19, ce qui permet une reprise de l'activité économique dans ces régions à court terme. De vastes programmes de relance budgétaire et monétaire ainsi que des programmes de report de paiements bancaires lancés au printemps 2020 ont généralement permis de limiter les défaillances, mais la durée et les répercussions réelles de ces programmes sur les pertes à venir demeurent inconnues. Comme la pandémie de COVID-19 évolue encore, notamment avec l'émergence et la progression de nouveaux variants de COVID-19 dans diverses régions, les gouvernements continuent d'adapter leur réponse et leur approche face à elle. Par conséquent, l'étendue des mesures de confinement et les progrès en vue d'une réouverture continuent de fluctuer d'une région à l'autre. En dépit de facteurs positifs, il subsiste des incertitudes quant à l'efficacité des vaccins contre les nouveaux variants de la COVID-19, à l'incidence potentielle de la réticence de certains à se faire vacciner, au calendrier de vaccination de certains groupes d'âge et à l'offre et à la disponibilité des vaccins, notamment l'accès inégal à ceux-ci. Tous ces facteurs contribuent au climat d'incertitude qui règne quant au calendrier de la reprise complète de l'économie. Ainsi, le degré d'incertitude habituel de nos corrections de valeur demeure plus élevé qu'à la normale et les données utilisées sont de par leur nature appelées à changer, ce qui pourrait modifier de façon importante notre estimation des corrections de valeur pour pertes de crédit des stades 1 et 2 pour les prochaines périodes.

Pour répondre aux incertitudes de l'environnement actuel et futur, et pour refléter tous les facteurs de risque pertinents qui ne sont pas pris en compte dans nos résultats du modèle, nous avons eu recours à un jugement expert en matière de crédit pour déterminer les augmentations importantes du risque de crédit depuis l'origination et notre correction de valeur pour pertes de crédit pondérée. En raison de l'importante incertitude, l'effet du jugement expert en matière de crédit sur notre correction de valeur demeure important par rapport au niveau d'avant la crise. Nous avons eu recours à des ajustements quantitatifs et qualitatifs qui tiennent compte de l'incidence des scénarios macroéconomiques sans précédent découlant de la pandémie de COVID-19, y compris l'efficacité et la distribution des vaccins, les effets temporaires des programmes de soutien offerts par les banques et les gouvernements (ceux offerts par ces derniers ayant été prolongés), lesquels pourraient ne pas atténuer l'ensemble des pertes futures, et les conséquences de la conjoncture sur les secteurs et les portefeuilles particulièrement vulnérables touchés par la pandémie de COVID-19.

Tous les scénarios établis aux termes d'IFRS 9 sont conçus pour tenir compte des conséquences de la pandémie de COVID-19. Malgré des développements favorables et une amélioration soutenue de l'économie, la possibilité que la période de reprise soit plus longue, ce qui inclut la durée du maintien des mesures de confinement, à divers degrés, dans certaines régions, ainsi que le risque accru dans le secteur immobilier, a été prise en compte dans l'élaboration et la pondération de nos scénarios.

Notre scénario de base reflète la reprise continue qui se dessine depuis le repli marqué de l'activité économique au deuxième trimestre civil de 2020. Le rythme de distribution des vaccins s'est encore accéléré depuis le deuxième trimestre de 2021, et la reprise devrait se produire plus rapidement que nos prévisions du 31 octobre 2020. Les taux de chômage au Canada et aux États-Unis à la fin de l'année civile 2021 devraient demeurer supérieurs aux niveaux d'avant la crise, mais nous prévoyons que le rythme de croissance du PIB continuera d'augmenter à partir du troisième trimestre de 2021 puisque l'augmentation des taux de vaccination permettra un assouplissement plus important et plus durable des mesures de confinement.

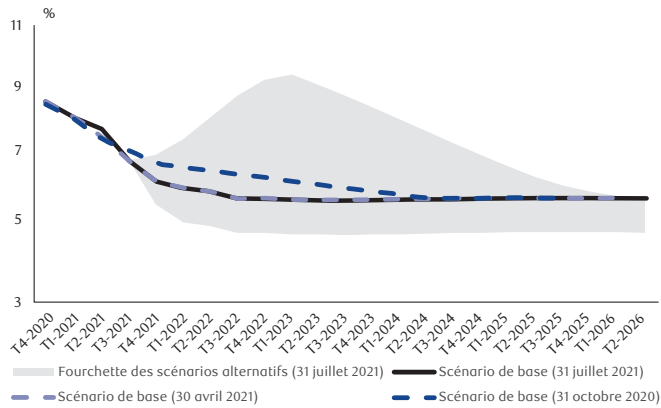
Les scénarios de fluctuation à la baisse, y compris deux scénarios supplémentaires plus pessimistes conçus pour les secteurs de l'énergie et de l'immobilier, reflètent la possibilité d'un deuxième choc macroéconomique à compter de la deuxième moitié de l'année civile 2022, en plus du premier choc subi au deuxième trimestre de 2020, les conditions se détérioreront par rapport aux niveaux du troisième trimestre de 2021 pour une période d'au plus 18 mois, suivie par une reprise pour le reste de la période. Ces scénarios tablent sur une politique monétaire qui, en réponse, ramènera l'économie à un rythme de croissance durable au cours de la période de prévision.

Le scénario de fluctuation à la hausse reflète une reprise économique légèrement plus rapide et plus importante que celle du scénario de base, sans intervention de la politique monétaire pour la freiner, suivi d'un retour à un rythme de croissance durable au cours de la période de prévision légèrement supérieur à celui du scénario de base.

La section qui suit présente des renseignements supplémentaires sur nos prévisions concernant les principales variables macroéconomiques utilisées dans les modèles servant à estimer les corrections de valeur pour pertes de crédit :

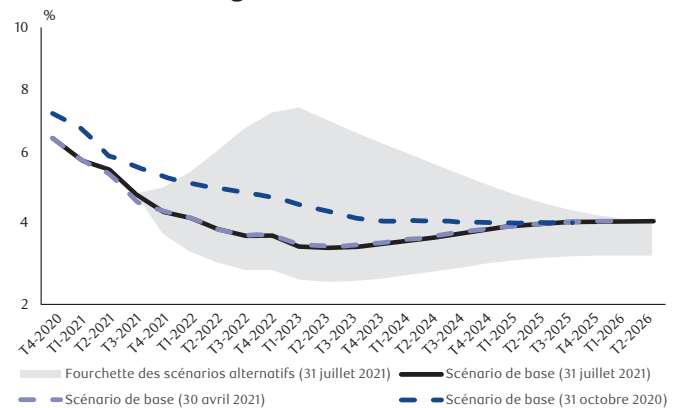
- **Taux de chômage** – Les prévisions selon notre scénario de base laissent entrevoir une amélioration au Canada et aux États-Unis pour le troisième trimestre civil de 2021, avec des taux de chômage respectifs de 7,1 % et de 5,2 %. Pour le reste de l'année, nous prévoyons que les taux de chômage s'amélioreront continuellement dans les deux pays. Nous nous attendons à ce que le taux de chômage au Canada se stabilise pour atteindre l'équilibre à long terme d'ici la seconde moitié de 2022 et à ce que celui aux États-Unis s'améliore pour excéder l'équilibre à long terme à compter du deuxième trimestre de 2022 et pour le reste de notre horizon prévisionnel.

### Taux de chômage au Canada (1)



(1) Correspond au niveau trimestriel moyen du chômage pendant les trimestres civils présentés

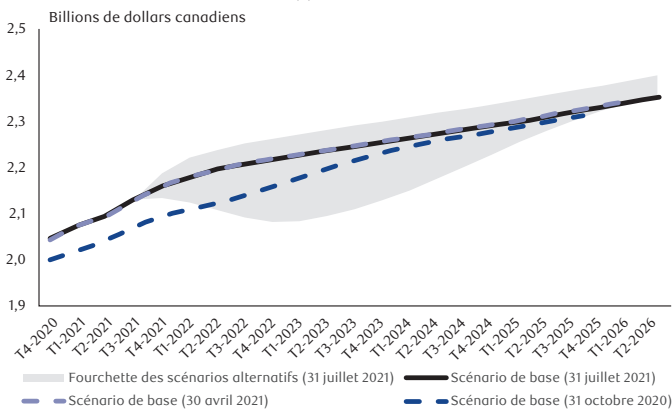
### Taux de chômage aux États-Unis (1)



(1) Correspond au niveau trimestriel moyen du chômage pendant les trimestres civils présentés

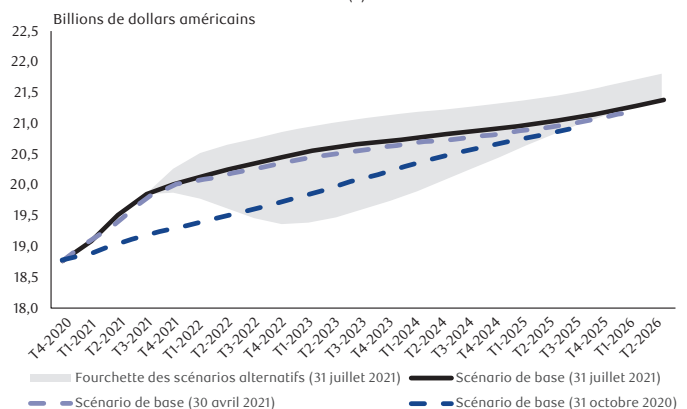
- **Produit intérieur brut (PIB)** – Selon notre scénario de base, le PIB canadien pour le troisième trimestre civil de 2021 devrait être de 0,8 % supérieur au niveau d'avant la crise, et celui des États-Unis, de 3,1 % supérieur à ce niveau. Le PIB du Canada et le PIB des États-Unis devraient être respectivement supérieurs de 2,2 % et de 3,9 % aux niveaux d'avant la crise d'ici la fin de l'année civile 2021.

### PIB réel du Canada (1)



(1) Représente le taux annuel désaisonnalisé indexé au cours du dollar canadien de 2012 pour les trimestres civils présentés.

### PIB réel des États-Unis (1)



(1) Représente le taux annuel désaisonnalisé indexé au cours du dollar américain de 2012 pour les trimestres civils présentés.

- **Prix du pétrole (West Texas Intermediate en \$ US)** – Selon notre scénario de base, les prix du pétrole devraient s'établir en moyenne à 70 \$ le baril pour les 12 prochains mois et à 57 \$ le baril pour les 2 à 5 années suivantes. Les prix moyens figurant dans nos scénarios de fluctuation à la hausse et à la baisse varient de 27 \$ à 90 \$ le baril pour les 12 prochains mois et de 36 \$ à 62 \$ le baril pour les 2 à 5 années suivantes. Au 30 avril 2021, notre scénario de base prévoyait un prix moyen de 61 \$ le baril pour les 12 prochains mois et de 53 \$ le baril pour les 2 à 5 années suivantes. Au 31 octobre 2020, notre scénario de base prévoyait un prix moyen de 43 \$ le baril pour les 12 prochains mois et de 48 \$ le baril pour les 2 à 5 années suivantes.
- **Indice des prix des maisons au Canada** – Selon notre scénario de base, les prix des maisons devraient augmenter de 1,2 % au cours des 12 prochains mois et afficher un taux de croissance annuel composé de 4,0 % pour les 2 à 5 années suivantes. Dans nos scénarios de fluctuation à la hausse et à la baisse, le taux de croissance (contraction) annuel composé des prix des maisons varie de (29,6) % à 10,9 % pour les 12 prochains mois et de 4,2 % à 11,1 % pour les 2 à 5 années suivantes. Au 30 avril 2021, notre scénario de base prévoyait une hausse des prix des maisons de 3,0 % pour les 12 prochains mois et de 3,7 % pour les 2 à 5 années suivantes. Au 31 octobre 2020, notre scénario de base prévoyait une hausse des prix des maisons de 0,6 % pour les 12 prochains mois et de 4,5 % pour les 2 à 5 années suivantes.

## Note 5 Prêts et correction de valeur pour pertes de crédit (suite)

### Exposition au risque de crédit selon la notation interne du risque

Le tableau qui suit présente la valeur comptable brute des prêts évalués au coût amorti et le montant contractuel total des engagements de prêt inutilisés soumis aux dispositions d'IFRS 9 relatives à la dépréciation. Les notations du risque sont basées sur les évaluations internes utilisées pour l'évaluation des pertes de crédit attendues à la date de clôture telles qu'elles figurent dans les grilles de notations internes relatives aux prêts de gros et de détail de la rubrique Risque de crédit de notre rapport annuel 2020.

(en millions de dollars canadiens)	Aux							
	31 juillet 2021				31 octobre 2020			
	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total
<b>Prêts de détail</b>								
<b>Prêts en cours – Prêts hypothécaires résidentiels</b>								
Risque faible	302 488 \$	1 232 \$	– \$	303 720 \$	270 396 \$	2 848 \$	– \$	273 244 \$
Risque moyen	14 338	2 111	–	16 449	15 230	3 307	–	18 537
Risque élevé	3 743	678	–	4 421	4 346	1 467	–	5 813
Non notés (1)	44 326	871	–	45 197	43 176	936	–	44 112
Dépréciés	–	–	671	671	–	–	638	638
	364 895	4 892	671	370 458	333 148	8 558	638	342 344
Éléments non soumis à des tests de dépréciation (2)				252				253
<b>Total</b>				<b>370 710 \$</b>				<b>342 597 \$</b>
<b>Prêts en cours – Prêts aux particuliers</b>								
Risque faible	71 270 \$	631 \$	– \$	71 901 \$	71 245 \$	1 084 \$	– \$	72 329 \$
Risque moyen	4 445	5 017	–	9 462	3 974	5 415	–	9 389
Risque élevé	736	1 007	–	1 743	817	1 416	–	2 233
Non notés (1)	8 760	107	–	8 867	7 704	144	–	7 848
Dépréciés	–	–	211	211	–	–	212	212
<b>Total</b>	<b>85 211 \$</b>	<b>6 762 \$</b>	<b>211 \$</b>	<b>92 184 \$</b>	<b>83 740 \$</b>	<b>8 059 \$</b>	<b>212 \$</b>	<b>92 011 \$</b>
<b>Prêts en cours – Prêts sur cartes de crédit</b>								
Risque faible	12 438 \$	23 \$	– \$	12 461 \$	11 824 \$	63 \$	– \$	11 887 \$
Risque moyen	1 537	1 802	–	3 339	1 596	2 360	–	3 956
Risque élevé	137	893	–	1 030	132	1 105	–	1 237
Non notés (1)	480	43	–	523	490	56	–	546
<b>Total</b>	<b>14 592 \$</b>	<b>2 761 \$</b>	<b>– \$</b>	<b>17 353 \$</b>	<b>14 042 \$</b>	<b>3 584 \$</b>	<b>– \$</b>	<b>17 626 \$</b>
<b>Prêts en cours – Prêts aux petites entreprises (3)</b>								
Risque faible	8 160 \$	313 \$	– \$	8 473 \$	2 034 \$	172 \$	– \$	2 206 \$
Risque moyen	1 603	964	–	2 567	1 976	1 143	–	3 119
Risque élevé	281	211	–	492	126	192	–	318
Non notés (1)	4	–	–	4	9	–	–	9
Dépréciés	–	–	107	107	–	–	90	90
<b>Total</b>	<b>10 048 \$</b>	<b>1 488 \$</b>	<b>107 \$</b>	<b>11 643 \$</b>	<b>4 145 \$</b>	<b>1 507 \$</b>	<b>90 \$</b>	<b>5 742 \$</b>
<b>Engagements inutilisés – Prêts de détail</b>								
Risque faible	228 038 \$	465 \$	– \$	228 503 \$	214 176 \$	887 \$	– \$	215 063 \$
Risque moyen	9 618	119	–	9 737	10 402	291	–	10 693
Risque élevé	1 198	103	–	1 301	1 141	129	–	1 270
Non notés (1)	4 814	97	–	4 911	5 238	117	–	5 355
<b>Total</b>	<b>243 668 \$</b>	<b>784 \$</b>	<b>– \$</b>	<b>244 452 \$</b>	<b>230 957 \$</b>	<b>1 424 \$</b>	<b>– \$</b>	<b>232 381 \$</b>
<b>Prêts de gros – Prêts en cours (3)</b>								
Qualité investissement	56 483 \$	189 \$	– \$	56 672 \$	50 998 \$	328 \$	– \$	51 326 \$
Qualité inférieure	116 165	16 664	–	132 829	112 434	26 575	–	139 009
Non notés (1)	8 606	427	–	9 033	7 093	432	–	7 525
Dépréciés	–	–	1 572	1 572	–	–	2 235	2 235
	181 254	17 280	1 572	200 106	170 525	27 335	2 235	200 095
Éléments non soumis à des tests de dépréciation (2)				10 633				8 560
<b>Total</b>				<b>210 739 \$</b>				<b>208 655 \$</b>
<b>Engagements inutilisés – Prêts de gros</b>								
Qualité investissement	244 033 \$	70 \$	– \$	244 103 \$	242 244 \$	1 022 \$	– \$	243 266 \$
Qualité inférieure	112 979	11 182	–	124 161	92 262	21 581	–	113 843
Non notés (1)	3 341	2	–	3 343	3 918	–	–	3 918
<b>Total</b>	<b>360 353 \$</b>	<b>11 254 \$</b>	<b>– \$</b>	<b>371 607 \$</b>	<b>338 424 \$</b>	<b>22 603 \$</b>	<b>– \$</b>	<b>361 027 \$</b>

- (1) Il arrive qu'aucune note interne du risque ne soit attribuée. Dans ce cas, nous utilisons d'autres méthodes, politiques et outils approuvés afin de gérer notre risque de crédit.
- (2) Les éléments qui ne sont pas soumis à des tests de dépréciation sont des prêts détenus à la juste valeur par le biais du résultat net.
- (3) Avec prise d'effet au deuxième trimestre de 2021, certains prêts qui étaient auparavant classés au poste Prêts de gros sont désormais classés au poste Prêts de détail – Prêts aux petites entreprises, afin de refléter la concordance avec l'évaluation des fonds propres et l'information sur ceux-ci.

## Prêts en souffrance mais non douteux (1), (2)

(en millions de dollars canadiens)	Aux					
	31 juillet 2021			31 octobre 2020		
	De 30 à 89 jours	90 jours et plus	Total	De 30 à 89 jours	90 jours et plus	Total
Prêts de détail	1 033 \$	130 \$	1 163 \$	1 013 \$	129 \$	1 142 \$
Prêts de gros	619	2	621	574	13	587
	<b>1 652 \$</b>	<b>132 \$</b>	<b>1 784 \$</b>	<b>1 587 \$</b>	<b>142 \$</b>	<b>1 729 \$</b>

- (1) Exclut les prêts en souffrance depuis moins de 30 jours, car ils ne sont généralement pas représentatifs de la capacité des emprunteurs à respecter leurs obligations de paiement.
- (2) Les prêts visés par nos programmes de report de paiements offerts pour aider les clients à surmonter les défis liés à la pandémie de COVID-19 ont été reclassés chronologiquement pour devenir productifs, et ce statut sera maintenu tout au long de la période de report. Après la période de report de paiements, les prêts seront de nouveau reclassés chronologiquement. Les montants présentés peuvent inclure les prêts qui sont en souffrance en raison de procédures administratives, comme les prêts hypothécaires dont les paiements sont retenus dans l'attente des sommes reçues à la suite de la vente ou du refinancement, qui peuvent fluctuer en fonction du volume des transactions. Les prêts en souffrance en raison de procédures administratives ne sont pas représentatifs de la capacité des emprunteurs à respecter leurs obligations de paiement.

## Note 6 Dépôts

(en millions de dollars canadiens)	Aux							
	31 juillet 2021				31 octobre 2020			
	À vue (1)	À préavis (2)	À terme (3)	Total	À vue (1)	À préavis (2)	À terme (3)	Total
Particuliers	204 925 \$	62 952 \$	90 623 \$	358 500 \$	182 745 \$	61 761 \$	98 546 \$	343 052 \$
Entreprises et gouvernements	345 285	19 911	315 217	680 413	315 472	16 585	292 254	624 311
Banques	13 412	837	31 716	45 965	12 502	956	31 064	44 522
	<b>563 622 \$</b>	<b>83 700 \$</b>	<b>437 556 \$</b>	<b>1 084 878 \$</b>	<b>510 719 \$</b>	<b>79 302 \$</b>	<b>421 864 \$</b>	<b>1 011 885 \$</b>
<b>Dépôts non productifs d'intérêts (4)</b>								
Canada	146 620 \$	7 776 \$	809 \$	155 205 \$	123 402 \$	7 390 \$	368 \$	131 160 \$
États-Unis	51 082	–	–	51 082	43 831	–	–	43 831
Europe (5)	527	–	–	527	654	–	–	654
Autres pays	7 560	–	–	7 560	7 372	–	–	7 372
<b>Dépôts productifs d'intérêts (4)</b>								
Canada	308 511	19 674	314 159	642 344	287 046	19 036	310 492	616 574
États-Unis	6 816	55 491	71 033	133 340	7 190	52 046	57 037	116 273
Europe (5)	36 229	759	37 895	74 883	33 810	830	37 250	71 890
Autres pays	6 277	–	13 660	19 937	7 414	–	16 717	24 131
	<b>563 622 \$</b>	<b>83 700 \$</b>	<b>437 556 \$</b>	<b>1 084 878 \$</b>	<b>510 719 \$</b>	<b>79 302 \$</b>	<b>421 864 \$</b>	<b>1 011 885 \$</b>

- (1) Les dépôts à vue comprennent tous les dépôts pour lesquels nous n'avons pas le droit d'exiger un avis de retrait, ce qui comprend des comptes d'épargne et des comptes-chèques.
- (2) Les dépôts à préavis comprennent tous les dépôts pour lesquels nous pouvons exiger légalement un avis de retrait. Ces dépôts sont principalement des comptes d'épargne.
- (3) Les dépôts à terme sont remboursables à une date fixe et comprennent aussi les certificats de placement garanti et d'autres instruments semblables.
- (4) La répartition géographique des dépôts est fondée sur l'origine des dépôts et le pays où les revenus sont comptabilisés. Au 31 juillet 2021, les dépôts libellés en dollars américains, en livres sterling, en euros et en autres devises s'élevaient respectivement à 394,3 milliards de dollars, 32,1 milliards, 43,1 milliards et 28,0 milliards (347,5 milliards, 31,9 milliards, 46,6 milliards et 33,4 milliards au 31 octobre 2020, respectivement).
- (5) Comprend le Royaume-Uni, le Luxembourg, les îles Anglo-Normandes, la France et l'Italie.

## Échéances contractuelles des dépôts à terme

(en millions de dollars canadiens)	Aux	
	31 juillet 2021	31 octobre 2020 (1)
Moins de 1 an :		
Moins de 3 mois	146 400 \$	123 290 \$
De 3 à 6 mois	54 116	65 782
De 6 à 12 mois	89 408	80 737
De 1 à 2 ans	34 240	34 400
De 2 à 3 ans	39 332	42 907
De 3 à 4 ans	22 471	21 136
De 4 à 5 ans	23 854	22 885
Plus de 5 ans	27 735	30 727
	<b>437 556 \$</b>	<b>421 864 \$</b>
Montant global des dépôts à terme en coupures de 100 000 \$ ou plus	<b>407 000 \$</b>	<b>388 000 \$</b>

- (1) Les montants présentés auparavant ont été reclassés afin de rendre compte des échéances contractuelles de certains dépôts à terme.

## Note 7 Avantages du personnel – Régime de retraite et autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi

Nous offrons un certain nombre de régimes à cotisations définies et à prestations définies, lesquels fournissent des prestations de retraite et d'autres avantages postérieurs à l'emploi aux employés admissibles. Les tableaux qui suivent présentent la composition de notre charge au titre des prestations de retraite et des autres avantages postérieurs à l'emploi et l'incidence des réévaluations comptabilisées dans les autres éléments du résultat global.

### Charge au titre des prestations de retraite et des autres avantages postérieurs à l'emploi

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos			
	Régimes de retraite		Autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi	
	le 31 juillet 2021	le 31 juillet 2020	le 31 juillet 2021	le 31 juillet 2020
Coûts des services rendus au cours de la période	90 \$	92 \$	11 \$	13 \$
Coûts des services passés	–	–	–	5
Charge (revenu) d'intérêt, montant net	2	4	15	14
Réévaluation des autres avantages à long terme	–	–	–	5
Frais administratifs	3	4	–	–
Charge au titre des régimes à prestations définies	95	100	26	37
Charge au titre des régimes à cotisations définies	56	56	–	–
	151 \$	156 \$	26 \$	37 \$

(en millions de dollars canadiens)	Pour les périodes de neuf mois closes			
	Régimes de retraite		Autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi	
	le 31 juillet 2021	le 31 juillet 2020	le 31 juillet 2021	le 31 juillet 2020
Coûts des services rendus au cours de la période	270 \$	275 \$	33 \$	36 \$
Coûts des services passés	–	–	–	5
Charge (revenu) d'intérêt, montant net	6	14	43	44
Réévaluation des autres avantages à long terme	–	–	(10)	9
Frais administratifs	9	13	–	–
Charge au titre des régimes à prestations définies	285	302	66	94
Charge au titre des régimes à cotisations définies	179	174	–	–
	464 \$	476 \$	66 \$	94 \$

### Réévaluations des régimes de retraite et des autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi (1)

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos			
	Régimes de retraite à prestations définies		Autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi	
	le 31 juillet 2021	le 31 juillet 2020	le 31 juillet 2021	le 31 juillet 2020
(Gains) pertes actuariels :				
Modifications des hypothèses financières (2)	732 \$	1 587 \$	46 \$	147 \$
Ajustements liés à l'expérience	–	–	(1)	(7)
Rendement de l'actif des régimes (excluant les intérêts en fonction du taux d'actualisation)	(882)	(977)	–	–
	(150)\$	610 \$	45 \$	140 \$

(en millions de dollars canadiens)	Pour les périodes de neuf mois closes			
	Régimes de retraite à prestations définies		Autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi	
	le 31 juillet 2021	le 31 juillet 2020	le 31 juillet 2021	le 31 juillet 2020
(Gains) pertes actuariels :				
Modifications des hypothèses financières (2)	(660)\$	1 625 \$	(89)\$	148 \$
Ajustements liés à l'expérience	–	–	(4)	(9)
Rendement de l'actif des régimes (excluant les intérêts en fonction du taux d'actualisation)	(1 679)	(1 000)	–	–
	(2 339)\$	625 \$	(93)\$	139 \$

(1) Les hypothèses fondées sur le marché, y compris les modifications des hypothèses financières et le rendement de l'actif des régimes, sont revues chaque trimestre. Toutes les autres hypothèses sont mises à jour à l'occasion de notre examen annuel des hypothèses des régimes.

(2) Les modifications des hypothèses financières liées à nos régimes de retraite à prestations définies portent principalement sur les changements de taux d'actualisation.



**Note 8 Impôt sur le résultat****Avis de cotisation et contrôles fiscaux**

Au cours du troisième trimestre de 2021, nous avons reçu un avis de nouvelle cotisation de l'Agence du revenu du Canada (ARC) relativement à l'année d'imposition 2016, qui laisse entendre que la Banque Royale du Canada doit un montant d'impôt additionnel d'environ 298 millions de dollars, car la déductibilité de certains dividendes lui a été refusée. Ce montant représente le montant d'impôt additionnel maximal exigible pour cet exercice. L'avis de nouvelle cotisation est conforme aux avis de nouvelle cotisation déjà reçus décrits à la note 22 de nos états financiers consolidés annuels de 2020. Il se peut que l'ARC établisse à notre égard une nouvelle cotisation augmentant sensiblement l'impôt sur le résultat pour les exercices à venir de la même façon.

Au cours du premier trimestre de 2021, nous avons reçu un avis de nouvelle cotisation qui était conforme aux lettres de proposition déjà reçues de l'ARC au titre de l'année d'imposition 2015.

Dans tous les cas, nous sommes convaincus que notre position fiscale était appropriée et entendons nous défendre avec vigueur.

**Note 9 Transactions importantes portant sur les capitaux propres et le financement****Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres**

Le 2 novembre 2020, nous avons émis 1 250 millions de dollars de billets de capital à recours limité de série 2 (billets LRCN de série 2) au titre desquels le recours se limite aux actifs (actifs de la fiducie) détenus par un fiduciaire indépendant dans une fiducie consolidée (fiducie à recours limité). Les actifs de la fiducie se composent de 1 250 millions de dollars de nos actions privilégiées de premier rang de série BR (actions privilégiées de série BR) émises parallèlement aux billets LRCN de série 2 au prix de 1 000 \$ chacune.

Les billets LRCN de série 2 se vendent 1 000 \$ chacun et portent intérêt à un taux fixe de 4,0 % par année (versements semestriels) jusqu'au 24 février 2026 et, par la suite, à un taux annuel révisé tous les cinq ans correspondant au rendement des obligations du gouvernement du Canada à 5 ans majoré de 3,617 % jusqu'à l'échéance, le 24 février 2081.

Le 8 juin 2021, nous avons émis 1 000 millions de dollars de billets de capital à recours limité de série 3 (billets LRCN de série 3) au titre desquels le recours se limite aux actifs (actifs de la fiducie) détenus par un fiduciaire indépendant dans une fiducie consolidée (fiducie à recours limité). Les actifs de la fiducie se composent de 1 000 millions de dollars de nos actions privilégiées de premier rang de série BS (actions privilégiées de série BS) émises parallèlement aux billets LRCN de série 3 au prix de 1 000 \$ chacune.

Les billets LRCN de série 3 se vendent 1 000 \$ chacun et portent intérêt à un taux fixe de 3,65 % par année (versements semestriels) jusqu'au 24 novembre 2026 et, par la suite, à un taux annuel révisé tous les cinq ans correspondant au rendement des obligations du gouvernement du Canada à 5 ans majoré de 2,665 % jusqu'à l'échéance, le 24 novembre 2081.

Advenant i) le non-paiement de l'intérêt à l'une des dates de paiement de l'intérêt, ii) le non-paiement du montant du rachat en cas de rachat des billets LRCN de série 2 et des billets LRCN de série 3, iii) le non-paiement du capital à l'échéance des billets LRCN de série 2 et des billets LRCN de série 3 ou iv) un cas de défaut à l'égard des billets, les porteurs de billets n'auront de recours qu'à l'égard des actifs de la fiducie, et chaque porteur aura droit à sa quote-part des actifs de la fiducie. Dans de telles circonstances, la livraison des actifs de la fiducie épuiserait toutes nos obligations à l'égard des billets LRCN de série 2 et des billets LRCN de série 3.

Les billets LRCN de série 2 et les billets LRCN de série 3 sont rachetables à l'échéance ou par anticipation dans la mesure où nous rachetons les actions privilégiées de série BR et les actions privilégiées de série BS, respectivement, à certaines dates de rachat précisées dans les modalités des actions privilégiées de série BR et des actions privilégiées de série BS, et sous réserve du consentement et de l'approbation du Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF).

Les modalités des actions privilégiées de série BR, des actions privilégiées de série BS, des billets LRCN de série 2 et des billets LRCN de série 3 comprennent des clauses relatives aux fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité (FPUNV) qui sont nécessaires à leur admissibilité à titre de fonds propres réglementaires de première catégorie en vertu de l'accord de Bâle III. Les clauses relatives aux FPUNV exigent la conversion de l'instrument en un nombre variable d'actions ordinaires dès lors que le BSIF considère la Banque comme non viable ou que le gouvernement fédéral ou un gouvernement provincial au Canada annonce publiquement que la Banque a accepté ou a convenu d'accepter une injection de capitaux. Dans un tel cas, les billets LRCN de série 2 et les billets LRCN de série 3 seront automatiquement rachetés et le prix de rachat sera couvert par la livraison des actifs de la fiducie, lesquels se composeront d'actions ordinaires par suite d'une conversion automatique des actions privilégiées de série BR et des actions privilégiées de série BS, respectivement. Les modalités des actions privilégiées de série BR et des actions privilégiées de série BS comprennent une formule de conversion automatique assortie d'un prix de conversion correspondant au plus élevé des montants suivants : i) le prix plancher de 5,00 \$ ou ii) le cours de nos actions ordinaires fondé sur le cours moyen pondéré en fonction du volume de nos actions ordinaires à la Bourse de Toronto. Le nombre d'actions ordinaires émises au titre de chaque action privilégiée de série BR et de chaque action privilégiée de série BS sera déterminé en divisant la valeur par action des actions privilégiées de série BR et des actions privilégiées de série BS (y compris les dividendes déclarés et non payés) par le prix de conversion. Le nombre d'actions ordinaires remis à chaque porteur de billets sera déterminé en fonction de la quote-part des actifs de la fiducie revenant à ce porteur.

Les billets LRCN de série 2 et les billets LRCN de série 3 sont des instruments composés qui contiennent à la fois une composante passif et une composante capitaux propres, puisque les paiements d'intérêts et de capital en trésorerie sont effectués à notre gré. Le non-paiement des intérêts et du capital en trésorerie ne constitue pas un cas de défaut et donnera lieu à l'émission d'actions privilégiées de série BR et d'actions privilégiées de série BS. La composante passif des billets a une valeur nominale, de sorte que la totalité du produit reçu a été constatée en tant que capitaux propres.

**Note 9 Transactions importantes portant sur les capitaux propres et le financement (suite)**

Le 24 mai 2021, nous avons racheté la totalité de nos 29 millions d'actions privilégiées de premier rang à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif, série BK, à un prix de rachat de 25 \$ par action.

**Débetures subordonnées**

Le 20 janvier 2021, nous avons racheté la totalité des 1 500 millions de dollars de nos débetures subordonnées relatives aux FPUNV à 3,31 % en circulation échéant le 20 janvier 2026 pour la totalité de leur capital, majoré des intérêts courus jusqu'à la date de rachat, sans compter cette date.

Le 28 janvier 2021, nous avons émis 1 000 millions de dollars de débetures subordonnées relatives aux FPUNV. Les débetures portent intérêt au taux fixe de 1,67 % par année jusqu'au 28 janvier 2028, puis au taux CDOR à trois mois majoré de 0,55 % jusqu'à leur échéance, le 28 janvier 2033.

**Actions ordinaires émises (1)**

	Pour les trimestres clos			
	le 31 juillet 2021		le 31 juillet 2020	
	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Nombre d'actions (en milliers)	Montant
(en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions)				
Actions émises dans le cadre des régimes de rémunération fondée sur des actions (2)	311	24 \$	235	18 \$
Actions rachetées aux fins d'annulation (3)	–	–	–	–
	311	24 \$	235	18 \$

	Pour les périodes de neuf mois closes			
	le 31 juillet 2021		le 31 juillet 2020	
	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Nombre d'actions (en milliers)	Montant
(en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions)				
Actions émises dans le cadre des régimes de rémunération fondée sur des actions (2)	1 131	85 \$	782	62 \$
Actions rachetées aux fins d'annulation (3)	–	–	(7 860)	(97)
	1 131	85 \$	(7 078)	(35)\$

- (1) Les exigences de notre régime de réinvestissement des dividendes sont remplies soit au moyen d'achats d'actions sur le marché libre, soit au moyen d'actions propres. Au cours des trimestres et des périodes de neuf mois clos les 31 juillet 2021 et 2020, les exigences de notre régime de réinvestissement de dividendes ont été remplies au moyen d'achats d'actions sur le marché libre.
- (2) Les montants comprennent la trésorerie reçue au titre des options sur actions exercées au cours de la période et les ajustements de la juste valeur des options sur actions.
- (3) Au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 31 juillet 2021, nous n'avons pas racheté d'actions ordinaires aux fins d'annulation. Au cours du trimestre clos le 31 juillet 2020, nous n'avons pas racheté d'actions ordinaires aux fins d'annulation. Au cours de la période de neuf mois close le 31 juillet 2020, nous avons racheté, aux fins d'annulation, des actions ordinaires dont la juste valeur totalisait 814 millions de dollars (prix moyen de 103,62 \$ l'action) et la valeur comptable, 97 millions (valeur comptable de 12,34 \$ l'action).

## Note 10 Bénéfice par action

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action)	Pour les trimestres clos		Pour les périodes de neuf mois closes	
	le 31 juillet 2021	le 31 juillet 2020	le 31 juillet 2021	le 31 juillet 2020
<b>Bénéfice de base par action</b>				
Bénéfice net	4 296 \$	3 201 \$	12 158 \$	8 191 \$
Dividendes sur actions privilégiées et distributions sur les autres instruments de capitaux propres	(55)	(65)	(189)	(194)
Bénéfice net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	(4)	(4)	(7)	(6)
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires	4 237 \$	3 132 \$	11 962 \$	7 991 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires (en milliers)	1 424 614	1 422 705	1 424 278	1 424 364
Bénéfice de base par action (en dollars)	2,97 \$	2,20 \$	8,40 \$	5,61 \$
<b>Bénéfice dilué par action</b>				
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires	4 237 \$	3 132 \$	11 962 \$	7 991 \$
Incidence dilutive des actions échangeables	–	4	–	11
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires, compte tenu de l'incidence dilutive des actions échangeables	4 237 \$	3 136 \$	11 962 \$	8 002 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires (en milliers)	1 424 614	1 422 705	1 424 278	1 424 364
Options sur actions (1)	1 987	779	1 596	1 091
Actions pouvant être émises en vertu d'autres régimes de rémunération fondée sur des actions	597	757	674	753
Actions échangeables	–	3 536	–	3 335
Nombre moyen d'actions ordinaires diluées (en milliers)	1 427 198	1 427 777	1 426 548	1 429 543
Bénéfice dilué par action (en dollars)	2,97 \$	2,20 \$	8,39 \$	5,60 \$

(1) L'effet de dilution des options sur actions a été établi au moyen de la méthode des actions propres. Lorsque le prix d'exercice des options en cours excède le cours moyen de nos actions ordinaires, les options sont exclues du calcul du bénéfice dilué par action. Pour le trimestre clos le 31 juillet 2021, aucune option en cours n'a été exclue du calcul du bénéfice dilué par action. Pour le trimestre clos le 31 juillet 2020, une moyenne de 2 941 928 options en cours au prix d'exercice moyen de 101,06 \$ ont été exclues du calcul du bénéfice dilué par action. Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2021, aucune option en cours n'a été exclue du calcul du bénéfice dilué par action. Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2020, une moyenne de 2 764 422 options en cours au prix d'exercice moyen de 100,82 \$ ont été exclues du calcul du bénéfice dilué par action.

## Note 11 Actions en justice et questions de réglementation

Nous sommes une importante institution mondiale qui est assujettie à de nombreuses exigences juridiques et réglementaires complexes en constante évolution. Nous sommes et avons été partie à diverses procédures judiciaires, y compris des poursuites en responsabilité, des vérifications réglementaires, des enquêtes, des audits et des demandes de renseignements de la part de divers organismes de réglementation gouvernementaux et autorités chargées de l'exécution de la loi, dans divers territoires. Certaines de ces procédures pourraient faire intervenir de nouvelles théories et interprétations juridiques et pourraient être entendues tant en droit criminel que civil, et certaines procédures pourraient donner lieu à des sanctions civiles, réglementaires ou pénales. Nous revoyons régulièrement l'état d'avancement de toutes les procédures et exercerons notre jugement afin de les résoudre au mieux de nos intérêts. Ces procédures judiciaires font largement appel à l'exercice du jugement important et soulèvent beaucoup d'incertitudes; le risque financier et les autres risques qui y sont associés, compte tenu des charges à payer courantes, pourraient avoir une incidence significative sur nos résultats d'exploitation d'une période donnée.

Nos procédures judiciaires et questions de réglementation principales sont décrites à la note 25 de nos états financiers consolidés annuels de 2020, rubrique mise à jour ci-dessous.

### Procédure liée à Royal Bank of Canada Trust Company (Bahamas) Limited

Le 6 janvier 2021, la Cour de Cassation française a rendu une décision annulant le jugement de la Cour d'appel daté du 29 juin 2018 et a renvoyé le dossier à la Cour d'appel française pour qu'elle réexamine l'affaire.

### Litige portant sur les frais d'interchange

Une entente de règlement a été conclue avec les conseillers juridiques responsables du recours, sous réserve d'approbation par le tribunal. Ce règlement, une fois approuvé par le tribunal, réglerait les réclamations de tous les commerçants canadiens, sous réserve de droits limités de retrait pour les marchands québécois.

### Affaires liées aux opérations de change

La Banque Royale du Canada et de nombreux courtiers de change ont été visés par des poursuites engagées au Royaume-Uni et au Brésil alléguant, entre autres, un comportement collusif dans le cadre du commerce des devises à l'échelle mondiale.

En ce qui concerne la poursuite aux États-Unis déposée par certains demandeurs institutionnels qui avaient choisi de ne pas participer au règlement d'août 2018, ces demandeurs ont représenté leur demande et, en juillet 2021, la cour de district des États-Unis a agréé une requête en rejet de la poursuite en faveur de RBC Capital Markets, mais a rejeté celle visant la Banque Royale du Canada.

## Note 12 Résultats par secteur d'exploitation

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre clos le 31 juillet 2021						Total
	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Services aux investisseurs et de trésorerie	Marchés des Capitaux (1)	Services de soutien généraux (1)	
Revenu net d'intérêt (2)	3 206 \$	682 \$	– \$	127 \$	1 122 \$	(85) \$	5 052 \$
Revenus autres que d'intérêt	1 445	2 742	1 754	390	1 341	32	7 704
Total des revenus	4 651	3 424	1 754	517	2 463	(53)	12 756
Dotation à la provision pour pertes de crédit	(179)	(21)	–	(3)	(337)	–	(540)
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	–	–	1 304	–	–	–	1 304
Frais autres que d'intérêt	1 998	2 493	155	401	1 363	10	6 420
Bénéfice (perte) avant impôt	2 832	952	295	119	1 437	(63)	5 572
Charge (économie) d'impôt	719	214	61	31	308	(57)	1 276
<b>Bénéfice net</b>	<b>2 113 \$</b>	<b>738 \$</b>	<b>234 \$</b>	<b>88 \$</b>	<b>1 129 \$</b>	<b>(6) \$</b>	<b>4 296 \$</b>
Les frais autres que d'intérêt comprennent : Amortissements	236 \$	216 \$	15 \$	50 \$	125 \$	1 \$	643 \$

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre clos le 31 juillet 2020						Total
	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Services aux investisseurs et de trésorerie	Marchés des Capitaux (1)	Services de soutien généraux (1)	
Revenu net d'intérêt (2)	3 079 \$	699 \$	– \$	89 \$	1 335 \$	(63) \$	5 139 \$
Revenus autres que d'intérêt	1 269	2 465	2 212	395	1 413	27	7 781
Total des revenus	4 348	3 164	2 212	484	2 748	(36)	12 920
Dotation à la provision pour pertes de crédit	527	74	–	(4)	78	–	675
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	–	–	1 785	–	–	–	1 785
Frais autres que d'intérêt	1 985	2 361	140	388	1 471	35	6 380
Bénéfice (perte) avant impôt	1 836	729	287	100	1 199	(71)	4 080
Charge (économie) d'impôt	469	167	71	24	250	(102)	879
<b>Bénéfice net</b>	<b>1 367 \$</b>	<b>562 \$</b>	<b>216 \$</b>	<b>76 \$</b>	<b>949 \$</b>	<b>31 \$</b>	<b>3 201 \$</b>
Les frais autres que d'intérêt comprennent : Amortissements	227 \$	223 \$	14 \$	56 \$	131 \$	– \$	651 \$

(en millions de dollars canadiens)	Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2021						Total
	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Services aux investisseurs et de trésorerie	Marchés des Capitaux (1)	Services de soutien généraux (1)	
Revenu net d'intérêt (2)	9 452 \$	2 014 \$	– \$	305 \$	3 442 \$	(272) \$	14 941 \$
Revenus autres que d'intérêt	4 289	8 191	4 099	1 311	4 447	39	22 376
Total des revenus	13 741	10 205	4 099	1 616	7 889	(233)	37 317
Dotation à la provision pour pertes de crédit	21	(52)	–	(7)	(487)	(1)	(526)
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	–	–	2 859	–	–	–	2 859
Frais autres que d'intérêt	5 891	7 551	444	1 177	4 272	6	19 341
Bénéfice (perte) avant impôt	7 829	2 706	796	446	4 104	(238)	15 643
Charge (économie) d'impôt	2 015	628	174	115	837	(284)	3 485
<b>Bénéfice net</b>	<b>5 814 \$</b>	<b>2 078 \$</b>	<b>622 \$</b>	<b>331 \$</b>	<b>3 267 \$</b>	<b>46 \$</b>	<b>12 158 \$</b>
Les frais autres que d'intérêt comprennent : Amortissements	689 \$	654 \$	44 \$	146 \$	376 \$	3 \$	1 912 \$

Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2020

(en millions de dollars canadiens)	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Services aux investisseurs et de trésorerie	Marchés des Capitaux (1)	Services de soutien généraux (1)	Total
Revenu net d'intérêt (2)	9 454 \$	2 174 \$	– \$	221 \$	3 952 \$	24 \$	15 825 \$
Revenus autres que d'intérêt	3 904	6 978	4 403	1 569	3 657	(247)	20 264
Total des revenus	13 358	9 152	4 403	1 790	7 609	(223)	36 089
Dotation à la provision pour pertes de crédit	2 575	163	1	10	1 174	1	3 924
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	–	–	3 222	–	–	–	3 222
Frais autres que d'intérêt	5 916	6 900	441	1 182	4 197	64	18 700
Bénéfice (perte) avant impôt	4 867	2 089	739	598	2 238	(288)	10 243
Charge (économie) d'impôt	1 282	480	162	153	302	(327)	2 052
<b>Bénéfice net</b>	<b>3 585 \$</b>	<b>1 609 \$</b>	<b>577 \$</b>	<b>445 \$</b>	<b>1 936 \$</b>	<b>39 \$</b>	<b>8 191 \$</b>
Les frais autres que d'intérêt comprennent :							
Amortissements	684 \$	656 \$	43 \$	160 \$	385 \$	– \$	1 928 \$

(1) Majoration au montant imposable équivalent.

(2) Le revenu d'intérêt est présenté déduction faite des charges d'intérêt, puisque nous nous fions essentiellement au revenu net d'intérêt comme mesure du rendement.

### Total de l'actif et total du passif par secteur d'exploitation

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 juillet 2021						
	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Services aux investisseurs et de trésorerie	Marchés des Capitaux	Services de soutien généraux	Total
Total de l'actif	538 609 \$	142 090 \$	22 130 \$	234 867 \$	706 159 \$	49 685 \$	1 693 540 \$
Total du passif	538 555	142 086	22 285	234 781	705 735	(46 212)	1 597 230

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 octobre 2020						
	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Services aux investisseurs et de trésorerie	Marchés des Capitaux	Services de soutien généraux	Total
Total de l'actif	509 679 \$	129 706 \$	21 253 \$	230 695 \$	688 054 \$	45 161 \$	1 624 548 \$
Total du passif	509 682	129 673	21 311	230 618	688 314	(41 817)	1 537 781

### Note 13 Gestion des fonds propres

#### Fonds propres réglementaires et ratios

Le BSIF établit des objectifs précis à l'intention des institutions de dépôt du Canada en ce qui concerne les fonds propres requis au titre des risques et le ratio de levier. Au troisième trimestre de 2021, nous nous sommes conformés à toutes les exigences de fonds propres et de levier, y compris la réserve pour stabilité intérieure, imposées par le BSIF.

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et sauf indication contraire)	Aux	
	31 juillet 2021	31 octobre 2020
<b>Fonds propres (1)</b>		
Fonds propres CET1	73 822 \$	68 082 \$
Fonds propres de première catégorie	81 218	74 005
Total des fonds propres	90 736	84 928
<b>Actif pondéré en fonction des risques aux fins du calcul des ratios de fonds propres (1)</b>		
Risque de crédit	436 070 \$	448 821 \$
Risque de marché	34 149	27 374
Risque opérationnel	72 828	70 047
<b>Total de l'actif pondéré en fonction des risques</b>	<b>543 047 \$</b>	<b>546 242 \$</b>
<b>Ratios de fonds propres et ratio de levier (1)</b>		
Ratio CET1	13,6 %	12,5 %
Ratio de fonds propres de première catégorie	15,0 %	13,5 %
Ratio du total des fonds propres	16,7 %	15,5 %
Ratio de levier	5,0 %	4,8 %
Exposition du ratio de levier (en milliards)	1 633,2 \$	1 552,9 \$

(1) Les fonds propres, l'actif pondéré en fonction des risques et les ratios de fonds propres sont calculés conformément à la ligne directrice sur les normes de fonds propres du BSIF et le ratio de levier est calculé conformément aux exigences de levier du BSIF, révisées pour tenir compte des lignes directrices publiées par le BSIF en réponse à la pandémie de COVID-19. Les lignes directrices sur les normes de fonds propres et les exigences de levier sont établies d'après le cadre de l'accord de Bâle III.

#### Note 14 Événements postérieurs à la date de clôture

Le 24 août 2021, nous avons racheté la totalité de nos 30 millions d'actions privilégiées de premier rang à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif, série BM, émises et en circulation, au prix de 25 \$ par action.

## Renseignements à l'intention des actionnaires

### Bureau central

Adresse :  
Banque Royale du Canada  
200 Bay Street  
Toronto (Ontario) M5J 2J5  
Canada  
Téléphone : 1-888-212-5533

Pour toute correspondance :  
P.O. Box 1  
Royal Bank Plaza  
Toronto (Ontario) M5J 2J5  
Canada  
Site Web : rbc.com

### Agent des transferts et agent comptable des registres

Agent principal :  
Société de fiducie Computershare du Canada  
1500, boul. Robert-Bourassa  
Bureau 700  
Montréal (Québec) H3A 3S8  
Canada  
Téléphone : 1-866-586-7635  
(Canada et États-Unis)  
ou 514-982-7555  
(appels internationaux)  
Télécopieur : 514-982-7580  
Site Web : computershare.com/rbc

Co-agent des transferts  
(États-Unis) :  
Computershare Trust  
Company, N.A.  
250 Royall Street  
Canton, Massachusetts 02021  
États-Unis

Co-agent des transferts  
(Royaume-Uni) :  
Computershare Investor  
Services PLC  
Securities Services – Registrars  
P.O. Box 82, The Pavilions,  
Bridgwater Road,  
Bristol BS99 6ZZ  
Royaume-Uni

### Inscriptions en Bourse (Symbole : RY)

Bourses où sont inscrites les actions ordinaires de la Banque :  
Canada – Bourse de Toronto (TSX)  
États-Unis – New York Stock Exchange (NYSE)  
Suisse – Bourse suisse (SIX)

Les actions privilégiées de séries AZ, BB, BD, BF, BH, BI, BJ et BO sont inscrites à la TSX. Les actions dépositaires connexes aux actions privilégiées de série C-2 sont inscrites à la NYSE.

L'information disponible sur les sites Web mentionnés dans le présent rapport aux actionnaires ou l'information pouvant être obtenue par l'intermédiaire de ces sites ne fait pas partie du rapport. Tous les renvois à des sites Web sont inactifs et ne sont indiqués qu'à titre informatif.

Les désignations commerciales utilisées dans le présent rapport comprennent le symbole du LION et du GLOBE TERRESTRE, BANQUE ROYALE DU CANADA, RBC, RBC ASSURANCES et Marge Proprio RBC lesquelles sont des désignations commerciales de la Banque Royale du Canada utilisées par la Banque Royale du Canada ou par ses filiales autorisées. Toutes les autres désignations commerciales mentionnées dans le présent rapport qui ne sont pas la propriété de la Banque Royale du Canada sont la propriété de leurs propriétaires respectifs.

### Prix du jour d'évaluation

Aux fins de l'impôt sur le revenu au Canada, l'action ordinaire de la Banque Royale du Canada s'établissait à 29,52 \$ par action au jour d'évaluation (le 22 décembre 1971). Ce prix correspond à 7,38 \$ par action, après ajustement pour tenir compte des deux divisions d'actions à raison de deux actions pour une de mars 1981 et de février 1990. Le dividende en actions de une action pour une, versé en octobre 2000 et en avril 2006, n'a eu aucune incidence sur le prix du jour d'évaluation de nos actions ordinaires.

### Communications avec les actionnaires

Pour des renseignements relatifs aux dividendes, aux changements au registre des actionnaires ou aux changements d'adresse, à la perte de certificats d'actions, aux formulaires d'impôts, aux transferts de succession et au réinvestissement de dividendes, les actionnaires sont priés de communiquer avec :  
Société de fiducie  
Computershare du Canada  
100 University Avenue, 8<sup>e</sup> étage  
Toronto (Ontario) M5J 2Y1  
Canada

Téléphone : 1-866-586-7635  
(Canada et États-Unis)  
ou 514-982-7555  
(appels internationaux)  
Télécopieur : 1-888-453-0330  
(Canada et États-Unis)  
ou 416-263-9394  
(appels internationaux)  
Courriel :  
service@computershare.com

### Analystes financiers, gestionnaires de portefeuille, investisseurs institutionnels

Pour obtenir des renseignements financiers, veuillez communiquer avec :  
Relations avec les investisseurs  
Banque Royale du Canada  
200 Bay Street  
South Tower  
Toronto (Ontario) M5J 2J5  
Canada  
Téléphone : 416-955-7802

ou visitez notre site Web au  
rbc.com/investisseurs

### Service de dépôt direct

Au moyen d'un transfert électronique de fonds, les actionnaires du Canada et des États-Unis peuvent faire déposer directement dans leur compte bancaire les dividendes sur leurs actions ordinaires, il leur suffit d'en faire la demande à notre agent des transferts et agent comptable des registres, la Société de fiducie Computershare du Canada.

### Désignation à titre de dividendes admissibles

Sauf indication contraire, aux fins de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) et dans toute législation fiscale provinciale ou territoriale applicable, tous les dividendes (ainsi que les dividendes réputés) que verse RBC à des résidents du Canada sur ses actions ordinaires et privilégiées sont désignés comme des « dividendes admissibles ».

### Dates de paiement des dividendes pour 2021

Sous réserve de l'approbation du Conseil d'administration

	Dates de clôture des registres	Dates de paiement
Actions ordinaires et privilégiées de séries AZ, BB, BD, BF, BH, BI, BJ et BO	26 janvier 22 avril 26 juillet 26 octobre	24 février 21 mai 24 août 24 novembre
Actions privilégiées de série C-2 (\$ US)	26 janvier 27 avril 27 juillet 26 octobre	5 février 7 mai 6 août 5 novembre

### Gouvernance

Les résumés des différences importantes entre les pratiques de RBC en matière de gouvernance d'entreprise et les pratiques en matière de gouvernance d'entreprise que doivent respecter les entreprises nationales américaines en vertu des conditions d'admission en Bourse de la NYSE sont présentés sur notre site Web, à l'adresse rbc.com/gouvernance.

### Rachat d'actions ordinaires

En date du 31 juillet 2021, nous n'avons pas d'offre publique de rachat dans le cours normal des activités active. Pour plus de détails à ce sujet, se reporter à la rubrique Gestion des fonds propres.

### Dates de publication des rapports trimestriels pour 2021

Premier trimestre 24 février  
Deuxième trimestre 27 mai  
Troisième trimestre 25 août  
Quatrième trimestre 1<sup>er</sup> décembre

### Assemblée annuelle de 2022

L'assemblée annuelle des actionnaires ordinaires se tiendra le jeudi 7 avril 2022.